

D'anciens membres de l'administration Carter dénoncent l'intervention directe de Washington en Amérique centrale

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 P. ; Libye, 0,350 D. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Suède, 325 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 1,40 t. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 245-72-23

La recherche de la paix compromise au Proche-Orient

Dimanche noir

Dimanche noir pour le camp de la paix au Proche-Orient : l'assassinat, au congrès de l'Internationale socialiste qui se tenait au Portugal, d'Issam Sartout, symbole du dialogue israélo-palestinien, et l'échec des négociations israélo-jordanaises portant un coup sévère à ceux qui, contre vents et marées, tentaient de mettre fin à l'impasse diplomatique lourde de périls qui prévient dans la région.

Il est évident que le tueur d'Aboufira visait, à travers Sartout, les modérés de l'O.L.P., avec à leur tête M. Arafat. Si ce dernier avait à différentes reprises hésité à couvrir les initiatives diplomatiques de son conseiller, il demeure, « grosso modo », d'accord pour une paix négociée honorable. Il aurait voulu, cependant, avant d'aller plus loin et de déifier ses jusqu'au-boutistes, recevoir de Jérusalem un signe d'encouragement que ni les membres de la coalition, actuellement au pouvoir ni les représentants de l'opposition n'ont voulu accorder aux efforts de Sartout. Ce dernier se plaignait souvent amèrement du manque d'écho de ses démarches. M. Périé - qui n'a jamais voulu établir des contacts avec lui - affirmait aujourd'hui que « la cible de l'agresseur était la paix et la compréhension », fait preuve lui-même d'une compréhension un peu tardive.

Le dialogue sera désormais plus difficile. L'échec des négociations d'Amman est une grande victoire pour les « durs » du monde arabe, qui, menés par la Syrie, démentent irrémédiablement hostiles au plan de paix de M. Reagan. Ce dernier a mal dissimulé son amertume, en en rejetant la responsabilité sur les seuls « extrémistes palestiniens ». Pour sauver son plan, le président des États-Unis comptait beaucoup sur la participation du roi Hussein au processus de paix. Il n'a apparemment pas fourni au souverain hachémite les assurances qui lui auraient permis de convaincre ses interlocuteurs palestiniens que le plan Reagan valait mieux que rien.

Les timides admonestations verbales prodiguées encore la semaine dernière par la Maison Blanche à M. Begin, lui demandant de geler les implantations en Cisjordanie pour assurer la survie de son plan, n'ont impressionné personne. L'annonce, dimanche par Jérusalem d'un nouveau projet de création de cinquante-sept colonies de peuplement en Cisjordanie confirme que le premier ministre n'a nullement l'intention de faciliter les succès du plan Reagan.

La rupture des négociations entre M. Arafat et le roi Hussein constitue donc avant tout une victoire pour M. Begin. Elle réduit singulièrement la marge de manœuvre de M. Arafat, dont la seule option diplomatique disponible est au demeurant impraticable : le plan de Fés, qui prévoit la création d'un État palestinien indépendant, est rejeté aussi bien par Jérusalem que par Washington. On retombe ainsi dans la situation de « ni paix ni guerre », à laquelle la région n'est que trop habituée et qui comporte de lourds dangers. Le roi Hussein n'est pas le moins menacé. Il redoute la mise en œuvre de ce qu'on a appelé l'« option jordanienne de M. Sharon », c'est-à-dire la création à ses dépens d'un État palestinien en Jordanie même.

M. Arafat, une fois de plus, se trouve seul et impuissant. N'obtient-il pas mieux valait qu'il acceptât le peu que lui offrait le plan Reagan ? En refusant de faire preuve de souplesse, il est tombé dans le piège que lui tendaient les Israéliens et contre lequel l'avait mis en garde le dirigeant palestinien assassiné.

- L'assassinat d'Issam Sartout affaiblit les partisans du dialogue
- Le roi Hussein n'est pas parvenu à un accord avec M. Arafat

L'assassinat, dimanche 10 avril, d'Issam Sartout, un des conseillers politiques de M. Yasser Arafat, a été revendiqué par le groupe palestinien dissident Abou Nidal, qui s'est félicité, dans un communiqué publié à Damas, d'« avoir réussi à exécuter la condamnation à mort de criminel et traître Issam Sartout ». L'O.L.P., à cependant mis en cause Israël, accusant le Mossad israélien d'avoir tué Sartout après « avoir échoué dans tous ses efforts pour l'empêcher de participer au congrès de l'Internationale socialiste ». Plus prudent, M. Yasser Arafat a affirmé que son conseiller avait été assassiné par « des mains manipulées par les services de renseignement israéliens ». Ce meurtre a pour conséquence

d'affaiblir le camp des partisans du dialogue entre Israël et les Palestiniens.

A Amman, le roi Hussein de Jordanie a annoncé dimanche soir sa décision de mettre fin aux discussions avec l'O.L.P., affirmant que la centrale palestinienne s'était rétractée au moment où les deux parties étaient sur le point de contresigner un document concernant une action politique commune. Cet échec pourrait mettre fin aux tentatives déployées actuellement par le Maroc pour réunir un sommet extraordinaire de la Ligue arabe et compromettre sérieusement le plan Reagan centré essentiellement sur la participation de la Jordanie aux négociations de paix sur le Proche-Orient.

De notre correspondant

du plan Reagan (1), le gouvernement jordanien estime également que « étant données les réalités de la situation internationale, il manquait au plan arabe un mécanisme susceptible de le rendre applicable ».

« Le plan Reagan constituait le véhicule qui aurait pu faire progresser le plan de Fés, et la Jordanie a exploré cette possibilité », fait valoir le texte, qui évoque un peu plus loin l'idée d'« une action commune jordanienne-palestinienne fondée sur les résolutions de Fés, la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU et les principes de l'initiative américaine ».

« La Jordanie a averti avec insistance des dangers inhérents au prolongement de la situation de ni guerre ni paix, et à l'exploitation par Israël de cette situation », la poursuite de la colonisation israélienne des territoires occupés affectant

tant le royaume hachémite « plus qu'aucun autre pays arabe et menaçant son identité et sa sécurité nationale », affirme encore le document jordanien.

Mais celui-ci jette surtout une lumière crue sur la dernière phase des pourparlers jordanien-palestiniens. Il souligne que les Jordanien avaient attendu, « à la requête de M. Yasser Arafat », les résultats du Conseil national palestinien réuni à Alger en février dernier, le chef de l'O.L.P. leur ayant donné « l'assurance qu'il ferait en sorte d'obtenir le soutien du C.N.P. à la politique commune envisagée ». Au cours des dernières entretiens entre le roi Hussein et Yasser Arafat, celle-ci a de nouveau été examinée, ainsi que les différents plans de paix « y compris l'initiative du président Reagan » tant sur le plan des « principes » que des « moyens ».

EMMANUEL JARRY.
(Lire la suite page 4.)

La cohésion de la majorité à l'épreuve

Le gouvernement veut obtenir l'accord des députés communistes sur les ordonnances

L'Assemblée nationale examinait, lundi après-midi 11 avril, le projet de loi autorisant le gouvernement à prendre, par ordonnances, plusieurs dispositions de son plan de rigueur. Ce texte devait être présenté par M. Jacques Delors. Les députés communistes attendaient la réponse du gouvernement à leurs propositions d'amendement pour décider s'ils voteraient le projet de loi. Dans le cas contraire, le premier ministre pourrait recourir à l'engagement de responsabilité pour obtenir l'adhésion de la majorité tout entière à ce texte ; mais on estimait, lundi matin, à l'hôtel Matignon, que cette procédure ne serait pas nécessaire. Le projet, d'autre part, devrait être examiné au Sénat le 19 avril.

Les déclarations de M. Delors sur un accroissement possible du chômage relancent le débat sur ce thème.

Le mal impardonnable

I. - Les sanctuaires

par ALFRED SAUVY

Dans le monde capitaliste de tous les climats (et en Yougoslavie), les hommes les plus remarquables, de tous partis, de toutes doctrines, assistés des meilleurs techniciens, s'efforcent depuis dix ans et parfois bien davantage, en utilisant les moyens les plus divers, de combattre un fléau unanimement condamné. En vain.

S'il s'agissait d'un cataclysme naturel, il serait permis de parler d'une force supérieure, au-dessus des moyens humains, mais il s'agit d'un mal social, donc créé, entretenu par nous-mêmes. C'est que l'emploi est le domaine du contresens, du qui-perd-gagne, de la déraison. Un tel constat nous donne, après un pro-

fond soupir sur hier et aujourd'hui, un vif espoir pour demain.

A coup sûr, le remède ne peut être trouvé que dans des voies nouvelles, moins directes et peu avouées, car tout ce qui est agréable a été tenté, depuis longtemps, tant les hommes politiques excellent à de tels choix. Ainsi, dès l'abord, sans rien connaître à la question, un homme venu du dehors dira : « Cherchez les sanctuaires », domines sacrés qu'il n'est même pas permis de citer.

Loin de voir, comme en d'autres domaines, la lumière se répandre, venant des milieux les plus éclairés, vers l'ensemble de la population, ce sont, au contraire, les préjugés, les illusions, les contresens, bien excusables, de l'opinion, qui remontent vers le haut, par une sorte de capillarité. Dénouons les principales.

Et d'abord l'illusion, tentante, du nombre excessif des hommes. Or les pays les moins peuplés (Etats-Unis, Canada, Australie, par exemple) ont beaucoup de chômeurs, alors que d'autres, plus démunis de ressources (Suisse, Autriche, Luxembourg), en ont moins. A l'échelle des autres pays d'Europe occidentale, la France pourrait avoir de huit à dix millions d'habitants et cinq millions d'emplois de plus qu'aujourd'hui.

Ainsi, par sa maladresse, la société exclut des jeunes de la vie active productive et les accuse ensuite, comme naguère le premier ministre, d'être de trop.

Autre illusion, tout aussi persistante, qui va du plus bas au plus haut : l'optique courante, simpliste à souhait, conduit à raisonner en termes globaux, en milliards de francs et en millions d'hommes, comme s'ils étaient interchangeables. Les hommes ne s'additionnent pas, mais se complètent, au contraire. Quant aux francs, leur influence sur l'emploi varie largement selon la direction qui leur est donnée.

(Lire la suite page 44.)

Nouvelles stratégies japonaises

Les nouvelles orientations de la politique de défense du Japon ne suscitent pas seulement de vifs débats dans l'opinion japonaise. Elles sont également à l'origine d'une polémique de plus en plus acerbée entre Tokyo et Moscou. Répondant à M. Gromyko, qui avait dénoncé la semaine précédente l'existence d'armes nucléaires au Japon, la commission des affaires étrangères du Parti libéral

démocrate japonais a qualifié, le vendredi 8 avril, d'« infondées et insensées » les accusations du chef de la diplomatie soviétique.

A la veille de son arrivée, dimanche, à Tokyo, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Kapitsa, n'a pas moins à nouveau dénoncé avec vigueur, à son passage à Singapour, la nouvelle « militarisation du Japon ».

I. - Le barrage du Pacifique

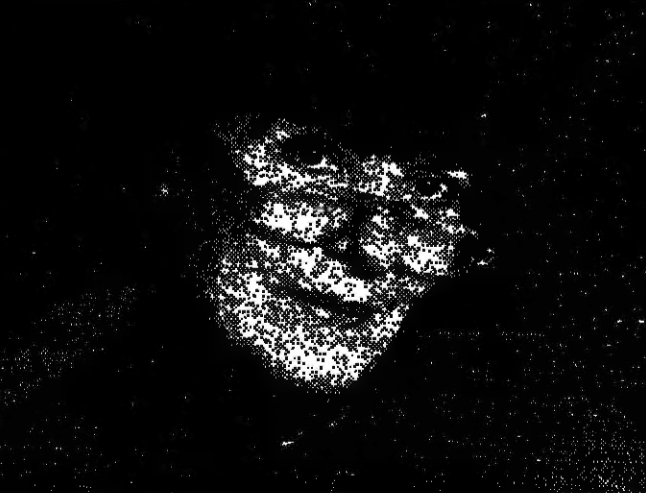
De notre envoyé spécial
ALAIN JACOB

des modifications profondes de l'environnement international, auquel Tokyo se trouvait dans l'obligation de s'adapter. Le climat de la guerre froide, aggravé par la guerre de Corée, a contribué de manière essentielle à établir et renforcer les liens nippo-américains en matière de sécurité et c'est également dès les années 50 que naissent, sous leur première forme, les « forces d'auto-défense » japonaises.

Après les années de détente, une nouvelle impulsion est donnée dans les années 70 tant par la doctrine Nixon, qui invite les « protégés » des États-Unis à prendre une part plus active dans la défense de leur propre sécurité, que par le désengagement régional américain consécutif à la fin de la guerre du Vietnam. C'est, de manière significative, en 1976 qu'est mis au point, à Tokyo, un « programme général » de renforcement de la défense nationale, que n'accompagne encore, à l'époque, aucun calendrier spécifique de réalisation.

(Lire la suite page 7.)

Marie Cardinal



Le Passé empiété

roman

L'événement littéraire



AU JOUR LE JOUR

Aveu

Le procès du docteur Philippe Augoyard devant ses juges algériens et des caméras de télévision diffusé par Antenne 2 est un document brut qu'on aura du mal à chasser de sa mémoire.

Il illustre deux traits de notre époque. La capacité qu'a la télévision de se fournir partout, y compris au centre des mascarades tragiques, avec une objectivité irréfragable. Et l'aptitude de certains régimes à faire proférer par la victime les menaces du bourreau.

BRUNO FRAPPAT.

A MARSEILLE

Les auteurs de l'attentat manqué du 8 mars ne visaient probablement pas la grande synagogue.

Lire page 10 le reportage d'EDWY PLENEL.

MILES DAVIS EN TOURNÉE

Le seul géant

Après deux concerts à Turin, la tournée européenne de Miles Davis passe par Paris (les 12 et 13 avril), Lyon (le 15), Bordeaux (le 22) et Angers (le 23).

Cette année, changement à vue. Au Palais des sports de Turin, Miles Davis a une veste à franges, rouge comme sa chemise, un pantalon de cuir noir, d'énormes lunettes de soleil et un chapeau façon New-York. Simple détail vestimentaire ? Vous voulez rire : il n'y a pas de détail pour Miles Davis qui soigne toujours autant sa mise et son image, et se donne, depuis quarante ans qu'il occupe le rang que l'on sait, l'air toujours plus appuyé d'en avoir vingt... Il est né à East Saint-Louis en 1926.

Il invente tout, et prévient l'envie des photographes, leur sert exactement les poses qu'ils attendent de lui : la nonchalance étudiée, la grimace narquoise, les bras jetés en l'air. Clavier électronique et trompette à la fois, il joue, déboule en dansant, lance des traits plus surprenants encore, plus déchirants que lors de la dernière tournée, rôle autour du blues comme un New-Yorkais assé revient en douce dans

les quartiers noirs d'East Saint-Louis, feuilleterait distraitement l'album souvenir de son passé musical qui se confond avec l'histoire du jazz moderne, et d'un demi-geste, change de rythme ou de thème, sans crier gare.

Autour de lui, au doigt et à l'œil, se tient le même groupe que l'an dernier, augmenté d'un bon finisseur, le guitariste John Scofield. Pourtant ils sont entrés, les uns et les autres, avec la simplicité et l'aimable désinvolture de musiciens de studio qui reviennent de la pause. Le groupe est convenable, excellent si l'on veut, à l'image de Mike Stern, habile fournisseur de « plans » à la carte, ou du saxophoniste Bill Evans, dont l'intention, de toute évidence, n'est pas de faire oublier Charlie Parker, John Coltrane, ni même Wayne Shorter...

FRANCIS MARMANDE.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

Un certain art de vivre

FEMMES

A travers les revues, Yves Florenne part en expédition vers des contrées ou des temps lointains pour regarder comment l'idée de la fête était associée à celle de la femme. C'est du côté des images, des symboles, de la culture, qu'Anne-Marie Hirsch recherche l'évolution d'une vision de la femme et oppose notamment celle des Egyptiens, peu sexualisée, à celle de notre monde occidental.

Martine Isnard regarde délibérément ce qui se passe sous nos yeux. Malgré les efforts appréciables du gouvernement de la gauche, elle estime que le changement, pour les femmes, c'est d'abord de choisir leur vie, de parvenir à l'égalité totale avec les hommes. Ce qui n'est pas toujours réalisé dans les faits.

Si nous suivions la pente raide de la « défaite absolue » accompagnée de nos illusions perdues quant à la présence féminine dans nos cultures occidentales, nous nous retrouverions dans un gouffre de désespoir. D'accord, bien entendu, notre siècle nous a fait voir des monstruosités telles que nous aurions tort de fermer les yeux et de boucher nos oreilles en face de cette décadence anticulturelle.

Mais voilà, nous sommes des êtres humains, nous connaissons nos faiblesses, nous acceptons nos défaites, nous avons honte de certaines lâchetés, et malgré cela nous espérons toujours.

La culture ? C'est bien l'espoir de réaliser un certain art de vivre propre aux humains dans leur prodigieuse universalité. La culture est au-delà du politique, du social et de la guerre démodée entre des pays, nous semble-t-il. Une réflexion sur ce qui est son essence nous place aussitôt sur un plan différent. Différent de ce que l'on appelle la hiérarchie des valeurs culturelles. En effet, ces dernières nous agissent avec la violence de leur langage, qui place en « colonne vertébrale » ce que nous avons pris pour habitude d'appeler les « symboles virils » : puissance, domination, pouvoir, argent et, même, propriété. Tous les humains, hommes et femmes, ont fait depuis des centaines d'années de ces symboles leur « religion » de l'« avoir », de la possession, de l'egoïsme de chacun.

Est-ce que les femmes ont le droit de se croire innocentes et de se défendre contre les symboles d'un langage curieusement sexualisé en vainqueur et vaincu ? La symbolique de ce langage s'est développée lentement au cours de deux mille ou trois mille ans au cœur d'une humanité quotidiennement menacée de catastrophes naturelles, famines et épidémies. Cette humanité luttant pour sa simple survie, traumatisée, angoissée, avait trouvé autour du veau d'or une idole dont même Moïse n'est pas venu à bout. Pourquoi nous réclamer la suppression d'une symbolique nouvelle toute blanche en face de l'autre toute noire ? Ne faudrait-il pas chercher en nous-mêmes certaines causes profondes qui, à un moment de l'histoire, nous ont fait accepter avec complaisance une image féminine très sexualisée qui, en contrepartie, nous a permis de valider la sainteté ? Une autre image féminine avait pourtant existé auparavant dans l'ancienne Égypte : dans une culture que les égyptologues appellent une « gynécocratie », — et quelle culture !

Oui, une gynécocratie — non pas un matriarcat ! Toute la différence se trouve dans ces deux termes dont l'analyse est facile à faire. Non pas l'autorité d'une « Mère déesse qui

par ANNE-MARIE HIRSCH (*)

préside à la naissance et à la mort », mais une culture qui vénait certaines valeurs dites féminines, bien présentes dans l'homme et la femme, élevées dans l'ancienne Égypte en valeurs culturelles et religieuses profondément vécues.

La symbolique des représentations abstraites n'avait pas suivi en Égypte l'échelle des valeurs hiérarchisées d'après le modèle « viril » de domination, de puissance sexuelle et de technicité hypervalorisées. Dans cette culture d'Égypte qui nous ravit aujourd'hui, les valeurs fondamentales ont été le sensible, l'esthétique, l'art appliqué aux objets de la vie quotidienne, la poésie d'un univers où l'« âme sœur » de l'amour vrai, l'« âme sœur » — frère et sœur, — le don de soi et le respect de l'autre étaient considérés comme essentiels dans le rapport homme-femme. Les deux éléments de la spécificité humaine, le masculin et le féminin, ont été associés dans une culture peu sexualisée — peu sexualisée dans le sens que nous avons pris l'habitude de donner à la sexualité, celui de la domination et de la soumission — venue prétendument du règne animal et directement appliquée aux humains. Dans cette gynécocratie appelée ainsi par nos égyptologues occidentaux, eux-mêmes conditionnés dans le sens pervers de ce qui est « sexualité » — rencontre amoureuse, — les valeurs humaines ont été probablement moins tachées de sang !

La virilité combattante

Les femmes de notre monde occidental hyper-sexualisé n'ont pas résisté à la suprématie de la force physique, élevée en mythe. Puisqu'on leur refusait l'apprentissage du langage, de l'écriture et de toute connaissance abstraite, les femmes allaient devenir automatiquement inférieures, au point de vue culturel, et exclues du monde de la création de sociétés structurées, ennemies par la pensée et la connaissance. Les hommes avaient été obligés de se battre contre les dieux venant d'une nature implacable dans des régions de la Terre moins hospitalières que celle d'Égypte. Alors leur souci capital avait été la procréation pour assurer la survie de l'espèce humaine, espèce particulièrement fragile physiquement mais dotée du merveilleux pouvoir d'imagination et de création d'un outil de travail adapté aux conditions de la lutte pour la survie. Ne condamnons pas trop vite et ne jugeons pas trop facilement cette « virilité » combattante.

(*) Docteur en médecine.

tante et probablement nécessaire à un moment donné de notre histoire. Mais cette hyper-sexualisation et son mythe de la force n'ont plus de raison d'être de nos jours.

Aussi curieux que cela nous paraisse, ce sont les sciences naturelles et la biologie qui se sont appliquées à faire des femmes des êtres humains biologiquement « inférieurs ». Le dix-neuvième siècle a été la chambre à torture pour certaines femmes voulant vivre « leur vie ». Ces femmes-là n'étaient que des « hommes manqués » — car une femme vraie ne pouvait avoir des capacités intellectuelles ou artistiques, son cerveau plus petit que celui de l'homme étant jugé inapte à l'abstraction et à la pensée autonome. Elle était classée de « nature inférieure » dans l'esprit évolutionniste des scientifiques du dix-neuvième siècle — on a parlé de « nature » au cours du dernier siècle, celui qui allait être baptisé d'« apprentissage », en effet, les idées toutes faites condamnaient toute ébauche d'individualisation des femmes. La « différence anatomique » des sexes devint l'A.B.C. de leurs comportements respectifs et de l'univers de leur « psyché ».

Nous sommes en 1983, la femme a su réaliser ces dernières années une sorte de métamorphose de son être au monde. Avec ténacité, avec courage, avec un langage enfin intéressant en tant que moyen d'expression subtil, singulier, privilégié. La femme parle aujourd'hui ! Son langage n'a nullement besoin d'autres symboles, le langage est assez riche pour nous donner ce dont nous avons besoin, il nous semble. Pour en exclure ce qui sera devenu inutile ou superflu ou tout simplement un peu ridicule. La communication entre hommes et femmes semble de nos jours en train de devenir un véritable échange d'idées. Garçons et filles vont découvrir ensemble la vie et la culture !

La culture ! La technique bien apprise serait la base de la création ? Nous aimerions parler plutôt d'apprentissage, en effet, l'indispensable ! Même le mouvement de la pensée exige un apprentissage. Et l'imagination créatrice ne ferait pas grand-chose si la main n'avait pas appris à manier l'outil en vue de créer. La technique ne suivra que de loin l'écriture, la peinture ou le langage musical dans un ensemble culturel qui fera le tour du monde civilisé, dans un mouvement de rencontres et d'échanges qui n'a rien de hiérarchisé en « colonnes verticales », mais qui sera un moyen prodigieux d'espoir en l'humain retrouvé — non, il n'y pas de « défaite absolue » de la culture — mais à une condition : ne pas lui infliger des épreuves de mythes dont, en effet, notre siècle a trop souffert.

Où est notre victoire ?

par MARTINE ISNARD (*)

Les temps sont difficiles. Il est à se demander s'il pourra jamais en être autrement. Difficile aujourd'hui, pour la gauche, qui doit faire ses preuves dans l'exercice du pouvoir, face à une droite qui n'a à faire preuve de rien. La droite, dans ce pays, bénéficie d'une sorte de légimité quasi divine, qui lui vient de la pire des traditions politiques : le libéralisme. C'est-à-dire l'arbitraire pouvoir de l'argent et de l'entregent. C'est là la liberté à la française. Que lui importe, à cette droite, de n'avoir pas la légalité si elle a cette légimité ?

Il est donc bien difficile pour la gauche d'être à la fois respectueuse des principes de la droite et porteuse des espoirs de la gauche et de sa toute autre conception de la liberté.

Cependant, les difficultés de la gauche au pouvoir ne feront pas renoncer ceux et celles qui l'y ont portée. Et notamment les femmes. M. Mitterrand ferait mieux de regarder par là, du côté de ceux qui l'ont élu, plutôt que de prêter le flanc aux éternels épouvantails brandis par la droite.

Que la gauche au pouvoir soit attentive à une droite hargneuse peut passer, si cette attention ne la détourne pas de ses propres devoirs : les espoirs du 10 mai n'ont pas à se perdre dans la bonne logique du réalisme capitaliste. La gauche se doit d'appliquer la politique pour laquelle elle a été élue. Elle a un septennat devant elle pour ne pas tromper ses électeurs.

M. Mitterrand doit nous dire merci

La droite, quand elle est au pouvoir, s'embarrasse beaucoup moins du bien de toutes et de tous : elle a ses fidèles et cible sur eux. Que la gauche au pouvoir s'en souvienne. Pour qu'elle intéresse les gens à sa politique, il faut qu'elle s'intéresse à leur vie qui est encore trop peu vécue au chapitre. Une des leçons à tirer du 10 mai 1981, c'est que la gauche n'a pas hérité seulement du chaos giscardien, elle a en même temps hérité l'espoir de ceux et celles dont les luttes difficiles ont jalonné ces vingt dernières années : ces mouvements populaires, que la seule lutte des classes ne résume et ne contient pas et qui ont fait prendre à la politique des couleurs plus quotidiennes, plus concrètes : les immigrés, les jeunes, les minorités, les vieux, et les femmes. Et ces dernières n'ont pas, à nouveau, à se retrancher derrière de faibles priorités.

Car les femmes, que sommes-nous aujourd'hui ? Comment vivons-nous ? De quoi vivons-nous ?

Depuis plus de dix ans, nous avons secoué le socle du pouvoir patriarcal. Nous avons attaqué des certitudes de ce pouvoir.

Nous l'avons contraint à des explications à partir de l'avortement, de la libre maternité, du viol, de la discrimination sexuelle dans le travail. Il a remué ses vieux principes, il s'est empêtré dans ses contradictions, celles que nous avons désignées : à l'abandon des lois, il a perdu des circulaires, il a fait les gros yeux aux patrons sexistes. Puis, il nous a coulé des yeux mouillés de contrition, nous promettant des jours meilleurs quand le cri de ses messieurs sera épuisé.

Nous avons pris ce qu'il y avait à prendre : la pilule, d'abord, fin mot de notre libération. Et nous avons voté, citoyennes conscientes que nous sommes devenues par ces douze années de soulèvement, par nos propres forces. Ou, et n'en dédaignons pas les campagnes électorales et à leurs adeptes, si nous avons été nombreuses à voter à gauche le 10 mai 1981, fait sans précédent depuis que les femmes votent (et il n'y a pas si longtemps !), c'est que notre propre mouvement, notre propre politique nous a portées à cette conscience. M. Mitterrand et son gouvernement doivent nous dire merci. Quant à nous, je ne vois pas encore où est notre victoire.

Je l'ai dit, la tâche de M. Mitterrand n'est pas facile : il y a beaucoup de ménage à faire. Nous connaissons cela. Mais attention, quand M. Mitterrand fait le ménage, il a une petite grandification toutes les fois de nos. Nous, nous continuons gracieusement à nous en occuper. Et si M. Mitterrand et son gouvernement se confrontent à la difficile gestion de ce pays, nous, nous continuons à nous confronter à l'impossible gestion du quotidien. Que M. le président et les siens se souviennent alors qu'ils ont une dette envers les femmes et que, sans la gestion du quotidien, ce pays et ses institutions s'écrouleraient.

Où, il faut le dire aussi, la première ressource de ce pays, ce sont les enfants faits par les femmes. Ces enfants, dont les États ne savent faire que de la manière primaire pour les usines, des ménages à la chaîne, de la chair à canon. Ces enfants, qui ne doivent de vivre qu'aux femmes, au travail accompli par les femmes pour leur entretien, leur sécurité, leur éducation... pour lesquelles, finalement, l'État dépense si peu : oui, l'école est gratuite, mais les chaussures et le pull que l'enfant porte pour s'y rendre, le bifteck dont il a besoin pour travailler coïssent chez les femmes. Quand ces enfants auront droit à une existence qui ne se paye plus du visage défilant d'une femme qui aîné sa liberté pour les faire vivre, alors le mot même de liberté aura un sens. Car si les droits de l'homme, c'est aussi l'aliénation des femmes, si les droits de l'homme, c'est aussi le seul droit accordé aux enfants de servir d'alibi à des pères en perte de pouvoir, alors les droits de l'homme, c'est le patriarcat. Appelons donc les choses par leur nom.

Le lit et la liberté

Le changement ? Nous l'avons voté. Mais le changement, pour les femmes, ce n'est pas un mari contentant qui fait la vaisselle et descend le poubelle. Le changement, pour les femmes, ce n'est pas 30 F supplémentaires d'allocation familiale (bien que ce soit toujours bon à prendre).

Le changement, pour les femmes, ce n'est pas un salaire d'appoint (nombreuses sont celles pour qui cet appoint est le seul revenu, à quel prix faudrait-il compléter ?) ou le remboursement de l'I.V.G. Le changement, pour les femmes, ce n'est surtout pas le « partage » des enfants comme on se partagerait un butin. Le changement, pour les femmes, ce n'est pas, au nom de ces enfants toujours, un peu plus d'assistance, un peu plus d'entretien, un peu plus de soutien.

Non, ce n'est pas pour cela que nous nous soulevons. Le changement, pour les femmes, et pour les femmes de tous les âges, c'est choisir leur vie, c'est-à-dire avoir les moyens de la choisir, l'argent pour la choisir. C'est l'égalité totale, sans conditions, sans restrictions, avec les hommes, face à l'emploi, aux études, aux promotions : ce sont des moyens aussi pour les femmes de subsistance aussi pour les femmes vieillissantes.

Et que l'on cesse radicalement, juridiquement, de renvoyer la liberté des femmes à des affaires de famille !

Et ma foi, si alors, si ensuite, des femmes aiment à partager leur lit et leur vie avec un homme, si elles veulent donner des parents à leurs enfants, elles pourront le faire en toute liberté.

(*) Militante féministe (Alsace-Provence).

Vues et revues par YVES FLORENNE

SUR la condition de la femme formule un peu condescendant et fatigué qui signifie trop « mise en condition » l'anthropologue nous en apprend davantage que le discours féministe, pour ne rien dire du discours politique qui s'est toujours un peu laissé traîner en renclant. Et quand l'anthropologue (notamment berrichon) est au féminin, sa pensée, avec un moins de rigueur, prend une couleur différente où la femme se déclare : on s'en est aperçu récemment à la belle leçon inaugurale de M^{me} Françoise Héritier, dont la chaire toute neuve succède, au Collège de France, à celle de Claude Lévi-Strauss.

A propos... Les mots, décidément, trahissent. Autrement dit : ils révèlent. Pourquoi l'anthropologie est-elle tout ce qu'il est, et le gynécologue, son parfait symétrique, n'est-il que ce qu'il est ? C'est que les plus vieux mots, et les plus meurtriers, ne sont pas désarmés : *Mulier tota in utero*. (Toute la femme est dans son utérus). Comment, dans cet organe, aurait-on pu décentement loger l'âme ? Il en reste quelque chose, ici et là. Tandis que l'homme, toujours et partout, est tout entier âme et tête. Question de condition naturelle, justement. Aussi est-il juste et naturel, le génie de la langue d'ailleurs l'imposant, que la revue magistrale où cette réflexion à bâtons rompus trouve son prétexte dans l'étude d'une femme sur des femmes, que cette revue s'appelle *L'Homme*.

Dans un texte très instructif, M^{me} Véronique Bouillier décrit et commente les fêtes des femmes au Népal (1). Instructif en ce qu'il illustre, par des traits singuliers, tout ce qu'on ne sait que trop en général. D'abord, si ces fêtes sont particulièrement aux femmes, c'est que les hommes en ont ainsi décidé, et elles ne sont célébrées qu'« en fonction des hommes ». La soumission au pouvoir social et spirituel, s'y manifeste dans des mythes qu'elles mimant, avec une gravité triste. Triste, à nos yeux, certes. Mais pour

elles ? Religieuses, ces fêtes n'ont rien de libérateur. N'allez pas rêver au délire, pourtant non moins sacré, des Bacchantes. Ce qui n'empêche que le scénario éternel ne paraisse ici encore : les femmes sont exposées comme créatures dangereuses et menaçantes, dont les désirs mettent en péril la vertu-force de l'homme et la pureté du lignage. Toutefois, il est deux fêtes où les femmes mimant pour les honorer les amours de la déesse et, du coup, Rita érotique, cette fois, danses « indécentes » (rapportées à la conduite ordinaire). C'est qu'à ces fêtes-là, les hommes participent. Entendez bien : en spectateurs seulement ; tout au plus en musiciens.

Ce théâtre rituel ne fait alors rien d'autre que de nous apporter la plus antique et universelle des scènes : la femme spectacle de l'homme. Il est vrai, et c'est heureux, qu'elle se plaint à l'ère. Le plaisir n'est plus grand à se regarder dans le regard des hommes que dans les miroirs.

L'ethnologue observe et décrit avec une objectivité toute scientifique. Mais ne signifierait-elle pas, elle se déclarerait elle aussi, entre les lignes et, en tout cas, avec éclat, par le titre seul, sans autre rapport avec son étude que d'être l'imagination du contraire. Un titre dénonciateur de la réalité, lourd de nostalgie, d'attente, de menaces, de promesses, jusque dans les points de suspension : « Si les femmes faisaient la fête... »

Eh bien ! il y a quelque chose de plus révélateur que ces fêtes réglementaires, que ne font pas les femmes, que les hommes font pour elles, et pour eux : c'est qu'en Occident, dans la société victorienne qui a pris fin (est-ce si sûr ?) il n'y a pas soixante ans, « faire la fête » a exprimé la chose la plus dégradée, la plus basse : dans la bouche de ceux qui le disaient, et la « faisaient ». Et voilà que du fond de la mémoire, si lointaine, si ancienne qu'elle n'est que l'écho répercuté d'autres enfances, me revient une expression disparue qui signifiait la même

chose que « faire la fête ». C'était « Faire la vie ». J'entends et revois soudain ma très jeune tante, elle-même prolongeant sans doute des façons de dire qui se conservent dans les provinces, baissant la voix et les yeux pour chuchoter à ma non moins très jeune mère, parlant d'une dame blonde et rose, très « comme il faut », que je revois aussi : « Elle fait la vie ». Il me semble que seules les femmes le disent, et seulement en parlant des femmes. Seules les femmes « faisaient la vie ». Les hommes, eux, ne faisaient que la bombe. D'ailleurs, ils continuent.

Faire la vie recouvrait toute la gamme de l'abjection : de faire l'amour à faire le trottoir ; l'amour fût-il l'amour fou, et d'autant plus damnable s'il l'était. « Faire la vie », c'est une expression aussi simplement magnifique que celle de sponner inventée pour dire : « ce qui ne se fait pas », cela en dit long sur une mentalité et une société.

Le froid et le chaud

Sur le théâtre où la femme se représente, où elle se représente, psychanalyses, psychiatres, neurologues, depuis Charcot et Freud, comptent au premier rang des maîtres en scène. Mais avant eux, il y avait les médecins tout court. La femme « froide et humide » des anciens, « moite dans toutes ses parties », est restée la même pour la médecine des Lumières ; ce qui ne lui paraissait nullement contradictoire avec son diagnostic d'« humeur froide », incendiaire incendiable : alors que les hommes, eux, étaient, par l'exercice du devoir privé et du service public. Pauvres femmes, comment pourraient-elles compenser par les vertus civiques les vices de l'utérus ? Une autre vue est plus bienveillante, presque exaltante, puisqu'elle identifie la femme à la vie même, laquelle se consomme de sensibilité, se consume de son propre feu. Bref : la femme est un modèle... de pathologie (2).

On se demande comment les médecins, et les hommes en général, n'ont jamais soupçonné cette robustesse, cette vitalité qui ont permis aux femmes d'affronter tant de grossesses toujours dangereuses, d'accouchements souvent effroyables, et tout ce qu'ils auraient été fort incapables de supporter. Nous venons seulement de nous apercevoir, toute faiblesse disparue, vapeurs et évanouissements évanouies comme par enchantement, que leur nature est incroyable. Elle a résisté à tout elle survit à tout, aux hommes plus qu'à tout. C'est un peu plus qu'une lapalissade de dire que ce sont les femmes qui font les veuves. Si nombreuses, résistantes, persévérantes, et souvent comme soudain existantes quand elles parviennent tard à cet état, enfin allégées de leur « condition ». Ce n'est pas moins une vue bien affligeante qui inclinerait à conclure que, de toutes « les maladies des femmes », la seule vraiment grave, c'est l'homme.

Le dix-huitième siècle, en tout cas, ne le pensait pas ; ni le suivant, qui invente l'hystérie, voulant à son tour y trouver la femme tout entière et rien qu'elle : simplement et comme toujours en abusant des mots. Puisque l'hystérie au *utero* des Grecs et l'*utero* des Latins, ce le nôtre : on y revient toujours. Une femme encore. Gladys Swain, nous donne une étude pénétrante de l'hystérie dans ses avatars : médicaux, biologiques, certes. Mais bien plus encore, puisque son titre à elle n'est rien de moins que *L'âme, la femme, le sexe et le corps* (3). On voit que tout y est, compris l'homme non nommé.

Mon préluce était une fête triste de captives millénaires. Mon dernier mouvement conjugué le *largo* opposé à la *largo* vivante : la femme-fête, fête, madame de la fête. Or, paradoxalement, c'est encore dans l'Orient qu'on la trouve. En littérature, sans doute, en poésie, mais c'est bien là qu'est la vérité vraie.

Le lecteur des *Mille et Une Nuits*, étourdi par le tapis volant,

enivré de voluptés diverses, d'encre, d'odeurs, de vin — oui, des libations à Allah : il n'a pas le temps de s'en étonner non plus — s'avise-t-il de l'incroyable liberté de ces femmes, dans la ville et dans la vie, et si comptées à prendre l'initiative amoureuse ? Sans doute, il arrive qu'on leur coupe la tête, voire le corps entier, mais pas plus qu'aux hommes, fussent-ils viziés. Une l'empêche sur toutes. Et justement elle la prend, cette initiative, aussi vierge qu'elle soit, dans un délire de passion et d'audace que le traducteur, parfois, voile un peu.

Aussi, quel plaisir de voir l'anthropologue approfondir avec enthousiasme cette « geste de Boudou » ! (4) C'est d'abord, ne vous fustiez-vous aperçu que de cela en la lisant, la plus merveilleusement brillante des histoires d'amour, dans un livre qui en compte autant que de nuits. Mais on nous révèle que c'est bien plus encore : la princesse Boudou, reine des pleines lunes, beauté sans pareille, amante insigne, dans un récit qui « fonctionne comme la fête » (nous y voilà) est l'androgyne mythique : le pouvoir, non seulement sexuel mais social, politique, en lutte et alternance avec le pouvoir masculin ; elle est donc aussi le mythe moderne, la femme d'à présent, l'anti-Édipe, la « machine désirante », et quoi encore ? La puissance, le rêve, le bonheur, la fête perpétuelle. Boudou, ou le triomphe de la femme qui, pour être femme n'est pas moins homme, père, roi ; mais tout autant souveraine lunaire, source de féerie et de magie (Shamsa de Beauvoir l'écrit et nous pardonne), et par-dessus tout, l'amoureuse, l'amour fou, l'amour folle, — androgyne, oui, mais au féminin.

(1) T. XXII N° 3. — Les fêtes dans le monde hindou. Collège de France, 11, pl. M. Berthelot, 5.
(2) F. Azouvi, *Diogenes*, N° 115, Gallimard.
(3) *Le Dêbat*, mars 1983, Gallimard.
(4) M. Mitrassou, *Diogenes*, N° 118, Ibid.

سنة ١٤٠٤ هـ

étranger

L'ASSASSINAT DU DIRIGEANT PALESTINIEN ISSAM SARTAOUI

Le congrès de l'Internationale socialiste ne bénéficiait pas d'une protection policière

De notre correspondant

Albafra. — Je l'ai souvent rencontré dans des réunions socialistes et social-démocrates. Il ne se faisait jamais suivre par des gardes du corps, car il voulait se sentir libre. Il avait une certaine philosophie de la vie. Il faisait de sa vie un acte de courage. Dans la conférence de presse de clôture du congrès de l'Internationale socialiste, M. Lionel Jospin justifiait ainsi le fait que Issam Sartaoui n'ait pas eu de protection personnelle au moment de l'attentat dont il a été victime. Il est difficile d'admettre, en tout cas, qu'un rassemblement de personnalités aussi importantes, représentant des forces politiques directement liées à quelques-uns des conflits les plus meurtriers du monde, ait pu avoir lieu sans qu'un système efficace de sécurité soit en place.

La rencontre s'est, en effet, tenue dans un grand hôtel de l'Algérie, dont un tiers seulement était occupé par des congressistes. Dans le hall, dans les restaurants, dans les couloirs et les ascenseurs, des dirigeants, comme MM. Ezer Weizman (Israël), Shimon Pérès (Israël), Walid Joumblatt (Liban) et bon nombre d'autres, se mêlaient à des touristes brouillés en short. Seule exception, le commandant Bayardo Arce, du Front sandiniste, était constamment protégé par ses propres gardes du corps.

Le samedi 9 avril, les délégués avaient été invités à une corrida à la portugaise. Au premier rang, MM. Sartaoui, Felipe Gonzalez, Jospin et Willy Brandt, applaudissaient les toreros. Derrière, d'autres invités, latino-américains, africains, asiatiques, suivaient attentivement le spectacle, de même que quelques agents de la sécurité en civil, très facilement identifiables à leur macaron rouge. Entre les sessions du congrès, on pouvait voir les délégués se promener seuls dans les environs de l'hôtel, achetant des souvenirs ou cherchant les meilleurs restaurants.

Judi soir, Issam Sartaoui avait lui-même choisi un restaurant près du centre de la ville, où il fallait faire la queue avant d'obtenir une table. Comme d'habitude, il était accompagné de son seul adjoint, Chahid M. Anwar Apugished, était assis à 6 mètres de Sartaoui au moment de l'attentat et a été blessé à la jambe. A l'hôpital de Faro, six heures plus tard, les journalistes ont recueilli son témoignage l'ont trouvé au service des urgences, simple malade parmi d'autres. Aucun policier ne montait la garde. La police criminelle ne l'avait même pas

interrogé. « C'est démontre bien notre sous-développement », s'exclamait M. Soares en arrivant à l'hôpital vers 16 heures.

A bout portant

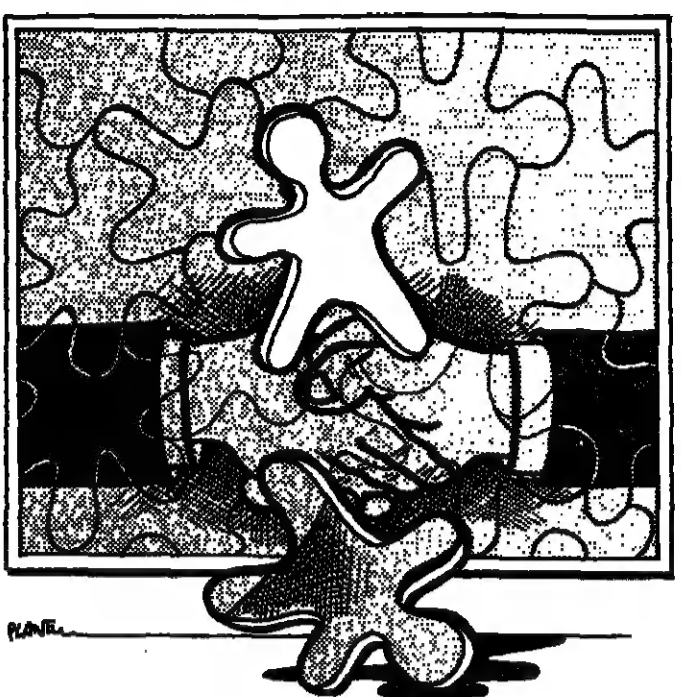
Selon M. Apugished, l'attentat a été commis à 9 h 15 par deux hommes qui se trouvaient juste en face du bureau de la réception de l'hôtel. Après avoir abattu leur victime à bout portant, les assassins ont eu le temps de traverser le hall, de couvrir une cinquantaine de mètres et de disparaître dans un quartier de villas, en contrebasse de l'hôtel. Les quelques policiers qui se trouvaient sur place ont réagi à retardement, tirant des coups de feu sans atteindre leurs cibles.

Accablé, M. Soares expliquait, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait demandé au premier ministre portugais d'assurer la protection des délégués et des invités les plus importants. M. Mateus, secrétaire du parti socialiste portugais pour les relations internationales, s'était lui aussi entretenu de ce sujet avec le ministre de l'Intérieur. Environ soixante policiers avaient été envoyés sur les lieux. A quel bon, dès lors, que l'importeur qui pouvait entrer dans l'hôtel ?

Le corps d'Issam Sartaoui est resté sur le sol du hall pendant deux heures et demie. C'était dimanche, et il fallait trouver un médecin légiste. Les photographes ont ainsi pu faire à l'aise leur travail et les touristes satisfaire leur curiosité. Au milieu de l'après-midi, la police annonçait l'arrestation d'un suspect de nationalité marocaine, du nom de Youssef Al Awit. Logé dans un complexe touristique situé à quelques centaines de mètres de l'hôtel, il aurait quitté sa chambre peu de temps avant le crime. Revenu une heure plus tard, il aurait pris un taxi pour se rendre à Lisbonne.

Venant de Madrid pour s'occuper du transfert du corps et s'informer des circonstances de l'assassinat, le directeur adjoint de la délégation de l'O.L.P. dans la capitale espagnole, M. Hussein Abdel Kalik, est arrivé à l'aéroport de Faro à 20 heures. Il s'est ensuite rendu à l'hôpital où se trouvait son camarade blessé. Deux heures plus tard, il était à l'hôtel, à quelques pas de l'endroit où le crime avait été commis. Apugished, il demandait la présence d'un responsable. Personne n'était là pour répondre à ses questions.

JOSÉ REBELO.



(Dessin de PLANTU.)

Le conseiller de M. Arafat se savait menacé

Issam Sartaoui avait été plusieurs fois menacé au cours des derniers mois et avait même reçu conseil de l'O.L.P. de « se mettre à l'abri » pour quelques mois, avait-il déclaré il y a deux semaines à l'A.F.P.

Ces menaces faisaient suite à l'arrestation officielle à Tunis entre le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, et plusieurs personnalités israéliennes, dont le général Peled, qui avait été un succès pour l'action diplomatique de M. Sartaoui. En mars, il avait reçu de diverses sources des « avertissements », dont certains explicites.

Un communiqué du groupe Abou Nidal, diffusé à l'A.F.P. et publié en même temps par un quotidien arabe à Londres, avait notamment accusé Sartaoui d'avoir « vendu » des informations au quotidien The Guardian au sujet de l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres, M. Shlomo Argov, grièvement blessé dans un attentat en juin 1982. Le quotidien britannique, à l'occasion du procès des auteurs de cet attentat, avait accusé Abou Nidal de travailler pour les services secrets irakiens, expliquant que le chef du commando qui avait attaqué M. Argov était lui-même un colonel irakien.

Le semaine suivante, le quotidien allemand Die Welt avait affirmé que, au cours d'une réunion secrète à la fin de la session du Conseil national palestinien, des dirigeants de l'O.L.P. avaient condamné à mort Issam Sartaoui pour son attitude jugée « excessive » dans l'ouverture vers les Israéliens.

Recherché par le groupe Abou Nidal

Issam Sartaoui en avait conclu qu'il était recherché par le groupe d'Abou Nidal, qu'il accusait — il l'avait affirmé notamment au cours d'une conférence de presse en juillet 1982 à Paris — de travailler pour les services secrets irakiens.

N'étant pas le représentant officiel de l'O.L.P. à Paris — où il résidait —, Issam Sartaoui ne bénéficiait que d'une protection policière réduite et ne se sentait en sécurité nulle part. Sa principale protection était un simple gilet pare-balles. Malgré les conseils reçus de l'O.L.P. ces dernières semaines, il avait décidé de poursuivre ses efforts, car, avait-il expliqué, son travail était « plus important que jamais » depuis que M. Arafat avait reçu les responsables du comité israélien pour la paix à Tunis.

L'ennemi des extrémistes des deux bords

Cette mort, il l'avait prévue, et vivait dans son ombre avec un courage et une détermination qui forçaient l'admiration de ses interlocuteurs. « Je sais que je suis condamné, mais je n'ai pas le choix. Je dois poursuivre ma mission quel qu'il arrive. C'est mon devoir de Palestinien », répétait-il inlassablement à ceux qui poussaient sous les balles d'un de « ses frères palestiniens » et désignait plutôt ses tueurs parmi des « extrémistes israéliens qui ne peuvent supporter la modération chez les Palestiniens ». Il n'ignorait pourtant pas que le dissident palestinien Abou Nidal avait inscrit son nom en tête de la liste des « traîtres » qu'il convenait « d'éliminer physiquement ». Cette contradiction, il l'avait résolue une fois pour toutes en classant Abou Nidal parmi les « renégats qui se sont mis au service d'Israël ».

Né en Cisjordanie en 1933, il avait dû fuir sa ville natale d'Acre avec des milliers d'autres Palestiniens durant la première guerre israélo-arabe de 1948. Il était demeuré cependant proche de son peuple et, après s'être spécialisé dans la cardiologie à l'université d'Ohio dans le Michigan, n'avait pas hésité à tout abandonner pour rejoindre la résistance palestinienne au lendemain de la guerre de 1967. Il avait d'abord fondé sa propre organisation, le « Mouvement d'action pour la libération de la Palestine », de tendance massadnienne. A l'époque, il ne regrettait pas le recours au terrorisme. Il comprenait cependant rapidement que seule une force centralisée et disciplinée pouvait contribuer utilement à la solution du problème et ne tarda donc pas à adhérer avec son groupe au Fath, la principale organisation palestinienne présidée par M. Yasser Arafat, dont il devint vite l'un des proches et par la suite l'un des conseillers les plus écoutés.

France dans la résidence d'été de Pierre Mendès France. Sartaoui y rencontre, entre autres, le général Matitzahou Peled, un des héros de la guerre des six jours, devenu « colombe », l'ancien secrétaire général du parti travailliste, le député Arieh Eliaz et M. Ouri Avneri, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Haolam Hazé, sous sionistes modérés favorables à un dialogue avec l'O.L.P.

L'organisation palestinienne ne cautionne pas ouvertement ces entretiens, et leur interruption, vers la fin de 1976, est interprétée comme une condamnation du principe même des discussions entre Palestiniens et sionistes modérés. Sartaoui fait alors l'objet de nombreuses critiques de la part des éléments palestiniens radicaux et extrémistes, qui l'accusent d'agir en « franco-tireur » en dehors de la légitimité palestinienne. En fait, ces contacts engagés à la demande de M. Arafat n'ont jamais été publiquement justifiés et défendus par l'O.L.P., tant au sein du monde arabe que devant l'opinion israélienne, ce qui minait la crédibilité de l'intermédiaire et celle de ses interlocuteurs israéliens.

Les détracteurs palestiniens d'Issam Sartaoui se déchaînaient particulièrement contre lui lorsque la presse autrichienne publia, en février 1977, une lettre au chancelier autrichien Kreisky dans laquelle le conseiller de M. Arafat affirmait que les « Palestiniens sont disposés à accepter un « état de non-belligérance » en contrepartie de la restitution de la Cisjordanie et de Gaza à la souveraineté palestinienne ». Les déclarations entreprises par Sartaoui auprès de l'Internationale socialiste portant cependant leurs fruits et en juillet 1979, M. Arafat est reçu à Vienne par le chancelier autrichien Kreisky et le président de l'I.S., M. Willy Brandt. Le 19 octobre, en compagnie de M. Arieh Eliaz, devenu un des principaux dirigeants du parti Shelli, Sartaoui repart à Vienne, des mains du chancelier autrichien, le Prix international Kreisky pour « risques personnels pris pour favoriser la réconciliation des peuples palestiniens et israéliens ».

Les « risques », Sartaoui continuait à les prendre, malgré les mises en garde répétées d'Abou Nidal, qui faisaient la navette entre Bagdad et Damas, le qualifié de « traître » et d'« homme à abattre ». L'assassinat en mai 1981 du conseiller municipal autrichien Heinz Nittel, proche du chancelier Kreisky, par des hommes de main d'Abou Nidal, puis, le 1^{er} juin, de Naim Khader, le représentant de l'O.L.P. à Bruxelles, montre que ces menaces ne sont pas de vains mots. Sartaoui multiplie les démarches pour que le dialogue israélo-palestinien soit renoué « sur des bases plus solides et plus larges ». De Paris, où il réside, il lance en juillet 1982, en plein siège de Beyrouth, un appel au dialogue à « tous les Israéliens de bonne volonté » et estime que, pour leur part, les Arabes devraient faire des gestes pour renforcer « le camp de la paix renforcé ».

Mais Sartaoui est devenu la voix qui crie dans le désert : les dirigeants israéliens feignent de l'ignorer et le tournent en dérision ; M. Arafat, qui ne l'a jamais désavoué publiquement, hésite à franchir le pas hardi qui, selon son conseiller, contribuerait à éliminer les obstacles au dialogue tant souhaité. Dans ce climat, la rencontre sans précédent de février dernier qu'il suscita entre M. Arafat et trois personnalités israéliennes — MM. Avneri, Peled et Amnon — n'est qu'un coup d'épée dans l'eau.

On a reproché souvent à Sartaoui d'avoir été un visionnaire incompris. Il s'en est défendu en affirmant que toutes ces propositions de dialogue étaient « réalistes » et auraient pu être concrétisées si les Israéliens s'étaient montrés moins intransigeants et avaient donné à M. Arafat les armes pour passer outre aux arguments de ses jusqu'aboutistes. Il estimait cependant que ses pairs avaient le tort de se laisser gagner par le découragement, soulignant que « l'intransigeance de la coalition de M. Begin et l'insensibilité du parti travailliste israélien » devaient inciter les Palestiniens à redoubler d'efforts pour « ne pas tomber dans le piège que les ennemis de la paix nous tendent ».

JEAN GUEYRAS.

LE MESSAGE DU DIRIGEANT PALESTINIEN AU CONGRÈS

« L'O.L.P. est de toute évidence engagée dans la recherche de la paix »

De notre correspondant

Albafra. — Quelques minutes avant d'être assassiné, Issam Sartaoui avait rencontré un membre de la délégation française, M. Jean-Bernard Curial. Un entretien avec M. Lionel Jospin était prévu quelques heures plus tard. La veille, le dirigeant palestinien avait longuement entretenu avec M. Jacques Hantzinger, représentant du P.S. à la commission de l'Internationale socialiste chargée de préparer le projet de résolution sur le Proche-Orient.

Pendant tout le congrès, le dirigeant palestinien avait été en effet particulièrement actif et s'était tenu au centre de la polémique. Il avait invité à titre personnel ou en tant que représentant de l'O.L.P. ? M. Shimon Pérès n'acceptait pas la deuxième version. Pouva-t-il s'adresser aux congressistes ? Les opinions étaient partagées. Une pétition demandant à M. Willy Brandt de lui donner la parole avait recueilli plus de soixante signatures (le Monde daté 10-11 avril).

Dimanche matin, il gardait l'espoir de pouvoir intervenir et avait préparé à cet effet un discours de trois pages. Ce texte a été lu par le secrétaire général de l'I.S., M. Bert Carsson. Issam Sartaoui y déclarait notamment : « Cet événement est le couronnement de contacts multilatéraux menés patiemment mais avec persévérance, engagement et dévouement. Laissons aux historiens la tâche de raconter l'énorme activité publique et en coulisses qui a marqué tout ce processus. » Sous votre égide, ajoutait le dirigeant palestinien, s'adressant à M. Brandt, l'Internationale socialiste a abandonné son égoïsme pour s'intéresser à la cause de l'Internationale socialiste, aux problèmes du tiers-monde et au dialogue Nord-Sud. Pour Issam Sartaoui, l'I.S. devait reconnaître « le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination », à la construction d'un Etat dans les territoires qui

sont les siens et au libre choix de son régime démocratique, l'O.L.P. — l'I.S. devait, d'autre part, exercer toutes les pressions en vue de la participation de l'O.L.P. dans toutes les négociations pour la paix au Proche-Orient. « Sans une telle participation, la paix ne sera pas possible », affirmait-il. Pour démontrer la bonne volonté de l'O.L.P. dans la recherche d'une solution négociée au conflit, Issam Sartaoui évoquait les décisions prises au cours des derniers conseils nationaux de cette organisation palestinienne. « En 1977, nous avons pris une décision sans précédent, préconisant le dialogue avec les forces progressistes et démocratiques d'Israël. Notre proposition a été acceptée par quelques-uns de ces forces, notamment par le Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne. Malheureusement, d'autres mouvements israéliens, qui se définissent eux-mêmes comme progressistes et démocratiques et sont, à ce titre, associés à des organisations internationales progressistes et démocratiques, ont refusé jusqu'à présent de participer à ce dialogue », observait Issam Sartaoui, faisant ainsi allusion au parti travailliste de M. Pérès.

Le dirigeant palestinien poursuivait : « Le troisième Conseil national palestinien a défini comme objectif national l'établissement d'un Etat palestinien sur une partie de la Palestine libérée dont tous les Israéliens se seraient retirés. Le quatrième Conseil national a confirmé les conclusions du sommet de Bagdad, qui s'était prononcé en faveur d'une paix juste et durable au Proche-Orient, fondée sur le retrait d'Israël des territoires arabes occupés pendant la guerre de 1967 et sur le développement des droits nationaux palestiniens en accord avec les résolutions des Nations unies. Lors du quinzième congrès,

l'O.L.P. a souscrit au plan de paix de Brejnev qui, significativement, contient un paragraphe affirmant de façon explicite le droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, à vivre en sécurité et dans l'indépendance. Cumulant toutes ces décisions, notre dernier Conseil a une fois de plus manifesté son appui au plan Brejnev et ratifié les conclusions du sommet de Fes. L'O.L.P. est de tout évidence engagée par des paroles et par des actes dans la recherche de la paix. C'est un devoir pour le monde de la reconnaître et pour toutes les autres parties concernées d'agir de façon identique. »

L'hommage de MM. Pérès et Jospin

L'assassinat a eu une conséquence immédiate sur le congrès. On discutait de l'éventuelle élection de M. Joumblatt à la vice-présidence de l'Internationale socialiste. La question prêtait à polémique, le vote devait se dérouler à bulletin secret. La nouvelle du meurtre a été connue juste avant le dépouillement qui, de ce fait, n'a pas eu lieu : M. Willy Brandt, sans connaître le résultat du vote, a proposé immédiatement l'acceptation de la candidature du chef du parti socialiste progressiste libanais.

A la tribune, devant les congressistes, MM. Shimon Pérès et Joumblatt ont rendu hommage au disparu. Tous les autres dirigeants socialistes et sociaux-démocrates s'y sont associés. « Cet assassinat, a déclaré M. Jospin, frappe un homme qui, depuis plusieurs années et dans de nombreuses enceintes internationales, affirmait avec force et sincérité sa foi en une solution négociée au problème dramatique du Proche-Orient. Cet acte est un message de violence adressé à l'Internationale socialiste afin qu'elle renonce à son action pour rapprocher les points de vue et suggérer des solutions pacifiques au conflit israélo-arabe. C'est une raison de plus pour que les socialistes, en réaction à cet acte, poursuivent leurs efforts en faveur de la paix. »

tionale socialiste afin qu'elle renonce à son action pour rapprocher les points de vue et suggérer des solutions pacifiques au conflit israélo-arabe. C'est une raison de plus pour que les socialistes, en réaction à cet acte, poursuivent leurs efforts en faveur de la paix. »

J.-R.

DECISION INFORMATIQUE

LE JOURNAL

DES MICRO-ORDINATEURS

A USAGE PROFESSIONNEL

Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

DECISION Informatique

Agence commerciale de vente et de location de matériel informatique

Des programmes standard à la mesure de vos besoins

Service après-vente et maintenance

Adresser vos commandes à :

DECISION Informatique

10, rue de la République - 75001 Paris

S. Place du Colonel Fabien 75491 Paris Cedex 10

DE PAIX

Israël
Liban
palestiniens

TRANCHE DE SCHWEPPE

ou LA CIVILISATION A 200 ANS PAR LAUZIER

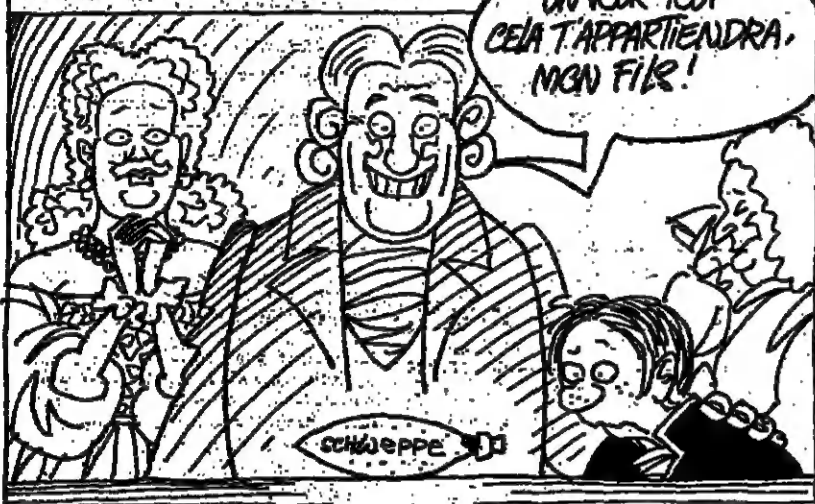
JUSQU'EN 1783 L'HUMANITÉ VIT DANS UN ÉTAT PROCHE DE LA BARBARIE. L'HOMME NE BOIT QUE DE L'EAU PLATE OU DES BOISSONS FORTES SANS AUCUNE EFFERVESCENCE!



TANDIS QUE LES SAVANTS DE L'ÉPOQUE S'ÉPUISENT À RESOUDRE DES PROBLÈMES QUI, AUJOURD'HUI, PARAÎTRAIENT ÉLÉMENTAIRES À UN ÉLÈVE PEU DOUÉ D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE (MÊME PUBLIQUE !!!)



EN 1785 JACOB SCHWEPPE, AN, PARVIENT POUR LA PREMIÈRE FOIS À ENFERMER DES BULLES DANS UNE BOUTEILLE! SCHWEPPE VOIT LE JOUR! UNE NOUVELLE CIVILISATION EST EN TRAIN DE NAÎTRE!



EN 1831 SCHWEPPE ACCEPTE DE DEVENIR LE FOURNISSEUR DE SA MAJESTÉ LOUIS-Philippe II



GAGNÉS PAR L'EFFERVESCENCE DE SCHWEPPE LES ANGLAIS INVENTENT L'HONOUR, LE "FIVE O'CLOCK TEA", LE FAIR-PLAY ET LE TWEEED. SCHWEPPE DEVIENT LE SIGNE DE RECONNAISSANCE DES GENS VRAIMENT RAFFINÉS.



EN QUELQUES ANNÉES LE RAFFINEMENT ET L'HUMANISME DE SCHWEPPE GAGNENT LES TERRES LES PLUS PRIMITIVES. EN 1884 LA LOINTAINE BOURGADE DE NEW-YORK DÉCOUVRE LES BIENFAITS CIVILISATEURS DE SCHWEPPE!



EST-CE UN HASARD SI, DEPUIS, LA CULTURE AMÉRICAINE A CONNU L'ESOR QUE L'ON SAIT? JE POSE LA QUESTION!!

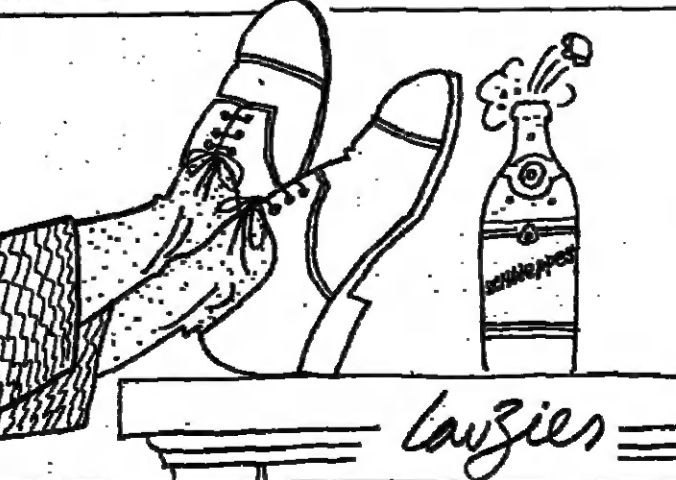
DANS UN GESTE QUI RYMBOLISE L'EMANCIPATION DE LA FEMME, GRÂCE À SCHWEPPE LA FRANCE, TERRE DES LIBERTÉS, FÊTE À SON TOUR LE PLUS CÉLÈBRE DES TONICS!



DE SON CÔTÉ, EINSTEIN DÉCOUVRE QUE, HORMIS LE SCHWEPPE, TOUT EST RELATIF!!



EN 1983, LE SCHWEPPE S'INCARNE DANS LA FORTE FORMULE: "PRENONS LA VIE CÔTÉ SCHWEPPE" ET DANS UNE EXPRESSION GESTUELLE EMPREINTE D'ÉNERGIE ET DE RESPECT DES VRAIES VALEURS!



BICENTENAIRE SCHWEPPE



tion du
oyages,
au et les
par les
l. Faut-il
igne de
versée
France.
scettes
frances
l'entra-
et son

il donc
rés de
16 mil-
an.
dépée
de l'ins
gimen-
tion et
rence.
accusé
e 1942
implus
l'ère du
ente-
pas à
écem-
1. Les
1. Les
n. Les
n. Les

station
5 à 12
5 à 12
vidé a
n l'an
on du

oduc-
dieu
1 clai-
s pour
deux
sique
si et
moins,
rela-
st la
aussi
ns de
ment
a un
age:

zem-
2. les
aque
tes
de
s de

ju'il
hui
tent
de
ble
rou-
une
tra-
que
ou-
ou-
né-
mt
ch.
au
es
in-
st
es

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

DIPLOMATIE

LE CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

La France s'est abstenue lors du vote de la résolution sur le désarmement

De notre correspondant

Alger. — Marqué par l'assassinat d'Issam Sartawi, ce sixième congrès de l'Internationale socialiste a été sans doute le moins européen de l'histoire de l'organisation. Le Proche-Orient, l'Afrique latine et l'Afrique ont, en effet, dominé les débats.

A l'exception du Zimbabwe, tous les pays de la « ligne de front » en Afrique australe ont envoyé des délégués. Leur objectif était de s'entretenir avec les dirigeants socialistes et sociaux-démocrates à propos de l'organisation en Tanzanie, au mois de juin prochain, d'une conférence des I.S. uniquement destinée à débattre de la situation en Afrique australe.

Une délégation du Conseil national de la résistance iranienne, dirigée par M. Massoud Rajavi, a insisté pour inclure dans la résolution finale une référence à la guerre entre l'Iran et l'Irak. Ses démarches ont été couronnées de succès car, sur proposition des socialistes français, les congressistes ont adopté un amendement selon lequel « l'Internationale doit faire tous les efforts en vue de l'acceptation par les deux parties des propositions des Nations unies, du Mouvement des pays non alignés, de la Conférence islamique et du Conseil national de la résistance iranienne ».

Le Front de libération de l'Erythrée et le Front populaire de libération de l'Erythrée ont expliqué l'objectif de leur lutte. Une délégation du Polisario cherchait des appuis. Quelques dirigeants du Frontin attendaient l'attention des congressistes sur la situation à Timor-Orientale, occupé depuis la fin de 1975 par l'Indonésie. A la demande de M. Sorès, on a intégré dans la résolution finale un paragraphe où l'I.S. se prononce favorablement pour une discussion « selon les principes de l'autodétermination » entre l'Indonésie, le Portugal et le peuple de la région concernée.

Le commandant Bayardo Arce multipliait les contacts pour obtenir une déclaration modérée sur la situation au Nicaragua. En coulisses, on estimait que les termes utilisés dans la résolution sur l'Amérique latine accusant formellement les Etats-Unis de déstabiliser le Nicaragua et invitant les forces progressistes américaines à s'opposer à la politique du président Reagan étaient trop durs et risquaient de compromettre d'éventuelles négociations entre Managua et Washington. Aussi le congrès a-t-il approuvé un appel : « Il faut créer les conditions pour que le peuple du Nicaragua puisse librement concrétiser son engagement de non-alignement et de démocratie pluraliste ».

La résolution finale ainsi que celles sur l'Amérique latine et sur le Proche-Orient ont été adoptées à l'unanimité. Cette dernière reconnaît le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, condamne l'invasion du Liban, s'inquiète de la politique israélienne de colonisation en Cisjordanie et aborde de façon très nuancée la question de l'O.L.P. : « L'Internationale socialiste, l'it-on, remarque que beaucoup de ses partis membres et d'organisations reconnaissent l'O.L.P. comme représentant légitime du peuple de Palestine. Quelques partis de l'Internationale socialiste, quoiqu'ils ne reconnaissent pas explicitement l'O.L.P., maintiennent toutefois des relations politiques avec elle ».

La résolution sur la défense et le désarmement a été en revanche votée avec une abstention : celle de la France. Trois positions se sont affrontées. L'une, soutenue notamment par MM. Sorsa, président du

parti social-démocrate finlandais, et Egon Bahr, du S.P.D. allemand, se déclarait hostile au déploiement de missiles en Europe. Selon celle-ci, au cas où les conversations de Genève n'aboutiraient pas à un résultat, l'Union soviétique et les Etats-Unis devraient conclure un accord provisoire « fondé sur des engagements mutuels équilibrés et sans action déstabilisatrice ». Par la voix de M. Michael Foot, les travaillistes anglais ont adopté une attitude plus radicale. Selon eux, le désarmement devrait commencer, d'ores et déjà, sans attendre le résultat des conversations. Ils ont même annoncé leur intention de contribuer à ce que la Grande-Bretagne puisse donner l'exemple.

« Lorsque nous parlons du désarmement, nous ajoutons sécurité », cette expression résume la position du parti socialiste français. Lors de son intervention samedi matin, M. Jacques Hantzinger s'est insurgé contre les critiques, qu'il a jugées excessives, à l'égard de la dissuasion. Il s'est prononcé en outre pour l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest. Or, selon lui, la situation actuelle est caractérisée par un déséquilibre qui favorise le bloc soviétique. Il faudrait donc en tirer les conclusions. Les socialistes français se sont aussi opposés à la thèse développée par les Allemands et les Scandinaves, qui voient dans le désarmement la « solution miracle » de la crise économique. Pour le P.S., cette crise ne peut être surmontée qu'à partir du moment où un nouveau système économique peut « mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Le thème de l'économie a d'ailleurs été largement développé par M. Jospin lors de son intervention.

J. R.

APRÈS SA RÉUNION DE BUENOS-AIRES

«Aucun pays ni groupe de pays n'est en mesure de tirer seul l'économie mondiale de la crise»

affirme le groupe des « 77 »

De notre correspondant

Après sa réunion de décembre 1982, une conférence pour négocier le cadre d'une coopération internationale dans ce domaine.

Le troisième texte concerne le financement compensatoire des déficits de recettes d'exportation des produits de base. Il demande au secrétaire général de la CNUCED de convoquer en décembre 1983 une réunion préparatoire en vue de la tenue d'une conférence sur la mise en place d'un « mécanisme complémentaire ». En attendant, le F.M.I. est prié « d'élargir et de libéraliser » le mécanisme actuel « de façon à assurer aux pays en développement une compensation rapide, pleine et automatique de leurs déficits sans imposer de conditions ».

En ce qui concerne la stabilisation des marchés, il est demandé au secrétaire général de la CNUCED de prévoir au plus tôt des conférences sur le coton, le cuivre, le thé et les fibres dures en vue de la conclusion d'accords multidimensionnels. Les producteurs et consommateurs de sucre sont d'autre part invités à négocier un nouvel accord international. Enfin, le groupe des 77 demande la conclusion, avant le 30 juin 1984, d'un nouvel accord international sur le blé.

Le problème de la dette

C'est le thème financier et monétaire qui a le plus retenu l'attention de la 5^e conférence du groupe. Un programme d'action immédiate comprend en particulier une allocation de D.T.S. qui ne devra pas être inférieure à 15 milliards de dollars par an. D'autre part, un lien devra

être établi entre les allocations de D.T.S. et le financement du développement. Les « 77 » demandent une augmentation substantielle des quotes-parts du fonds et de la part des P.V.D. dans ces quotes-parts (45 % au moins du total). Ils insistent sur la nécessité de revoir les conditions d'octroi des prêts « en mettant davantage l'accent sur l'accroissement de l'offre et en tenant pleinement compte des priorités économiques et sociales des pays en voie de développement ».

Les « 77 » demandent encore la création d'un nouveau fonds fiduciaire alimenté par les bénéfices provenant des ventes supplémentaires d'or détenues par le F.M.I.

En ce qui concerne la dette extérieure publique, ils souhaitent que l'amortissement des prêts accordés au titre de l'aide publique au développement (A.D.P.) dans le cadre bilatéral, qui devrait s'effectuer pendant la période 1984-1985, soit reporté à la fin de la période de remboursement prévue. Pour ce qui est des crédits d'exportation publics ou garantis par l'Etat, une bonne partie des paiements et des échéances de remboursements devront être consolidés sur plus de dix ans avec un différé d'amortissement de cinq ans.

Le projet de résolution consacré à la dette extérieure prie en outre les pays développés de transformer en dons tous les prêts consentis au titre de l'A.D.P. pour les pays les moins avancés. Enfin, il demande qu'un cadre général soit établi pour le traitement de la dette publique permettant aux pays en développement de convoquer, avant la renégociation de la dette devant le Club de Paris, des réunions ad hoc de créanciers officiels et de créanciers privés afin d'examiner leur situation économique et leurs objectifs de développement à moyen terme. Dans le domaine de la dette privée, c'est la prudence qui a prévalu. Il est en effet recommandé de procéder à une « approche globale », ce qui n'implique pas toutefois « la mise en place d'une gamme uniforme de solutions ».

Au sujet de l'A.P.D., le projet de résolution adopté à Buenos-Aires prie les pays développés d'atteindre l'objectif de 0,7 % du P.N.B. d'ici à 1985 ou au plus tard avant la fin de la décennie. Quant à l'objectif de 1 %, « il devrait être atteint dès que possible après cette date ». En attendant, les pays développés devraient s'acquitter de l'engagement qu'ils ont pris de doubler leur A.P.D., en faveur des pays les moins avancés.

Un autre texte affirme que « les pays en développement devraient être en mesure d'établir une coopération mutuelle dans le cas où les pays développés prendraient contre eux des mesures de coercition économique dans un but politique ». Ce paragraphe a été ajouté à la demande de l'Argentine qui fut victime de mesures de ce type durant le conflit des Malouines. L'Argentine voulait toutefois aller plus loin puisqu'elle souhaitait la mise en place d'un « système de sécurité économique collective », aux termes duquel tout membre du groupe des « 77 » touché par des sanctions prises à des fins politiques par des pays développés pourrait demander une réunion extraordinaire du groupe afin de mettre au point une riposte commune.

JACQUES DESPRES.

AMÉRIQUES

Les conflits en Amérique centrale

Plusieurs pays d'Amérique latine, en particulier le Mexique et la Colombie, souhaitent favoriser au plus tôt une négociation pour trouver une issue aux conflits d'Amérique centrale dont la gravité ne cesse de croître. Le ton monte entre le Nicaragua et le Honduras, et les guérilleros du Salvador ont déclenché une nouvelle offensive. L'aide des Etats-Unis aux antisandinistes est, d'autre part, dénoncée de plus en plus vivement par la presse américaine.

D'anciens membres de l'administration Carter dénoncent l'intervention directe de Washington

New-York. — L'inquiétude de l'opinion américaine grandit à propos de l'implication de plus en plus évidente de Washington dans les conflits d'Amérique centrale. Il ne se passe pas de jour sans que la presse n'apporte de nouvelles précisions : c'est ainsi que le New York Times du jeudi 7 avril explique que les activités de la C.I.A. contre le gouvernement sandiniste au Nicaragua se sont accélérées après que l'Argentine eut supprimé son aide aux somozistes du Honduras pour protester contre l'appui accordé par Washington aux Britanniques lors de la guerre des Malouines.

Un groupe de responsables américains et latino-américains du monde de la politique, des affaires et des universités, parmi lesquels MM. Sol Linowitz, Muskie et Richardson, anciens membres de l'administration Carter, et Galo Plaza, ancien pré-

De notre correspondante

dent de l'Equateur, ont publié les conclusions d'une enquête de six mois, dans lesquelles ils dénoncent l'intervention ouverte et clandestine de l'administration Reagan en Amérique latine et demandent l'ouverture d'un « dialogue multilatéral » entre les Etats concernés, mais aussi avec Cuba et l'Union soviétique.

Pendant ce temps, les forces antisandinistes, qui opèrent à l'intérieur du Nicaragua, sont apparemment engagées dans une campagne de relations publiques destinée à leur donner une « image » plus favorable aux yeux de l'opinion internationale. Plusieurs journalistes américains ont ainsi été invités à suivre pendant quelques jours les troupes du « commandant » Ortiz Centeno, dit « commandant Suicide », le chef des anciens gardes somozistes qui guerroient dans la province de Nueva Segovia, dans le nord du pays.

Des fonds américains

Les récits des divers envoyés spéciaux, en particulier celui du Washington Post, expliquent les raisons pour lesquelles certains habitants de la région apportent leur soutien aux somozistes, les ravitaillent et les abritent. Il s'agit surtout de petits propriétaires terriens, catholiques et conservateurs, qui ont eu, jadis, moins à souffrir des exactions du régime somoziste que les citadins. Déjà méfiant à l'égard du régime sandiniste « marxiste et athée », ils ont été scandalisés par le « chahut » dont le pape a été l'objet lors de son passage à Managua. Ils sont aussi hostiles à l'obligation qui leur est faite de livrer leur production aux magasins d'Etat qui l'achètent à des prix fixés d'avance. Quand les troupes sandinistes leur achètent leur ravitaillement, elles leur donnent un simple bon pour remboursement. Les « contras » (contre-révolutionnaires), eux, paient « cash ». Ils ne manquent d'ailleurs pas d'argent : l'envoyé spécial du Washington Post affirme avoir vu le

« trésorier » d'une unité transporter l'équivalent de plusieurs milliers de dollars américains.

Suspects aux yeux des sandinistes, les petits agriculteurs de la province de Nueva-Segovia se voient arrêtés pour un oui ou pour un non, relâchés sans explication après plusieurs jours, voire plusieurs semaines de détention et vivent dans l'incertitude. C'est la raison pour laquelle la province se vide peu à peu : des familles entières passent au Honduras, mais un nombre non négligeable d'hommes rejoignent, semble-t-il, les forces somozistes.

Les hommes du « commandant Suicide » ne paraissent pas plus recommandables pour autant : la plupart d'entre eux ont été membres de la garde nationale du président Somoza et semblent peu regardants sur leurs méthodes de combat. Ils jouent aussi à se faire une image de « durs » et posent volontiers pour les photographes américains, sous des noms de guerre comme « Delta », « Echo », « Krill », « Rasputine ».

Combien sont les « contras » ? Dix mille, disent-ils, et assurés du soutien actif de « dizaines de milliers » de paysans. Ils sont plus vraisemblablement un peu moins de six mille, y compris les Indiens Miskitos de la côte Atlantique. Quant à leur futur recrutement local, il dépendra sans doute en bonne partie de l'issue de leurs succès militaires et psychologiques.

Pour l'instant, leur seule idéologie paraît être l'anticommunisme et leur confiance dans l'appui américain. Ils s'inquiètent cependant des flottements de l'administration Reagan à leur égard. Hantés par le « lâchage » des anticubistes qui a suivi l'échec de l'équipe de la baie des Cochons, ils voudraient que Washington se décide à les soutenir officiellement et redoutent, malgré la discrétion actuelle de ses activités, la « concurrence » de M. Eden Pastora, qui fut, au début de la révolution sandiniste, l'un de leurs plus farouches adversaires et, aussi, le candidat des Argentins à la succession du régime Somoza.

N. B.

Les présidents mexicain et colombien se prononcent contre toute ingérence étrangère et pour la négociation

De notre correspondant

Mexico. — Le président Miguel de la Madrid et son homologue colombien, M. Belisario Betancur, se sont réunis le samedi 9 avril dans l'île mexicaine de Cozumel et ont signé un communiqué commun qui constate que « tout ce qui se passe en Amérique centrale affecte la Colombie et le Mexique ». Après avoir réaffirmé leur adhésion aux principes de Contadora (1), ils ont fait état de « leur préoccupation face à la situation dangereuse qui prévaut en Amérique centrale et de la nécessité d'entreprendre immédiatement des actions spécifiques pour faire face aux problèmes qui menacent de compromettre la paix dans la région ».

Il s'agit pour l'essentiel de favoriser « le dialogue et la négociation » en prenant en considération le besoin d'éliminer toute ingérence étrangère directe ou indirecte.

« Nous nous limitons à être messagers de paix », a déclaré le président Betancur à son arrivée à Cozumel. Il avait rencontré, la veille, le président vénézuélien, M. Luis Herrera Campesino et il a eu, dimanche 10 avril, un entretien à Panama avec ses homologues costa-ricain et panaméen, MM. Luis Alberto Monge et Ricardo de la Espriella.

Cette action diplomatique vise à la convocation d'une réunion des pays de la région. Les Etats-Unis et leurs amis souhaitent une réunion aussi restreinte que possible. En revanche, d'autres veulent d'inviter même les Cubains. L'éventualité d'une médiation du secrétaire général de l'O.N.U., M. Javier Perez de Cuellar, est soutenue, entre autres, par le gouvernement français et par l'Internationale socialiste.

Les Nicaraguayens qui avaient demandé la médiation des quatre pays de Contadora dans le conflit qui les oppose au Honduras et aux Etats-Unis ont durci leur position. Dans un communiqué de la direction nationale du Front sandiniste publié le 9 avril, ils posent comme conditions à tout dialogue et à toute négociation « le retrait incondition-

nel des forces génocides introduites au Nicaragua par les Etats-Unis, la cessation des attaques frontalrières réalisées à partir du territoire hondurien d'une façon permanente par la contre-révolution somoziste avec l'appui des forces armées du Honduras ». Les sandinistes estiment que « la guerre des Etats-Unis contre le Nicaragua, bien qu'elle ne soit pas déclarée, n'est pas moins une véritable guerre » dans laquelle Washington a recours à d'importants « moyens militaires, politiques, idéologiques et économiques ».

Ils rappellent les « preuves écrites » fournies par la presse internationale et certaines responsabilités américaines, selon lesquelles « le gouvernement Reagan ex l'auteur de ces agressions et que l'armée hondurienne et la garde sandiniste sont ses instruments ». Ils accusent en outre le gouvernement nord-américain d'« inventer des formules tendant à paralyser les initiatives de négociations proposées par le Mexique, le Venezuela, la France, l'Espagne, Panama, la Colombie et d'autres ».

FRANCIS PISANI.

(1) Le Mexique, le Venezuela, la Colombie et Panama se sont mis d'accord pour contribuer à la recherche de la paix en Amérique centrale, en cours d'une conférence tenue dans l'île panaméenne de Contadora en janvier 1983.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fayet (1969-1982)

Imprimé : de « le Monde » 5, rue des Indes PARIS-13^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437.
ISSN : 0395 - 2037.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Huit morts dans un bidonville

(De notre correspondant.)

Johannesburg. — Huit personnes ont été tuées et vingt-six blessées, dimanche 10 avril, dans les camps de Crossroad réservés aux Noirs, près du Cap. Selon la police, qui n'a procédé à aucune arrestation, au moins trois des victimes auraient été tuées par balles, les cadavres des cinq autres ayant été retrouvés calcinés « au-delà de toute identification ». Des dégâts matériels importants ont également été commis au cours de cette explosion de violence. D'après un communiqué officiel, il s'agirait d'une « bataille entre factions rivales que nos hommes ont arrêtée sans tirer une seule balle ».

Cette communauté de vingt mille misérables, parqués à quelques kilomètres de la capitale législative du pays, compte deux factions. La pre-

mière, dirigée par M. Nsobongwana, reconnu par les autorités blanches, « maire » de facto de Crossroad. Le second groupe, auquel appartiennent, selon des témoins, l'essentiel des victimes, est dirigé par M. Mamenzi, décrit comme un honnête homme qui réclame l'organisation d'une consultation électorale et l'établissement d'un vrai conseil municipal.

La garde prétorienne du « maire » est recrutée parmi les membres d'une secte violente, les Amapondos. Dans la nuit de dimanche à lundi, selon des résidents apeurés, les Amapondos, armés de leurs pangas (longs couteaux affilés comme des rasoirs), rôdaient encore dans le bidonville. Certaines familles avaient évacué leurs enfants.

P. C.

صلى الله عليه وسلم

ASIE

Les nouvelles stratégies japonaises

(Suite de la première page.)

Troisième étape : la détermination des relations Est-Ouest, caractérisée par des crises telles que celle de l'Afghanistan, l'apparition de nouvelles zones d'instabilité, notamment dans le Golfe, et l'accroissement de la puissance militaire soviétique. L'entrée de nouvelles transformations dans les rapports de défense avec les États-Unis. Ces rapports cessent d'être exclusivement à sens unique, comme le prévoyait le traité de sécurité de 1951, pour s'orienter vers des formes de coopération militaire concertée. La notion d'« études conjointes » est acceptée dès 1978, mais c'est en 1980 que les forces japonaises participent, pour la première fois, à des manœuvres navales collectives en compagnie de bâtiments américains. Conditions australiennes et néo-zélandaises, c'est en 1982 qu'ont lieu en territoire japonais les premières manœuvres terrestres nippo-américaines.

Entre-temps, il est vrai, les Japonais ont vu se développer à leur porte les lignes avancées d'un dispositif présumé hostile, en Sibirie orientale, surtout de la mer d'Okhotsk et jusqu'au Vietnam avec l'ouverture à Danang et à Camranh de « facilités » nouvelles à la flotte et à l'aviation soviétiques.

Défense du territoire...

Plusieurs mois avant que M. Nakasone ne devienne premier ministre, des décrets décisifs sont franchis : en juillet 1982, l'adoption d'un plan de cinq ans (1983-1987) pour la rénovation des forces armées japonaises et, en septembre suivant, les entretiens au Pentagone de M. Soichiro Ito, ministre d'État et directeur de l'Agence japonaise de défense. Plusieurs projets d'importance majeure sont arrêtés à cette occasion, en particulier celui de déployer sur la base de Misawa, à l'extrême nord de l'île de Honshu, une cinquantaine de chasseurs F-16 supplémentaires, ainsi que la mise sur pied de travaux conjoints sur la protection des lignes de communications maritimes. Également à la même époque, les services compétents de l'administration japonaise se sont déjà déclarés favorables à la cession aux États-Unis des technologies à usage militaire qui peuvent les intéresser, projet qui ne sera toutefois approuvé par le cabinet que le 14 janvier 1983.

Le terrain est donc très préparé lorsque M. Nakasone prend, en novembre 1980, la direction du gouvernement. Aussitôt bien dire-t-on parfois que son accession au pouvoir s'est surtout traduite par l'emploi de

formules nouvelles en matière de défense — tout spécialement celle par laquelle il a décrit son pays comme « un porte-avions insubmersible » face aux bombardiers soviétiques Backfire — plutôt que par des actes réellement inédits.

Ce n'est pas tout à fait exact dans la mesure où le premier ministre japonais paraît agir dans un esprit complètement différent de celui de

infléctions politiques majeures qui se reflètent déjà fortement, soit dans les études des experts, soit dans les conversations en cours avec les Américains.

Le cas est assez clair en ce qui concerne les cessions de technologies à usage militaire puisque, à partir de ce principe tout juste admis à titre d'« exception », on en vient à envisager — nonobstant les démentis

caïnes sur le théâtre du Pacifique. De quoi s'agit-il concrètement ? Rapportons ici les idées exposées par un haut fonctionnaire japonais, qui se présente lui-même comme un expert en matière de défense.

L'hypothèse dans laquelle il se place est celle d'un conflit éclatant en dehors de la zone du Pacifique mais prenant un caractère global du fait de l'engagement des forces soviétiques et américaines. C'est dans la zone du Golfe et de l'océan Indien que l'ouverture des hostilités est jugée la plus vraisemblable. La mission qu'envisage alors de se donner le Japon consiste, d'une part à bloquer les détroits qui avoisinent ses côtes — Soya (détroit de La Pérouse) au nord, Tsugaru entre l'île de Honshu et celle de Hokkaido, Tsurushima au sud, en direction de la péninsule coréenne — transformant ainsi en lac fermé la mer du Japon ; d'autre part à établir vers le sud un dispositif aéronaval d'interception sur une ligne d'un peu plus de 1 500 kilomètres s'étirant à partir d'Okinawa en direction de l'île de Guam.

L'interprétation de ces mesures à l'usage de l'opinion et du Parlement japonais est que le Japon assurerait ainsi strictement la protection de son propre territoire ainsi que celle, tout aussi vitale, de ses lignes de communications maritimes — dans les limites mêmes des engagements pris sur ce point par M. Suzuki il y a près de deux ans. C'est en mai 1981 en effet que l'ancien premier ministre avait avancé pour la première fois, lors d'un voyage à Washington, l'idée que le Japon pourrait assumer lui-même la défense de ses lignes de communications maritimes sur une distance de l'ordre de 1 000 milles (environ 1 600 kilomètres).

... et contribution à la stratégie américaine

Ne s'agit-il que de cela ? Le premier point qui prête à discussion concerne la nature de la menace qui pèserait alors sur le Japon. Le seul fait que celui-ci importe la quasi-totalité des produits énergétiques, des matières premières qui alimentent son industrie, justifie qu'il considère sa sécurité comme en danger dès lors que des entraves peuvent compromettre ces approvisionnements. Mais peut-on parler d'une menace directe contre le territoire japonais dans une situation où le conflit principal se déroulerait à des milliers de kilomètres de l'archipel et où l'U.R.S.S. n'aurait manifesté aucune intention agressive à son égard ?

Un second point est plus lourd encore de conséquences. L'expert

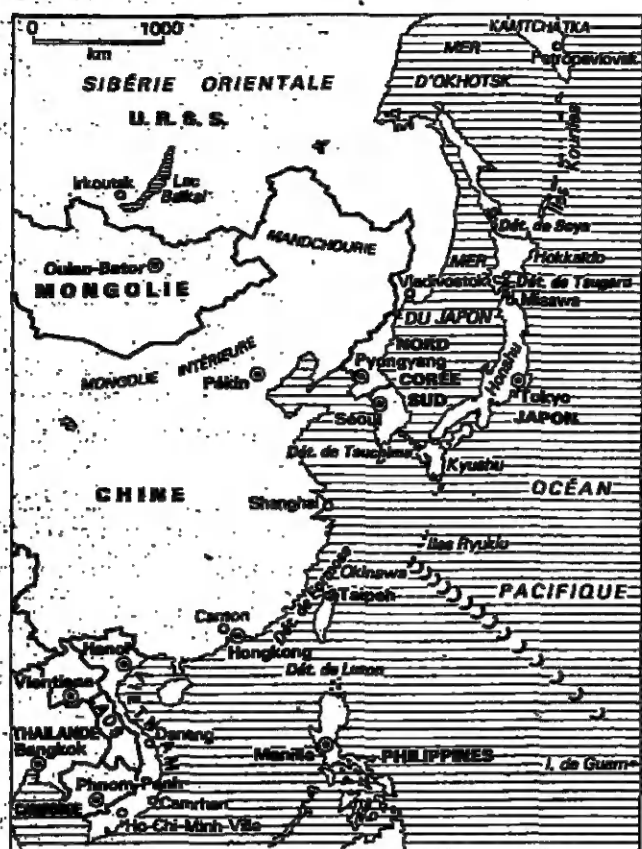
japonais qui expose ce schéma fait lui-même observer que le dispositif mis en place par le gouvernement de Tokyo aurait pour effet d'établir un barrage qui, opérant la jonction avec le dispositif américain puis australien et néo-zélandais dans le Pacifique Sud, interdirait toute sortie aux bâtiments soviétiques, de surface ou sous-marins, basés à Vladivostok et contraindrait ceux venant de Petropavlovsk à un détour et à un voyage d'une centaine de jours pour gagner un théâtre d'opération dans l'océan Indien.

On ne saurait dès lors nier cette évidence que, sous prétexte d'assurer sa propre sécurité, le Japon apporterait dans ces conditions une contribution décisive à un dispositif stratégique global américain. Non seulement cette « contribution » est difficilement conciliable avec les clauses pacifistes de la Constitution, mais elle oblige à considérer le problème de la défense du Japon lui-même dans un contexte fondamentalement différent de celui qui avait été admis auparavant.

ALAIN JACOB.

Prochain article :

VIVRE DANGEREUSEMENT ?



Les principaux éléments du dispositif dont la mise en place est envisagée à Tokyo sont schématisiquement figurés : fermeture des détroits entourant la mer du Japon, d'une part ; barrage aéronaval d'interception entre Okinawa et la zone de l'île de Guam, d'autre part.

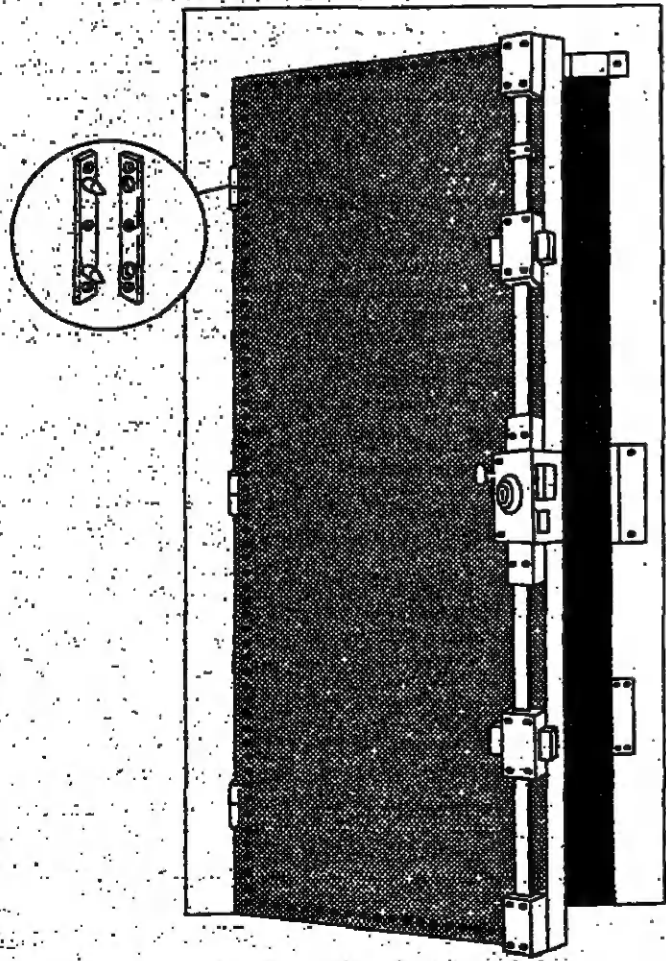
ses prédécesseurs. Alors que ces derniers s'employaient à limiter, à freiner, une politique d'engagement militaire qui leur était imposée tant par les circonstances que par les pressions de plus en plus fortes des États-Unis, M. Nakasone avance délibérément dans cette voie, précédant à l'occasion non seulement une opinion publique et un Parlement réticents mais également des réformes constitutionnelles encore hors de portée.

C'est en ce sens que ce qui se dit à l'autour d'importance que ce qui se fait, les paroles préparant des

— la mise au point et la production en commun de systèmes d'armement avec les États-Unis. On en dit autant du voyage du premier ministre en Corée du Sud, — décidé en quelques jours et avant sa visite aux États-Unis, — qui a inévitablement et aussitôt été interprété comme un premier pas vers l'établissement d'un système collectif de sécurité — dit-on affirmer par la suite à Tokyo qu'il n'en était pas question.

Mais le processus d'engagement paraît bien être encore beaucoup plus avancé en matière de coopération militaire avec les forces améri-

GRAND CHOIX D'ENSEMBLES DE FERMETURE AU BHV.



75% des cambrioleurs passent par la porte. Raison de plus pour apprécier et profiter des prix. Au stand de sécurité du BHV vous trouverez les modèles : J.P.M. - VACHETTE - CENTRAL - PICARD - BRICARD - IZIS de 5 à 14 points d'ancrage et aussi les coffres-forts DECAVELUX et SICU.

Quelques exemples de prix : Ensemble de fermeture 5 points d'ancrage J.P.M. Cylindre double fourni avec renforts de paumelles et 3 clés à pompe. 1150 F

Ensemble de fermeture 5 points VACHETTE, 5 points d'ancrage renforts de paumelles. 1200 F

Ensemble de fermeture 5 points IZIS fourni avec 4 clés brevetées reproduction interdite. 1400 F

Ensemble de fermeture PICARD 5 points d'ancrage, 3 clés à pompe. 1580 F

Avec les différentes fermetures, Installation Service du BHV vous propose : Blindage de porte tôle électro-zinguée 15/10°. Pose de la serrure et du blindage (prix pour une pose simple sur porte plane huisserie bois) Paris et proche banlieue. 1308 F

Offre valable du 21.02.83 au 30.07.83

CRÉDIT GRATUIT* 9 MOIS SUR TOUS LES ENSEMBLES DE FERMETURE.

BHV Installation Service est à votre disposition pour faire poser chez vous : fermetures de sûreté, verrous et blindage de portes par des professionnels sélectionnés. (Paris et proche banlieue).

* À partir de 2000 F d'achat, 20% escompté à verser au Service Crédit. Après acceptation du dossier Crédit. Cofinaga/BHV inférieure prise en charge par le BHV. À l'exception des articles signalés par point vert, du blindage, de la pose et des services.

** À Rivoli seulement. *** BHV Rivoli et région parisienne seulement.

RIVOLI/PARY 2/MONTLHERY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE/ROSNY 2
CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE/VENISSEUX
LIMONEST/LA PART DIEU/SAINT-GENIS 2/GRENOBLE/STRASBOURG/GRADIGNAN



LE TEMPS DE L'AMITIÉ



Swissair : Notre quatrième et toute dernière destination en France : Toulouse.

Une compagnie aérienne internationale se reconnaît, entre autres, aux destinations que d'autres ne desservent pas. Toulouse est l'une de ces destinations et déjà la 4^e en France, la 48^e en Europe et la 90^e au monde. Votre agence de voyages ou Swissair se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.

swissair

Le Monde

politique

P.C.F. : le difficile chemin de l'« autonomie »

La négociation engagée entre le gouvernement et le P.C.F. ou, plus exactement, entre MM. Mauroy, Delors et Bérégovoy, d'une part, le groupe communiste de l'Assemblée nationale, d'autre part, continuait, lundi matin 11 avril. Chaque partie disposait d'une sorte de dernier recours : pour les députés communistes, l'abstention sur le projet de loi autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances des mesures fiscales visant à assurer le financement de la Sécurité sociale et l'épargne ; pour le premier ministre, l'engagement de responsabilité sur ce texte.

Interrogé au début de la matinée de lundi, M. André Lajoinie, président du groupe communiste, soulignait l'importance que revêtait à ses yeux l'un des cinq amendements présentés par son groupe et rejetés par la commission des finances, mais néanmoins « mis à l'étude » par le premier ministre (le Monde du 9 avril). Il s'agit de celui de ces amendements qui visait à exonérer du prélèvement de 1 % sur le revenu imposable les plus modestes des familles soumises à l'impôt sur le revenu.

Le P.C.F. insistait, depuis le début du débat de confiance du 6 avril, en particulier, sur la nécessité d'améliorer le plan gouvernemental du point de vue de la justice fiscale. L'amendement sur lequel a insisté M. Lajoinie est, à cet égard, exemplaire. L'enjeu du débat, cependant, ne se

limite pas à cette appréciation des limites dans lesquelles doit s'appliquer la rigueur. Comme M. Georges Marchais l'avait souligné le 8 avril, le groupe communiste de l'Assemblée nationale entend affirmer son « autonomie » (le Monde du 10-11 avril).

En d'autres termes, l'engagement du parti communiste au gouvernement, l'approbation du plan de rigueur par ses ministres entraîneraient le vote de la confiance, mais pas nécessairement celui des mesures sur la base desquelles cette confiance était demandée. L'hôtel Matignon a, naturellement, un point de vue différent, et, devant une telle hypothèse, évoque l'engagement de responsabilité, épreuve de vérité à laquelle le gouvernement peut, à tout moment, soumettre sa majorité.

Ne pas « casser la baraque »

Un dirigeant communiste a indiqué, dimanche 10 avril, quelles doivent être, à ses yeux, les limites de la critique des projets gouvernementaux. Il ne s'agit pas de « s'aligner », a dit M. Henri Krasucki, mais il ne faut pas, non plus, « casser la baraque » et favoriser le retour de la droite au pouvoir. Le secrétaire général de la C.G.T. revendiquait ainsi, vis-à-vis du pouvoir, une « autonomie » raisonnable.

« Autonomie », lui aussi, pour des raisons différentes, M. Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, estimait, dimanche, que le P.C.F. « prendrait une lourde responsabilité » en ne votant pas le projet de loi d'habilitation, car ce serait « porter un coup à la cohésion et à l'autorité de la majorité ». Les députés communistes, selon M. Fiszbin, ont raison d'être « attentifs à la justice sociale », mais ils « ne doivent pas se dérober à leur engagement majoritaire ».

Selon M. Jacques Chaban-Delmas, les socialistes n'avaient pas de souci à se faire. L'appartenance à la majorité permet au P.C.F. une « infiltration systématique d'éléments nombreux et sûrs dans de nouveaux rouages de l'Etat et du secteur nationalisé », a déclaré au Journal du dimanche le maire de Bordeaux, qui, lui aussi, jouit des plaisirs de l'autonomie.

Autonomes, M. Fiterman, ministre communiste qui approuve les mesures de rigueur ; M. Lajoinie, député communiste, qui veut les « améliorer » ; M. Marchais, qui ne veut pas « avoir de coéquipiers » ; M. Krasucki, qui ne les avals qu'en cas d'absolue nécessité ; M. Fiszbin, qui se fait un devoir de les avaler ? Qui disait que le P.C.F. était un parti monolithique ?

PATRICK JARREAU.

MARSEILLE : les communistes se félicitent de leur « participation à part entière » aux affaires municipales

Marseille. — M. Gaston Defferre, maire de Marseille, a précisé les délégations attribuées aux trente adjoints (13 P.S., 11 P.C., 4 Groupe d'action municipale, économique et sociale, 2 M.R.G.) du nouveau conseil municipal. La liste de ces délégations fait apparaître un partage équitable des responsabilités entre les groupes formant la majorité. Le premier adjoint, M. Jean-Victor Cordonnier (P.S.), est chargé, comme dans la précédente municipalité, des problèmes d'urbanisme.

En tant que troisième adjoint, M. Michel Pezet, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône et président du conseil régional, est appelé à suivre plus particulièrement les grands dossiers économiques et de planification de la ville. Les socialistes détiennent également les délégations de l'éducation (M. Bastien Leclerc), de la voirie (M. Robert Vigoreux), du logement (M. Michel Martin) et celle des sports, attribuée exceptionnellement à un conseiller municipal, M. Marius Masse, député de la huitième circonscription et conseiller général des Bouches-du-Rhône (1).

La délégation des finances revient à un élu du Groupe d'action municipale (GAMES), M. Pierre Rastoin, cinquante-deux ans, directeur adjoint d'une banque privée marseillaise, fils de l'ancien sénateur

(C.N.I.P.) Jacques Rastoin, qui fut pendant vingt-quatre ans premier adjoint au maire.

Les élus communistes se voient confier quant à eux l'animation de plusieurs secteurs importants de la vie municipale (sécurité, marchés et achats publics, emploi et formation professionnelle, transports en commun, environnement et cadre de vie, circulation). Dans l'entrevue qu'il nous a accordée, le président de ce groupe, M. Georges Lazzarino, secrétaire de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, se félicite sans réserve de la « participation à part entière » du P.C. aux affaires municipales « dans le cadre d'une gestion solidaire ».

D'autre part, les maires d'arrondissement ou de groupes d'arrondissements ont été élus le samedi 9 avril. Il s'agit de :

Premier secteur (1^{er}, 4^e, 13^e et 14^e arrondissements) : M. Lucien Weyand (P.S.) ; deuxième secteur (2^e, 3^e et 7^e arrondissements) : M. Jean-Noël Guérin (P.S.) ; troisième secteur (5^e, 10^e, 11^e et 12^e arrondissements) : M. Michel Coullomb (P.S.) ; quatrième secteur (6^e et 8^e arrondissements) : M. Jean-Claude Gaudin (U.D.F.) ; 5^e secteur (9^e arrondissement) : M. Guy Teissier (U.D.F.) ; 6^e secteur (15^e et 16^e arrondissements) : M. Pascal Posado (P.C.).

De notre correspondant régional

sécurité des personnes et des biens, qui est une nouvelle délégation. Comment envisagez-vous votre action ?

— Ces problèmes, avec ceux de l'immigration dont s'occupe également un élu communiste, font partie des préoccupations les plus sensibles de la population marseillaise. Le maire, qui est aussi ministre de l'Intérieur, a indiqué sa volonté de les résoudre en créant un conseil permanent de la sécurité à l'hôtel de ville et dans chaque secteur municipal, et en provoquant une rencontre internationale avec les dirigeants des pays fournisseurs de main-d'œuvre.

— Il est évident que, en matière d'insécurité, les solutions ne dépendent pas seulement du renfort des effectifs de police. Elles sont liées à des problèmes beaucoup plus fondamentaux d'emploi, de formation professionnelle, de culture, de loisirs, etc., et surtout, à notre avis, au développement de la vie associative. On ne réglera rien si l'on n'associe pas pleinement la population à l'action dans la lutte. C'est ce à quoi, nous, communistes, allons nous employer avec nos collègues du conseil municipal.

— Les adjoints communistes ont-ils d'autres projets concrets ?

— Nous sommes très attachés au développement des transports collectifs qui passe, selon nous, par une coordination efficace entre les différents moyens de transport existants, train, bus et métro, de façon à créer une véritable toile d'araignée sur l'ensemble des quartiers. Dans le domaine de l'environnement et du cadre de vie, il va falloir désormais accentuer les efforts de la municipalité en faveur des quartiers nord à forte concentration de population. Mais en fait, dans une ville comme Marseille, tous les problèmes sont importants, et à divers degrés urgents à régler.

— Qu'en est-il de la solidarité de gestion municipale ?

— Le programme électoral de la liste du Nouveau Marseille a pour

nous valeur de contrat municipal et implique une solidarité de gestion entre tous les élus de la majorité, qui doit se manifester dans les grandes décisions, et en particulier le vote des budgets. Il n'y a aucune ambiguïté sur ce point. Je ne pense pas que l'on puisse envisager, dans le cadre de la gestion municipale, une responsabilité à part des élus communistes. Le travail à accomplir est un travail d'équipe, car tous les problèmes sont liés, et comme nous le disions, tout influe sur tout. Nous voulons faire le nouveau Marseille et nous le ferons avec toutes les forces de progrès de cette ville.

— Quel rôle doit jouer selon vous l'opposition ?

— Je trouve navrante l'opération de propagande à laquelle s'est livré M. Jean-Claude Gaudin lors de la séance d'installation du conseil municipal. En 1971 et en 1977, nous aurions nous aussi, alors que nous étions dans l'opposition, souhaité nous exprimer lors de l'élection du maire. On nous a opposé la loi et nous nous sommes inclinés sans quitter pour autant la séance avec pertes et fracas. L'opposition a essayé de prolonger le climat d'irrespect qui n'est pas de mise dans une démocratie. Elle doit jouer un rôle de contrôle et de participation dans les commissions qui lui sont toutes ouvertes à la proportionnelle, et même au-delà. Cela dépend d'elle.

GUY PORTE.

(1) M. Defferre avait déploré de ne pouvoir compter « une équipe d'adjoints » à MM. Masse et Jean-Jacques Leontini, tous les deux députés et conseillers généraux, en raison du nouveau règlement intérieur du P.S. sur le cumul des mandats. Une exception a été faite pour M. Jean Rapuzzi, adjoint (P.S.) et conseiller général, qui occupe le poste de cinquième adjoint délégué aux relations avec le personnel municipal et les relations financières entre la ville et l'Etat. M. Leontini a reçu la délégation des relations financières entre la ville et le département et devrait présider une commission municipale de travail.

Trois élections cantonales : trois reculs pour la gauche

Les trois élections cantonales qui étaient organisées dimanche 10 avril se sont traduites par un recul de la gauche. Dans deux cas, et dans des secteurs aussi différents que le canton urbain de Rouen et celui, plus au nord, de Dampierre, les pertes sont spectaculaires : dans la ville dont le maire est M. Lecannet, président de l'U.D.F., le total des voix recueillies par les trois candidats de gauche atteint 37,38 % des suffrages exprimés, alors que, en mars 1982, il frôlait la barre des 50 %, avec 49,95 % ; sur l'ensemble des quatorze communes jurassiennes, où la gauche, en mars 1979, obtenait 50,74 % des voix, le score de ses deux candidats n'est que de 32,78 %. A côté de ces deux reculs (- 12,57 points à Rouen, et - 17,96 points à Dampierre), la régression enregistrée à Oloron est minime : - 1,25 point. Reste que dans ce canton du Haut-Béarn, c'est la progression du P.C. (près de 6 points) qui compense l'érosion de l'électorat socialiste.

JURA : canton de Dampierre (1^{er} tour).

Inscr. : 3 861 ; vot. : 2 358 ; suffr. expr. : 2 330. MM. Jean-Paul Giraud, U.D.F., 729 voix ; René Bey, div. dr., 629 ; Pierre Reynaud, P.S., 548 ; Daniel Bourgeois, P.C., 216 ; Pierre Racine, div. dr., 208. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Yves Cuny (P.S.) qui s'est démis de son mandat pour entrer en février dernier au cabinet de M. Hubert Dubedout (P.S.), alors maire de Grenoble.

Au premier tour des élections cantonales de mars 1979, M. Cuny (P.S.) avait obtenu 882 voix contre 882 à M. Combet (U.D.F.-C.D.S.), 454 à M. Pierre (U.D.F.) et 412 à M. Bourgeois (P.C.). Au second tour, M. Cuny avait été réélu avec 1 472 voix contre 1 274 à M. Combet sur 2 746 exprimés, 2 838 votants et 3 719 inscrits.

Alors que la gauche avait totalisé 50,74 % au premier tour de 1979 (et 53,60 % au second, sur le nom de M. Cuny), elle ne recueille que 32,78 % des exprimés, contre 67,21 % au total pour les trois candidats de l'opposition. Le P.S. enregistre un recul supérieur à 11 points de pourcentage (23,51 % au lieu de 34,58 %) et le P.C. de près de 7 points (9,27 % au lieu de 16,15 %).

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : canton d'Oloron-Ouest (1^{er} tour).

Inscr. : 8 170 ; vot. : 5 458 ; suffr. expr. : 5 284. MM. Michel Lacaze, R.P.R., 2 152 voix ; Henri Grochez, P.S., premier adjoint au maire d'Oloron, 1 682 ; Michel Martin, P.C., deuxième adjoint, 1 450. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Henri Lacaze (P.S.), qui, après avoir remplacé M. Grochez, était décédé en janvier dernier. Au premier tour des cantonales de mars 1982, Henri Lacaze avait obtenu 2 271 voix, contre 2 325 à M. Lacaze (R.P.R.) et 1 294 à M. Martin (P.C.). Au second tour, il avait été réélu avec 3 548 voix contre 2 774 à M. Lacaze, sur

6 322 exprimés, 6 490 votants et 8 160 inscrits.

Par rapport au premier tour de 1982, seul le candidat du P.C. obtient plus de voix. Ce gain se traduit par une progression en pourcentage de 5,48 points (27,44 % au lieu de 21,96 %). En revanche, le représentant du P.S. fait moins bien que son prédécesseur : 31,83 % au lieu de 38,55 %. Quant à M. Lacaze (R.P.R.), son score en pourcentage passe de 39,47 % à 40,72 %.

Au total, la gauche, érudite de 60,52 % au premier tour de mars 1982 et de 56,12 % au second tour, recueille 59,27 % des voix.

SEINE-MARITIME : canton de Rouen-VII (1^{er} tour).

Inscr. : 8 725 ; vot. : 3 543 ; suffr. expr. : 3 491. M. Jeanne Bonvoisin, U.D.F., troisième adjointe de M. Lecannet, 2 186 voix, REELUE ; MM. Michel Bérégovoy, P.S., député, 943 ; Jacques Arsène, P.C., 214 ; Maurice Deliquadri, P.S.U., 148.

Il s'agit de pourvoir le siège vacant depuis l'annulation du scrutin de mars 1982, après que les scrutateurs eurent trouvé dans les urnes des bulletins de vote au nom d'un candidat socialiste en lice dans un canton voisin. M. Bonvoisin avait été élu dès le premier tour des élections de mars 1982 dans le canton de Rouen-VII, nouvellement créé. Elle avait alors obtenu 2 772 voix, contre 1 956 à M. Bérégovoy (P.S.), 505 à M. Lulé (P.C.) et 306 à M. Deliquadri (P.S.U.).

Après des candidats ne retrouvant la voix qu'il avait récoltée au scrutin de mars 1982, - 586 suffrages pour M. Bonvoisin, - 1 013 pour M. Bérégovoy, frère du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, - 291 pour le représentant du P.C. et - 156 pour M. Deliquadri. A l'exception de M. Bonvoisin, qui gagne plus de 12 points en pourcentage (62,61 % contre 50,84 %), tous les candidats reculent : - 8,3 points (27,01 % contre 35,31 %) pour M. Bérégovoy, - 2,98 points (6,13 % contre 9,11 %) pour le P.C. et - 1,29 point (4,23 % au lieu de 5,52 %) pour M. Deliquadri.

LE P.S.U. NE S'ESTIME PAS « ENGAGÉ PAR LA SOLIDARITÉ GOUVERNEMENTALE »

La direction politique du P.S.U., réunie le dimanche 10 avril, a décidé d'avancer aux 11 et 12 juin prochains la date de son congrès, initialement prévu pour l'automne. Ce congrès extraordinaire sera préparé par une conférence nationale, réunies les 7 et 8 mai.

La motion adoptée par la direction politique, par 33 voix contre 32, exprime le « désaccord » de celle-ci « avec l'activité du bureau politique » depuis le 20 mars dernier, date de la dernière réunion de la direction politique. Est ainsi critiquée l'entrée de M. Hugues Bouchard au gouvernement, dont la direction politique « prend acte ». La motion adoptée « précise que le P.S.U. n'est pas partie prenante de la majorité gouvernementale », puisqu'il n'a « signé aucun accord de gouvernement », et qu'il n'est donc « pas engagé par la solidarité gouvernementale ».

Le bureau politique ayant dû, à la demande de la direction politique, « remettre ses mandats » à la disposition de celle-ci, un nouveau bureau politique a été élu, à la proportionnelle des courants qui s'étaient départagés au dernier congrès du parti, à Nantes, en décembre 1981. L'un des courants favorables à M. Bouchard s'étant divisé, l'équipe constituée dimanche se répartit moitié-moitié entre partisans et adversaires de la participation au gouvernement. — P.J.

M. CHABAN-DELMAS : une question de confiance

M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux (R.P.R.), ancien premier ministre, estime dans une déclaration au Journal du dimanche du 10 avril, à propos du plan économique du gouvernement : « L'inspiration du nouveau programme est assurément préférable à la précédente et certaines mesures vont dans le bon sens. Personne ne peut souhaiter un nouvel échec. Le risque le plus général d'échec réside dans la perte de crédibilité du pouvoir, c'est-à-dire dans sa capacité de rassembler la confiance de l'opinion sans laquelle — comme toujours dans un pays démocratique — rien n'est possible. »

« L'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes) a réuni son comité national, dimanche 10 avril. L'U.J.P. s'étonne que le gouvernement recoure à la procédure des ordonnances, procédure que les socialistes dénonçaient lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Ils déplorent « l'amalgame sport-politique fait par M. Avic » à propos de l'Afrique du Sud et demandent pourquoi cette mesure ne s'applique pas à l'égard de l'Union soviétique ou du Chili.

L'U.J.P. a décidé de nouer des contacts avec les autres composantes de l'opposition et particulièrement avec celles qui se réclament des mêmes principes qu'elle.

LE GROUPE COMMUNISTE N'EST PAS UN GROUPE DE GODILLOTS

déclare M. Lajoinie

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi matin 11 avril, sur France-Inter, que le P.C.F. attendait du gouvernement « des engagements fermes, à la fois sur le plan de rigueur et sur la justice fiscale ».

M. Lajoinie a souligné qu'il avait « soumis au premier ministre une proposition technique sur le 1 %, prévoyant une décade tenant compte des parts familiales ». « J'ai insisté beaucoup », a ajouté M. Lajoinie, « parce que le 1 %, comme nous l'a annoncé le ministre de l'économie et des finances, peut rester en vigueur, dans les années qui viennent, pour un financement partiel de notre protection sociale. »

M. Lajoinie a rappelé qu'il était déjà arrivé, depuis 1981, que les députés communistes s'abstiennent sur un projet de loi. « Nous sommes dans la majorité (...), à part entière », a-t-il ajouté. « Le groupe communiste a le droit d'amendement, a le droit de réflexion sur un projet de loi. Ce n'est pas un groupe de godillots. »

Le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale a précisé que la réunion du comité central, les 19 et 20 avril, ne peut déboucher sur une modification du partage des responsabilités à la tête du parti. « Le congrès a tranché », a dit M. Lajoinie, « il ne faut pas revenir toujours sur cette question. »

(Publicité)

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE

22, bd Vial-Souhait, 76 de la Jette, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35

Alain GOUTHIER

Centre officiel d'examen - Marins marchands
TOUS PERMIS MAR (A, B, C) ET RIVIÈRE

PARIS ATHÈNES
à partir de **1090 F**
aller-retour



nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

166, bd du Montparnasse 75014 Paris 329 12 14
5, rue Billery 38000 Grenoble 87 16 53

ALGÉRIE
PIÈCES DÉTACHÉES AU PLUS JUSTE PRIX
de toutes marques, camions, voitures, motocycles et machines électriques et électroniques (télévisions)
MAFEX — 607-42-28
5, rue du Château d'Eau - 75010 Paris

CHEVEUX A PROBLÈMES
PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EURO-CAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :
• pellicules, décolorations, cheveux secs, cassants ;
• démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.
APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP
Bordeaux (49-08-34) - Brét - Grenoble (49-21-41) - Lille (51-24-19) - Limoges (34-15-20) - Lyon (838-06-76) - Marseille (49-29-97) - Montpellier - Mulhouse (45-80-88) - Nancy (332-91-88) - Nantes (48-74-57) - Reims (88-65-74) - Rennes (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-76) - Toulouse (53-86-30) - Toulouse (23-29-84).
Pour les cahiers d'avis, nous téléphons nous-même nos instituts EURO-CAP PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni micromécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-fine de conception inédite. Entretien toutes semaines.
PROTHÈSE BRIDGECAP

سكنا من الأمل

LES ALLEMANDS SANS MIRACLE

Pour aller au-delà des mythes, un regard lucide sur la vie politique, économique et culturelle de l'Allemagne d'aujourd'hui par des journalistes et des historiens :

G. SANDOZ
J. BAUMIER - B. BRIGOUTEIX
R. LASSERRE -
A.M. LE GLOANNEC
M. MEYER -
D. SAUVAGET et
R. WINTZEN



1 vol. 55 F

Depuis 39 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n° 1
pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 36, rue de Meaux, 75011 PARIS - Tél. (1) 805-30-30

avril!
un mois étonnant chez **NEUBAUER**
pour tout achat d'une

● 104 PEUGEOT ● TALBOT SOLARA
● TALBOT HORIZON ● TALBOT SAMBA

Le meilleur prix - le meilleur service
NEUBAUER
M. JOËL 821.60.21

AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

M. Edgar Faure: il faut faire une politique favorable aux entreprises et à l'emploi

Dans une déclaration au journal *« Le Monde »*

M. MITTERRAND: pas de mesures protectionnistes

Dans un entretien publié, lundi 11 avril, par le quotidien *« Le Monde »*, à trois jours de son voyage à Genève, M. François Mitterrand déclare que la France n'a pas l'intention de prendre des mesures protectionnistes à l'égard de quiconque, comme le font beaucoup de pays, qui pratiquent un protectionnisme non avoué, comme, par exemple, les États-Unis, qui exigent que leurs marchandises circulent sur des bateaux américains, qui vendent leur blé à coups de subventions à leurs agriculteurs, ou encore, en de nombreux domaines, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et quelques autres.

Mis en cause pour ses sondages prélectoraux

IPSOS DÉCIDE D'ATTAQUER EN JUSTICE LE SYNTÈC

A la suite de la déclaration du Syntec (Chambre syndicale des sociétés d'études et de conseil), critiquant les « enquêtes inédites à caractère réalisées par l'Institut IPSOS » durant les élections municipales (Le Monde du 7 avril), cet Institut soutient que qu'il ne lui ait pas permis de Syntec et qu'il n'a « été entendu à aucun moment par les sociétés » qui en sont membres. IPSOS annonce, dans un communiqué publié le vendredi 8 avril, sa décision d'attaquer le Syntec en justice.

IPSOS propose, néanmoins, aux sociétés membres du Syntec, un « débat public sur les sondages » et annonce qu'il « prendra, dans les prochaines semaines, par l'intermédiaire du Club de l'opinion qui associe à ses réflexions celles des professionnels de la communication (...), une série d'initiatives afin d'assurer la pédagogie et grand public » des sondages.

M. Edgar Faure, sénateur du Doubs (Gauche démocratique), invité dimanche 10 avril du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », a ainsi jugé le plan économique du gouvernement. Se référant à la formule utilisée par M. Mauroy à l'Assemblée nationale, il a déclaré: « Je ne fais pas, quant à moi, la distinction entre « rigueur de gauche » et « austerité de droite ». Il ne s'agit pas de savoir si la politique du gouvernement échouera, car la politique, qui a été menée en tant que politique d'un gouvernement socialiste a déjà échoué.

« Une austerité de droite, appliquée par un gouvernement de gauche, voilà une politique qui est tout à fait traditionnelle. Je ne peux pas l'approuver entièrement. Si elle est classique, elle n'est pas originale. Tous ses aspects ne sont pas mauvais, mais elle est inégale, incomplète. Elle est unidimensionnelle.

« On a tout misé sur l'emploi. Si cela était socialement défendable, cela était économiquement insuffisant. Maintenant, on voudrait faire exactement l'inverse. Or il convient de choisir un moyen terme. En décourageant la consommation, la politique menée a tourné le dos à une véritable politique socialiste. On a dit que cette politique était courageuse; mais ce n'est pas parce qu'un remède est désagréable qu'il est nécessairement efficace. Il risque de se produire un phénomène

général de désépargne, qui aura également des effets sur l'exportation. (...)

« Je ne croirai au succès de la politique actuelle que si elle est complétée. Elle présente en tout cas deux aspects positifs: la compression des dépenses budgétaires et la « sincérisation » des tarifs des entreprises. Cette politique comporte néanmoins un élément qui est beaucoup moins bon: la superfiscalité, qui pèsera à terme sur les prix de revient.

M. Edgar Faure propose un abaissement de la fiscalité qui accompagnerait une épargne forcée, même plus importante que les 10 % décidés par le gouvernement. Il souhaite aussi un accroissement de la T.V.A. en compensation d'une baisse des charges sociales pesant sur les entreprises. Il explique: « M. Delors ne veut pas comprendre que tous les industriels acceptent volontiers une diminution de leurs prix de revient, une diminution des prix de vente, si celle-ci est compensée par une mesure concernant la T.V.A. Le volet qui manque au plan qui va être appliqué est celui qui serait susceptible de faire redémarrer l'économie.

« Le gouvernement est passé d'une politique déséquilibrée dans un sens à une politique déséquilibrée dans l'autre: il est passé de l'autre côté du cheval (...).

« Il faut arriver à mettre en œuvre une réévaluation fiscale des bilans. Il faut faire une politique favorable aux entreprises et à l'emploi, mais en recourant à des procédés qui n'aient pas d'effets inflationnistes (...). Dans le pays, la confiance n'est pas suffisante. Dès l'instant où l'on aura l'impression que le gouvernement se soucie des entreprises, il y aura un facteur chance. Si des mesures sont prises quant au crédit, à la fiscalité, à la charge sociale des entreprises, un capital de confiance peut être rétabli assez rapidement. Ce capital est indispensable.

A propos des nationalisations, M. Edgar Faure souhaite « que l'on restitue à l'épargne privée une partie des actifs qui ont été pris en compte pour les nationalisations ».

Pour ce qui est de la lutte contre le chômage, il estime « qu'on ne peut pas se résoudre à une politique dans laquelle on attend cent mille chômeurs de plus. Les régions peuvent aider le gouvernement dans une politique de l'emploi. Surtout il faudrait assouplir les règles du licenciement.

M. Edgar Faure, évoquant le rôle des communistes, déclare: « Du point de vue de la politique intérieure, je ne vois pas en quoi la présence des communistes au gouvernement change quelque chose à la politique économique qui est menée. Pour ce qui concerne la politique extérieure, le gouvernement dans son ensemble ne me semble pas impressionné par leur présence.

« S'il s'agit de faire accepter à la classe ouvrière des blocages de salaires ou du pouvoir d'achat, dans un certain sens, la coalition de tous les partis jusqu'à l'extrême gauche n'est pas tactiquement inutile.

Après avoir noté: « En général, les propos de M. Raymond Barre recueillent mon accord », M. Edgar Faure se prononce pour un système électoral qui combinerait le mode majoritaire et le mode proportionnel et affirme: « Je suis favorable au statu quo » en ce qui concerne le problème de l'enseignement libre.

DICTIONNAIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
1200 DÉFINITIONS

ENFIN UN DICTIONNAIRE ÉCONOMIQUE CLAIR

42,00 F

HATIER

Canon AP 500. La machine électronique à gagner du temps.

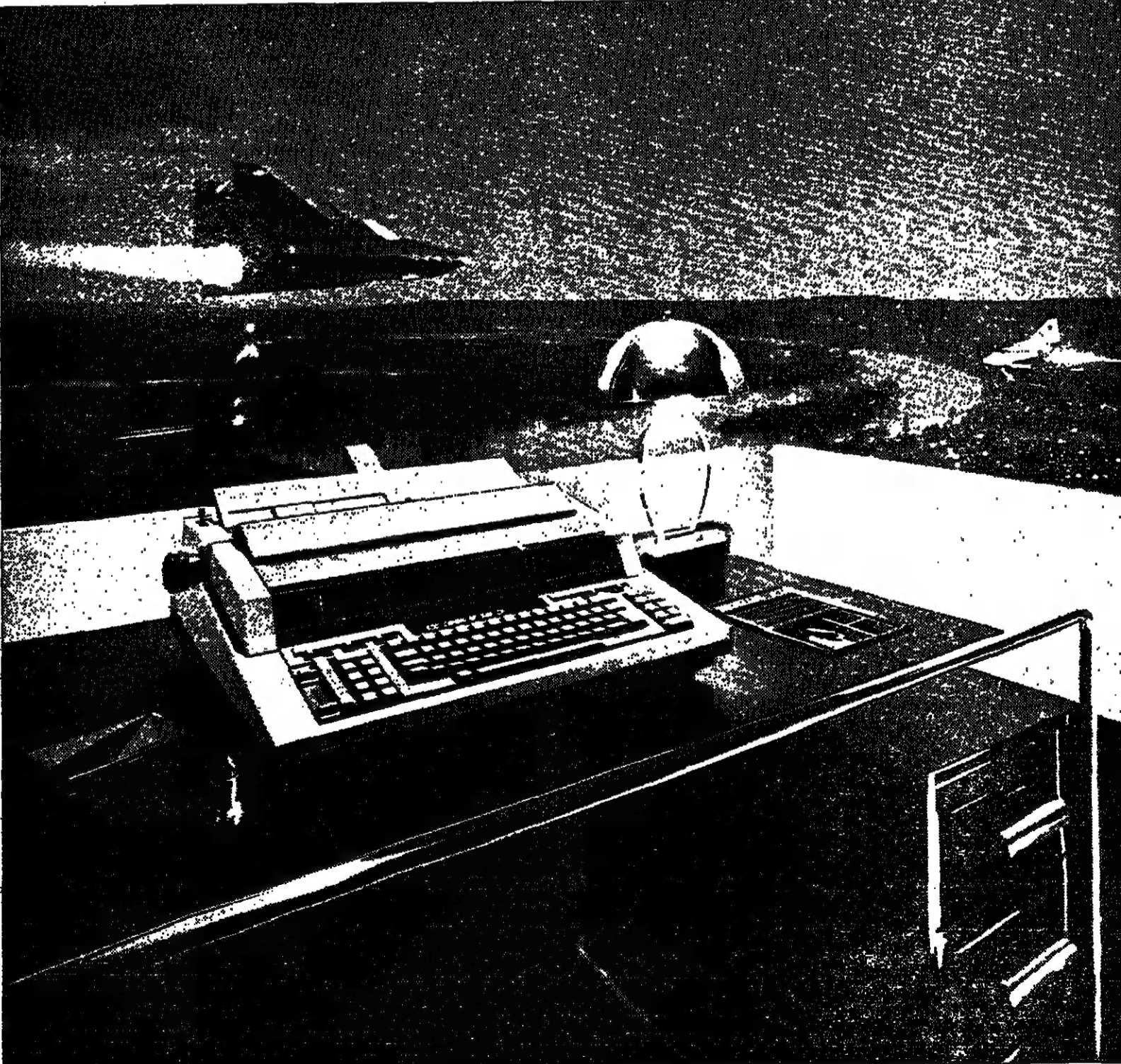
Quelle mémoire! Et quelle sécurité la machine à écrire AP 500! A croire qu'elle a signé un pacte avec le temps pour mieux l'utiliser! Mettez-la à l'épreuve! Confiez-lui les tâches les plus fastidieuses, les mises en pages les plus soignées: elle s'en acquitte en vraie professionnelle... et en silence!

Grâce à sa mémoire extensible par modules - jusqu'à 32 000 caractères, soit environ 20 pages de texte - elle évite les frappes répétitives, les complications inutiles.

Finis maintenant les corrections interminables, les rapports et les courriers à refaire en hâte pour quelques mots ou quelques phrases: désormais, l'AP 500 s'en charge elle-même, sous vos yeux, à l'écran, libérant ainsi un temps précieux pour des travaux plus efficaces.

C'est sans doute cela le génie de l'AP 500: allier, grâce à sa conception électronique de A à Z, une telle technologie à une si grande simplicité d'utilisation.

La Canon AP 500, c'est une nouvelle page de la dactylographie qui vient d'être tournée.



Je souhaiterais recevoir votre documentation complète sur la machine à écrire AP 500. Voici mon nom et mon adresse:

Nom _____

Société _____

N° _____ Rue _____

Ville _____

Code postal _____

Demande d'information à renvoyer à Canon France 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex. Téléphone 865.42.23.

Canon
Haute technicité. Haute simplicité.

Le Monde

société

UN MOIS APRÈS L'EXPLOSION MEURTRIÈRE DE MARSEILLE

La grande synagogue n'était peut-être pas l'objectif des auteurs de l'attentat manqué

Le 8 mars, à Marseille, au lendemain du premier tour des élections municipales, deux répris de justice sont tués par l'explosion de leur voiture piégée, non loin de la grande synagogue. L'un d'eux, manqué, entre deux autres, le premier évité le 26 février lors d'une fête d'enfants juifs, le second mortel, le 13 mars, pour un enfant immigré. Dans le climat de ra-

cisme exacerbé de la campagne électorale, cette explosion deviendra un enjeu, le préfet de police et le maire sortant, M. Gaston Defferre, accusant la droite d'avoir des liens avec les tueurs malchanceux.

Qu'en est-il un mois après ? L'opposition crie à l'amalgame, à la calomnie, et fait de l'utilisation politique de l'affaire l'un de ses ar-

guments pour réclamer l'annulation des élections dans trois secteurs. L'enquête policière apporte deux réponses : non, l'objectif n'était pas la synagogue. Il pouvait très bien s'agir d'un règlement de comptes crapuleux. Oui, l'équipe de malfaiteurs mêlés à cet attentat manqué militait pour les listes d'op-

Une ville, son « milieu » et sa droite

De notre envoyé spécial

Marseille. — Cliché de Parisien, cette ville aime la gâlerie. Gâlerie en provençal : histoire inventée ou exagérée, résume-t-on en français. Qu'importe le cliché, il est ici comme un indice. Le signe que celui qui prétend trier le faux du vrai, dans une de ces affaires politico-criminelles dont Marseille semble avoir le secret, devra se faire humble.

Comme si tout se conjugait pour l'éloigner de la simplicité des faits, Marseille, figure de la complexité ? En tout cas, on aimerait voir persuader que cette ville n'est qu'un amas de bric-à-brac, demi-vérités et clair-obscur.

La synagogue ? Pensez-vous ! Cette voiture piégée et l'antisémitisme, c'est le jour et la nuit ; bien plutôt un règlement de comptes du milieu pour le contrôle des machines à sous ! Mais les penchants de ce milieu-là, pour la droite ? Pensez-vous ! Une spécialité marseillaise, tous les partis ont recours ici à ces amitiés particulières.

Le préfet de police du département, M. Bernard Patault, pensait tenir sa « piste politique et raciste », ses malfaiteurs, en relations relativement étroites avec des politiciens de droite dans le Vaucluse et à Marseille, et voilà qu'une des rumeurs s'acharne à démolir ce qu'elle présente comme une gâlerie ! Rien qu'une gâlerie !

Echapper à ces cercles de bruits suppose de dresser un comte d'apothicaire des réalités brisées par l'enquête policière et l'instruction judiciaire. Bilan paradoxal, à ce jour : un attentat manqué équivaut à des auteurs dont la personnalité est beaucoup moins. Match nul entre le préfet de police et la rumeur : s'il ne paraît pas établi que le

synagogue était l'objectif visé par les criminels, l'implication de ceux-ci dans la campagne électorale de l'opposition n'est pas niable.

Peu après 2 h 10, donc, le 8 mars, rue Dragon, face au n° 81, une Peugeot 504 explose, arrêtée au milieu de la rue à sens unique. L'incendie gagne les voitures en stationnement ; l'essence enflammée s'élève à 20 mètres ; une partie du coffre de la 504 retombe de l'autre côté d'un immeuble. On estimera la charge à un kilo d'explosif industriel.

Deux morts, le conducteur et le passager. Leurs corps sont retrouvés à l'extérieur de la 504, l'un décapité, l'autre mourant étouffé par ses brûlures. Cet homme-là, sinon les deux, avait assurément quitté la voiture avant l'explosion. La rue est en pente : le frein à main était mis.

Deux cents mètres en arrière, en descendant le sens unique, c'est le croisement avec la rue de Breteuil qui, 100 mètres plus haut, longe la grande synagogue. Le rapprochement est spontané : fait par les C.R.S. chargés de la protéger. Ces policiers ne sont pas chargés d'une garde statique mais d'une ronde avec halte prolongée sur les points sensibles. Or, à 2 h 5, ils s'arrêtent devant la synagogue, descendent de leur véhicule et inspectent durant à peu près six minutes. Ils repartent et sont 300 mètres plus haut quand ils entendent l'explosion. Leur conclusion immédiate, dès le premier procès-verbal : les hommes de la 504 ont dû être « gênés par notre présence ».

Un témoin abonde dans leur sens. M. Pierre Charrier habite au 86, rue du Dragon. Insomniaque, il est éveillé quand il entend l'explosion et

se dirige alors vers les baies vitrées de son troisième étage. Sa théorie est simple. Voyant les C.R.S., les hommes de la 504 n'auraient pas osé remonter la rue de Breteuil ; ils ne pouvaient que prendre alors la rue du Dragon, et, coincés par le mitage de leur machine infernale, ils tentent de quitter leur véhicule pour en rejoindre un autre, qui les suivait. Car, après l'explosion, M. Charrier entend une voiture démarrer brusquement et, s'approchant de ses fenêtres, la voit remonter, à vive allure et en sens interdit, une rue perpendiculaire, la rue du Docteur-Morucci. Ce scénario supposerait que la synagogue était bien l'objectif.

L'équivoque se niche toutefois au cœur des faits. Cet attentat manqué — interrompu, détourné — n'acquiesce un mobile que par hypothèse. Aussi un mouvement antiraciste qui voulait se constituer partie civile y a-t-il renoncé : le juge d'instruction chargé du dossier, Mlle Bernadette Augé, n'aurait pu, en l'état actuel de l'information, accéder à sa demande. De même M. Jean-Pierre Sanguy, chef du S.R.P.J. chargé de l'enquête, se refuse-t-il aux déductions hâtives : la synagogue, un autre objectif à dimensions politiques, ou un règlement de comptes crapuleux ? Pour l'instant, il n'en sait rien.

Les gens du Kilt

Inversément, il en sait plus sur les auteurs de ce film sans scénario. Grâce aux R.G., qui ont fort bien travaillé. Les renseignements généraux, bien avant l'attentat, enquêtaient sur une affaire non sans rapport avec le terrorisme : un trafic d'explosifs qui aurait pu alimenter les nationalistes cornes du F.L.N.C. Dans le collimateur des R.G., un bar marseillais, le Kilt, qui est sur deux étages téléphoniques et où un indicateur trône. Le Kilt, c'est la famille Pantalacci. Un clan corse ; « niveau moyen » dans le banditisme marseillais, confient les policiers : peu ou prou mêlé à tous les trafics habituels en ce cas. Antoine Pantalacci, dont la cousine Michèle est co-gérante du bar avec son père Roger, est à la prison des Baumettes depuis le 22 février pour avoir tiré, lors d'un différend privé, sur son C.R.S.

Or le Kilt a été, dans les semaines précédant l'attentat, le lieu de prédilection des deux morts de la 504 : Daniel Scotti et Jean Chénin. Le premier est sorti en janvier de la centrale de Poissy (Yvelines), où il subissait une peine de neuf ans de réclusion pour un hold-up. Le second a été condamné par contumace pour des faits similaires : en fuite, il se cache sous une fausse identité. C'est pourquoi l'on retrouvera sur lui la carte d'identité maquillée.

LE F.L.N.C. REVENDIQUE PLUSIEURS ATTENTATS EN CORSE

Le Front de libération nationale de Corse (F.L.N.C.) a revendiqué, lundi 11 avril, les neuf attentats commis, à Ajaccio, dans la nuit de vendredi à samedi (le Monde daté 10-11 avril 1983).

La lettre du F.L.N.C., ayant été postée le 9 avril à Ajaccio, l'organisation clandestine n'a pas encore eu le temps de revendiquer les sept attentats à l'explosif commis dans la nuit de dimanche à lundi et qui ont visé notamment des résidences secondaires appartenant à des conseillers. Dans les deux séries d'attentats, des enseignants ont aussi été visés. Le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.) de Corse-du-Sud a d'ailleurs dénoncé « de telles exactions » et rappelle son hostilité à toute violence. Le S.N.E.S. a appelé ses adhérents à organiser un mouvement de grève des enseignants dans l'île.

Dans son communiqué, authentifié par le canal habituel, le F.L.N.C. évoque longuement le meurtre, en février, d'André Schoch, un coiffeur d'Ajaccio, meurtre imputé à des malfaiteurs qui ont reconnu leurs liens avec l'organisation clandestine. Le F.L.N.C. affirme qu'au terme d'une enquête de plusieurs mois il a décidé l'exclusion de tous les « droits communs » qui avaient pu infiltrer ses réseaux, souvent, affirme le communiqué, pour le compte des policiers.

avec son accord, de Jean-Claude Graf, un barman de Carpentras (Vaucluse).

Au Kilt, Scotti et Chénin ne viennent pas seuls. Ils sont en fait quatre inséparables : aux deux premiers s'ajoutent Marc Monge, un autre repris de justice de Carpentras, et un homme plus âgé, brocanteur et ferrailleur en Ardèche, dont l'identité est aujourd'hui connue des policiers. Ils ont de l'argent, consomment à coups de billets de 500 francs.

Deux femmes ont vent de leurs projets : la co-gérante, Michèle Pantalacci, et la serveuse, Annick Pilaert. La première les entend dire qu'ils veulent « régler son compte à quelqu'un » et les voit, plusieurs soirs de suite, revenir de « repérages », mystérieux. La seconde est une amie passagère de Scotti, qui lui confie, le 6 mars au soir, transporter « des explosifs ».

Adhérent de l'U.D.F.

Le milieu donc. Mais un milieu engagé. Michèle Pantalacci est adhérente de l'U.D.F., elle le devient lors de l'instruction. Marc Monge a frayed avec l'ancien Service d'action civique (SAC) dont son père, Serge, assassiné en octobre 1977 dans la banlieue lyonnaise, était un militant actif. Monge ainsi que ses trois compères étaient arrivés récemment, mais en ordre dispersé, à Marseille, et, certifiés les policiers qui surveillent le « Kilt », ils avaient alors pour principale activité le collage d'affiches de l'opposition. Ils auraient été recrutés pour ce travail par un certain Georges Olmici, affirmant les mêmes sources.

Ici, l'affaire prend du poids. Georges Olmici est un ancien propriétaire de bar et d'hôtel, ayant eu maille à partir avec la police pour des affaires de proxénétisme hôtelier. Patron d'une agence de « conseil juridique », cet homme de quarante-cinq ans est de ces figures qui, entre la politique et le milieu, mélangent les genres. Des policiers le disent à la fois « en étroite relation » avec Gérard Zampa, ce train supposé de la pègre marseillaise, mais aussi « dans l'entourage » de M. Jean-Claude Gaudin. Il fut membre du comité de la troisième circonscription des Bouches-du-Rhône du parti républicain ; il en organisa les services d'ordre pour des réunions en 1977 et 1978 ; il est aussi, selon les policiers, en contact avec des extrémistes de droite. Ainsi, en 1975, fut-il vice-président d'une Association de défense des commerçants marseillais qui revendiquait, entre autres, un statut national de la prostitution, et dont l'un des responsables est aujourd'hui membre du conseil national du Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite).

Le milieu, la droite. « C'est la pratique de l'amalgame qu'on utilise contre nous les socialistes », répond vertement M. Guy Teissier, conseiller général, élu aux municipales sur le cinquième secteur et numéro 2 de l'U.D.F. à Marseille, derrière M. Gaudin. Il ne peut confirmer l'appartenance de Michèle Pantalacci à l'U.D.F., mais reconnaît qu'elle est « une amie de notre famille politique ». « Cette jeune femme, on la connaît tous, on connaît ses parents. La raison en est simple : le « Kilt », 169, avenue du Prado, est à deux pas de notre permanence », explique M. Teissier, qui indique y être allé une demi-douzaine de fois. Pour autant, assure-t-il, le « Kilt » n'était pas le lieu de rendez-vous privilégié des colliers d'affiches de l'opposition. Quant à l'énigmatique Georges Olmici, « inconnu », répond-il sèchement.

Le préfet de police, fort critiqué pour ses déclarations d'il y a un mois, s'en tient aujourd'hui à ceci : « En fait, nous ne sommes pas des officiers de police, nous sommes des citoyens. Nous ne sommes pas des trublions. Notre métier n'est-ce pas d'œuvrer à une moralisation de la vie politique ? Si ces gens avaient été de gauche, je l'aurais dit aussi... Le milieu, la gauche ? Mais M. Teissier lui-même nous confie qu'il pense que « le milieu a lâché Defferre depuis l'arrestation de Nick Venturi dans l'affaire des fausses factures ».

En attendant, policiers et magistrats continuent leur pêche minutieuse. Des filets pour des poissons hypothétiques : Marc Monge et son ami brocanteur.

EDWY PLENEL

RELIGION

LA MORT DE Mgr EDOARDO PRETTNER CIPPICO

Les mystères du Vatican en 1948

De notre correspondant

Rome. — Il aurait voulu que sa mort fût à l'image de sa vie de ces trente-cinq dernières années, secrète, à l'abri des regards et des rumeurs. C'était aussi le souhait du Vatican. Une indiscretion en décida autrement. La mort de Mgr Edoardo Prettnner Cippico, à l'âge de soixante-trois ans, a réveillé de vieux souvenirs et ravivé de vieilles polémiques.

En fait, ni les procès, ni les condamnations, ni la réhabilitation n'ont vraiment éclairé le cas de Mgr Cippico qui, en 1948, défraya la chronique pour un scandale financier. Qui était vraiment ce jeune et brillant fonctionnaire de la secrétairerie d'Etat tombé en disgrâce, jugé, réhabilité mais retiré du monde, qui a été enterré le 9 avril dernier, à Trieste, dans la plus stricte intimité ? Un « Cagliostro » de la cure ou le bouc émissaire d'une affaire dont les dessous sont restés dans l'ombre et qui aurait mis à l'épreuve de sa ombre manœuvres financières ?

Pierres précieuses

Sans doute, aujourd'hui, le scandale serait-il moindre. Mais, en 1948, à la veille de premières élections générales depuis la guerre, dans un climat digne de Don Camillo et de Peppone, où la droite dépeignait les communistes comme des « mangeurs d'enfants » et les démocrates chrétiens passaient pour des « ogres » suçant la vie des travailleurs, il en allait autrement.

Mgr Cippico, bien introduit dans les salons de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie noire, avait, dès 1945, aidé certaines de ses relations à exporter bijoux et capitaux à l'étranger dans la

craindre de voir bientôt déferler les « hordes communistes ».

Il agissait par la bien d'ordres religieux ayant des capitaux à l'étranger. Tout marche bien jusqu'au jour où Mgr Cippico ne put, semble-t-il, restituer un sac de pierres précieuses qui lui avait été confié. Le Vatican réagit et suspendit le « Monsignore », qui fut « assigné à résidence » dans la tour des Vents, à l'empereur du Vatican.

L'affaire, qui avait déjà fait grand bruit et avait été abondamment utilisée à des fins politiques par la gauche, rebondit lorsque, le 3 mars 1948, Mgr Cippico s'enfuit de sa « prison », ayant enfilé son gilet de chambre. Et, dit la chronique de l'époque, tandis que celui-ci « hurlait comme un loup », Mgr Cippico traversait Saint-Pierre, salué avec déférence par les gardes suisses, qui le précédaient pour un prisonnier.

Cette fuite fit le « tonnerre » de l'Union. L'Observateur romain publia un communiqué sévère, d'où il ressortait que Mgr Cippico avait été réduit à l'état laïc.

Six jours plus tard, l'ex-« Monsignore » fut arrêté par les carabinieri. Il fut jugé et condamné, pour faux témoignage, à cinq ans de prison. Le jugement, qui précisait que l'accusé avait agi à titre personnel et non en tant que fonctionnaire du Vatican, fut cassé pour vice de forme en 1956 par la Cour de cassation. Au demeurant, le Vatican s'était réconcilié avec le pape Pie XII avait réhabilité Mgr Cippico. Il mourut donc en « Monsignore », mais le mystère qui entoura sa vie n'est demeuré pas moins.

PHILIPPE PONS.

UNE RÉUNION ŒCUMÉNIQUE A CHANTILLY

L'euphorie, c'est fini...

Le Secrétariat national pour l'unité des chrétiens (catholique) et l'Association protestante équivalente Relations œcuméniques organisent une rencontre nationale trémoine consacrée aux problèmes de l'œcuménisme.

Cette rencontre a réuni cette année à Chantilly, du 7 au 10 avril, deux cents personnes : cent vingt catholiques, cinquante protestants et trente orthodoxes, représentant tous les diocèses catholiques du pays et les régions protestantes correspondantes. Le thème de la session : « Exigence et urgence du projet œcuménique ».

Résolument optimiste, le document final de la rencontre de Chantilly déclare d'emblée : « Avec Jésus-Christ, le mur de séparation est en voie de démolition. Cette prise de position catholique, qui demeure, puisque les auteurs ajoutent : « Nous nous exprimons sur de sérieux problèmes théologiques et disciplinaires, qui touchent à nos conceptions respectives de l'Eglise et du royaume de Dieu. Nous ressentons d'autant plus vivement ces difficultés que nous sommes interpellés par la légitime impatience de certains membres de nos Eglises, par la légitime de nombreux autres et surtout par la profonde indifférence du monde à l'égard des questions entre chrétiens. »

Ce paragraphe traduit le malaise qui pousse les quatre jours de la rencontre, qui avait lieu moins d'un mois après la publication par la commission épiscopale pour l'unité des chrétiens d'une note sur « L'hospitalité eucharistique avec les chrétiens des Eglises issues de la Réforme en France » (le Monde du 2 avril). Cette prise de position catholique, qui avait été mal accueillie par beaucoup de protestants, surtout de l'ordre du jour de la session de Chantilly, et il a fallu l'intervention d'un pasteur pour que la soirée « libre » du jeudi soit consacrée.

Le cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la commission catholique pour l'unité, a expliqué le contexte du document, qu'il a reconnu être « un signe de inconfort dans lequel nous nous trouvons les Eglises, lorsqu'elles prennent l'œcuménisme au sérieux ». Selon le cardinal, la note, qui s'adresse exclusivement aux catholiques, n'a été publiée ni sur la demande de Rome, ni à l'occasion du changement de président de la commission (1), ni à la suite de l'affaire grenobloise (2), mais seulement « dans le souci pastoral d'éclairer l'opinion catholique ».

A une question du pasteur Daniel Ager, demandant ce que les évêques catholiques entendent par le mot « autorité », lorsqu'ils disent qu'ils attendent « une réponse autorisée », aux questions qu'ils adressent aux protestants, le cardinal Etchegaray a répondu que l'Eglise catholique attend une réponse d'une « instance équivalente » à la sienne, au niveau le plus haut, c'est-à-dire du conseil permanent, luthéro-réformé. Le malaise devant persister, cependant, jusqu'à la fin de la rencontre puisque, à la messe finale du

(1) Le cardinal Etchegaray a récemment remplacé Mgr Le Bourgeois à la présidence de la commission épiscopale pour l'unité des chrétiens.

(2) Lors de la Semaine de l'unité, des pasteurs protestants de Grenoble avaient refusé de prêcher dans les églises catholiques d'où se pouvait pas aussi communier à l'Eucharistie.

ALAIN WOODROW.

FAITS ET JUGEMENTS

La condamnation d'un forestier de Guyane

Cayenne. — Le tribunal correctionnel de Cayenne a condamné, vendredi 8 avril, à dix-huit mois d'emprisonnement ferme M. Michel Moreau, P.-D.G. du plus important groupe d'entreprises forestières de Cayenne, installé dans la commune de Saint-Laurent-du-Maroni. M. Moreau a été déclaré coupable :

« d'une infraction à la législation et à la réglementation des relations financières de l'Etat sans autorisation, d'avoir constitué, de 1979 à 1982, des avoirs au Panama pour la

somme de 4 652 012 F. d'abus de biens sociaux au préjudice de la Société forestière du Maroni, de délit assimilé à la banqueroute frauduleuse pour avoir cessé le paiement des cinq sociétés du groupe. Les méthodes de gestion comptables, jugées irrégulières, auraient permis le détournement de 2 600 000 F. partie de l'actif de la Société forestière du Maroni.

En plus de la peine d'emprisonnement, M. Moreau a été condamné à une lourde amende fiscale de 4 652 012 F. celle-ci devant être payée intégralement, sinon M. Moreau sera maintenu en détention. Certains se demandent, à Cayenne, si cette condamnation et les poursuites dont M. Moreau a été l'objet n'ont pas valeur d'avertissement. Le pouvoir ne veut-il pas montrer qu'il n'interviendra nullement pour couvrir les éventuels mauvais gestionnaires, les aventuriers à l'affût de subventions substantielles indispensables pour favoriser le développement économique de la Guyane ? (Corresp.)

Un Polonais arrêté après le mitraillage de l'Aéroflot à Marseille

Un ressortissant polonais âgé de vingt-deux ans, M. Bialo Boki, a été interpellé le dimanche 10 avril vers 3 heures, à Marseille, par des policiers qui l'avaient surpris en train de tirer des coups de feu sur la vitrine de l'agence de la compagnie aérienne soviétique Aéroflot, située sur la Canebière. A la vue des policiers, le tireur avait pris la fuite à bord d'un véhicule, mais il devait être rejoint rapidement et appréhendé. Il était en possession d'un pistolet 22 long rifle.

Les enquêteurs du S.R.P.J. de Marseille n'excluent pas que M. Boki soit également l'auteur des récents coups de feu provenant d'une arme de même calibre qui avaient été tirés lors de la nuit précédente, cette fois contre la façade du consulat général d'U.R.S.S., situé à Saint-Giniez, dans le 8^e arrondissement de Marseille. Ce lundi matin, M. Boki était toujours entendu par les policiers du S.R.P.J. et de la D.S.T.

Lisez
LE MONDE
diplomatique

مكتبة الأصيل

L'INFORMATION

à votre porte

Des livres à portée de tous les sujets

Une présence en librairie dans toute la France et un réseau de distribution international

Un service de vente par correspondance et trois librairies "DF"

L'ACTUALITÉ

en pages

■ 12 000 titres de référence pour l'actualité du monde

■ 300 ouvrages nouveaux chaque année

■ périodiques d'actualité

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

SALON DU LIVRE 83

STAND CO. du 15 au 20 avril, au Grand Palais

Mme GALLIQUÉDEC-GENLYS, directrice de la Documentation Française, participera au débat sur "L'INFORMATION DU CITOYEN" le 13 avril à 19 h 30, Salle d'Actualité du Centre Georges Pompidou

Technologies
Technologies
Technologies
Technologies
Technologies
Technologies

Economie
Economie
Economie
Economie
Economie
Economie

Communication
Communication
Communication
Communication
Communication
Communication

Société
Société
Société
Société
Société
Société

Politique
Politique
Politique
Politique
Politique
Politique

Droit
Droit
Droit
Droit
Droit
Droit

Educational
Education
Education
Education
Education
Education

Catalogue 83
Catalogue 83
Catalogue 83
Catalogue 83
Catalogue 83
Catalogue 83

Coupon à renvoyer à:
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
Service Promotion-Diffusion
29-31, quai Voltaire
75340 Paris Cedex 07

Je souhaite être informé(e) des productions de la DOCUMENTATION FRANÇAISE

☐ Veuillez me faire parvenir gratuitement votre catalogue 1983

☐ Veuillez m'abonner gratuitement pour un an à votre mensuel d'information "DF Actualités"

NOM _____
ADRESSE _____
PROFESSION _____

29-31, quai Voltaire 75340 Paris Cedex 07
165, rue Garibaldi, La Part-Dieu, 69401 Lyon Cedex 03
vente par correspondance: 124, rue Henri Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex

df

tion du
voyages,
ju et les
par les
L. Faut-il
igne de
versée
France,
écrites
francs
l'entre-
et son

it donc
rds de
1,6 mil-
an.
sloppée
es sons
ugmen-
tion et
reprise,
achés
e 1982
implais
ité du
ent-
puis à
écom-
i. Les
une
staires
basses

station
et à
5 %).
vité a
n l'an
on de

oduc-
rique
l'clair-
s pro-
deux
stique
si et
vains.
réla-
us la
aussi
ns de
ment
a un
age :

zem-
2. les
aque
les
i de
tour
e de

pu'il
hui
tent
e de
ble
jou-
une
tra-
que
ou-
ou-

né-
nt
es,
au
es
un-
es

Le Monde

sports

CYCLISME

Victoire de la persévérance pour Kuiper dans Paris-Roubaix

Le Néerlandais Henrie Kuiper, ancien champion olympique et ancien champion du monde sur route professionnel, a remporté dimanche 10 avril, le quatre-vingt-troisième Paris-Roubaix couru sous le signe de la vitesse. Il a parcouru 142,311 kilomètres, heure de moyenne. Avec 274 kilomètres à l'heure.

Roubaix. - Cette victoire est effroyable, parfois inhumaine et en tout différente des autres. Il faut le redire - elle désigne toujours un vainqueur de talent. Sans doute parce que, dans Paris-Roubaix, pour reprendre l'expression d'Antoine Blondin, le « haut du pavé se retrouve inévitablement sur les pavés du haut ».

Nous l'avons encore constaté assistant à la réussite combien méritée du Néerlandais Henrie Kuiper, un des vieux briscards du peloton. L'homme, qui recouvre des forces

mauvais parés, la grande classique a donné lieu à une longue et incertaine poursuite. On le croyait pourtant battu à 25 km de l'arrivée, lorsqu'il bascula dans le fossé après avoir dérapé sur la bas-côte glissante d'un chemin creux. Sa première performance consista à rejoindre Moser, Duclos-Lassalle, Madiot et Roman de Meyer, qui occupaient alors le commandement. Son deuxième exploit fut de le distancer presque aussitôt par une simple accélération, ainsi que l'explique Marc Madiot : « Il

Le même jour, à Washington, le premier - Tour

De notre envoyé spécial

l'âge, est sorti gagnant d'un combat pathétique extrêmement meurtrier et longuement incertain. On le croyait pourtant battu à 25 km de l'arrivée, lorsqu'il bascula dans le fossé après avoir dérapé sur la bas-côte glissante d'un chemin creux. Sa première performance consista à rejoindre Moser, Duclos-Lassalle, Madiot et Roman de Meyer, qui occupaient alors le commandement. Son deuxième exploit fut de le distancer presque aussitôt par une simple accélération, ainsi que l'explique Marc Madiot : « Il

GOLF

Marc Pendaries

L'espoir bon chic bon genre

Premier événement du circuit professionnel français, l'Open de Cannes-Mandelieu, disputé à trois tours, a été gagné le 10 avril par le Biarrot Olivier Légière, âgé de vingt-cinq ans, qui a totalisé 111 coups inférieurs à ceux de Canino Damiano, 113, et Duclos-Lombier, 115, qui ont eu 216 coups. Le premier a été classé treizième.

De notre envoyé spécial

Cannes. - Si Garaiade porte l'Open, c'est vraiment inquiétant pour le golf français. Qui s'est permis de tenir ces propos iconoclastes à l'égard de l'insaisissable Basque, toujours numéro un français à quarante-neuf ans ? Marc Pendaries. A première vue, le jeune de seize ans et demi est un fils à papa du seizième arrondissement. A mieux regarder, le garçon n'a rien de plus que d'être l'omnipotent de Garaiade au moment où la Fédération française de golf (F.F.G.) veut donner un souffle au sport des princes et des bergers. Place aux jeunes. Et il était d'autant mieux placé pour faire la remarque qu'il est l'un des meilleurs espoirs nationaux. Il a été trois fois champion de France cadets, a été membre de l'équipe de France amateurs qui a terminé quatrième des derniers championnats du monde à Lausanne et il a gagné l'Orange Bowl 1982, officieux championnat du monde des moins de dix-huit ans. Il a confirmé ses résultats en terminant treizième - et premier amateur - à l'Open de Cannes, à huit coups du vainqueur et à quatre coups de Jean Garaiade. Fera-t-il un jour - sauter la barrière - du golf français ? Ce garçon très « B.C.B.G. », qui fait le bonheur de ses parents industriels, est réservé mais a déjà des idées bien arrêtées.

Marc a dix ans de golf derrière lui. Tandis que les galopins de son âge se prennent pour Platini ou pour Bop, lui tapait dans la petite balle blanche sur les verts de Saint-Nom-la-Bretèche, il suivait « maman. Il a commencé à jouer sérieusement à huit ans. Mercredi, samedi, dimanche. A neuf ans, il a un handicap, vingt-quatre. Deux ans après, il évolue en première série aux côtés de joueurs plus chevronnés. Enchaînement logique d'une vie programmée autour du golf et des études. Un programme très personnel. Marc n'est pas dans des deux sections sports-études de la Fédération française de golf. « Je ne m'entraîne pas quotidiennement (tout va suivre des études normales). Cela paraît impossible. Sa situation familiale lui permet d'adopter une lution sur une première B (économie) et un lycée privé, Foo-

ting et gymnastique régulièrement, et, trois fois par semaine, la leçon à « Saint-Nom » avec George Leven. C'est la maman qui risque le retrait du permis de conduire pour déposer son rejeton à l'heure à tous rendez-vous. Au reste, c'est un enfant qui ne donne pas beaucoup de soucis à ses parents. Pas de sorties à la bouillotte, d'escapades chez les copains. Quand il n'étudie pas, Marc s'entraîne, et quand il ne s'entraîne pas, il dort. Pendant les compétitions, je dors dix à douze heures par nuit. Sinon un peu moins. Les victoires se préparent en mangeant et en dormant. Le golf n'est qu'une question de concentration. Sorti du milieu familial, il n'a pas beaucoup de camarades. Lors de la rentrée des classes en janvier dernier, deux ou trois élèves seulement dans l'établissement savaient que je venais de gagner l'Orange Bowl. Les autres ne savaient même pas que cela existait. Peut-être un défaut d'élocution le gêne-t-il pour parler. Mais cela ne le gêne pas sur le fairway. Il a alors pour lui un tempérament de champion et des nerfs à l'épreuve qui lui ont permis de gagner un point d'avance lors de l'Orange bowl. Bref les traits de caractère qui font les grands joueurs.

Envisage-t-il pour son avenir de devenir professionnel ? Son ambition pour l'heure d'aller poursuivre ses études dans une université californienne. Un « M.B.A. » (Masters of Business Administration) en poche il s'essayera alors sur le circuit américain. « Je m'assure un avenir de passer professionnel, la différence avec les amateurs est considérable. Il faudra que je progresse beaucoup pour tenir le coup. Progresser, c'est-à-dire améliorer son swing et s'efforcer physiquement. Les meilleurs joueurs du monde sont des professionnels. C'est nécessaire. Cela permet d'avoir plus de présence, tant sur la balle que sur le green face à des adversaires. Il faut être imposant pour s'imposer. Effectivement, mes 1,80 kilos pour 1,80 mètre, il paraît un peu frêle. Mais mes cheveux blonds, il a déjà un avantage : celui d'être facilement identifiable. ALAIN GIRAUDD.

« America » disputé en trois étapes et gagné par un autre Néerlandais, Bert Oosterbosch, vainqueur de l'épreuve à 17 secondes et le Danois Pedersen troisième à 26 secondes.

De notre envoyé spécial

« America » disputé en trois étapes et gagné par un autre Néerlandais, Bert Oosterbosch, vainqueur de l'épreuve à 17 secondes et le Danois Pedersen troisième à 26 secondes.

Vous avez dit « injuste » ?

De telles conditions valorisent incontestablement la victoire de Kuiper, et celle-ci devrait récompenser Paris-Roubaix avec une partie de ses spectateurs. Car l'épreuve, qui a donné si souvent envie de crier à l'injustice, a récompensé, en la circonstance, la conscience professionnelle et l'application - la qualité athlétique aussi, bien entendu - d'un routier exemplaire à bien des égards.

L'ancien champion du monde recueille, à trente-quatre ans, les fruits d'une longue persévérance. En 1981

déjà, il avait gagné le Tour de Flandres et le Tour de Lombardie, et l'on peut voir dans cet épanouissement tardif l'indication d'un affaiblissement général du cyclisme professionnel. Il reste que Kuiper était prêt physiquement et moralement pour affronter les difficultés d'un parcours comptant parmi les plus exigeants. Nous n'en sommes pas autant. Bernard Hinault, le Breton s'arrêta à Valenciennes, au kilomètre 154, sur 120 kilomètres. Mais, en prétextant les dangers de l'enfer du Nord pour justifier un abandon au demeurant prévisible : on ne prépare pas Paris-Roubaix en allant donner le départ au petit tour d'Amérique.

JACQUES AUGENDRE.

VOLLEY-BALL

Champions olympiques et enfants polonais

L'équipe nationale polonaise de volley-ball, championne olympique à Montréal en 1976, sera reconstruite pour deux ans, mardi 12 avril, au stade Pierre-de-Coubertin à Paris et le lendemain à Evreux. Dispersés aujourd'hui en France, en Italie, en Espagne, en Finlande ou en Pologne, les joueurs qui sont les derniers à voir leurs homologues Sovétiques dans une grande compétition, ont tous répondu favorablement à l'appel de Marek Kaliniewicz, entraîneur de l'AS. Messine-Paris, qui souhaite recruter des fonds pour un hôpital pour enfants de sa ville natale, Olsztyn.

Les Polonais seront opposés à une sélection d'internationaux réunis par Stéphane Faure, capitaine de l'équipe de France. Grâce à divers parachutes, l'intégralité des recettes pourra être prélevée pour cette cause humanitaire.

AÉROSTATION

Du gaz dans la montgolfière

notre envoyé spécial

Le Championnat de France de montgolfières qui a eu lieu à Champforgeuil (Saône-et-Loire) s'est ouvert dimanche 10 avril par la victoire de Michel Bergounioux devant Christian Schmitt, Jean-Claude Dupin et Michel Amann au terme de quatre épreuves disputées par quarante ballons. Le vent et la pluie ont largement perturbé le déroulement de ce championnat qui a été suivi par une poignée de fidèles, l'année ne se célèbre le Championnat du premier homme en montgolfière.

Champforgeuil (Saône-et-Loire).

« Oh moi passé les marqueurs ? Les marqueurs ne sont pas là pour le plaisir de couleur locale à prouver le pouvoir des montgolfières d'une compétition. Quinze d'entre eux n'ont pas été retrouvés, me-

medi 10 avril, au terme de la troisième épreuve du Championnat de France.

L'histoire n'aurait qu'un caractère anecdotique si elle n'avait soulevé des interrogations chez les pilotes. Ce n'est pourtant pas la première fois que se produisent de telles disparitions. Les enfants, voire les paysans, intrigués par un objet large et gonflé, se précipitent sur les ballons et les apprennent sans intérêt. Cette fois-ci, l'affaire a failli prendre d'étranges proportions. Certains marqueurs n'avaient pas disparu : ils avaient été ramassés et ramassés par des gens mal intentionnés.

Dans le monde fermé de la montgolfière, les rumeurs vont bon train. La contestation est érigée en institution. L'affaire a été étouffée dans l'œuf. Il n'y aura pas de vagues.

A quelques kilomètres du Championnat

à Nantes, les deux puissants fabricants de gaz propane - qui se chauffent selon certains à l'huile - ont été invités à se réunir pour la sélection de plusieurs pilotes. Sombre affaire. Ce n'est pas un hasard, entendait-on ici, si parmi les quinze marqueurs manquants figuraient ceux de la Fédération française de montgolfières.

Le Championnat d'émotion passé, la sérénité a régné pour le départ de la quatrième et dernière épreuve du Championnat, bien qu'Arnaud de Villard, contestataire n°1, ait dit de « amis », n'ait pu s'empêcher de marquer son irritation à l'adresse de François Moizart, président de la Fédération française d'aérostation (F.F.A.).

Manif du doigt, les fabricants de gaz continuent cependant d'exercer leur pouvoir. L'un d'eux, Prima, qui s'intéresse à l'automobile, influence sur le Championnat de France, a pris le pas, cette fois, sur son ami Arnaud, au point que le ballon n°1 n'a pu prendre son envol. Même, il a acquis les services de Michel Arnaud. Détenteur du record du monde d'altitude (12 301 mètres) et n°1 mondial, le champion n'a pas pu participer à la compétition. Dorigny, le record du monde de durée (1154 km en 29 h 50 min), a traversé la Méditerranée, le dernier.

Sur le terrain engagé

Sur le terrain engagé, les pilotes, la discrétion n'est pas aussi grande qu'en formule 1. Les pilotes se disputent le sujet des ballons, parfois précises. Il s'agit, dit-on, de trouver un commanditaire qui accepte de payer la montgolfière, dont le coût actuellement s'élève de 100 000 à 150 000 francs. Il faut chaque journée pour trois personnes un hôtel, des étoilles, des frais de fonctionnement d'en-

FOOTBALL

L'austérité pour les professionnels

« Les professionnels iront jusqu'à la grève si le plan d'action présenté par les dirigeants du football français n'est assorti de la part du gouvernement d'un allègement des charges fiscales », a menacé, le 10 avril, M. Philippe Piat, président de l'Union nationale des footballeurs professionnels (U.N.F.P.). Confrontés à un déficit de 55 millions de francs à la fin de la saison dernière, les présidents de club, réunis le 10 avril en assemblée générale, ont approuvé un plan d'austérité pour les salaires et les dépenses.

Pour les joueurs professionnels, les salaires supérieurs à 20 000 F en première division, à 13 470 F en deuxième division, seront bloqués. Pour les salaires inférieurs à ces montants, l'augmentation sera limitée à 8 %. Les salaires égaux ou supérieurs à 20 000 F seront diminués de 10 %.

Les joueurs libres au muté à la fin de la saison et qui reçoivent un salaire inférieur à 20 000 F seront autorisés à bénéficier d'une augmentation qui ne pourra pas dépasser 30 %. Ceux qui touchent déjà entre 20 000 F et 35 000 F ne pourront pas signer de contrats prévoyant des salaires supérieurs.

Au plan des dépenses, chaque club ne pourra engager, à titre exceptionnel et pour chacune des deux prochaines saisons, que trois nouveaux joueurs, deux au sein de l'équipe première et un étranger. Les clubs promus en première division auront droit à deux supplémentaires.

Les responsables de l'U.N.F.P. qui ont participé à l'élaboration de ce plan d'austérité le soutiendront devant leur assemblée générale du 10 mai la seule condition de la mise en œuvre de ces mesures fiscales proposées au gouvernement : paiement de l'impôt sur les bénéfices des clubs réparti en cinq parts : aménagement pour les joueurs du régime fiscal de la loi de 1953 sur les salaires ; diminution du taux des cotisations pour les accidents de travail ; aménagement de la loi Mazeaud de 1953 sur les spectacles ; vérification de la comptabilité des clubs par des fonctionnaires des finances.

M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de football, a déjà eu un premier entretien à ce sujet avec M. Lamouille Fabius, alors ministre du budget. Il avait reçu des ministres M. Edwige Avice, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, et une promesse d'audience de la part du premier ministre. Compte des annonces par ailleurs, il n'est toutefois surprenant que le gouvernement accorde une oreille favorable à des salariés aussi privilégiés.

TENNIS

Noah tient tête à Wilander

Yannick Noah s'est largement réhabilité sa contre-performance montégoque. A Lisbonne, pour le premier Open portugais sur terre battue, il a été à deux doigts de battre Mats Wilander, le tour vainqueur de Monte-Carlo.

Après avoir éliminé tour à tour les deux crocodiles Barazutti et Figueiras, le numéro 1 français affrontait, dimanche 10 avril, le Suédois en finale devant quatre mille cinq cents spectateurs. Dès la première balle, Noah ran la l'attaque. Et ce que n'avait pu réussir Leconte contre Wilander le lendemain de sa victoire à Borg de Monte-Carlo, il le réalisa préemptivement à la volée.

Résultat : une heure de temps, le numéro par 6-2, 5-3, deux balles de match sur le service adverse. C'est là que Wilander a sa fermeté d'âme. Il a enlevé le tie-break par 7-2 et s'est fait emporter par 6-4 le troisième set, non sans Noah se soit montré dangereux jusqu'au dernier point.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

MARATHON DE ROTTERDAM

Meilleur athlète mondial du monde, l'Américain Alberto Salazar a subi, le 10 avril à Rotterdam, sa première défaite en 42,195 kilomètres du marathon. Dans une très rude épreuve, il s'alignait le meilleur spécialiste mondial de la distance, c'est l'Australien Robert de Castella, détenteur du deuxième « chrono » mondial, qui s'est imposé en 2 h 11 min 37 s, devant le Portugais Carlos Lopes, à 3 min, et le Belge Fa- mantier, vice-champion d'Europe d'Athènes. Salazar a terminé cinquième, à 2 h 10 min 50 s, son plus mauvais temps.

Automobilisme

LE GRAND PRIX DES ETATS-UNIS

Le Finlandais Keijo Rosberg (Williams), champion du monde en titre, a gagné, dimanche 10 avril à Brands Hatch (Grande-Bretagne), le Grand

Prix des champions, qui se disputent après l'interruption.

Porsche à Monza

Les 1000 kilomètres de Monza (Italie), première épreuve du championnat du monde d'endurance, ont été gagnés, dimanche 10 avril, par l'équipe Wolk-Boutens (Porsche 956), les Ickx-Mass et Stommelen-Heyer, également Porsche.

Basket-ball

FRANCE-ALL

Le cadre de la préparation pour les championnats d'Europe qui doivent avoir lieu en France fin mai, l'équipe nationale a affronté la formation composée des joueurs américains évoluant en championnat, baptisée All Stars. Le 10 avril à Vichy, l'équipe nationale s'est imposée, 75 à 73, puis à Tarare, 99 à 97, s'est inclinée, 101 à 99.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DEUXIEME DIVISION

(Vingt-neuvième journée)

Groupes	
Reims b. Racing-P 1	2-1
Nîmes b. Guingamp	1-1
Angoulême b. Valenciennes	3-0
Limoges b. Montpellier	1-0
Le Havre b. Libourne	1-0
Abbeville b. Châteauneuf	1-0
Béziers b. Angers	1-1
Nantes b. Vire	1-0
Corbeil b. Als	1-1
2. Nîmes, 44 ; 3. Valenciennes, 39 ; 4. Racing-P 1, 37 ; 5. Angoulême, Guingamp, 33.	

Groupes B

Reims b. Racing-P 1	2-1
Toulon b. Nice	1-1
Marseille b. St. Français	2-1
Martigues b. Guingamp	1-0
Cuiseaux-Dunkerque (reporté)	
Grenoble b. Blénod	0-0
Cannes b. Fontainebleau	1-0
Montceau b. Thonon	3-0
Besançon b. Ill Star	3-0
Classement. 1. Reims, 44 pts ; 2. Toulon, 42 ; 3. Nice, 41 ; 4. Marseille, Martigues, 38 ; 5. Dunkerque, 34.	

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Barrage pour les huitièmes de finale)

Perpignan b. Toulon	13-9
Bourg b. Aurillac	12-10
Bayonne b. Tulle	13-6
Lourdes b. Angoulême	20-18
Toulouse b. Oloron	20-9
Agès b. Tyrosse	27-12
Montferland b. Bagnères	7-3
Bègles b. Dax	16-15

Matchs des 17 et 24 avril

Narbonne-Montferland, Gravelines-Agen, Nîmes-Bourg, Pau-Bègles, Béziers-Toulouse, Tarbes-Perpignan, Montauban-Bayonne, Grenoble-Lourdes.

Sports équestres

CSL DE COTEBORG

Le concours international de Coteborg (Suède), remporté par le Suisse Hans-Peter Fuchs, le Britannique John Whitaker termine en tête le tableau européen, dont les seize premiers sont qualifiés pour la finale, qui doit avoir lieu du 21 au 24 avril à Vienne (Autriche). Les Godignons, classés sixième, représenteront la France.

HP, un part

صحة من الأمل

Investir en France

"Nous y croyons"



M. Kliber Beauvillain, Président du Directoire de Hewlett-Packard France.

"Produire, exporter, créer des emplois et former des jeunes sont les atouts de la France pour son développement économique. Chez HP, nous y croyons."

*Installés en France depuis 20 ans,
nous avons toujours mis l'accent sur ces
activités dans les domaines de l'infor-
matique et de l'électronique.*

Nous employons aujourd'hui plus de 2000 personnes en France, consacrons 300 millions de francs à l'investissement pour la période 83/84 et augmentons notre budget de recherche de 52 % par an depuis dix ans.

Mieux encore, avec nos deux unités industrielles de Grenoble et le projet d'achat d'un terrain de 59 ha à l'Isle-d'Abeau, nous axons plus particulièrement notre politique d'investissement sur la production, la recherche et le développement.

Nous nous affirmons ainsi comme un véritable partenaire de la vie économique nationale”.

*Hewlett-Packard France - ZA de Courtabœuf, Avenue des Tropiques
91947 Les Ulis Cedex. Tél. (6) 907.78.25*

HP, un partenaire de la vie économique française.



HEWLETT PACKARD

Un goût de cendres

**JEUNE THÉÂTRE
NATIONAL**

du 5 au 30 avril 20 h 45.

**CLIMATS
TEMPERÉS**

un spectacle de
Jean-Claude Bucharde

HOPITAL DE BICÊTRE
à 10 du Châtelet - M° K-Bicêtre

271.51.00 et FNAC

LOUIS MARCORELLES.
 voir les films

Une formule efficace

Depuis 1979, Orchestral Manoeuvres in the Dark, qui tente aujourd'hui d'imposer l'abréviation O.M.D., a un pied égal avec les ~~autres~~ qui tirent le meilleur parti des gimmicks électroniques. L'image est en relation avec la musique, soignée, ~~avec~~ (B.C.H.G.), assortie d'un graphisme superbe signé Peter Dinklage. Fondé essentiellement sur l'emploi des synthétiseurs, le travail de composition a le souci du détail et des fioritures. Les deux leaders, Paul Humphreys et Andy McCluskey (secondés par Malcolm Holmes et

Au-delà d'une intention évidente de coller à la mode, c'est en déconcertant, sans les trahir, ces influences que le groupe trouve un cachet à une musique. Les compositions sont riches en valeur par une production astucieuse et servies par une voix nuancée, le timbre chaleureux, parfaitement ce rock teint d'exotisme. Mené par Boy George, le chanteur, qui, curieusement, pour un catholique irlandais, a une taille une image inspirée des juifs orthodoxes, Culture-Club (batterie), Roy Hay (guitare, claviers), Michael Craig (basse) est augmenté de cuivres et de choristes, parfaitement disques sur scène.

★ O.M.D. : Ce lundi 11 mai à 21 h au Casino de Paris ; le 13 mai à Quimper ; le 14 à Nantes ; le 16 à Nice ; le 17 à Lyon ; le 18 à Strasbourg. Discographie chez Virgin.

■ **Culture-Club** : Ce lundi 11 avril à Lille ; le mardi 12 avril à 21 h à Paris, à la-Mutualité ; le 13 à Lyon. Discographie chez Virgin.

Pour le chœur et l'orchestre

On veut croire qu'à Bille les installations techniques de l'opéra n'obligent pas à des interruptions aussi longues et inutiles à une juste perception de l'œuvre. Mais le Théâtre de la Chapelle-Elysee, avec son très mal équipé et très vieux et pas du tout importeur que des productions légères. Avec ses plates formes construits représentent, pour des raisons difficiles à saisir, des héritages de la tradition. On ne peut pas dire un exemple de l'insouciance avec laquelle sont conçues certaines manifestations prétendument artistiques, dont le but, aussi réel qu'innovateur, est de mettre en valeur ce qui concourt à la réalisation plus que

Tel n'est pas le cas de Guiliano Rappalini (Gida), dont les intonations parfaitement justes et pleines dans l'aigu comme dans le suraigu ont comme un _____ légitime ; cependant, cet emploi est trop lourd _____ pour une voix assez menue, dépourvue de puissance dans le médium, où l'on perçoit un vibrato aussi régulier qu'inefficace. Sans être exceptionnel, le Rigoletto d'Edvard Turnagian (en alternance avec Guiltenno Sarabini) était plus satisfaisant : un talent de comédien, un aigu facile et une technique sans problème.

Le chœur en revanche est d'une tenue exemplaire, ses interventions comportent parmi les meilleures moments de la soirée pour l'absolu du théâtre lyrique, de l'intensité et des nuances.

Enfin, et c'était là une seconde révolution importante sur les forces vives de l'Opéra de Bâle, l'Orchestre symphonique de Bâle est venu donner, sous la direction d'Armin Jordan, sous le battement de sa baguette, à tous ces orchestres — y compris celui de l'Opéra de Paris — qui désignent allègrement, au long cours d'années, les partitions de Verdi, sous prétexte qu'il n'y a, il se laisse l'expression : « ça ne s'apprend pas ! » ou encore : « ça ne se joue pas ! ». Non seulement les attaques sont exemptes de la moindre défiance, mais le dosage des timbres, dans les accords, révèle une rare écoute mutuelle ; la phrase des instruments se fait avec une sûreté, une clarté, et plus d'une fois on se prendrait à maudire ces voix parasites qui empêchaient de suivre le délicat travail des musiciens anonymes...

GERARD CONDE,

CLUB St JAMES **CLUB**
les mardis, jeudis et vendredis
JACK DIEVAL - DUO
(de 21 h. 30 à 1 h. du matin)
le vendredi : GUEST ARTIST
RÉSERVATION : 296-67-11
HOTEL St JAMES et ALBANY
202, r. de Rivoli - 6, r. 29-Juillet (1^{er})

**EN RAISON DU CARACTÈRE EXCEPTIONNEL DES SÉANCES
DÉBUT DU FILM 13 H/16 H/19 H/22 H.**

Edith et Marcel

CLAUDE LELOUCH

MISE EN SCÈNE D'UNE ŒUVRE THÉÂTRALE
FRANÇOIS LAL
CHARLES AZNAVOUR

UNE COPRODUCTION FILMS 13 • PARANANCE • DISTRIBUTEURS PAR PARANANCE

9

RENDEZ-VOUS DES
COMPAGNIES THEÂTRALES

ATHÈNÉE

LA
DEDICACE
BOTHO STRAUSS

Le Dedicace, pièce très dure à voir, très dure à entendre, est une œuvre de Botho Strauss, 54 ans aujourd'hui, qui nous offre une plongée dans un monde où la violence est omniprésente, où la mort est partout. Le théâtre de la Potence, à Paris, a eu l'honneur de monter cette œuvre en 1994. MICHEL COBURNU la remonte à Paris, en collaboration avec Yvon Chav, pour une mise en scène d'exception. Michel et Patrick Zimmermann, la coproducteur avec Fabienne Prascaud, Telerama.

Mercredi 14h pour vendredi 21h. Location 72 67 27

LE NOUVEAU
JERRY LEWIS

T'es Fou Jerry

A PARTIR
DU 13 AVRIL

LE NOUVEAU
JERRY LEWIS

Les Fous Jerry

A PARTIR
AVRIL

CHATELET
 THEATRE MUSICAL DE PARIS
 du 8 au 17 avril
danse au tmp
london festival ballet
 avec : dakimara / nikolietta / torvald / philip schauf
 du 12 au 17 avril
“la sylphide”
 prix des places : 30, 35, 40, 100, 140 et 160 francs
 location : aux caisses du théâtre, 1, place du Châtelet 75001 Paris de 11h à 18h
 par téléphone : 261.19.33 ou 19.36 avant d'arriver

Théâtre de la Bastille 357 42 14 - 1^{er} le 24 mars 21h **Frankie + Johnnie** for THE HOLIDAY WINSTON TONG, BRUCE GEDDIG Théâtre de la Bastille 357 42 14

ANDREA FERREOL
MARIA SCHNEIDUR
SERGE VALLETTI
CAPUCINE

dans **BALLES**

هكذا امت الأصيل

[illegible]

COMMUNICATION

VIDÉOTRANSMISSION DANS LE MASSIF CENTRAL

L'Opéra de Paris dans la salle du quartier

Le 27 avril prochain, la grande salle du Palais des festivals de Cannes aura le même affiche que l'Opéra de Paris : la Belle Hélène d'Offenbach, dans la mise en scène de Jérôme Savary, sous la direction musicale d'Alain Lombard. La représentation du Palais Garnier sera en effet transmise en direct sur un grand écran vidéo de 100 mètres carrés, dans le

cadre du Marché international des programmes de télévision (MIP-T.V.).

A cette occasion, le ministre des P.T.T. doit inaugurer la vidéotransmission, le réseau et le moins connu des réseaux audiovisuels. Un réseau qui devrait desservir avant l'été une trentaine de salles de cinéma du Massif Central.

Si elle emprunte son infrastructure à toute la panoplie des technologies électroniques (vidéo, câble, satellite), la vidéotransmission se distingue néanmoins des autres réseaux de communication audiovisuelle. Au lieu de diffuser un programme depuis un studio jusqu'à l'ensemble des foyers équipés en téléviseurs, elle relie en direct ou en différé un lieu de spectacle collectif à d'autres lieux de réception collective. A un bout du réseau, il y a un théâtre, un music-hall ou un stade, à l'autre bout, des salles de cinéma.

L'idée est née en 1976 et elle est due à M. Jean-Charles Edeline, alors président de la Société française de production (S.F.P.). La vidéotransmission lui semble alors répondre aux besoins de diversification de la S.F.P. et compléter la mutation de l'exploitation cinématographique qu'il a lui-même menée quelques années plus tôt à la tête de l'U.G.C. Les salles de cinéma peuvent ainsi diversifier leur programmation et proposer, à côté des films de long métrage, d'autres types de spectacles touchant d'autres publics. Quant à la S.F.P., elle est en mesure de vendre à tous les producteurs culturels un circuit de distribution électronique souple, rapide et, bien moins coûteux qu'une tournée. Très ambitieux pour l'époque, le projet de M. Jean-Charles Edeline ne dépassait pas l'installation de la liaison avec le Massif Central et une première expérience de vidéotransmission en 1977. L'extension du réseau à sept autres régions, pourrait déci-

der en conseil des ministres, ne verra jamais le jour.

La vidéotransmission ne disparaît pas pour autant. En attendant des jours meilleurs, elle se reploie sur le marché institutionnel. Vidéo transmission internationale (V.T.I.), au G.I.E. regroupant la S.F.P., Télédiffusion de France et les P.T.T., propose le dispositif aux entreprises : opération de prestige, lancement d'un nouveau produit auprès d'un réseau de vente, convention entre plusieurs filiales, etc. Mais depuis quatre ans, ce marché très spécifique est resté limité. Aujourd'hui, V.T.I. prépare la relance du réseau du Massif Central dans trente villes choisies en accord avec la DATAR. Une expérience de grande nature qui a valeur de test.

Il s'agit jusqu'à la fin de l'été d'étudier des programmes et des équilibres financiers. On a pensé bien sûr à l'Opéra, car les mille neuf cents places du Palais Garnier sont nettement insuffisantes pour répondre à la demande croissante des mélomanes. Mais les responsables de V.T.I. envisagent aussi d'autres spectacles et, surtout, des manifestations sportives. Des négociations sont en cours avec les ministères de matches de football et de tournois de tennis.

Jusqu'à la fin de l'année prochaine, la transmission se fera par le réseau hertzien classique de T.D.F. Dans la phase suivante, elle serait relayée par le satellite Telecom 1, qui devrait être lancé par les P.T.T. au second semestre de 1984. L'inter-

Une concurrence pour les distributeurs de films

On peut se demander quelle sera la concurrence des distributeurs cinématographiques. Certes, toute relance de l'exploitation ne peut que leur être favorable, mais la vidéotransmission menace leur monopole sur la programmation des salles de cinéma. Une menace qui sera d'autant plus mal perçue qu'elle vient d'un organisme public. De plus, si la qualité de l'image vidéo est de la téléprojection, aujourd'hui, la distribution cinématographique, l'arrivée de la vidéo définit dans une certaine mesure la programmation des salles de cinéma. Ne sera-t-il pas plus facile de distribuer les films par satellite, plutôt que de les faire circuler sous forme de copies ?

Enfin, il est évident que pour le cinéma, l'essentiel des risques est sur l'exploitation. Il doit s'équiper en téléprojecteur : un investissement lourd, qui sera facilité, pour l'expérience du Massif Central, par un fonds de soutien du Centre national de la cinématographie (C.N.C.). Cet équipement en vidéo n'est pas contradictoire avec les efforts déjà entrepris par le C.N.C. pour recruter, notamment en milieu rural, des salles de cinéma à un matériel classique de 35 mm. Reste bien sûr à connaître la réaction des spectateurs. Tout dépendra de la qualité technique de la vidéo et de la projection. La vidéo du 1983 sera un premier test sur ce produit particulièrement difficile qu'est l'Opéra.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

RÉACTION SYNDICALE DES SALARIÉS DU « NOUVEAU FIL » CÉDÉ AU GROUPE FILPACH

L'Inter-syndicale C.G.T.-C.F.D.T. du « Nouvel Fil », dans un communiqué, s'indigne que les salariés du « Nouvel Fil » aient été mis devant le fait accompli, le 1^{er} avril, lorsque Jean-Louis Servan-Schreiber, P.D.G. du groupe Expansion, a annoncé la vente de l'entreprise à un groupe privé, le « Nouvel Fil ». L'Inter-syndicale dénonce le fait que le choix ait été fait sans consultation des salariés et sans respect de la loi sur la participation.

Sur neuf journalistes de l'équipe permanente du « Nouvel Fil », indiqués par le syndicat, quatre ont été licenciés. Une des conditions de la vente, déclare-t-on de même source, était le départ de la rédaction en chef en titre, M^{me} Huguette Debaisieux, ancien grand reporter au Figaro et au Matin, venue de l'Express, qui a été remplacée par M^{me} Annie de la Méditerranée en chef et directrice de l'édition. M^{me} Debaisieux ayant refusé de démissionner, une lettre de licenciement lui a été adressée.

Le mouvement de grève des internes et chefs de clinique se durcit à Paris et en province

Le mouvement de grève des internes et chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires se durcit. Les grévistes ont décidé de passer à l'action plus tôt que prévu. Ils ont adressé vers les cliniques privées, le taux d'occupation des hôpitaux publics devrait s'en trouver considérablement abaissé. La proportion de lits vides atteint déjà quelque trente pour cent dans un certain nombre de services, parfois davantage. Le durcissement du mouvement affecte aussi bien Paris que la province.

Le secrétaire d'Etat à la Santé, en réaffirmant la volonté de dialogue et en soulignant qu'un calendrier de mise en œuvre des réformes sera mis au point en concertation avec les syndicats, la loi portant réforme hospitalière devrait être soumise au Parlement.

Intérêt du malade et concertation

Cette grève des internes et chefs de clinique est une conséquence de la discussion qui s'est enclenchée entre les pouvoirs publics et les internes. Elle est grave parce qu'elle témoigne du profond malaise de toute la profession médicale. Elle est grave enfin, tout simplement parce qu'elle a pu se déclencher et qu'il faudrait que la recherche d'un accord permette l'avenir d'éviter qu'une grève médicale ne se décide sans que, au préalable ait eu lieu une concertation.

Il est facile de se donner bonne conscience en disant que la sécurité des malades n'est pas en jeu et que la vie hospitalière est analogue à celle des dimanches. Il est vrai que, au moins jusqu'à présent, les gardes ne sont pas assurées, mais comparer une situation de grève prolongée à une situation de dimanche, c'est oublier que le dimanche est suivi de toute la semaine et que le lundi permettra de faire passer au premier plan ce que le dimanche aura relégué au deuxième plan : prétendre que les urgences sont assurées, c'est oublier que, à côté de situations manifestement urgentes telles une perforation d'ulcère, un coma traumatique ou un infarctus du myocarde, il est un nombre considérable d'états pathologiques dont l'urgence n'apparaît pas d'emblée mais seulement après un examen minutieux et des explorations parcellaires qu'il peut être difficile d'obtenir actuellement, car cette grève touche la totalité des services hospitaliers.

Etre informés

Pour se rassurer encore, il faut savoir que le nombre de malades dans les cliniques privées, mais on sait que ces cliniques sont vite saturées et qu'il est un certain nombre de spécialités pour lesquelles il n'y a pas ou très peu de cliniques privées : la neurologie en est un exemple.

On objectera peut-être qu'il n'y a pas eu de drame manifeste ou connu depuis le début de cette grève : le service de soins a commencé au début d'une période de vacances scolaires ; or il est remarquable que, depuis quelques années, les malades, sauf les cas apparemment urgents, déserter l'hôpital pendant ces périodes.

Si cette grève devait se prolonger, il y a tout lieu de craindre qu'on ne découvre à ce moment la gravité de la situation. (...)

En définitive, ce que demandent avec insistance les chefs de clinique, c'est d'abord d'être informés de façon claire et précise des projets de réforme hospitalière, ensuite, avant la mise en application de cette réforme, d'obtenir une concertation avec les ministères de la Santé, de l'Education et de la Formation, la concertation doit le but serait de définir le nombre des postes, leur profil, leur rémunération et le déroulement des carrières.

Ainsi les revendications à l'origine de la grève des internes et des chefs de clinique sont diverses. Certaines sont probablement faciles à satisfaire, d'autres ne le sont peut-être pas pour des raisons économiques, la plupart proviennent d'un manque d'information ou d'un manque de concertation.

S'exprimant à propos de la réforme des études médicales lors d'un colloque à l'Université de Paris, M. Edgar Faure, a déclaré, le dimanche 10 avril : « Ce problème n'est pas intelligible. Personne ne peut dire de quel il s'agit. Le gouvernement devrait écouter les professeurs de médecine, des professeurs de médecine, des professeurs de médecine. (...)

A première vue, le fait d'imposer une réforme après six années de stabilité ne paraît pas une bonne idée. A seconde vue, le fait de dire que les plus mauvais, les cancras, seront incapables de faire la médecine privée, cela ne me paraît pas une très bonne idée du point de vue du prestige de la médecine officielle. Cela peut être revu, tout le monde peut se tromper. Il faut continuer. (...)

ment au cours de la session de printemps, mais les modalités d'application ne devraient pas être pris avant l'automne.

Les étudiants eux-mêmes, dans l'ensemble des facultés. Les grévistes soulignent qu'ils souhaitent, dans leurs négociations avec le gouvernement, M. Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, de la solidarité, participe activement aux discussions, M. Pierre Mauroy lui-même. Les étudiants envisagent d'entreprendre une « semaine d'action » du 11 au 23 avril si aucun accord n'est apporté par leurs partenaires gouvernementaux.

Nous publions ci-dessous des extraits de la correspondance que nous avons reçue à propos des grèves hospitalières.

Les conclusions, si un accord n'est pas possible, les grévistes exposent clairement l'opinion publique, une semaine au moins avant le déclenchement effectif de la grève. A une période où l'on tend à croire que la grève est le seul moyen de faire entendre ses revendications, ce serait protéger l'intérêt des malades, les pouvoirs publics ne peuvent y être insensibles.

La profession médicale accueille avec soulagement et n'être pas contrainte, pour se faire entendre, de recourir à une attitude qu'elle réprouve.

RAYMOND HOUDART.
(Hôpital Lariboisière, Paris.)

Désillusion et espoir

(...) Après plusieurs années de désillusion, vient l'espoir de réformes. C'est pourquoi, les grévistes attendent, avec une certaine impatience, que leur capacité d'adaptation : la grève des internes et des chefs de clinique.

Les chefs de clinique et les internes se sont prêtés à la concertation : grande réunion hebdomadaire réunissant autour d'une table plénière d'organisations syndicales, caucuses, il est sûr que ce qui avait fait précédemment, réanimer un nouveau projet, planter un rein ou réimplanter un doigt, chefs de clinique et internes savent le faire. Ce qu'ils ne savaient pas, c'est qu'il n'y avait plus de nos interlocuteurs d'écouter qui peuvent, sans dommage, quitter leur laboratoire pour investir les ministères d'entendre aux qui paient journalièrement les ventes, cultes les corps au percute les réflexes, c'est-à-dire l'ensemble des cliniciens qui examinent, diagnostiquent et prescrivent des examens que d'autres assurent.

Cette désillusion, leurs représentants l'ont ressentie. Le plus cruelle des désillusions, ce n'est pas de voir les conclusions annoncées ensuite comme un cadre d'accords. Le flou délibéré des termes de l'accord, les contradictions internes des décisions administratives, l'imprécision de la dispersion voulues ont enlevé aux médecins toute la confiance qu'ils mettaient dans les pouvoirs publics.

Cette dernière désillusion devait être la plus profonde et la plus difficile à ressentir. Mais une fois franchie la difficile barrière du verbe et atteinte celle de la conscience individuelle, la totalité des internes et des chefs de clinique se sont levés unanimement pour exiger une règle du jeu : rapport par qu'ils y investissent.

Cette règle est simple, elle tient en deux mots : valeur et responsabilité.

Aux pouvoirs publics de répondre à leur espoir.

ALAIN HAERTIG,
chef de clinique assistant
Hôpitaux de Paris.

Un sabotage des services hospitaliers

Pour de très nombreux médecins hospitaliers temps plein ou temps partiel, le « grève des soins » est une incongruité : ils n'ont pas participé au mouvement des médecins des hôpitaux de l'an passé lors des conflits à propos du secteur privé, qui a le premier et le plus symboliquement légitimé la « grève de soins ». Ils nous suivront avec beaucoup d'attention de préoccupation les transformations des études des carrières, l'attention n'implique, aucun cas, une adhésion à une « grève des soins ». Un certain nombre de médecins ont même commencé la contribution au fonctionnement des hôpitaux et certains services aussi divers que la réanimation, le service central d'immunohématologie ; certains services de médecine fonctionnent avec un effectif pratiquement complet, d'autres normalement.

« Un profond malaise »

(...) Avant toute chose, il s'agit d'une grève politique. Le départ de M. Jack Ralite n'a pas modifié cette détermination. Une grève politique se réunit pas la quasi-totalité d'une profession.

Les premières revendications directes de la grève des internes et des chefs de clinique sont diverses. Certaines sont probablement faciles à satisfaire, d'autres ne le sont peut-être pas pour des raisons économiques, la plupart proviennent d'un manque d'information ou d'un manque de concertation.

Le premier janvier 1984, s'appliquera une réforme à l'ensemble des études médicales. Elle nous concerne directement. C'est parmi nous que seront recrutés ces nouveaux médecins ; elle concerne donc les Français que nous soignerons. Il n'existe toujours aucun projet officiellement publié de la réforme. Il n'y a eu aucune concertation avec les syndicats représentant l'ensemble la profession médicale. Nous ne voulons pas que cette réforme se fasse derrière notre dos, nous ne voulons pas qu'elle soit faite sans nous.

CHRISTIAN MAZEL.
(Interne Hôpitaux de Paris.)

LE SACRÉ A LA TÉLÉVISION

Création d'un Comité pour le respect des consciences

Un Comité pour le respect des consciences à la télévision vient d'être créé par une vingtaine de personnalités appartenant à diverses confessions, autour du professeur Louis Leprieux-Ringuelet, de l'Académie française. Ce comité d'intellectuels se propose : « de signaler les agressions inacceptables contre le sacré et d'agir pour les combattre ».

Pour eux, « certaines émissions ont tourné en dérision (rien à voir avec de l'humour) ce qui constitue les fondements de la foi d'une partie de nos concitoyens », ce qui est un signe « d'intolérance ».

Le comité précise qu'« il s'agit de trois éléments : la récupération politique, le cléricalisme, la moralisme », que ses membres n'ont pas été désignés par une Église, une confession ou une communauté, et que sa tâche consistera à intervenir auprès des chaînes de télévision et de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

Poste partie de ce comité : M^{me} Jacqueline Auriol (pilote d'essai) ; M^{me} André Astier (président de l'université Paris-VI) ; Jean-Louis Barrault ; le professeur Jean Bernard, de l'Académie française ; le Père Carré, de l'Académie française ; M^{me} Olivier Clément (président des écrivains croyants d'expression française) ; Alain Decaux, de l'Académie française ; Jean-Paul Elkann ; Pierre Emmanuel, de l'Académie française ; Eugène Ionesco, de l'Académie française ; Gérard Jaquet (vice-président du Parlement européen) ; Alfred Kastler (prix Nobel de physique) ; Louis Leprieux-Ringuelet, de l'Académie française ; le professeur Paul Milliez ; le pasteur Müller ; M^{me} Régine Pernoud (historienne) ; le baltiste Pottgi (juge à la Cour européenne pour les droits de l'homme) ; M^{me} Jean-Pierre Pierre-Bloch (président de la LICRA) ; Alain Poirer (président du Sénat) ; M^{me} Madeleine Renard ; Germaine Tillion (ethnologue) ; Louise Weiss (doyenne d'âge du Parlement européen) et M. Yannis Xenakis (compositeur).

Le Secrétaire du comité : M. Louis Leprieux-Ringuelet, 36, rue de Grenelle, 75007 PARIS.

MÉTÉOROLOGIE

l'air est peu engageant. — 3. En ou-

tre. Doit être bien surveillée en cas d'engraissement important. —

4. Note. Certains ont fait des pâtes.
 Lettres de patron. — Essayer qui commence à se faire rare. Comme une matière à réflexion. 6. Symbole chimique. Cela fait un bout de temps. Ecoutez la fin. 8. Etat de dépendance pour certains Etats indépendants. — Note. Doune dans la mine ou la minette. — 9. Manques d'enthousiasme. Personnel.

Solution du problème n° 3424

Horizontalement

I. Anthropophage. — II. Péron. — Sol. Il a. — III. Pce. Goupillon. — IV. Ebaucurations. — V. Toile. Tu.

VII. Sl. Isatis. Naft. - VIII. SS. Te-

me. Vernie. — IX. Amer. Ombre.
St. — X. Néréide. Divette. —
XI. Mi. Pène. Ré. — XII. Encaineta.
Emme. — XIII. Tanfée. Serpes. —
XIV. Bleue. Ter. — XV. Dur. Sous-
entendu.

Verticalement

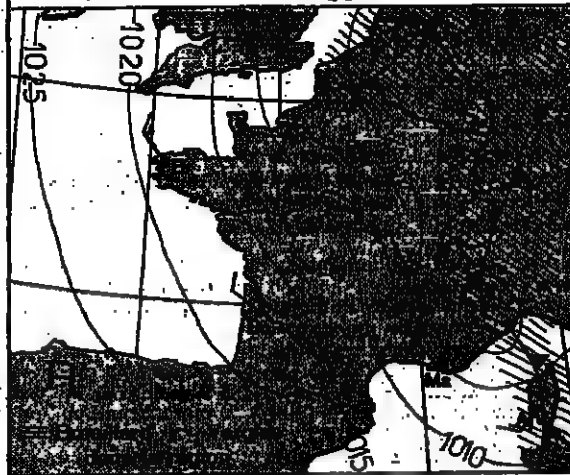
1. Appétissante. B.D. — 2. Néolo-
gisme. La. — 3. Treuil. Rugette. —
4. Ho! Cloître. Eaa. — 5. Eructer.
Intes. — 6. Ob. Anodine. — 7.
Fourniture. Téba. — 8. Lica.
Péda. — 9. Pait. Ide. Ré. — 10. Hé-
lum. Veines. — 11. Allô! Encreve-
ment. — 12. On. Garé. Ur. —
13. Einstein. Tréma. — 14. Artiste.

- 15. Tűz-tűz. Ért. Össz.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 12 4 83 DÉBUT DE MATINÉE



ÉMISSIONS POUR LE 12 AVRIL À 0 HEURE (G.M.T.)

du 10 avril; le second le
la nuit du 10 au 11 avril):

18 et 7 degrés; Biarritz, 22.
Aux, 20 et 7; Bourges, 18 et
et 5; Coen, 15 et 6; Cher-
5; Clermont-Ferrand, 23 et
et 7; Grenoble, 18 et 9;
et 8; Lyon, -19 et 11;
Aurignane, 20 et 13; Nancy,

Températures relevées à l'étran-
Alger, 27 et 11 degrés; Amsterdam,
et 3; Athènes, 23 et 14; Berlin, 14.
10; Bonn, 15 et 9; Bruxelles, 17 et
Le Caire, 25 et 17; Des Canaries,
et 18; Coppenhague, 3 et 3; Dakar, 24
19; Djibouti, 27 et 13; Genève, 21 et
Jérusalem, 15 et 8; Lisbonne, 21 et
Londres, 15 et 7; Luxembourg, 15 et
Madrid, 26 et 10; Moscou, 9 et 2; N-
noli, 28 et 17; New-York, 9 et

anties, 15 et 7; Nice-Côte
d'Azur, 10; Paris-Le Bourget, 17
et 8; Pérpignan, 46 et 12;
et 6; Strasbourg, 17 et 8;
et 8; Toulouse, 22 et 9;
et 28 et 23.

JOURNAL OFFICIEL

DES DÉCRETS

- **Instituant une taxe parafiscale**

● Portant statut particulier du corps des assistants des disciplines juridiques, politiques et de gestion et des disciplines littéraires et de sciences humaines.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 13 AVRIL

« La Moyne, porte et la Renaissance », 11 h, Louvre, arts et Danois, M^{me} Saint-Girons.

« Pichet pello-romain présenté aux jeunes », 14 h 30, place Paul-Painlevé, M^{me} Duhamel (Caisse nationale des Monuments historiques).

« Égypte ancienne », 15 h, Louvre, porte Camilleperle (Approche de l'art).

« Musée de l'armée présenté aux enfants », 14 h 30, entrée, M^{me} Rognon (ARS).

« Un atelier de laque », 14 h 15, musée Argentin (La France et son passé).

« La cathédrale russe », 15 h, 12, rue Dora (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

MERCREDI 13 AVRIL

16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M^m Pennoc : « L'art musulman d'Espagne » (projections).

17 h 30, 6, rue Ferrus, J. Rielly : « La politique extérieure des Etats-Unis et l'opinion publique américaine » (L.F.K.L.) (en anglais).

18 h 30, Centre Pompidou : « L'Information du citoyen : guides pratiques et expériences thématiques au service du public ».

SCIENCES

BREF

AUTOMOBILE

SÉRIE S « PLEIN AIR ». — Citroën propose deux modèles spécialement « pour le plein air » : une 2 CV France-3 et une Mhâni Azur.

La 2 CV France-3 est réalisée sur la base de la 2 CV 8 spéciale (moteur 606 centimètres cubes, 28 chevaux, -118 kilomètres/heure. Elle est blanche avec des surpiqures bleues océan et des garnitures bleues océan.

Vendue 28 900 francs, I.C., à France-3, sans permis, 2 000 exemplaires, réservés à la France.

La Mhâni Azur est destinée à la France, à l'Italie et au Portugal en série limitée à 700 exemplaires. Construite à partir de la Mhâni 602 centimètres cubes, 28 chevaux, 100 kilomètres/heure. L'Azur est également blanche avec portes et capote bleues, et ses sièges sont en tissu bleu et blanc à motif sponges à rayures bleues et blanches. Le modèle à quatre places (deux + deux) est vendu 41 400 francs, T.T.C., à deux places, 31 335 francs H.T., et 37 163 francs T.T.C.

De son côté, Renault lance une série limitée de FIAT baptisée American. C'est une berline bicolore raffinée qui malheureusement ne compte pas — ce qui n'est guère américain — de vitres actionnées électriquement.

VIE QUOTIDIENNE

ASSURANCE-MALADIE — Le 11 avril 1993, l'ouverture le domicile réservé aux assurés qui, du fait de leur maladie, de leur âge, ou de leur âge, sont dans l'impossibilité de se déplacer. » Sur simple appel téléphonique au 286-40-93 ou à défaut en écrivant à la caisse primaire de Paris, boîte postale 93 09 75421, les usagers recevront la visite d'un agent d'accueil qualifié qui, après avoir justifié de ses qualifications, pourra les renseigner, les aider à constituer leur dossier maladie ou d'aide sociale et les transmettre aux services intéressés.

Dans un premier temps, seuls les assurés sociaux des 1^{er}, 2^e, 8^e, 10^e, 11^e et 19^e arrondissements de Paris seront concernés.

La NASA s'efforce de rattraper son retard

La NASA s'efforce de rattraper son retard

Premier vol impeccable de la navette spatiale Challenger, mais échec de l'aspect principal de la mission : la mise en orbite d'un satellite de télécommunications T.D.R.S. ; ainsi s'énonce sèchement le bilan d'un vol de cinq jours, achevé samedi 9 avril à 20 h 54 (heure française) par un atterrissage impeccable sur la base californienne d'Edwards. Un atterrissage qui devrait être un des derniers du genre : lors des prochains vols, la navette devrait se poser sur la piste spécialement construite au sein du complexe K. Les astronautes retrouveront immédiatement à pied d'œuvre.

« *Fin d'une saison incroyable* », d'après le général Abrahamson, adjoint à la NASA, vingt-deux anomalies seulement ont

Il paraît que les dix ~~moniteurs~~ de retard et la mauvaise ~~bricole~~ de T.D.R.S.-1 génèrent la suite du programme. Les équipes d'entretien sont ~~arrivées~~ au travail ~~de~~ l'atterris-

Le Monde

Revue des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 110 F 9 mois 110 F

FRANCE
341 F 354 F 767 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
1 074 F 1 220 F

ÉTRANGER

(par messageries.)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
- PAYS-BAS
■ ■ ■ 634 F ■ ■ ■ 1140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
■ ■ ■ 779 F ■ ■ ■ 1430 F

Par vote aérien.
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ces chèques à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : vos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.


Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

■ ■ ■

ALEX

■ ■ ■

LE TENDRE

**CONTREFAÇONS DE LA MARQUE CHANEL
ET DE LA MARQUE 
DE LA SOCIÉTÉ CHANEL**

Par son jugement définitif du 4 novembre 1962, le Tribunal de Grande Instance de Paris a :

« Dit que la société MAURICE, en offrant à la vente dans la vitrine de la boutique ANTONELLA 77, rue de Sévres 15°, un tailleur portant « boutons qui reproduisent le monogramme [] et en [] sur ce tailleur une étiquette avec la mention style CHANEL », a contrefait le marque [] et la marque CHANEL, élément enregistrés dans la Société CHANEL, est titulaire.

Fait défense à la Société MAURICE sous astreinte de 3000 F (TROIS MILLE FRANCS) par infraction constatée un mois le compter de la signification du jugement [] reproduire sous une forme quelconque les armoiries de la Société CHANEL.

Autorise la Société CHANEL à faire publier le jugement par extrait aux frais du défendeur dans trois périodiques de son choix sans que le coût total des insertions puisse excéder 18 000 F (DIX-HUIT MILLE FRANCS)

Condamne la Société MAURICE S.A à payer à la Société CHANEL :

- une indemnité [] 10 000 F (DIX MILLE FRANCS)
- une somme de 2 500 F (DEUX MILLE CINQ CENTS FRANCS), par application de l'article 700 du nouveau code de Procédure civile.

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire.

Deboute la Société CHANEL du surplus de ses prétentions.

Condamne la Société MAURICE aux dépens ».

ALEX 4 petits
livres
pleins d'esprit
dessins par Hanne Turk

**Alex
aime la peinture**

**Alex
et le cube magique**

**Le parapluie
d'Alex**

**Une surprise
pour Alex**

en librairie : 20 F chaque

ALEX 4 petits
livres
pleins d'esprit
dessins par Hanne Turk

**Alex
aime la peinture**

**Alex
et le cube magique**

**Le parapluie
d'Alex**

**Une surprise
pour Alex**

en librairie : 20 F chaque

est enregistrées au cours des cinq jours de la mission, alors qu'il en

Il paraît que les dix commandos de retard et la mauvaise conduite du T.D.R.S.-1 génèrent la suite du programme. Les équipes d'entretien ne sont venues au travail dès l'atterrissage. Challenger devrait être en Floride le 19 avril, la prochaine mission pourrait avoir lieu dès le milieu juin, la mission en août.

Officiellement, la NASA maintient la date du 30 septembre pour la première utilisation du lanceur spatial européen Spacelab. Mais il faudrait que T.D.R.S.-1 puisse être ramené sur la base avant le 20 de préférence, qu'on mette T.D.R.S.-1 au lancement même en service à temps. Tout cela est loin d'être certain et un report à l'été 1984 est donc probable.

CONTREFAÇONS DE LA MARQUE CHANEL

ET DE LA MARQUE

DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

Par son jugement définitif du 4 novembre 1962, le Tribunal de Grande Instance de Paris a :

« Dit que la société MAURICE, en offrant à la vente dans la vitrine de la boutique ANTONELLA 77, rue de Sévres à Paris 15^e, un tableau portant ■■■ boutons qui reproduisent le monogramme ■■■ et en ■■■ sur ce tableau une étiquette avec la mention style CHANEL, a contrefait la marque ■■■ et le marque CHANEL d'éléments enregistrés chez la Société CHANEL, ses titulaires.

Fait défense à la Société MAURICE sous astreinte de 3000 F (TROIS MILLE FRANCS) par infraction commise un mois le compter de la signification du jugement ■■■ reproduire sous une forme quelconque les marques de la Société CHANEL.

Autorise la Société CHANEL, à faire publier le jugement par extrait aux frais du défendeur dans des périodiques de son choix sans que le coût total des insertions puisse excéder 18 000 F (DIX-HUIT MILLE FRANCS)

Condamne la Société MAURICE à ■■■ à payer à la Société CHANEL :

- une indemnité ■■■ 10 000 F (DIX MILLE FRANCS)
- une somme de 2 500 F (DEUX MILLE CINQ CENTS FRANCS), par application de l'article 700 du nouveau code de Procédure civile.

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire.

Deboute la Société CHANEL du surplus de ses prétentions.

Condamne ■■■ Société MAURICE aux dépens ».

Le Monde ECONOMIE

L'amélioration de la conjoncture dans les autres pays de la C.E.E.

L'activité reprend dans plusieurs secteurs mais une diminution du chômage n'est pas en vue

A en croire M. Pierre Mauroy, le déficit des échanges extérieurs de la France est un facteur de croissance pour ses partenaires communautaires, et en particulier pour le plus important d'entre eux, la République fédérale d'Allemagne. C'est un argument qui, dans le passé, les États-Unis (et d'autres pays en déficit) ont souvent utilisés sans qu'on puisse en tirer des conclusions éclairantes sur les effets d'un déséquilibre chronique : le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas évident que ce soit servir la solidarité internationale que de laisser se perpétuer un déficit par ailleurs générateur de troubles monétaires ou autres.

On est sur un terrain plus solide en se bornant à constater que la France, pour redresser une situation dégradée, a franchi un pas de plus dans l'adoption d'une politique restrictive. Elle avait cru pouvoir anticiper sur la reprise internationale au début de l'année 1982, mais elle s'est trompée. Reste à savoir si la reprise si longtemps attendue est vraiment au rendez-vous. La reprise aurait-elle continué de faire l'objet de jugements forts différents, selon qu'on se place du côté des optimistes ou des pessimistes.

Et en Europe ? Nous avons interrogé nos correspondants à Rome, à Londres et à Paris. C'est-à-dire dans les trois autres pays les plus importants de la C.E.E. De la lecture de leur dépêche, il ressort la nette impression que le climat s'est amélioré en R.F.A. et en Grande-Bretagne, sans que la reprise de l'activité dans plusieurs secteurs importants soit encore assez vive pour laisser espérer une diminution du chômage. En Italie au contraire, les signes tangibles d'un redressement de la conjoncture continuent à se faire attendre.

R.F.A. : une lente remontée

APRÈS deux mois et demi de négociations serrées, le patronat de la sidérurgie et le syndicat de la métallurgie, IG Metall, se sont, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, mis d'accord sur une convention collective : retrouvée à partir du 1^{er} février, les employés du fer et de l'acier auront droit à une augmentation de salaire de 3,2 %, un peu moins que l'année précédente (4,2 %). Le contrat est valable pour douze mois, et s'il ne s'applique pour l'instant qu'à la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, il devrait servir de modèle à d'autres États où les syndicats ont le patronat et les syndicats n'ont pas encore abouti, comme en Bavière, se sont-ils entendus.

La hausse des salaires, qui est limitée à 2,8 %, si l'on en déduit les charges fiscales et sociales, est pour les syndicats « la limite inférieure de l'acceptable ». Elle est, en tout cas, inférieure à l'augmentation du coût de la vie (3,5 % pour un an en mars) et peut passer pour une preuve de modération d'un syndicat qui n'avait pourtant pas ménagé ses peines pour organiser, ces dernières semaines, des « grèves d'avertissement » d'une ou plusieurs heures dans les usines du secteur.

Le résultat de cette agitation « bien tempérée » pourra sembler mineur à certains militants de base, mais l'IG Metall avait ses raisons, dont la principale était sans doute de ne pas pousser à la hausse des prix, alors que les exportations allemandes sont exposées aux contre-coups de la réévaluation du mark. L'ensemble s'est conclu : l'absence d'une rencontre au sommet entre le chef de l'IG Metall, M. Engel-Lohr, et son vis-à-vis patronal, M. Wolfraim Thiele, qui avait pris l'initiative de se rencontrer.

L'ensemble des négociations, était de caractère le « spectacle » de Volkswagen, qui, pendant une semaine, avait opposé à ses ouvriers 4 % d'augmentation pour un contrat d'une durée de quinze mois. C'est chose faite. Une fois de plus, le souci de la paix sociale et de la prospérité individuelle l'a emporté sur les revendications « maximalistes ». Sous l'œil des caméras, patrons et syndicalistes se sont serrés la main, persuadés de la tâche.

Optimisme

Le front du travail retrouvant son calme après des jours d'incertitude, l'heure est à l'observation de la conjoncture. Aurait-on atteint le bout de la crise ? A vrai dire, le problème est de savoir comment s'annonce la « sortie » de la période qui a profité des aides à l'investissement du gouvernement Schmidt et du gouvernement Kohl.

Pour l'instant, le climat est plutôt à l'optimisme. Les grands magazines (Kantab, Horton) ont enregistré en mars des ventes supérieures de 9 % à l'année précédente. Le commerce de détail se montre plus optimiste qu'à la fin de l'année dernière et les chiffres de la semaine passée l'ont confirmé dans sa bonne humeur.

L'automobile est en plein essor : on réenregistre chez Opel, où les ventes sont supérieures de 20 % à ce qu'elles étaient aux premiers mois de 1982.

C'est qu'en début, mais qui s'appuie sur de simples performances. Les commandes de l'industrie de transformation se sont accrues en janvier de 6 1/2 %, chiffre corrigé des variations saisonnières, par rapport au mois précédent. Celles de l'industrie en général ont

augmenté en décembre-janvier de 11 % par rapport à octobre-novembre. Selon le même critère, la demande de l'industrie de transformation, s'accroît et la construction de logements, la aussi stimulée par un « coup de pouce » gouvernemental, est montée en janvier de 26 % par rapport à novembre-décembre. Les travaux publics ont, en revanche, tendance à stagner.

Les grandes foires-expositions de printemps ont enregistré des résultats satisfaisants. La qualité et la capacité d'innovation allemandes continuent à faire prime, et certains marchés, en particulier ceux du Golfe, ont tendance à se contracter.

En un mot, tout va assez bien s'il n'y avait le chômage. Celui-ci a reculé de 150 000 unités au mars, mais le président des caisses de chômage, M. Stiglitz, n'y voit qu'une « variation saisonnière » sans importance. Le chômage n'est pas vraiment affecté par une conjoncture favorable. De même, la régression du chômage partiel a été inférieure à ce que l'on attendait de la reprise dans le bâtiment.

Ce tableau d'ensemble constitue un encouragement pour le gouverne-

ment à persévérer dans son effort de stabilisation, mais il apparaît que la déclaration gouvernementale qui doit faire le 1^{er} mai le chancelier Kohl, puis le 1^{er} juin le ministre de l'Économie, n'a peut-être pas encore retenu le « bond » (aufschwung) que lui avait promis le C.D.U. durant la campagne électorale, mais elle s'est engagée à le faire sur une pente ascendante.

La meilleure politique, dans ces conditions, serait-elle... de ne rien faire de politique, ce qui équivaudrait à laisser encore le chômage ? Toutefois, les différents plans - le projet de restructuration des aciéries - lesquels s'élèveront à certains licenciements - les conventions où se débattent les chantiers navals (à Hambourg, que l'on veut fermer, et à Kiel), démontrent que l'arbitrage, l'assistance, du gouvernement fait bien partie de l'économie de marché - l'écrit le successeur par le lord Ludwig Erhard.

ALAIN CLÉMENT.

GRANDE-BRETAGNE : un meilleur climat

On l'avait si souvent annoncée que même les plus optimistes, ce porte-parole du gouvernement britannique n'osent plus y croire, mais depuis le début de l'année les signes sont concourants : la reprise a commencé. Toutes les prévisions se recroisent : la Banque d'Angleterre, connue pour sa prudence, mise sur un relèvement durable de la compétitivité de l'industrie britannique ; la confédération patronale (C.B.I.) qui a joué les Cessandre depuis l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher, affiche maintenant la confiance. Le ministre des finances, qui avait été jugé optimiste pour avoir prévu dans son projet de budget une croissance de 2 % du P.N.B. cette année, est, en ce mois-ci, de plus en plus timide. Comme l'écrit le Financial Times, « ce n'est pas encore le boom, mais c'est déjà la fin de la récession ».

Le changement de climat est en tout cas perceptible. Si le P.N.B. a augmenté que de 1 point en 1982, le rythme de croissance a été de 1,5 point et demi au dernier trimestre. La production industrielle a augmenté de près de 2 % au premier trimestre de cette année, un rapport à la période correspondante de 1982.

Les ventes au détail n'ont pas cessé de février le traditionnellement enregistré après les fêtes de fin d'année. En un an, elles ont progressé de 5 % en volume. Comme les ventes au détail, les ventes au détail ont progressé de 5 % en volume. Comme les ventes au détail, les ventes au détail ont progressé de 5 % en volume.

Augmentation des bénéfices

L'industrie du bâtiment est en pointe. Le nombre de chantiers de logements a augmenté de 34 % au 1^{er} février, surtout grâce au secteur privé, soutenu par la baisse des coûts d'intérêt. C'est la première augmentation depuis 1978. Les ventes d'automobiles ont repris, au bénéfice essentiel des producteurs étrangers, il est vrai. Un autre résultat encourageant : les ventes des films britanniques d'I.B.M. ont été en hausse de 26 % et leurs profits de 40 % en 1982. L'ensemble de l'économie, les ventes des sociétés ont augmenté de 8 % au troisième trimestre, de 15 % au quatrième trimestre et de 15 % en toute l'année dernière. Les ventes pétrolières se sont taillées la part du lion de cette progression.

La Banque d'Angleterre, l'industrie britannique a retrouvé près de la moitié de la compétitivité perdue à la fin des années soixante-dix. Elle est donc armée pour affronter les principales rentes tant pour résister à la pénétration du marché intérieur que pour assurer de nouveaux débouchés extérieurs. La livre, qui a perdu au cours des derniers mois 15 % sa valeur sur les marchés des changes, a largement contribué à l'amélioration de la compétitivité de l'économie britannique.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 21.)

ITALIE : encore dans l'attente

LES Italiens veulent croire à la reprise de leur économie ; mais aucun fait concret n'est venu ces dernières semaines étayer leurs espoirs. A la Confindustria, l'organisation patronale, notamment, l'optimisme n'est pas de mise. Les « patrons » italiens sont au contraire préoccupés par le climat de soulagement à leurs yeux illusoire, qui tend à prévaloir dans la presse et au gouvernement. Cet optimisme risqué, estiment-ils, d'avoir un effet soporifique et de réduire les possibilités de profiter d'un redressement de l'économie mondiale, en différant une nouvelle fois, les mesures vigoureuses nécessaires à même de saisir cette opportunité.

Certains économistes, toutefois, dont ceux de l'Institut national de conjoncture (ISCO), estiment que l'Italie, dont la demande interne n'a diminué que depuis deux mois - c'est-à-dire avec un certain décalage par rapport à ses partenaires - pourrait bénéficier des effets d'une meilleure conjoncture mondiale, avec un certain retard également.

Il existe des possibilités d'amélioration, et le climat n'est plus à la régression et aux jugements négatifs, souligne la dernière note de conjoncture de l'ISCO.

D'un point de vue global, certes, plusieurs facteurs paraissent favorables. Ainsi, la diminution du prix du pétrole peut avoir un effet positif, bien que, à moyen terme, elle risque de provoquer une baisse des importations des pays producteurs qui sont d'importants clients de l'industrie italienne (14,7 % du total des exportations). L'Italie, qui dépend à 80 % pour ses approvisionnements des pays de l'O.P.E.P., devrait pouvoir économiser en 1983 de 3 000 à 5 000 milliards de lire sur sa facture pétrolière. Autre facteur favorable, le réajustement monétaire du 21 mars - la lire a été dévaluée de 2,5 % - s'est opéré sans grand dommage et ne devrait pas remettre en cause la tendance relativement favorable du commerce extérieur : le taux de couverture des importations s'est amélioré avec le monde.

Sur le plan social, l'année s'est ouverte sur un accord entre le syndicat et le patronat qui devrait permettre, s'il est appliqué fidèlement, de

contenir l'inflation dans le triangle défini par le gouvernement. Politiquement, enfin, une relative stabilité, après une année dominée par le spectre d'anticipations, également à un certain soulagement.

Ce contexte conjoncturel encourageant n'est cependant pas suffisant pour dissiper les doutes sur les capacités de l'économie de l'Italie dans le court terme. Le patronat italien souligne la persistance des problèmes structurels. Les principaux obstacles à une amélioration sensible de la situation sont, à leurs yeux, d'ordre interne.

Le plus important est celui du déficit public conjugué à l'absence de perspective d'y remédier à court terme. L'objectif de 1983 est de limiter à 71 000 milliards de lire, soit 15 % du produit intérieur brut. Ce facteur pèse négativement sur la compétitivité des entreprises, notamment celle des P.M.E., en raison du maintien d'un taux d'intérêt élevé (23 %). Il est en outre porteur d'inflation.

Haussée des prix

La hausse des prix est le second facteur négatif : certes, celle-ci tend à diminuer et se situe au alentours de 16 %, mais le problème reste celui de l'écart grandissant entre le taux d'inflation italien et celui des autres pays industrialisés, phénomène qui accentue la perte de compétitivité des produits italiens. Certes, le taux d'augmentation des prix de gros est inférieur à celui des prix à la consommation (de 10 % de 10 %), mais cette situation est surtout significative des difficultés rencontrées par les entreprises qui ont été contraintes de réduire au minimum leur marge de profit en raison de la diminution de la demande.

Sur le plan industriel, en fait, l'héritage de 1982 est lourd. Selon une enquête de l'ISCO, à la fin de l'année dernière, le taux d'utilisation des équipements industriels ne dépassait pas 70 % de la capacité de production. Sur une base annuelle, en janvier, la production industrielle avait chuté de 6,1 %. Globalement, on estime que l'activité de production est retombée à son niveau d'il y a trois ans.

Depuis le début de l'année, aucun secteur n'a enregistré d'amélioration

substantielle, même dans le « triangle » industriel du Nord : au contraire, il est noté une régression sur le marché international de la sidérurgie, de la mécanique industrielle et de l'électronique professionnelle. L'automobile, pour sa part, a enregistré au cours des trois premiers mois un recul de 10 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les textiles et l'habillement ont également enregistré des difficultés sur le marché intérieur.

Au cours des dernières semaines, il semble cependant, selon des enquêtes ponctuelles réalisées dans le Piémont et en Lombardie, que soient apparus des signes témoignant que la dégradation de la situation a été enrayée et ouvrant des perspectives de redressement progressif, notamment dans les secteurs de l'alimentation, de la chimie, du caoutchouc et des matériaux de construction.

Peut-être le pire est-il passé, admet-on à la Confindustria, mais le problème essentiel demeure celui, pour l'instant sans grandes perspectives, de l'amélioration de la compétitivité. Celle-ci demande des investissements, ce qui donne la situation financière, les entreprises auront du mal à réaliser. La plupart ont dû réduire leur marge de profit pour faire face à la concurrence, ce qui limite leur capacité d'autofinancement. Elles sont, en outre, considérablement endettées auprès des banques. Résultat, en 1982 les investissements ont diminué de 9 %.

Le patronat italien critique le gouvernement pour son absence de politique industrielle prospective : « Jusqu'à présent, les interventions ont été effectuées seulement pour tenter de remédier aux difficultés sectorielles chroniques ». Selon la Confindustria, pour profiter d'un éventuel redressement de l'économie mondiale, il faudrait que le gouvernement se décide à mener une politique fiscale favorisant les investissements, ce qui lui est difficile, compte tenu du déficit du budget.

« Nous restons le pays dans la situation la plus critique des nations industrialisées pour profiter de la reprise », conclut un économiste.

PHILIPPE PONS.

Déflation en Europe de l'Est

Ni le parti communiste ni même la C.G.T. n'ont, au cours des derniers jours et des semaines, fait leurs réserves au sujet d'une politique restrictive de la consommation intérieure, au point de diminuer les importations et de dégager un surplus pour les exportations. Ils reconnaissent pourtant la nécessité de rétablir l'équilibre extérieur, mais ils estiment que les mesures adoptées par le gouvernement ne sont pas les bonnes. « Les mesures iniques des mesures restrictives », qui ne font que déplacer le problème, pourraient fragiliser l'économie et la rendre plus vulnérable à l'inflation et au chômage... à la notation de M. Lajoinie, président du groupe parlementaire communiste après la déclaration de politique générale de M. Pierre Mauroy. « Il n'y a pas trop de pouvoir d'achat », résume M. Henri Krauski, secrétaire général de la C.G.T., qui marque son désaccord avec une partie, et une partie avec l'objectif initial est de ponctionner 65 milliards de francs sur le secteur intérieur.

Il est probable que les mesures de justice sociale, prévues par le P.C., auront pour premier effet de décourager encore un peu plus l'épargne et l'investissement et il est quasi certain, en ce début d'année, que les expériences françaises et étrangères, qu'une politique plus restrictive (ou plus insidieuse, peu importe) protectionniste, qui a vu les leaders du parti de M. Marchais, avoir par elle-même inopérante pour réduire la balance commerciale.

Cependant, il ne faut pas pour convaincre, de la part de l'Union soviétique d'une mesure inspirée par une autre logique. Qu'ont-ils fait pour faire en place, quand ils se sont trouvés confrontés avec une crise (provoquée par leur propre politique) des paiements extérieurs ?

« Que l'Europe de l'Est la région qui a montré les premiers signes de sérieux », a écrit M. Lajoinie en 1981, « a été aussi la première à réagir en procédant aux ajustements macro-économiques appropriés ».

La déflation, la réduction des importations et obtention d'un surplus de la balance des paiements en sont les fruits. Les banques doivent donc réaliser des résultats positifs et tirer les conséquences de la déflation de l'Europe de l'Est. Le mouvement a été amorcé à l'occasion d'un colloque patronné par l'O.T.A.N. Son auteur, l'économiste en chef de la firme américaine Wharton Economic Forecasting Ass. M. Jan Varous, a été très clair : l'Amérique latine, le pays à l'exception notable de la Pologne, est le plus à risque de la région de l'Est n'ont plus, lui, besoin, pour survivre, d'acquiescer à la déflation extérieure. Pour améliorer leur situation, ils ont dû payer le prix fort. Ils ont mené, dit l'économiste de la Wharton, « une politique déflationniste ».

PAUL FABRA.



La technologie d'Aluisse rend tout plus léger, rapide, fiable, économique.

Interconnexion, Paris: 750 voitures construites en profils extrudés d'aluminium de grandes dimensions. En service chaque jour.

Engineering et Conseil:
France 11, Route de Jonnerre
St-Florentin, Tél. 86/35 06 11, Tx. 800 398.

ÉCOLE D'ADMINISTRATION ET DIRECTION DES AFFAIRES

15, rue Soufflot - 75005 PARIS

Rallye touristique de l'E.A.D.
samedi 23 avril 1983

GAGNEZ UNE PLANCHE A VOILE
ainsi que de nombreux lots d'une valeur de 30 000 F

Soirée au 5^{ème} étage de la tour Montparnasse
Inscriptions et renseignements à l'E.A.D. (1) 329-87-60.

SPECIAL PME

AFFACTURAGE SOFIREC: Les moyens de votre expansion.

L'expansion de votre entreprise justifie des besoins en trésorerie que vous ne pouvez pas toujours vous financer seuls. Alors, pour financer vos ventes, SOFIREC propose une formule d'affacturage sans contrepartie dont bénéficient déjà de nombreuses entreprises. SOFIREC vous règle, à l'heure des factures des clients que vous avez créés de confiance par chèque ou à l'ordre, des sommes dues à votre banque habituelle. De plus, SOFIREC vous garantit intégralement contre les risques de non-paiement. Expliquez-nous vos besoins. Nous y apporterons, au moindre coût, une solution personnalisée.

BANQUE SOFIREC

16, rue d'Aguesseau, 75008 PARIS - Tél. 742.73.97
24, rue Francis Davso, 13231 MARSEILLE - Tél. 54.92.76

mémogenda 83

DES OPPORTUNITÉS DE

3 000 adresses pour choisir
votre prochain emploi
■ gérer votre carrière

- L'annuaire ■ responsables ■ recrutement cadres
- Les chasseurs de tête ■ les cabinets ■ recrutement
- Prenez rendez-vous avec les entreprises qui recrutent
- Le guide des 3^{èmes} cycles des formations complémentaires et des principaux centres ■ formation continue

Par correspondance ■ chèque ■ 82 F adressé à
IDECOM, 57, rue Montaigne, 75008 Paris.
En librairie diffusé par BORDAS

Publicité

SCIENCES PO ÉTUDES

Junior Entreprise de l'IEP-PARIS
présente

LE PREMIER COLLOQUE sur les RÉALITÉS DE L'AUDIT EN FRANCE 1983

12 commissions de travail ■ un ■ final
animé par Paul Fabra du Monde ■
Avec le parrainage de la G.S.I. et du Crédit Lyonnais.
LE LUNDI 12 AVRIL à la maison des Contraintes
Renseignements :
SCIENCES PO ÉTUDES, 91, rue Saint-Dominique
75007 PARIS
Tél. : 551.28.91

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Cycles organisés en alternance
avec les entreprises

2^{ème} CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission ■ réservée ■ titulaires
d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou ■ de Prépa.

3^{ème} CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission ■ réservée ■ diplômés ■ l'enseignement
supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise) ■
■ à ■ jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement
22 avril ■
Date limite ■ dépôt ■
8 avril ■



IGS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

Établissement privé d'enseignement supérieur

Dossier ■ candidature
■ brochure détaillée (en
présentant le cycle) à
IGS, 63, Avenue ■ Villiers
75017 PARIS.

Le Monde de l'économie

En marge des tensions commerciales internationales

Le débat sur les échanges de services est engagé

En dépit des engagements pris lors du chapitre lors de la conférence ministérielle du GATT en novembre dernier à Genève, le problème des échanges internationaux de services reste d'actualité. L'Administration Reagan l'a en effet inscrit à l'ordre du jour des réunions discrètes qu'elle prend, depuis quelques

semaines, avec ses principaux partenaires du monde industrialisé, en vue de renforcer et d'élargir le rôle de l'accord international sur les tarifs douaniers et le commerce, le GATT, qui, depuis trente-cinq ans, demeure le forum pour l'essentiel des produits manufacturés. De son côté, le secrétariat de la Conférence des

Nations unies sur le commerce et le développement vient de consacrer aux échanges de services un important document d'analyse dans la perspective de la sixième Assemblée générale quadri-annuelle de la conférence (CNUCED VI) qui se tiendra à Belgrade du 6 au 30 juin.

AVEC une valeur globale de quelque 100 milliards de dollars, les échanges internationaux de services représentent environ 20 % du produit mondial brut. Leur croissance ne résulte pas seulement de la progression du « tertiaire » dans les pays industrialisés : le développement de la décolonisation et d'industrialisation, parfois très rapide, des pays en développement y a aussi sa part, ainsi que l'extension du tourisme à l'échelle mondiale.

Ces grands échanges ont fait l'objet d'une réalité plus déterminante, encore, tellement simple qu'elle est inaperçue jusqu'à ce qu'elle soit perturbée. Les services jouent dans l'ensemble des relations économiques un rôle qu'un des meilleurs experts américains en la matière, M. Ronald Shephard, dans un ouvrage fondamental (1), a pu assimiler à celui des lubrifiants.

Une importation de marchandises qui n'implique, en effet, des services de transport, d'assurance, d'entreposage, etc., compte par ailleurs, par exemple, un contrat portant sur des biens d'équipement perfectionnés que n'accompagnent des services d'ingénierie, d'entretien ou de formation professionnelle ; un achat d'ordinateur qui n'implique pas une installation à l'étranger que ne doivent suivre les services techniques, bancaires, comptables, juridiques et publicitaires des fournisseurs habituels de la maison mère en la matière.

Tous les pays du monde, quel que soit leur degré de développement, n'en opposent pas aux importations des services des restrictions (2) d'autant plus difficiles à inventer qu'elles résultent de préoccupations beaucoup plus générales (quoique à l'occasion, visent telle branche en particulier).

Des restrictions dans tous les pays

Ces entraves s'imbriquent aussi de façon plus complexe : les appareils législatifs et réglementaires nationaux que les tarifs douaniers et les contingents appliqués aux marchandises. C'est ainsi, par exemple, la sécurité nationale (qui joue un rôle dans le cabotage que de certaines activités bancaires), ou le souci de préserver la balance des paiements est invoqué par un certain nombre de pays (dont dix de l'O.C.D.E., France comprise) pour pratiquer un contrôle des échanges qui a pour effet de restreindre les importations, y compris des services.

C'est dans le même esprit qu'une quarantaine de pays en développement restreignent les rapatriements de bénéfices, dividendes et intérêts ; ce qui, avec des mesures plus spécifiques telles que la limitation des prises de participation étrangères ou les contingents de personnel d'origine étrangère, décourage la création de filiales locales par les groupes bancaires, financiers, hôteliers etc. d'origine étrangère, pour favoriser le secteur tertiaire.

Les pays tiers-monde n'admettent souvent les importations de services que dans la mesure où elles favorisent leur croissance et leur développement, tout en

conscient de l'impact favorable que peut avoir, sur le plan technique, les transferts de technologie qu'elles peuvent entraîner à l'occasion. Il apparaît même que, au fur et à mesure qu'ils amplifient des techniques de plus en plus avancées, ces pays s'attachent progressivement à importer des services. Les pays industrialisés, eux, ont même le processus de la croissance mondiale. Mais il ne s'agit là que d'un pis-aller pour un tiers-monde qui cherche à tout à la fois à protéger ses industries naissantes et à préserver la balance des paiements. Il est en fait, en dépit des surcoûts de coûts et de la moindre qualité des prestations qui peuvent en découler pour les consommateurs.

Attitudes opposées des États-Unis et de la France

Les champions du libre-échange, en revanche, à commencer par les États-Unis (où le secteur tertiaire représente près de 60 % du P.N.B.), s'en tiennent à la logique traditionnelle de la division internationale du travail. Basé des avantages comparatifs, y voit que la loi du plus fort. M^{me} Edith Cresson se montre-t-elle plus sensible à leurs arguments que son prédécesseur ? Toujours est-il que M. Michel Jobert, sans nier la position très favorable de la France aux « invisibles » (voir le tableau), avait donné, à la conférence du GATT, l'impression que, pour les autorités françaises, les difficultés des échanges de produits primaires et manufacturés revêtaient un caractère plus urgent qu'une éventuelle libéralisation des échanges de services.

C'est à la suite des pressions très vives exercées par le ministre français de son partenaire en faveur de la « neutralité » de la Communauté européenne sur ce sujet que les États-Unis, les seuls pays en développement, n'ont obtenu ce qu'ils considéraient comme un minimum, à savoir la tenue, sous l'égide du GATT, d'un programme international d'étude, auquel la France s'est elle-même vigoureusement opposée au début.

Pour les États-Unis, il apparaît vital d'assurer à un secteur tertiaire prédominant et en pleine expansion des débouchés supplémentaires à l'étranger, en exploitant largement leur avantage comparatif et les économies d'échelle. Leurs industries de services, notamment, ont un maximum leurs ressources, contribuant par là même et tout à la fois au processus d'ajustement à une croissance non inflationniste. C'est pourquoi le gouvernement américain, qui se consacre avec ses principaux partenaires dans l'Organisation des États-Unis, à la mise en œuvre de la réglementation d'inspiration GATT des échanges internationaux de services, sous la forme, éventuellement, de négociations bilatérales par branche.

Pour le moment, les États-Unis ne se contentent pas de négocier, en particulier à Genève, d'engager individuellement des négociations sur des secteurs tertiaires nationaux. Le fait est qu'ils ont précédé la négociation multilatérale du GATT des échanges internationaux de services, sous la forme, éventuellement, de négociations bilatérales par branche.

FRANÇOIS FERRÉ, journaliste.

- (1) Beyond International Trade: A Commentary on the Global Service Economy, New York, 1982.
(2) CNUCED VI, C.E.E. : les faits plus nombreux que ceux des pays de l'A.S.E.A.N.

SERVICES

ET « INVISIBLES »

- Services « transférables » :
- assurances, passages et fret maritimes et aériens ;
- location de films ;
- réassurances ;
- redevances et contrats (franchises, etc.) ; communications.
- Tourisme.
- Revenus d'investissements :
- investissements directs (filiales) ;
- investissements de portefeuille ;
- intérêts sur prêts bancaires.

En ajoutant notamment les transferts des migrants, on obtient le montant total des échanges dits « invisibles ».

RECETTES « INVISIBLES » DES CINQ « GRANDS » DU COMMERCE MONDIAL EN 1980

	Revenus d'investissements	Total recettes	Part dans total des recettes à l'exportation
	(En milliards de dollars)		(en %)
ÉTATS-UNIS	73,4	106	19,3
FRANCE	18,2	59,9	26,7
ROYAUME-UNI	16,6	49,9	24,2
R.F. D'ALLEMAGNE	9,2	41,5	25,3
JAPON	7,2	26,1	25,3

Source : Committee on Invisible Exports, Londres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE

DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL

Construction du barrage de Fontaine des Gazelles sur l'Oued EL HAI (Wilaya de Biskra)

Le Ministère de l'Hydraulique - Direction Générale des Infrastructures Hydrauliques lance un Appel d'Offre Ouvert National et International pour la construction du barrage de Fontaine des Gazelles sur l'Oued EL HAI (Wilaya de Biskra).

Les Offres objet du présent Appel d'Offres sont les suivantes :

1. - Excavations 324 000 m³
2. - Remblais 1 300 000 m³
3. - Béton 75 000 m³
4. - Forages et Injections 30 000 ml

Les entreprises intéressées peuvent retirer le dossier et s'adresser au Ministère de l'Hydraulique (Direction Générale des Infrastructures Hydrauliques - D.I.M.T. - KOUBA - ALGER, avant la date du 30 avril 1983.

Les Offres doivent être conformes aux conditions de l'avis et à la réglementation en vigueur, notamment la circulaire N° 111 du 4 mai 1981, du Ministère du Commerce, devront parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse suivante : Ministère de l'Hydraulique - Direction Générale de l'Administration, Bureau des Marchés - KOUBA - ALGER.

Avec la mention « ne pas ouvrir » : Appel d'Offres pour la construction du barrage de Fontaine des Gazelles.

La date limite de dépôt des offres est fixée au 31 juillet 1983, à 11 heures.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs Offres pendant 120 jours.

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

JEUNES CADRES JEUNES DIPLÔMÉS

Ingénieurs, juristes, économistes, scientifiques, littéraires, chimistes, po, médecins, pharmaciens... si vous souhaitez valoriser votre diplôme et votre expérience professionnelle par une formation au management des entreprises pour réaliser une carrière intéressante, l'ISA doit vous convaincre.

• Date limite de dépôt des candidatures en vue de la rentrée de septembre 1983 : lundi 30 mai.

Réunions d'information

- Avec le Directeur de l'Institut d'anciens ISA :
- Mardi 19 avril à 18 h. 30
- Maison de l'Amérique Latine 217, Bd Saint-Germain - Paris 7^{ème} (Métro Bac)
- Samedi 23 avril à 10 heures
- Campus ISA de Jouy-en-Josas (78350) (sortie Vauhallan sur l'autoroute de Chartres)

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
10, rue JOURNÉE-JOSAS - TEL. (1) 956 80 00 POSTE 111
UNIVERSITÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-SA-OF)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation retournez-nous ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom
Rue N°
Code postal Ville
Diplôme
Expérience professionnelle

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film 35 mm - 16 mm - 8 mm - 12 mm - 18 mm - 24 mm - 35 mm - 45 mm - 54 mm - 65 mm - 76 mm - 86 mm - 96 mm - 106 mm - 116 mm - 126 mm - 136 mm - 146 mm - 156 mm - 166 mm - 176 mm - 186 mm - 196 mm - 206 mm - 216 mm - 226 mm - 236 mm - 246 mm - 256 mm - 266 mm - 276 mm - 286 mm - 296 mm - 306 mm - 316 mm - 326 mm - 336 mm - 346 mm - 356 mm - 366 mm - 376 mm - 386 mm - 396 mm - 406 mm - 416 mm - 426 mm - 436 mm - 446 mm - 456 mm - 466 mm - 476 mm - 486 mm - 496 mm - 506 mm - 516 mm - 526 mm - 536 mm - 546 mm - 556 mm - 566 mm - 576 mm - 586 mm - 596 mm - 606 mm - 616 mm - 626 mm - 636 mm - 646 mm - 656 mm - 666 mm - 676 mm - 686 mm - 696 mm - 706 mm - 716 mm - 726 mm - 736 mm - 746 mm - 756 mm - 766 mm - 776 mm - 786 mm - 796 mm - 806 mm - 816 mm - 826 mm - 836 mm - 846 mm - 856 mm - 866 mm - 876 mm - 886 mm - 896 mm - 906 mm - 916 mm - 926 mm - 936 mm - 946 mm - 956 mm - 966 mm - 976 mm - 986 mm - 996 mm - 1006 mm - 1016 mm - 1026 mm - 1036 mm - 1046 mm - 1056 mm - 1066 mm - 1076 mm - 1086 mm - 1096 mm - 1106 mm - 1116 mm - 1126 mm - 1136 mm - 1146 mm - 1156 mm - 1166 mm - 1176 mm - 1186 mm - 1196 mm - 1206 mm - 1216 mm - 1226 mm - 1236 mm - 1246 mm - 1256 mm - 1266 mm - 1276 mm - 1286 mm - 1296 mm - 1306 mm - 1316 mm - 1326 mm - 1336 mm - 1346 mm - 1356 mm - 1366 mm - 1376 mm - 1386 mm - 1396 mm - 1406 mm - 1416 mm - 1426 mm - 1436 mm - 1446 mm - 1456 mm - 1466 mm - 1476 mm - 1486 mm - 1496 mm - 1506 mm - 1516 mm - 1526 mm - 1536 mm - 1546 mm - 1556 mm - 1566 mm - 1576 mm - 1586 mm - 1596 mm - 1606 mm - 1616 mm - 1626 mm - 1636 mm - 1646 mm - 1656 mm - 1666 mm - 1676 mm - 1686 mm - 1696 mm - 1706 mm - 1716 mm - 1726 mm - 1736 mm - 1746 mm - 1756 mm - 1766 mm - 1776 mm - 1786 mm - 1796 mm - 1806 mm - 1816 mm - 1826 mm - 1836 mm - 1846 mm - 1856 mm - 1866 mm - 1876 mm - 1886 mm - 1896 mm - 1906 mm - 1916 mm - 1926 mm - 1936 mm - 1946 mm - 1956 mm - 1966 mm - 1976 mm - 1986 mm - 1996 mm - 2006 mm - 2016 mm - 2026 mm - 2036 mm - 2046 mm - 2056 mm - 2066 mm - 2076 mm - 2086 mm - 2096 mm - 2106 mm - 2116 mm - 2126 mm - 2136 mm - 2146 mm - 2156 mm - 2166 mm - 2176 mm - 2186 mm - 2196 mm - 2206 mm - 2216 mm - 2226 mm - 2236 mm - 2246 mm - 2256 mm - 2266 mm - 2276 mm - 2286 mm - 2296 mm - 2306 mm - 2316 mm - 2326 mm - 2336 mm - 2346 mm - 2356 mm - 2366 mm - 2376 mm - 2386 mm - 2396 mm - 2406 mm - 2416 mm - 2426 mm - 2436 mm - 2446 mm - 2456 mm - 2466 mm - 2476 mm - 2486 mm - 2496 mm - 2506 mm - 2516 mm - 2526 mm - 2536 mm - 2546 mm - 2556 mm - 2566 mm - 2576 mm - 2586 mm - 2596 mm - 2606 mm - 2616 mm - 2626 mm - 2636 mm - 2646 mm - 2656 mm - 2666 mm - 2676 mm - 2686 mm - 2696 mm - 2706 mm - 2716 mm - 2726 mm - 2736 mm - 2746 mm - 2756 mm - 2766 mm - 2776 mm - 2786 mm - 2796 mm - 2806 mm - 2816 mm - 2826 mm - 2836 mm - 2846 mm - 2856 mm - 2866 mm - 2876 mm - 2886 mm - 2896 mm - 2906 mm - 2916 mm - 2926 mm - 2936 mm - 2946 mm - 2956 mm - 2966 mm - 2976 mm - 2986 mm - 2996 mm - 3006 mm - 3016 mm - 3026 mm - 3036 mm - 3046 mm - 3056 mm - 3066 mm - 3076 mm - 3086 mm - 3096 mm - 3106 mm - 3116 mm - 3126 mm - 3136 mm - 3146 mm - 3156 mm - 3166 mm - 3176 mm - 3186 mm - 3196 mm - 3206 mm - 3216 mm - 3226 mm - 3236 mm - 3246 mm - 3256 mm - 3266 mm - 3276 mm - 3286 mm - 3296 mm - 3306 mm - 3316 mm - 3326 mm - 3336 mm - 3346 mm - 3356 mm - 3366 mm - 3376 mm - 3386 mm - 3396 mm - 3406 mm - 3416 mm - 3426 mm - 3436 mm - 3446 mm - 3456 mm - 3466 mm - 3476 mm - 3486 mm - 3496 mm - 3506 mm - 3516 mm - 3526 mm - 3536 mm - 3546 mm - 3556 mm - 3566 mm - 3576 mm - 3586 mm - 3596 mm - 3606 mm - 3616 mm - 3626 mm - 3636 mm - 3646 mm - 3656 mm - 3666 mm - 3676 mm - 3686 mm - 3696 mm - 3706 mm - 3716 mm - 3726 mm - 3736 mm - 3746 mm - 3756 mm - 3766 mm - 3776 mm - 3786 mm - 3796 mm - 3806 mm - 3816 mm - 3826 mm - 3836 mm - 3846 mm - 3856 mm - 3866 mm - 3876 mm - 3886 mm - 3896 mm - 3906 mm - 3916 mm - 3926 mm - 3936 mm - 3946 mm - 3956 mm - 3966 mm - 3976 mm - 3986 mm - 3996 mm - 4006 mm - 4016 mm - 4026 mm - 4036 mm - 4046 mm - 4056 mm - 4066 mm - 4076 mm - 4086 mm - 4096 mm - 4106 mm - 4116 mm - 4126 mm - 4136 mm - 4146 mm - 4156 mm - 4166 mm - 4176 mm - 4186 mm - 4196 mm - 4206 mm - 4216 mm - 4226 mm - 4236 mm - 4246 mm - 4256 mm - 4266 mm - 4276 mm - 4286 mm - 4296 mm - 4306 mm - 4316 mm - 4326 mm - 4336 mm - 4346 mm - 4356 mm - 4366 mm - 4376 mm - 4386 mm - 4396 mm - 4406 mm - 4416 mm - 4426 mm - 4436 mm - 4446 mm - 4456 mm - 4466 mm - 4476 mm - 4486 mm - 4496 mm - 4506 mm - 4516 mm - 4526 mm - 4536 mm - 4546 mm - 4556 mm - 4566 mm - 4576 mm - 4586 mm - 4596 mm - 4606 mm - 4616 mm - 4626 mm - 4636 mm - 4646 mm - 4656 mm - 4666 mm - 4676 mm - 4686 mm - 4696 mm - 4706 mm - 4716 mm - 4726 mm - 4736 mm - 4746 mm - 4756 mm - 4766 mm - 4776 mm - 4786 mm - 4796 mm - 4806 mm - 4816 mm - 4826 mm - 4836 mm - 4846 mm - 4856 mm - 4866 mm - 4876 mm - 4886 mm - 4896 mm - 4906 mm - 4916 mm - 4926 mm - 4936 mm - 4946 mm - 4956 mm - 4966 mm - 4976 mm - 4986 mm - 4996 mm - 5006 mm - 5016 mm - 5026 mm - 5036 mm - 5046 mm - 5056 mm - 5066 mm - 5076 mm - 5086 mm - 5096 mm - 5106 mm - 5116 mm - 5126 mm - 5136 mm - 5146 mm - 5156 mm - 5166 mm - 5176 mm - 5186 mm - 5196 mm - 5206 mm - 5216 mm - 5226 mm - 5236 mm - 5246 mm - 5256 mm - 5266 mm - 5276 mm - 5286 mm - 5296 mm - 5306 mm - 5316 mm - 5326 mm - 5336 mm - 5346 mm - 5356 mm - 5366 mm - 5376 mm - 5386 mm - 5396 mm - 5406 mm - 5416 mm - 5426 mm - 5436 mm - 5446 mm - 5456 mm - 5466 mm - 5476 mm - 5486 mm - 5496 mm - 5506 mm - 5516 mm - 5526 mm - 5536 mm - 5546 mm - 5556 mm - 5566 mm - 5576 mm - 5586 mm - 5596 mm - 5606 mm - 5616 mm - 5626 mm - 5636 mm - 5646 mm - 5656 mm - 5666 mm - 5676 mm - 5686 mm - 5696 mm - 5706 mm - 5716 mm - 5726 mm - 5736 mm - 5746 mm - 5756 mm - 5766 mm - 5776 mm - 5786 mm - 5796 mm - 5806 mm - 5816 mm - 5826 mm - 5836 mm - 5846 mm - 5856 mm - 5866 mm - 5876 mm - 5886 mm - 5896 mm - 5906 mm - 5916 mm - 5926 mm - 5936 mm - 5946 mm - 5956 mm - 5966 mm - 5976 mm - 5986 mm - 5996 mm - 6006 mm - 6016 mm - 6026 mm - 6036 mm - 6046 mm - 6056 mm - 6066 mm - 6076 mm - 6086 mm - 6096 mm - 6106 mm - 6116 mm - 6126 mm - 6136 mm - 6146 mm - 6156 mm - 6166 mm - 6176 mm - 6186 mm - 6196 mm - 6206 mm - 6216 mm - 6226 mm - 6236 mm - 6246 mm - 6256 mm - 6266 mm - 6276 mm - 6286 mm - 6296 mm - 6306 mm - 6316 mm - 6326 mm - 6336 mm - 6346 mm - 6356 mm - 6366 mm - 6376 mm - 6386 mm - 6396 mm - 6406 mm - 6416 mm - 6426 mm - 6436 mm - 6446 mm - 6456 mm - 6466 mm - 6476 mm - 6486 mm - 6496 mm - 6506 mm - 6516 mm - 6526 mm - 6536 mm - 6546 mm - 6556 mm - 6566 mm - 6576 mm - 6586 mm - 6596 mm - 6606 mm - 6616 mm - 6626 mm - 6636 mm - 6646 mm - 6656 mm - 6666 mm - 6676 mm - 6686 mm - 6696 mm - 6706 mm - 6716 mm - 6726 mm - 6736 mm - 6746 mm - 6756 mm - 6766 mm - 6776 mm - 6786 mm - 6796 mm - 6806 mm - 6816 mm - 6826 mm - 6836 mm - 6846 mm - 6856 mm - 6866 mm - 6876 mm - 6886 mm - 6896 mm - 6906 mm - 6916 mm - 6926 mm - 6936 mm - 6946 mm - 6956 mm - 6966 mm - 6976 mm - 6986 mm - 6996 mm - 7006 mm - 7016 mm - 7026 mm - 7036 mm - 7046 mm - 7056 mm - 7066 mm - 7076 mm - 7086 mm - 7096 mm - 7106 mm - 7116 mm - 7126 mm - 7136 mm - 7146 mm - 7156 mm - 7166 mm - 7176 mm - 7186 mm - 7196 mm - 7206 mm - 7216 mm - 7226 mm - 7236 mm - 7246 mm - 7256 mm - 7266 mm - 7276 mm - 7286 mm - 7296 mm - 7306 mm - 7316 mm - 7326 mm - 7336 mm - 7346 mm - 7356 mm - 7366 mm - 7376 mm - 7386 mm - 7396 mm - 7406 mm - 741

NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

ESTER BOSERUP. - La Femme face au développement économique.

Sur un sujet aussi important que peu exploré scientifiquement, la célèbre économiste et sociologue danoise, qui a si bien mis en évidence, particulièrement en Afrique, les effets, presque les vertus, des obstacles à la création, montre ici le rôle que jouent, ou peuvent jouer, les femmes dans le développement. L'auteur, en Afrique noire, se gardant d'oublier que le progrès est au départ, destructeur.

En situation de départ, les femmes ajoutent à leurs tâches ménagères une part importante, parfois même prépondérante, des travaux agricoles, l'homme étant occupé par la culture de la forêt. Cette importance de l'activité féminine donne à la polygamie une explication, sinon une justification économique. Et, paradoxalement, les campagnes en faveur de la limitation des naissances peuvent s'avérer dangereuses pour la femme : toujours le destructeur du progrès.

Le paradoxe d'ailleurs, dans ce domaine complexe, c'est ainsi que, loin d'avancer la femme, on pourrait le croire l'introduction d'outils ou de machines, limitant l'effort, joue contre elle, l'homme est le premier à bénéficier de la seule s'en servir.

Plus délicat encore, et non moins complexe, le rôle de la femme dans la ville, voire dans l'usine. Cette fois encore, c'est l'homme qui en profite en priorité.

Il y a, certes, des villes qui font des études supérieures, mais c'est une minorité, surtout en Afrique (10 % du total des étudiants) et en Asie (25 %). Au débouché, les femmes n'ont que difficilement accès au paradiis de l'administration. On ne retrouve davantage que le commerce, l'industrie, la santé (exode fréquent d'infirmières vers des pays plus riches).

L'affranchissement de la femme est-il plus ou moins rapide que l'homme ? La femme européenne à travers les mêmes phases ? On peut citer des exemples dans

un sens et l'autre, classiques que soient les difficultés.

Une remarquable étude scientifique, accompagnée de nombreux tableaux de lecture. Lecture très recommandée.

PUF. - Sociologues d'aujourd'hui. Paris 1982. 215 p. 315 pages.

D. ROUX. - Analyse économique de l'entreprise. Tome 2.

Nous déboucheons d'entrée sur les théories de la valeur, exercice bien classique, peut-être pour assouplir notre esprit.

Plus concrètes, les vues sur l'élasticité de la consommation selon le prix et selon le revenu - le chemin a été parcouru depuis Engels. Retiennent, en particulier, l'attention les tableaux sur l'élasticité de la demande, selon A. Fouquet, certes classiques, mais peu à trouver, lorsque le s'en fait sentir.

Ces vues, contrariées par les théories nouvelles, moins nouvelles, fatalement au détriment de la clarté (E. Lancaster, H. Leibenstein, Veblen, P. Bourdieu, J. Baudrillard, etc.). Nous même Labiche (non cité, cependant) sa "poudre aux yeux".

De la demande à la branche, nous passons à la demande de la firme, cheminement qui conduit, l'idée d'image déplaçante, à l'autre bout de la ligne, où nous trouvons les soucis de l'entreprise, maximisation du profit, lancement, gestion financière, etc.

Quitte la marchandise, nous passons à la revue des diverses opinions sur le facteur humain dans l'entreprise, notamment les théories sur le capital humain. Seuls sont présentés les divers écrits, Etats-Unis, la question, incomplets, mais ils ont fait intervenir au passif la valeur actualisée des consommations futures de l'homme, ignorent, par conséquent, le point critique où s'annule la valeur de l'homme pour la société.

Nous terminons sur des théories comportementales de l'organisation, dépassées elles aussi, mais précises en fin d'ouvrage.

Quelques mots, enfin, trop brefs, sur la participation, l'autogestion et la cogestion.

Dunod. Paris 1983. 322 p. 24 cm. 75 F.

PIERRE LENAIN. - La Régression sociale.

Un titre singulier, mais pour un ouvrage paru deux mois avant le plan rigoureux en cours d'application. Forte critique de la politique ou, plus exactement, de ses résultats, dans un ordre contestable : saisissante énumération des moyens politiques de diminuer le niveau de vie, mais description moins convaincante des motifs, le commerce extérieur n'étant, en particulier, mis à sa place.

Toute la partie est très fébrile, une rédaction si rapide, que le style s'en ressent, chargé d'émotion et d'affectifs, ainsi que d'expressions scientifiques, telles que : "bureaucratie".

En avançant, l'ouvrage gagne cependant en sérieux, du moins dans la seconde partie, consacrée au chômage : n'est pas une politique de plein emploi que nous propose le professeur de l'Institut d'études politiques, mais plutôt une façon de gérer le mal. La dégradation de la santé des chômeurs (causes et conséquences) attire justement l'attention.

Cinq chapitres, dont le premier porte sur le curieux rapport de Pierre Giraud, dans le cadre de la préparation (précédent) IX^e Plan. Evocation troublante mais incertaine des privilèges, droits acquis, etc., sans choix précis entre morale et efficacité.

Un réquisitoire à mettre au point.

Economica. Paris, 1983. 30 cm. 125 pages. 35 F.

FRANCK AURIAC. - Système économique et espace. Le vignoble languedocien.

La préface d'un ouvrage est une ouverture, un clef pour pénétrer dans un sujet traité, cette fois, à l'inverse, il mieux, semble-t-il, se plonger jusqu'au pour bien saisir, ensuite, une préface

peu concise. Nous nous trouvons, il est vrai, comme le suggère le titre, devant deux compléments, l'un relatif au problème viticole, bien traité, l'autre à l'appel à la théorie de l'espace, apparentée à l'épître et à l'analyse des systèmes. De ce fait, le vocabulaire est un peu commun, par exemple : "c'est ce qu'à l'ensemble des modalités de reproduction du capital s'affirme le mieux la spatialité différentielle qu'il est possible d'incorporer bien dans la potentialisation de la spatialisation..." etc. Il n'est certain que, même en s'aidant de l'annexe explicative, les viticulteurs suivent ici leur défendeur.

"Valeurs vitre et pots !" (Nous voulons vivre au pays !). Ce souhait, bien clair, lui, se conforme à des désirs de l'annexe (Place Beauvau, devrait, toutefois, s'accompagner de précisions sur le mode de la vie. Le canal du Languedoc n'a provoqué les changements de culture prévus par son promoteur, même parfois servi, est-il indiqué ici, à irriguer des vignes, au profit, sans doute, de leur propriétaire, mais sûrement de l'ensemble des viticulteurs.

Très riche, toujours attachant, l'exposé fondamental présente bien les aspects économiques du problème. En passant, le caractère destructeur de la distillation (sans toutefois en chiffrer le coût national), ainsi que l'opposition que les saines réformes imposent, de la part de titulaires de situation. La solution ne résultera-t-elle donc que du vieillissement de la population paysanne, d'ailleurs souligné ? Entre-temps, à travers les multiples règlements qui s'entrecroisent, les hommes, les ménages, les chemins, les vignes, les plantes à servir au grillage.

Paissance publique, groupements producteurs, individus, les trois forces en présence, dans cette tragédie classique à peu près centenaire, sont présentes.

Annexe. Bibliographie de l'IFM.

Geographie 3. E. Paris, 1983. 24 cm. 211 pages. 95 F.

CHARLES BETTELHEIM. - Les Luttes de classes en U.R.S.S. Troisième période 1930-1941. Les dominants.

C'est le deuxième tome de la troisième période : rappelons que le premier a porté sur les années 1917 à 1923, et le deuxième sur les années 1923 à 1930. Quant au premier tome de cette troisième période, il avait pour sujet : "Les dominés".

Le plus confirmé peut-être de nos marxistes à l'école de courage et de franchise, en matière de certain nombre de faits et d'évolutions, moins bien perçus antérieurement, les révélations sur les exactions de Staline, le conflit sino-soviétique et le souci scientifique de pénétrer le réel ont ajouté leurs effets.

Nous ne retenons ici que les aspects économiques de cette époque, si accablante sur le plan politique : le mode de production socialiste concernait, selon Staline, une nouvelle étape et non une phase de transition précédant, l'optique classique, la société communiste.

Propriété individuelle et planification étatique sont les deux aspects de cette époque, le progrès des moyens de production ayant priorité sur la satisfaction des besoins (accumulation). Les prises de conscience logiques des conséquences économiques ; autrement dit, remarque l'auteur, les vies économiques servent à justifier les décisions du pouvoir. Cette thèse s'écrit naturellement une classe nouvelle, qui aboutit à la nomenclature.

En fin d'ouvrage, nous avons vu sur les crises cycliques et surtout la crise structurelle. Parmi les quelques résolutions, parmi lesquels la faiblesse de l'agriculture et la montée de la mortalité, inférieure.

Bibliographie périodiques et d'ouvrages.

Seuil, Maspero, Paris, 1983. cm. p. 115 F.

DAFSA vient de publier dans le cadre de sa collection

ANALYSES DE SECTEURS

un ouvrage

LES GRANDES SOCIÉTÉS D'ARMEMENT DANS LE TRANSPORT MARITIME INTERNATIONAL

L'évolution récente du monde des transports maritimes a été caractérisée par une double tendance : d'une part, la décadence (tant au niveau des navires qu'en matière d'investissement), et d'autre part, l'essor des sociétés d'armement.

Dans le domaine du transport pétrolier, on constate l'apparition des armements d'Etat des pays producteurs et un mouvement de désintégration des armements indépendants ; d'autre part, dans le transport des autres marchandises, les armements des pays à économie planifiée et du Sud-Est asiatique remanient au cours, notamment dans le trafic de ligne, les oligopolies (conférences et consortiums) par des taux de fret très bas.

Cette situation s'est traduite par :
- Une surcapacité croissante (1/3 de la flotte en 1981 contre 1/5^e en 1977) et surtout au niveau de la flotte des pétroliers et des vraquiers ;
- un vieillissement des flottes des pays maritimes.

Dans ce contexte, les armements ont réagi différemment :
- les armements de type financier ont poursuivi une politique de croissance à long terme (notamment les armements de Hongkong, japonais et américains) et ont pu ainsi conserver un assez bon niveau de résultats ;
- les armements de type industriel ont réagi dans trois directions :

- réduction des flottes possédées et recours à l'affrètement, ce qui a entraîné une baisse de l'emploi ; cette politique, assez généralement menée, a été particulièrement nette chez les armements japonais ;
- accentuation de la diversification dans les domaines proches du transport maritime (offshore), le long de la filière transport (commerce, stockage, maintenance) ou dans d'autres secteurs (acier essentiellement) ; une voie a été suivie par les armements d'Europe du Nord (Grande-Bretagne, Allemagne, navie, R.F.A., Benelux) ;
- enfin, modification structurelle de la flotte (avec la croissance de la part des navires porte-conteneurs, rouliers et spécialisés), notamment pour les armements de ligne.

Près de quarante sociétés ont été analysées. Bien qu'il soit malaisé de présenter la synthèse d'une information aussi dense, on peut néanmoins dégager trois types de situation :

- Pour les armements japonais, la très forte croissance de leur activité de transport maritime au cours des exercices 1979/1980 et 1980/1981 a entraîné une amélioration des ratios de gestion et, malgré un recours accru à l'affrètement, une amélioration de l'équilibre financier ;
- pour les armements d'Europe du Nord, de plus en plus diversifiés, l'amélioration des résultats à partir de 1979 s'est accompagnée d'une diversification caractéristique des activités propres au transport maritime qui est : un fort investissement dans le capital, un taux d'investissement élevé, une marge de contribution élevée ;
- pour les armements américains, la rigidité de leur structure d'activité n'a pas favorisé la croissance de leur secteur industriel ainsi que l'augmentation des frais financiers pesant fortement sur les résultats.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bergère, 75009 PARIS - Tél. : (1) 523-19-19, au prix de : 7 000 F HT - 7 490 F TTC.

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé en collaboration avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion, (2 ans à Paris, 1 an aux États-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales.

Renseignements : IFAM, 11 rue Viète 75017 Paris, Tél. 723.67.48
Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom : _____
Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____

Magneti Marelli.
Les 1000 et une bougies par minute deviennent une réalité. A Bagdad.

Il est comme dans d'autres Pays du monde Magneti Marelli est le symbole des bougies et des systèmes électroniques d'allumage. La réalisation de l'établissement "produit en main" de Bagdad est une manifestation ultérieure de la confiance mise de notre entreprise, de la haute technologie de ses projets et de sa production, de sa capacité de des comm des se chiffrant à des millions et de travailler avec des partenaires hautement qualifiés.

Magneti Marelli
une leadership reconnue

Établissement en Irak
Industrial Area Complex
Bagdada-Bagdad

5.000 m²
une production
de 1000
bougies par an
projet
technologie
formation
production
Magneti Marelli

...une équipe de spécialistes

Sakamura Machine Co., Ltd.
presses pour l'emballage à froid

GIOVANNI BONOTTO
transfert, lavage et essai

GRUPPO BERNINI
lignes automatiques d'emballage

MAGNETI MARELLI
équipements mécaniques et de traitement des eaux

GILDEMEISTER
tours automatiques

MAGNETI MARELLI
Contribution technologique au progrès du moteur partout

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

Comment a eu
Où en sera le
Quelles seront

هكذا من الأصل

Comment a évolué le cours du cuivre depuis 1978 ?

Où en sera le cash-flow en 1983 ?

Quelles seront nos ventes en Australie en 1985 ?

**L'informatique décisionnelle CISI
vous donne les réponses.**

Aujourd'hui, tout responsable ■ pose ce type de questions. Prendre des décisions devient de plus en plus complexe, compte tenu de l'abondance des informations et de la nécessité de prévoir. Pour résoudre ces problèmes, CISI, grâce à son grand nombre d'outils informatiques, vous propose des solutions sûres, adaptées à votre cas concret et la possibilité de tester les résultats avant toute décision définitive.

Qu'il s'agisse ■ de banques de données, de modèles de gestion financière, de gestion de personnel ou de marketing, l'expérience variée des ingénieurs de CISI vous permet d'obtenir des réponses fiables avec des produits, des systèmes et des matériels performants.

Ses nombreuses références, son savoir-faire font de CISI un spécialiste reconnu dans tous les secteurs de l'informatique décisionnelle.



L'INFORMATIQUE EN ACTION.



tion du
royages.
au et les
par ■
L. Faut-il
signe de
versée
France,
ecettes
l'entre-
son

ut donc
rés de
2,6 mil-
ar.
élopée
as sans
upren-
tion et
reprise.
nations
e 1982
emplois
nés du
ente-
pui, à
lécem-
t. Les
une
maires
basses

station
5) à
5 %
ivité a
m l'an
on de

roduc-
orque
t clai-
a pro-
deux
isque
si et
nains,
rela-
est la
aussi
ns de
ment
a un
tage :

sem-
P. les
laque
les
s de
pour
le de

qu'il
l'hui
ment
se de
mble
gou-
une
tra-
ique
pou-
lou-
is.
iné-
tes,
au
les
lan-
est
les

OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. D'IMM. CAPITAUX	151	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mètre carré	Le mètre carré
OFFRES D'EMPLOI	43,40	61,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressif selon surface du nombre de prestations.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

ÉDITIONS NATIONALES et INTERNATIONALES



Directeur général

Strasbourg

Développement commercial - Cette jeune filiale française d'un laboratoire anglo-saxon appartenant à l'une des plus grosses entreprises mondiales de l'industrie pharmaceutique est en pleine expansion et réalise déjà plusieurs dizaines de millions de francs de chiffre d'affaires. En raison d'une récente promotion à l'étranger du précédent titulaire, elle recherche un directeur général, rattaché à la direction internationale aux USA. Le candidat sera essentiellement la stratégie de développement commercial, le planning, l'animation d'une jeune équipe performante, sur le terrain et dans les fonctions administratives, le suivi de la gestion et les relations publiques. Nous recherchons un homme plus de 35 ans, diplômé d'études supérieures, et ayant une expérience d'environ 10 ans dans des fonctions commerciales ou marketing, et si possible déjà à la tête d'un centre de profit, dans un domaine d'activité proche (pharmacie, para-pharmacie, cosmétiques, etc.). Il doit impérativement parler l'anglais couramment et être mobile pour des déplacements occasionnels de courte durée et surtout pour une évolution à moyen terme dans les autres filiales du groupe. La rémunération est ouverte à la compétence et au potentiel de l'entreprise. Ecrire à D. HATT. Réf. A.6182M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Naples - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur commercial et marketing

Machinisme agricole

Grande ville universitaire sud Paris - Cette filiale française de fabrication et de commercialisation d'équipements agricoles (85 millions de francs-115 personnes), filiale d'un grand groupe européen (chiffre d'affaires : 3 milliards de francs-4200 personnes), est renommée pour la qualité de sa gamme de matériels, en particulier dans le domaine du travail du sol. Elle recherche, pour son développement actuel, son développement commercial et marketing. Profil du directeur général, et en même temps fonctionnelle avec le responsable marketing de la maison-mère, il assume la responsabilité du marketing (produits, tarifs, communication, distribution...) et des relations avec les clients étrangers du groupe (animation des forces de vente, élaboration des budgets, suivi des ventes, réseaux de distribution...). Ce poste comprendra un itinéraire de travail au moins, la formation supérieure (Agro, ESCA, etc.), possédant une expérience de marketing du monde agricole par la pratique du marketing et la maîtrise de l'équipe d'équipement. Ce poste implique la maîtrise de la langue anglaise. La rémunération est à la hauteur des exigences de la fonction. Ecrire à Ph. LEBLANC. Réf. A.62373M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Naples - Paris - Strasbourg - Toulouse

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS ET EXPÉDITION INTERNATIONALES

Recherche par son siège à :

« UN DIRECTEUR »

Nous recherchons un professionnel expérimenté (diplômé) qui a été contrôlé, sur le terrain, à l'ensemble des problèmes du transport depuis quelques années et en particulier le « RO-RO » entre le Royaume-Uni et le continent V.V. Le candidat doit parler couramment l'anglais.

Envoyer vos candidatures avec C.V. sous pli :
Ecrire à : 75009 LE MONDE P.A.,
services annonces classées,
8, rue des Bateliers - 75009 PARIS.

L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ACTIVITÉS CULTURELLES DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELLINES (78)

SON DIRECTEUR

- Direction d'une équipe pluridisciplinaire de 40 personnes ;
- Expérience approfondie INDISPENSABLE dans les domaines culturels, socio-économiques et associatifs ;
- Pratique de la négociation avec les ministères et les collectivités locales, les financeurs.

Adresser lettre man. et C.V. à M. le Président de l'APASC M.P.T. - 61, rue de la Mairie - 78310 ELANCOURT.



Directeur technique - cameroon

350.000 FF net

Corps et dérivés - Une importante société (200 millions de francs C.F.A. de chiffre d'affaires, 100 personnes) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits dérivés de pétrole recherche son directeur technique. Basé à Yaoundé et placé sous l'autorité de la direction générale, il sera responsable de la bonne marche de 3 divisions : de 3 chaînes de production de savons, d'une chaîne de préparation et de soufflage de détergent en poudre et d'une unité d'extraction de palme et de raffinage, représentant au total un effectif de 370 personnes. Homme clé de la société, il aura la responsabilité de l'ensemble des problèmes de production, de maintenance et d'entretien et sera aidé par ses cadres européens et camerounais. Ce poste peut convenir à un candidat francophone ou bilingue, de formation ingénieur électromécanique ou chimique, et possédant une expérience de direction de production significative, acquise si possible dans le secteur savonnerie - huilerie - fabrique de détergents. La connaissance de l'Afrique est indispensable. La rémunération annuelle s'élève à 350.000 francs français nets assortie des avantages habituels liés à l'exportation. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A.6182M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Naples - Paris - Strasbourg - Toulouse

futur directeur export PAP ENFANT

Avec un chiffre d'affaires de 100 millions de francs, nous sommes l'un des premiers fabricants français sur le marché du vêtement enfant haut-de-gamme. Nos lignes de produits sont commercialisées sous des marques de renommée internationale (45 % de notre chiffre d'affaires est réalisé à l'export). Rattaché au Directeur Commercial, ce poste implique l'application sur le terrain de la politique commerciale. Dans un premier temps, il sera chargé du développement du marché français, le diagnostic et l'approche marketing des marchés étrangers, l'application de la politique commerciale, les prévisions et le suivi des ventes des équipes qu'il devra animer et motiver. Ce poste convient à un homme jeune justifiant d'une expérience de vente de produits de consommation et ayant déjà dirigé une équipe. La connaissance de l'anglais et de l'Anglais est indispensable. Ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger. Si cette proposition vous intéresse, nous vous invitons à adresser votre candidature sous référence 255 83 à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75001 PARIS.



Chantal Baudron, s.a.

ÉMISSION DE SYNTHE

ASSOCIATION GESTIONNAIRE BASE DE LA TRICE

DIRECTEUR (TRICE)

- environ 27 ans ;
- capacité organisation, direction d'équipe ;
- connaissance gestion immobilière et expérience (budget 500 000 F) ;
- expérience administrative, connaissance des procédures ;
- Acceptation d'une forte responsabilité ;
- 100 % F brut mensuel ;
- 65 h/m, r. 75002 Paris

Adresser lettre man. et C.V. et photo à :
Ecrire sous le n° 1000 M
65 h/m, r. 75002 Paris

Directeur de filiale

Secteur automobile

300 000 F +

Voulez-vous devenir notre « managing director » ?
Vous serez mission première chez nous :
Vous autres missions : Importer, stocker, distribuer des pièces automobiles auprès des grossistes de la région Nord.
Voulez-vous nous connaître ?
Groupe anglo-saxon, nous sommes en pleine expansion et déjà bien implantés (Europe, U.S.A., Afrique...).
Si vous êtes bilingue, de formation supérieure (HEC, ESC, Centrale...) et désirez devenir notre partenaire,
Envoyez à notre Conseil qui organisera rapidement une rencontre avec nous.



Rue Van Goyt
Porecette 1116 F4
54058 VILLERIEUX-D'ARCO
Tél. : 03.83.91.36.93

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

recherche

DIRECTEUR DE PROGRAMMES

- Le candidat retenu aura la responsabilité d'opérer les résidences secondaires.
 - Il devra acquérir une bonne connaissance du marché foncier et immobilier du littoral Languedoc-Roussillon et en suivre l'évolution.
 - Il participera au montage des opérations immobilières et administratives concernées.
 - Il sera chargé de la gestion administrative et financière des opérations et représentera le maître d'ouvrage auprès des pouvoirs publics tiers.
 - Il participera à l'élaboration de la politique commerciale et suivra l'évolution.
- Le profil du candidat sera le suivant :
- 30 ans minimum
 - une expérience de 10 ans dans le secteur immobilier
 - formation supérieure
 - Rémunération motivante comportant prime fonction et résultats.
- Adresser lettre man. et C.V. + photo et prétentions à :

urbat

14, avenue Frédéric Mistral
34000 MONTPELLIER

DIRECTEUR D'EXPLOITATION PARIS

Filiale d'une importante société de diffusion spécialisée dans le routage, recherche son directeur technique. Sous l'autorité du Directeur de cette filiale, il aura pour mission d'organiser et de gérer l'exploitation de deux ateliers. Ses responsabilités porteront principalement sur : l'ergonomie, les investissements (implantation, recherche de nouveaux matériels), l'amélioration des gains de productivité, la formation du personnel. Agé de 30 ans minimum, il devra être titulaire d'une école d'ingénieurs (A&M, ICAM, INSA, EN, etc...) et avoir une formation complémentaire en gestion (IAE, ICG) et informatique. Homme de terrain, il sera également un très bon gestionnaire et devra maîtriser les techniques et de l'animation des hommes. Ce poste, comportant des responsabilités importantes, ne pourra être confié qu'à une personnalité affirmée qui, en plus de sa compétence, apportera à l'entreprise une grande disponibilité d'esprit et de son temps.

Adresser C.V. + photo à : 71097 A

Jean WEGBECHER
11, allée de la République
67000 STRASBOURG

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Naples - Paris - Strasbourg - Toulouse

OPPORTUNITÉ POUR UN JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Cette PME, connue, à potentiel ouvert, rattachée à un groupe régional performant. Nous cherchons le No2 de l'entreprise. Adjoint au Directeur Général, il aura à mettre en place et à faire vivre les outils de gestion et les procédures relevant de sa responsabilité propre. Une formation supérieure (Sciences Eco ou Sup de Co) DECS, une vision comptable et 2 ans minimum d'expérience sont souhaités. Merci d'adresser votre CV avec références, photo et indication de salaire au :

CEIP d'Entreprises 5, du Lycée
29210 MORLAIX

Filiale française d'un important groupe international renommée dans le secteur des ÉQUIPEMENTS DE STÉRILISATION pour hôpitaux

DIRECTEUR DES VENTES A L'EXPORTATION

Pour développer principalement ses activités sur les marchés francophones. Connaissance de l'anglais indispensable pour la négociation de contrats à l'étranger et la coordination à l'intérieur du groupe.

Idéal pour personne jeune et dynamique, possédant une formation technique, ayant quelques expériences dans le domaine des ventes à l'export.

Envoyer lettre man. et C.V. sous pli à : M. REGIE-PRESSE, 11 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Centre Hospitalier Franco-Britannique

Hertford British Hospital

RECHERCHE SON DIRECTEUR

Profil : Un homme ou une femme avec une expérience de gestion hospitalière pour un hôpital de 115 lits. Entièrement reconstruit et d'équipements ultra-modernes.

Connaissances : procédure budgétaires, contrôle financier, réglementation hospitalière et sociales, et informatique (de préférence).

Bonnes connaissances d'anglais souhaitables, ainsi que des milieux internationaux et plus particulièrement anglo-saxon.

Conditions : Avantages F.E.H.A.P. Salaire à négocier selon expérience. Candidatures et C.V. à adresser à : Monsieur le Président Centre Hospitalier Franco-Britannique, 1, rue Barbès 92300 LEVALLOIS

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Alsace RESPONSABLE DU PERSONNEL

Nous sommes un important et dynamique français du secteur... Connaissant notre situation, nous recherchons une personne de qualité, en politique de personnel, nous recherchons celle qui sera responsable de la gestion du personnel (500 personnes).

Rattaché à la Direction Générale, il anime une équipe de 6 personnes. Il assure l'administration du personnel, la gestion, en particulier la formation, il assure les relations hiérarchiques, il participe à l'animation des relations sociales (C.E., D.P., ...).

De formation supérieure, nous sommes acquis à une première expérience de l'administration, la gestion du personnel, de préférence dans l'assurance ou la banque, nous recherchons une personne qui ait une bonne pratique du travail. Vous recherchez aujourd'hui une opportunité d'élargissement de vos responsabilités dans un groupe qui accorde une place essentielle à la politique de personnel, qui offre de nombreuses possibilités de carrière.

Nous remercions d'adresser votre candidature (C.V. complet, photo et rémunération actuelle) à :

EGOR SA
11 rue de Bern 75008 Paris

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Industrie pharmaceutique DIRECTEUR D'UNITE DE PRODUCTION

100 km Sud de Paris

Nous sommes aux tous premiers rangs de l'industrie pharmaceutique française. Notre rythme de développement est un des plus soutenus sur le marché des produits médicaux et des produits grand public de cosmétologie.

Nous recherchons le Directeur de l'une de nos quatre usines (140 personnes, production : 14 millions d'unités), appelée à se spécialiser dans les produits de cosmétologie.

Il a pour mission essentielle de piloter, aux plans humain, technique et de gestion, l'évolution de cette unité pour laquelle un important programme d'investissement est prévu.

Il devra en particulier :

- animer une équipe de 8 cadres

- développer un style d'animation dynamique et veiller à la qualité des relations sociales

- assurer la progression de la productivité

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur qui a acquis au moins dix ans de vie professionnelle, une solide expérience de la gestion d'une unité de production et qui sait que son efficacité passe par la qualité des relations humaines qu'il développe.

Les conditions offertes, les perspectives de développement au sein du groupe sont de nature à intéresser un excellent professionnel de haut potentiel.

Pour recevoir des informations complémentaires, écrire sous réf. M 25683 D à :

EGOR SA
8 rue de Bern 75008 Paris

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Bois stratifié et dérivés... Fabriquer en Haute-Savoie du mobilier spécifique pour collectivités

RESPONSABLE DE PRODUCTION

La société Dondena (50 personnes) est spécialisée dans la conception et la fabrication du mobilier pour collectivités. Sa réussite est basée sur des relations modernes répondant à des exigences particulières. Elle crée le poste de responsable de production.

Rattaché à la direction générale, il conçoit, organise et suit tous les projets liés à l'amélioration de la productivité. Il prépare l'industrialisation des produits nouveaux. Son horizon d'intervention est constitué de tous les départements de fabrication de l'entreprise. Pour assurer sa mission, il supervise également le service méthodes, ordonnancement. Il anime 100 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation école supérieure de bois ou équivalent et possédant une expérience significative de la gestion de production et de la direction d'équipes. Le poste est situé à Thon-les-Lacs, près de Genève.

Les conditions offertes, les contextes technique et humain motivants sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous :

15815 A à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servant
69431 Lyon Cedex 3

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Message à un chef des services

COMPTABLES administratifs et financiers

Vous souhaitez entrer dans une entreprise (750 personnes, C.A. 200 MF) située à HAVRE (76) en premier rang européen de sa spécialité, au second œuvre sur les marchés industriels.

Nous recherchons :

futur directeur administratif et financier

pour prendre en charge, au début, seul, l'ensemble des services administratifs, financiers et comptables.

C'est l'occasion de faire acte de responsabilité, à 32 ans minimum, vous êtes un étudiant sérieux de la comptabilité, si vous avez une formation de commerce option comptabilité-finances ou équivalent.

performant - minimum - si vous avez une expérience significative acquise dans une entreprise industrielle par chantiers.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. détaillé et rémunération actuelle, sous référence M 25683 D à :

15815 A à :

CABINET Henri PHILIPPE
106 rue de la République - 75001 Paris

mcp

SOPAD Nestlé

recherche

un

CHEF SERVICE AGRICOLE

Chargé de la supervision du rayon laitier d'une usine située à Nord-Est de REIMS, il assurera l'organisation et la réalisation de la production du lait.

son équipe de conseillers, il apportera son aide technique aux producteurs dans la production et de la qualité.

Cette mission conviendrait à un

INGÉNIEUR AGRO

une personne possédant un milieu agricole acquis si possible par plusieurs années d'une expérience professionnelle similaire.

Adresser C.V. détaillé à SOPAD - Direction du Personnel, 17, rue Paul-Doumer, 54111 Courbevoie Cedex.

SPECIALISTE ENQUETES QUANTITATIVES ET QUALITATIVES CAEN

Le Groupe Promodès, 1^{er} grossiste multibénéficiaire en Europe, 19175 personnes en 1981, CA (groupe consolidé) 1981 : 15 Milliards de F. recherche pour son Service Etudes, le spécialiste confirmé en enquêtes quantitatives et qualitatives.

Le poste requiert une rigueur d'analyse et le sens des contacts humains.

De formation Ecole Commerce Sciences Économiques, candidat retenu aura une expérience de 3 ans minimum dans l'activité. Il maîtrisera l'informatique, parlera anglais et si possible espagnol.

Entouré d'une petite équipe, il aura la responsabilité des projets qui lui seront confiés.

Le poste est basé au Siège Social à Caen et nécessite des déplacements fréquents mais courts.

Si vous êtes intéressé, adressez C.V. photo et prétentions sous réf. 3 MA 1 à :

Interactions M. Pierre Chartron - Place de la Mare - 14000 Caen.

Réponse assurée. Discretion garantie.

Promodès

GROUPE BANCAIRE ALSACE

recherche

- Informaticiens projets ;
- Ingénieurs systèmes MVS, IMS/VS ;
- Analystes programmeurs avec expérience ;
- Ingénieurs informaticiens confirmés ;
- Informaticiens débutants (Mips, ingénieurs).

Adresser candidature avec C.V., prétentions s/n T à :

Publicité, service 5, rue de la République, 67000 STRASBOURG.

Importante société de transport public de voyageurs offre poste de :

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

POUR UNE UNITE AUTONOME

- 80 à 100 personnes ;
- Il aura une expérience confirmée de la gestion du personnel ;
- Un âge minimum de 30 ans ;
- Une formation supérieure (I.U.T.) ou une sérieuse expérience ;
- l'activité T.P.V.

Cette fonction permet de se former à la gestion moderne d'exploitation.

Une formation intéressante d'un groupe de dimension nationale ouverte à tous de valeur.

Adresser C.V., manuscrite et présent. s/n T 039.527 à :

RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Responsable "études et création" Mobilier de jardin Grenoble

Un produit, c'est toujours une aventure. Chez ALLIBERT, nous en avons déjà vécu de fameuses et ce n'est pas pour rien que nous sommes devenus les premiers dans la plupart des activités que nous avons créées.

Le dernier défi en date : les meubles de jardin. Une progression de plus de 100 % par an et déjà la première place mondiale !

Et nous sommes fonctionnaires à partir d'une seule et même équipe de techniciens, réalisant des produits qui sont les plus beaux et les plus innovants.

Il s'agit de l'ingénieur, du créateur, du gestionnaire et de l'animateur.

Vous maîtrisez la mécanique, le dessin industriel et le RDM, mais vous avez aussi l'expérience de l'analyse de la valeur et de coût. Peut-être avez-vous déjà rencontré des problèmes d'ergonomie, parlez-vous anglais, même allemand.

Vous dirigez à Grenoble une petite équipe de techniciens et vous savez que le développement industriel, la production et le marketing.

Nous aimons imaginer le plus beau meuble de jardin au plus juste prix et les plus belles collections de vous connaître. Merci d'en prendre connaissance en adressant votre candidature sous référence MJ 419M.

11 Rue des Pyramides, 38000 Grenoble

MEMBRE DE SYNTec

IMPORTANTE ENTREPRISE DE PRESSE DU VAL DE LOIRE

recherche

CADRE TECHNIQUE ADJOINT DU CHEF DU SERVICE PHOTOREPRODUCTION

- C'est un photographe maîtrisant parfaitement les techniques de la photo noir et blanc et de la couleur ;

- Agé de 30 ans minimum, diplômé, il a une réelle expérience professionnelle ;

- Il a le goût et l'esprit pour animer une équipe, en milieu de production.

SALAIRE ANNUEL : 170.000 F. +

Merci d'adresser votre candidature, C.V. détaillé, détail de disponibilité, photo, à :

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

Organisation conseil de Haute-Normandie recherche

CADRE

CHARGÉ DE LA PROSPECTION

suprême des organisateurs de voyages étrangers et français.

Anglais, allemand courant.

Expérience de la commercialisation touristique, bonne connaissance des milieux touristiques, hôteliers, soukates, connaissances de la région préférée. Adresser C.V., photo et prétentions à :

C.R.C.I. de Haute-Normandie, S.P. n° 041, 76007 ROUEN CEDEX.

IMPORTANTE STÉ ÉLECTROMÉCANIQUE

en développement, C.A. 400 millions, 65 % d'exportation, recherche pour sa principale unité de production 600 personnes, 100 km Ouest de Paris.

UN INGÉNIEUR OU BTS

pour la mise au point des études

UNE ADJOINTE AU RESPONSABLE DU PERSONNEL

Avantages sociaux importants.

Possibilité de logement.

Ecrire s/n T. 11.005 à PIERRE LICHOU S.A.

B.P. 220-75063 PARIS CEDEX-02, qui transmettra.

LYON

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour son unité d'études et de production de matériels électroniques (450 personnes dont 78 ingénieurs).

ingénieur électronicien Supelec

Pour participer à l'étude et la mise au point d'équipements électroniques complexes de haute fiabilité.

Adresser sous réf. 11058 C.V., manuscrite, photo et niveau de rémunération actuel à :

CONTESSÉ Publicité 74, rue Béchervaise 69363 Lyon Cedex 07

50.15.11.11.11

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche pour renforcer son équipe informatique

Un chef de projet

Pour participer à la réalisation du plan informatique :
• développement et mise en œuvre d'applications conversationnelles dans un environnement DB/DC : IBM 4331, DL1, CICS,
• installation d'un réseau de minis.

Profil recherché :

• formation supérieure (école d'ingénieur option Informatique) + 3 à 4 ans d'expérience ou DUT + 5 à 6 ans d'expérience réussie en analyse programmation d'applications de gestion.
• créativité, goût du travail en équipe, responsabilité.
• connaissance de COBOL, DL1, CICS (des expériences en IBM DOS/VSE seraient appréciées).

référence 3.308 M

Analystes programmeurs

Rattachés à un Chef de Projet, ils assurent les applications de gestion et prennent part à la maintenance des systèmes existants.

Profil :

• DUT + 2 à 3 ans d'expérience en programmation COBOL sur moyen ou grand système d'IBM.
• connaissance GAP si nécessaire.
• connaissances DL1 et CICS appréciées.

référence 3.309 M

Pupitreurs

• DOS 2 ans minimum d'expérience,
• connaissance 4331 sous VSE ou IBM 870.

référence 3.310 M

Postes à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae (photo exigée) en précisant la référence, à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 PARIS Cedex 08 qui transmettra.

labinal

7200 personnes - 20 Usines - C.A. 1,8 Milliard de F. recherche pour une de ses filiales situées en région parisienne qui occupe une place de leader sur son marché et réalise plus de la moitié de son activité à l'exportation

UN JEUNE JURISTE

BILINGUE ANGLAIS FRANÇAIS

De formation juridique supérieure allée à une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des affaires, et particulièrement dans celui des assurances, vous serez recruté au sein d'un Cabinet ou d'une Entreprise, pour lui confier un poste de

SECRETAIRE GENERAL

recouvrant l'ensemble de la fonction juridique (application du droit des sociétés, gestion des brevets, négociation des contrats, gestion des assurances et du contentieux) que la fonction personnel pour un effectif de personnes dont 150 cadres et techniciens.

Adresser lettre de candidature, C.V. et références à PM LABINAL, Direction des Affaires Sociales, 5, avenue Newton 78390 D'ARCY.

Votre spécialité :
prendre des risques pour les autres.

Cinq années d'expérience dans une SOCIÉTÉ DE COURTAGE ont fait de vous un spécialiste en matière de RESPONSABILITÉ CIVILE et de RISQUES INDUSTRIELS.

La trentaine, de formation supérieure (niveau licence minimum) juriste ou non, vous êtes passé maître dans l'art d'évaluer les risques de vos entreprises clientes (sociétés industrielles ou de services). L'anglais technique des assurances vous est familier. Vous êtes l'homme dont nous avons besoin.

En effet, le développement des activités de notre département international nous amène à créer un poste de RESPONSABLE

Avec une équipe de deux cadres, techniciens spécialisés dans leur branche et l'assistance d'une secrétaire, vous mettrez en œuvre des programmes d'assurance, assumant également un rôle de conseiller technique auprès de nos chargés de clientèle.

Notre appartenance à un réseau international, nos propres filiales à l'étranger, la qualité de nos services et le C.A. que nous réalisons nous classent parmi les tout premiers courtiers d'Europe.

Notre structure vous offre de grands moyens tout en préservant votre liberté. En vous y intégrant, vous pourrez aisément donner la pleine mesure de vos compétences et ambitions.

Le Directeur du Personnel étudiera avec attention et discrétion votre candidature. Adresser-lui votre CV, en précisant votre rémunération actuelle et souhaitée :

Gras Savoye

2, rue Ancelle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

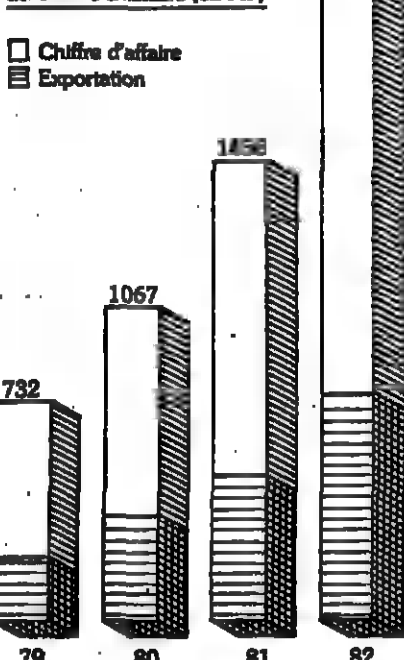


Construisez votre avenir avec ceux qui le préparent

Il est un fait qu'on ne peut pas évoluer sans Hewlett-Packard. Une forte responsabilisation au sein d'équipes restreintes, les membres d'un groupe puissant ont créé une dynamique d'évolution qui profite à tout le monde. 3^{ème} exportateur français de matériel informatique (Source MOCI) HP France emploie 2500 personnes et a lancé une unité de recherche et de fabrication à Grenoble. Partenaire de la vie économique française, nous lançons un programme d'investissement de 100 Millions de Francs. Hewlett-Packard ne commercialise que du matériel hautement performant à travers ses bureaux de vente et de maintenance. Un mot d'ordre, l'évolution permanente : 5 % de la masse salariale est d'ailleurs consacrée à la formation.

Une technologie bien maîtrisée qui se traduit concrètement par une gamme complète allant de l'ordinateur personnel au mégamini, et par la mise en place d'une véritable stratégie de réseau de productivité industrielle. Autant d'atouts qui nous permettent d'envisager l'avenir avec sérénité dans un contexte professionnel d'ouverture.

Evolution du chiffre d'affaire (en MF)



Ingénieurs commerciaux confirmés

Informaticiens, Electroniciens, Ecole de gestion

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et souhaitez vous épanouir dans un terrain technique et commercial de 5 à 10 mois, vous serez en mesure de participer à la commercialisation de nos produits.

Informatique scientifique ou de gestion

dans le cadre d'un de nos secteurs et bénéficiez de notre soutien logistique solide.

Vous aurez à analyser les besoins et proposer des solutions spécifiques à nos clients auprès desquels vous jouerez un rôle de conseil. Vous bénéficiez d'une rémunération attractive, et une voiture de fonction sera mise à votre disposition. Notre croissance sera le meilleur garant de votre évolution de carrière à Paris ou en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant une lettre manuscrite, un CV et une photo sous pli fermé à Didier Gabin Hewlett-Packard Service du Recrutement, 11107 Les Ulis Cedex.



QUAND LA PERFORMANCE SE JUGE AUX RESULTATS

Un jeune ingénieur R&D Innovateur et pragmatique

Pour développer technologiquement nos produits et aider à maintenir notre position de leader dans le domaine du chauffage, c'est un effet d'échelle que nous recherchons. Voir la concrétisation industrielle, ce que vous avez conçu, c'est une joie professionnelle que nous recherchons pour vous offrir.

1000 personnes, 17 usines, 12 pays, puissant groupe français, nous recherchons des jeunes ingénieurs d'énergie (gaz, électricité, pompes à chaleur, solaire) et utilisons des techniques diversifiées : mécanique, thermo-dynamique, électronique, et autres... Votre spécialité à vous, c'est l'électromécanique. Vous serez en charge de la partie « composants » des appareils : régulation, pompes, moteurs... En collaboration permanente avec nos études, l'atelier prototypes, les usines et les fournisseurs extérieurs, vous serez le garant de l'évolution des performances des composants. A l'ordre du jour, citons deux problèmes : l'économie d'énergie et l'acoustique. L'aspect « recherche » est primordial de la phase « mise au point » que vous conduirez avec une équipe de DUT et de techniciens.

Ingénieur électromécanicien diplômé (INSA, ENSCM, Grenoble, Nancy et Toulouse, ESIEE, UTC, SUDRIA...), vous êtes dans les premières années de votre carrière et prêt à vous investir dans un job où votre curiosité et votre dynamisme trouveront à s'exprimer. Par ailleurs, avec les nombreux étrangers en la fréquentation des salons professionnels vous trouverez de nombreuses occasions de pratiquer l'anglais. Le poste est basé au siège, à Paris Est. Merci d'envoyer votre référence 355 à Sirca qui nous transmettra votre dossier.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

Juriste d'entreprise dans un groupe industriel français international

Déjà recruté par l'Entreprise, il est possible dans un environnement industriel, vous aspirez maintenant à rejoindre un Groupe qui permette de traiter des problèmes plus diversifiés de la fonction.

Nous sommes un Groupe industriel (7 000 personnes, 2 milliards de C.A.), basé à Paris, ouvert sur les marchés étrangers. Nous recherchons un Juriste d'entreprise, vous aurez pour mission d'étudier et de préparer les négociations commerciales et juridiques aussi diverses que : le Droit des transports et des marchés (contrôle des législations, établissement des protocoles, rédaction des contrats...), le Droit des Relations Commerciales, le Droit immobilier, le Droit international, en collaboration avec les Cabinets juridiques et les spécialistes du Groupe.

Vous devrez développer, au fur et à mesure de votre connaissance de l'environnement, un rôle de conseil et d'assistance à l'intérieur du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 4/DJE/LM à Raymond Poulin Consultants.

Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



novatome
Société d'Ingénierie Nucléaire et de Technique de pointe,
filiale d'une importante société industrielle, recherche

Jeunes Ingénieurs

ESE, ECP, ENSEEIHT, ENSTA, ENSAM...

Nous leur proposons de s'intégrer à nos équipes dans les domaines suivants:

ECHANGEURS DE CHALEUR, POMPES, CIRCUITS, ELECTROTECHNIQUE,
MECANIQUE, METALLURGIE ET CALCUL DE STRUCTURE

Leur mission : mettre en œuvre les acquis technologiques les plus récents pour la conception et la réalisation des différents composants d'une installation nucléaire.

Ils bénéficient pour cela d'un environnement scientifique de tout premier plan et de nombreuses possibilités de formation complémentaire.

Les carrières sont évolutives au sein de la société (800 personnes) et de la maison mère (5000 personnes).

Le lieu de travail se situe au Plessis-Robinson. À terme, des postes en Province ou à l'étranger peuvent être proposés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo à Novatome, Service Emploi Formation, 20 avenue Edouard Herriot, 92350 Le Plessis Robinson.

NOVATOME, aujourd'hui les techniques de demain.

ENTREPRISE DU SECTEUR TERTIAIRE
une heure de Paris, a décidé d'élargir son plan de redressement de l'informatique. Le système actuel très orienté vers le BATCH ne correspond ni aux nouveaux objectifs de la Direction Générale, ni aux besoins des utilisateurs.

LE RESPONSABLE DE L'INFORMATIQUE

que nous recherchons pour mission :
• établir un nouveau plan à 1 an ;
• le mettre en œuvre.

Si un CHALLENGE vous intéresse, nous prions de nous adresser votre lettre sous pli confidentiel (référence IB 111)

COMETLOG
9, rue Anne - PARIS

cometlog

legrand

Une valeur sûre
pour de jeunes diplômés.
Réussissez une carrière
commerciale avec nous...

Leader européen de l'appareillage électrique d'installation, nous sommes placés sur un marché porteur, celui de l'équipement électrique domestique et industriel.

Notre chiffre d'affaires est en croissance régulière : 3 milliards de francs actuellement, dont 30% à l'étranger.

Nous offrons un métier passionnant à des jeunes diplômés (ES, Universitaires, IUT, BTS...) débutants ou ayant une courte expérience commerciale, motivés pour la vente et le service.

Vous serez formés à nos produits, nos techniques de vente et intégrés dans une équipe régionale sympathique.

Vous serez au contact permanent des professionnels de l'installation électrique et de la distribution. Nous vous confierons rapidement la responsabilité de votre secteur.

Nous avons plusieurs postes à pourvoir dans des villes de France et à l'étranger. Vous êtes mobile géographiquement et disponible pour de fréquents déplacements. N'hésitez pas, adressez votre candidature, sous pli confidentiel, à notre conseil, CPA, 69 rue de Monceau 75008 Paris.



MEMBRE DE SYNTCO

BOUYGUES

sens de l'organisation et du conseil
chez un jeune contrôleur de gestion

La fonction que nous souhaitons vous confier : organiser et contrôler la gestion de nos implantations Equipements en France et à l'étranger, en relation avec les Directions de nos différentes sociétés et avec les hommes du terrain.

Vous avez une formation supérieure : HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent et une première expérience professionnelle de 2-3 ans. Vous aimez concevoir, mettre en œuvre, contrôler et travailler en équipe. Vous avez de bons contacts humains. Vous êtes disponible pour des déplacements en province. Le développement de votre carrière est assuré dans le groupe.

Merci d'adresser votre candidature à Danièle PETIT - BOUYGUES - Service du Personnel B.P. 204 92142 CLAMART CEDEX

RODIER

recherche

attaché de direction export

sous l'autorité du Directeur de l'Exportation il sera chargé :

- de la prospection commerciale dans plusieurs Pays d'Europe.

- de l'administration et de la coordination de filiales en Europe.

DIPLOME HEC, ESSEC, SUP DE CO

ayant une première expérience internationale dans la vente (si possible textile ou produits de standing) le candidat retenu pourra être nommé dans une filiale de la Direction d'une Filiale à l'étranger ou encore à la Direction de Développement Liégeois.

Merci d'adresser votre candidature à M. CHERMAT

11 boulevard de la Marolles - 75001 Paris

INGENIEUR DE FORMATION NEGOCIATEUR DE VOCATION

Par la haute qualité technologique de nos produits, nous sommes les fournisseurs privilégiés des plus importantes entreprises industrielles actuelles (aéronautique - nucléaire - automobile - armement - construction mécanique...). Nos "representants" - ingénieurs - sont des négociateurs de haut niveau, capables d'appréhender des applications industrielles avancées, d'entreprendre, traiter et conclure des affaires importantes. Chargés d'un secteur géographique ou industriel, ils ont des contacts humains dans la commission. Ils sont assistés fonctionnellement - au plan technique et administratif - par les services internes du siège des usines.

Le candidat recherche ingénieur de formation mécanique de préférence et possède une expérience des secteurs industriels concernés. Il est fortement motivé par une activité commerciale exigeant d'incontestables qualités de négociateur et permettant un niveau de rémunération élevé (250 à 350.000 francs annuels). Une grande autonomie convient à son tempérament. Le poste est basé à Paris.

Merci d'envoyer votre dossier complet (en précisant un numéro de téléphone) à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS - Réf. 7548-1 LM, qui nous le transmettra. Nous le traiterons de façon rigoureuse et confidentielle.

WANG

TOUTE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU BUREAU

Nous recherchons une pleine expansion C.A. - 35% prévu pour 1983 en France.

Nous axons notre développement sur la commercialisation de systèmes sophistiqués : Traitement de Texte, mais aussi d'ensembles importants d'informatique de Gestion.

Nous recherchons pour la réalisation de nos objectifs ambitieux

7 INGÉNIEURS COMMERCIAUX

auxquels sera confiée, sur la Région Parisienne, la responsabilité de l'ensemble de nos produits.

Nous proposons : - Un matériel ultra compétitif.
- Une formation complémentaire
- Un salaire parmi les plus élevés de la profession.

Merci d'envoyer votre C.V. avec votre manuscrite et prétentions à V. LAURENT Directeur Relations Humaines WANG FRANCE S.A. - 11, Avenue Gallieni - 93174 BAGNOLET CEDEX

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche

POUR SON SIÈGE SOCIAL A PARIS

DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE

Le candidat doit répondre aux questions économiques, dépend directement du Directeur du développement auquel il apporte l'information synthétique, nécessaire à l'exploration des futures activités.

En relation avec les services de documentations et recherches des filiales, il recueille, classe, diffuse l'information technique et économique appropriée au développement du groupe.

Ceci implique un sens développé des responsabilités.

Le candidat doit justifier d'une formation supérieure en biologie (ingénieur ou équivalent) et d'une spécialisation en technique de documentation.

Préférence sera donnée au candidat possédant expérience en biologie végétale et documentation informatisée.

Anglais exigé, allemand souhaité, poste ultérieurement transféré en proche Banlieue parisienne.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo + prétentions à ORLET, sous le n° 201.056, 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE, discrétion assurée.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche pour sa Direction Comptable,

Deux titulaires du DECS ou diplôme équivalent

Les deux postes, à pourvoir à Paris, sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur tant dans le domaine de la comptabilité générale que dans celui du contrôle budgétaire.

Il sera exigé d'un des deux titulaires une expérience confirmée d'au moins 3 ans dans le domaine comptabilité générale.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo à référence 3.307 M à PUBLIPANEL 20, rue Richer 75441 Paris Cedex 01, qui transmettra.

سكربتات المراسلة

GROUPE SLIGOS

Le groupe SLIGOS met en œuvre les technologies les plus récentes et son dynamisme lui permet d'investir dans les créneaux de son plan stratégique : Monétique, Télématique, Bureautique...

La DIVISION CONSEIL et REALISATION

représentant un très large potentiel d'affaires, offre un champ d'investigation et de développement permanent aux candidats de valeur, notamment dans les trois postes suivants :

Ingénieurs conseils

- pour intervenir dans des opérations d'audit, des études préalables, des choix d'équipements...
- ils progresseront dans l'étendue de leurs compétences en étant entourés le cas échéant d'experts en techniques avancées.
- ils pourront évoluer aussi vers le conseil de haut niveau notamment par leurs interventions de planification Informatique.
- La connaissance de la méthode RACINES serait appréciée.

RM. DSP 83-12

Ingénieurs principaux

- intéressés par le développement des méthodes d'analyse et de conception de systèmes.
- pour intervenir en soutien méthodologique d'équipes de réalisations.
- concevoir et animer des séminaires méthodologiques.
- participer à la conception d'outils logiciels d'aide à l'analyse, la conception et la réalisation de systèmes d'informations.
- La connaissance de la méthode MERISE serait appréciée.

RM. DSP 83-13

Ingénieurs d'étude et de réalisation

- ayant 1 ou 2 ans d'expérience d'APPLICATIONS TRANSACTIONNELLES.
- leurs missions seront de s'intégrer dans des équipes à taille humaine réalisant des applications temps réel puis de les animer.
- expérience SGBD, moniteurs TP, gestion de production, Mini 6, SOLAR appréciée.

RM. DSP 83-14

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence choisie à M.J. COUPPEZ
SLIGOS 31, rue des Pavillons, 92807 PUTEAUX

Jeune et International, notre numéro deux financier

C'est un poste que nous créons : il est donc à bâtir. Sous l'impulsion d'une direction très active, notre groupe est en train d'acquiescer une vocation nouvelle. Et de consolider dans son secteur agro-industriel la position éminente qu'il a déjà (1,2 milliards de F). Notre caractère international (11 usines dans 7 pays), notre intégration poussée qui rend l'ensemble très solide de chaque partie donnent aux problèmes financiers une importance primordiale. Nous voulons les mieux maîtriser.

En tandem étroit avec le responsable financier, vous serez chargé(e) de la consolidation des flux financiers, du contrôle des procédures comptables et de l'élaboration des tableaux de bord financiers du groupe. Il vous faudra maîtriser l'information financière pour la mettre sans délai à la disposition des commerçants, banquiers et autres au niveau de la holding, mais, vous pourrez aussi être chargé(e) de missions dans nos filiales (votre anglais doit donc être opérationnel).

Nous voulons intégrer un(e) jeune diplômé(e) orientation finance ou gestion (grande école ou université) avec une première expérience, jeune, courtois, par exemple dans une société d'échanges internationale ou de trésorerie de devises en banque. Qui soit vraiment disponible pour des missions à l'étranger ou, pourquoi pas, pour une affectation dans une filiale. Le poste est basé à Moulins (73), à courte portée des résidences agréables de la banlieue ouest de Paris. Nous avons demandé aux consultants de SIRCA de nous aider dans cette recherche. En leur écrivant sous référence 442 902M, précisez leur votre rémunération actuelle.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

La place privilégiée que nous occupons sur le marché nous conduit à créer les postes d'

Ingénieurs logiciels confirmés

Ils vont travailler sur les logiciels de télécommunications de nos multi-fonctions bancaires, domaines : architecture de réseaux, installation et suivi logiciel de produits de connexion à des sites centraux. Ces ingénieurs travailleront à des logiciels ayant 2 à 3 ans d'expérience en mini ou micro-informatique langage assembleur et aiment travailler en équipe. Lieu de travail : région parisienne (direct RER). Poste complet sous réf. 442 902M à l'agence DESSEIN, 11, rue Provence - 75008 PARIS, qui transmettra.

annonce parlée*

Gestionnaire de contrats

Ingénierie Offshore

Intégré à la direction des projets il sera directement responsable de l'ensemble des négociations des questions financières et contractuelles liées à un ou plusieurs projets.

Homme de négociation et rapidement autonome il devra obligatoirement posséder un sérieux bagage technique (niveau ingénieur) et avoir acquis des qualités évolutives de gestionnaire. Une première expérience de quelques années de la gestion de contrats ou de projets dans le milieu industriel, offshore de préférence, est indispensable.

Ce poste implique fréquents déplacements à l'étranger et une parfaite maîtrise de l'anglais.

*Pour informations complémentaires prise de rendez-vous immédiate appelez 763.11.15 aux heures de bureau, réf 1328.

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris

UN GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE

recherche :

Pour l'une de ses plus importantes unités de production située proche banlieue Ouest, un

Pour l'une de ses unités de production située à 120 kms à l'Ouest de Paris, un

ORGANISATEUR INFORMATICIEN CONFIRME

REF. 306 M

Responsable d'une équipe d'informaticiens et d'informaticiennes et rattaché directement au Directeur de l'organisation de l'informatique (service de 100 personnes), il sera chargé de différentes missions : étude des systèmes existants (dans les domaines : la production, administrative, des stocks...), élaboration de programmes, dont il assurera la mise en place et le suivi ; conduite d'organisation au niveau de la production et en relation avec le siège ; supervision de toutes les réalisations en cours...

ORGANISATEUR CONFIRME

REF. 307 M

Responsable d'une équipe d'organismes et d'informaticiens et rattaché directement au Directeur de l'organisation de l'informatique, il sera chargé de mener à bien des projets depuis l'étude du problème jusqu'à sa réalisation, mise en place et son suivi. Les projets peuvent être variés : gestion de production, spécifiques ponctuelles ou de longue durée ; organisation de la production à l'intérieur d'un atelier, analyse des flux physiques à l'intérieur du groupe...

Vous avez une formation supérieure scientifique (éventuellement commerciale pour la référence 307) et justifiez d'une expérience réussie de 3 à 10 ans dans l'organisation et l'informatique en milieu industriel. Vous souhaitez intégrer un Groupe dont la dimension permet les évolutions de carrière les plus diversifiées sur le plan national et international.

Ecrivez en précisant la référence choisie à A.L. CONSEIL, 102 Bd Malesherbes - 75017 - PARIS qui assurera la sélection et la réponse.

THOMSON

La direction du Service Interne intervient, à partir de Paris, sur l'ensemble des unités du Groupe en France et à l'étranger. Pour maintenir son équipe, elle recherche :

deux auditeurs confirmés

Vous intervenez dans l'analyse des procédures et des systèmes des différentes fonctions de l'entreprise, l'audit classique des comptes de fin d'année et des audits spécifiques.

Agé de 30 ans au moins, vous avez une formation initiale supérieure HEC, ESC, Sup. ou Da (mais un ingénieur ESE, ECP, ou autre peut être accepté), complétée par le diplôme de bien des experts-comptables et comptables aujourd'hui et amplifiée par une expérience de 3 à 10 ans en audit.

Des déplacements assez fréquents sont prévus. L'activité internationale et les implantations de notre groupe imposent de maîtriser au moins l'anglais ou l'allemand. L'espagnol est apprécié.

Consultante, Mme M.C. TESSIER, vous écrira (réf. 4332 LM) à : Thomson Finance.

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION un chef de projet prêt à décoller.

La Direction après-vente de Breguet Aviation suit à Vélizy un parc de 760 avions civils vendus dans 15 pays et à sa tête un chef de projet expérimenté et polyvalent. Son service informatique s'appuie sur des équipements équipés de 3032 à 3033/MVS qui supportent DB/IMS couplés à des IBM 34.

Vous les rejoignez et assumez la responsabilité des traitements portant sur le suivi des avions, les bases de données clients/fournisseurs et la documentation technique, ce qui impose de fréquents déplacements en France et plus encore aux USA.

Vous êtes ingénieur de grande école, avez acquis en 5 ans ou plus, dans l'industrie, une solide pratique du PL 1 sur gros système IBM et d'un SGBD, de préférence IMS et fait montre de votre talent de négociateur avec des utilisateurs enfin, l'anglais est « fluent ».

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 4331 LM) à : Carrières Informatique.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MID

Stratégie - Diversification

Société de conseil en stratégie,
en forte expansion
(+40% par an)

- Travaillant à l'échelon international pour des grands groupes et des entreprises moyennes performantes.
- Intégrant dans sa démarche conceptuelle les caractéristiques du marché étudié et les spécificités culturelles des entreprises.
- Assistant ses clients dans l'élaboration du choix de leur stratégie.
- Ayant la volonté de devenir l'un des leaders du marché.

recherche des

CONSULTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur
(type grandes écoles commerciales ou scientifiques françaises)

- Possédant, de préférence, également un MBA Américain ou Européen.
- Ayant une expérience professionnelle réussie (même brève).
- Dominant au moins une langue étrangère (Anglais, Allemand, Italien, Espagnol).
- Dotés de rigueur analytique et de pouvoir de communication.
- Disponibles pour effectuer de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Ecrire à MID
1232, rue Louis Blériot - B.P. 11 - 78530 Buc.

SOPAD Nestlé.

HEC, INA, ARTS ET M.

attirés par

MARKETING, PRODUCTION, ENGINEERING

recherche de

JEUNES

DIPLOMÉS

Afin de vous préparer à l'exercice de vos prochaines responsabilités opérationnelles, nous vous offrons de nous rejoindre par acquiescement à la connaissance de l'entreprise et de vos futurs interlocuteurs au sein du service d'AUDIT INTERNE.

Les missions de contrôle et de conseil que vous conduirez dans différents établissements vous donneront l'occasion de diversifier vos compétences pour en faire le tremplin de votre avenir.

A bref délai, vous vous verrez ensuite confier des responsabilités opérationnelles selon votre spécialité. Nous attendons alors de vous que vous mettiez en œuvre vos capacités à décider, réaliser, animer.

Ecrire à C.V. à SOPAD, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

NIELSEN

Pratiquez le marketing dynamique

Nous sommes le premier organisme français d'étude de marché (650 personnes). Notre compétence, nos méthodes ainsi que la mise en place de produits nouveaux liés à des technologies nouvelles nous amènent à renforcer nos équipes.

Nous recherchons plusieurs hommes ou femmes capables d'assumer avec nous ces objectifs et leur proposons des postes de Conseil en Marketing.

Un diplôme d'une Grande École Commerciale complété par une première expérience dans le domaine du marketing, grande consommation ou dans la distribution sera un atout. Nous nous attachons aux qualités humaines: goût du conseil, disponibilité aux problèmes des interlocuteurs,

autonomie, sens de l'initiative et dynamique dans le service auprès des interlocuteurs comme dans la recherche de nouveaux clients.

Au sein d'une équipe jeune, ils seront responsables de leurs clients. Ils prendront en charge l'exploitation d'études de marché: Panels de distributeurs, Études AD-HOC.

Ils analyseront les résultats, présenteront des recommandations, définiront des études spécifiques et négocieront les budgets.

Nous assurons une importante formation complémentaire et pluridisciplinaire pour leur permettre de réussir.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures sont à adresser accompagnées d'une photo à Monsieur PILLOY
A.C. NIELSEN Company
28 boulevard de Grenelle 75015 PARIS



Ordina

Plus qu'un exemple,
une spécialité rare...

Il n'existe déjà pas d'exemples de SSI qui aient choisi le créneau de l'informatique industrielle et des Automatismes. Certains ont mis au point des méthodes d'application à des éléments de projets. Plus qu'une méthode, Ordina a donné naissance à une véritable METHODOLOGIE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'INFORMATIQUE DE COMMANDE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION (M.A.C.A.O.).

Cet apport, les entreprises l'ont reconnu et l'adoptent de plus en plus; et le corollaire évident à cela est notre besoin de recruter des INGENIEURS DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES ou UNIVERSITÉS. Des hommes qui réaliseront les solutions qu'ils proposeront à d'autres hommes, aussi bien en production de logiciels que dans la réalisation de systèmes automatisés, et cela au sein d'une petite équipe.

Parce que pour nous la METHODOLOGIE APPLIQUÉE est un souci constant, les projets de haute technicité que nous développons seront pour vous des perspectives et peut-être des défis... ainsi qu'une autre façon de redécouvrir le conseil d'entreprise. Eric BOUDON prendra tout le temps pour vous parler de votre avenir au sein de notre société, contactez-le.

Le langage qui s'impose 10, rue Aubert 75009 PARIS 742.74.07

Artisan expert novateur

Le généraliste que vous êtes a acquis une formation: HEC + MBA, Centrale + ISA, A + INSEAD, Sciences Po + Socio... la liste n'est pas limitative. Des atouts qui reflètent la richesse d'une personnalité. C'est à vous que nous nous adressons aujourd'hui si vous avez une première expérience (1 à 4 ans) en entreprise ou en cabinet, dans le conseil en organisation, gestion, stratégie.

Vous viendrez renforcer les équipes d'un département ou d'une organisation professionnelle de premier plan qui regroupe un millier d'entreprises et se pose les problèmes d'urbanisme et d'efficacité. Vos compétences seront diversifiées: procédures, comptabilité analytique, gestion de bord, trésorerie, etc... Un impératif: on attend de vos interventions une valeur ajoutée incontestable, des améliorations concrètes, des résultats rapides. Vous contribuerez aux recherches méthodologiques et passerez en revue les résultats de vos interventions personnelles, réflexions, échanges avec vos pairs.

À vous d'écrire sous l'adresse 885 rue de la République au cabinet SIRCA qui sera en charge de cette recherche. Merci de leur préciser votre rémunération actuelle. Ils vous décriront l'offre de poste et étudieront avec vous vos chances d'intégration. Vous serez basé à Paris et devrez prévoir des déplacements en province de l'ordre du tiers de votre temps.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

Ingenieur technico-commercial

CECA S.A. exerce son activité dans le domaine de la chimie et des plastiques. Représentée dans plus de 82 pays, elle a réalisé en 82 plus de 60 % de son chiffre d'affaires à l'étranger. Ses produits aux applications très diverses s'adressent à des secteurs industriels variés.

On recherche un ingénieur technico-commercial. Il sera chargé de promouvoir le produit à l'étranger et de traiter les problèmes de surface de la chimie et des plastiques.

Ingenieur-Chimiste, il possèdera environ 5 ans d'expérience dans le domaine de la chimie et des plastiques. Une langue anglaise.

Des déplacements fréquents dans le monde entier à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions à CECA S.A. - 11, rue de la République - 78140 VELIZY.



Ingenieur ECP, AM, ENSI...

Débutant ou 1^{re} exp. industrielle

Le CETIM, chargé de promouvoir le progrès des techniques dans l'industrie mécanique vous propose de rejoindre son département « Dynamique des machines ».

Intégré à une équipe jeune, dynamique et professionnelle, votre mission sera de résoudre les problèmes rencontrés dans la conception mécanique concernant le comportement dynamique des machines: moteurs Diesel, alternateurs, pompes centrifuges...

Vous aurez donc à mettre en œuvre des formulations théoriques, des expérimentations sur site et en laboratoire et des programmes de calcul.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Ce poste est basé à SENLIS dans l'Oise (service de cars vers Paris).

Si vous êtes disponible et capable de travailler en toute autonomie, si vous avez le goût de la recherche et si vous êtes un homme d'initiative, vous possédez tous les atouts pour réussir dans ce métier passionnant et varié (possibilité d'évolution rapide vers la prise de responsabilités technique et financière d'une fraction importante de l'activité de l'équipe).



Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à CETIM
Service du Personnel
11, rue de la République - 78140 VELIZY



Un poste évolutif
en pleine nature

UNILOG

Groupe de Sociétés de Services et de Conseil en Informatique

- 8 Sociétés - 400 ingénieurs -

d'une organisation humaine, capables de répondre aux besoins techniques.

UNILOG est en permanence à

ingénieurs débutants

Grandes Écoles ou 3^e cycle d'études supérieures scientifiques

ils ont des connaissances en formation théorique et pratique.

Une fois plus de la moitié du poste.

Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, ils participeront aux projets de recherche.

avec les équipes du Groupe, acquérant ainsi des compétences en un temps record.

responsabilités les préparant à leur poste à l'heure.

Les prochaines semaines de formation les 1^{er} et 2^e trimestres 88.

UNILOG, 11 rue Alfred-de-Vigny - 75017 Paris - France

Membre de l'Association Informatique

Groupe pharmaceutique français, en expansion régulière, 500 personnes, recherche chimique:

2 TECHNICIENS CHIMISTES HF

- formation B.T. ou équivalent,
- expérience en synthèse organique,
- possibilité d'anglais.

Rémunération brute: 111.000 F

Adresser lettre manuscrite + C.V. à

photo, sous réf. ID 110483, à:

guerbet s.a.

BP N°15

91000 LAMAIN SOUS BOIS

ORGANISME du secteur RECHERCHE et MEDECINE cherche RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC LA PRESSE ET LE PARLEMENT

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. 255 à
RSCG CARRIERES 48, Rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

Nous vous assurons la plus grande discrétion.

سكربتات الى محلي

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MAISON PHENIX LEADER SUR LE MARCHÉ DE LA MAISON INDIVIDUELLE nous recherchons pour notre secteur

INNOVATION ET PRODUITS NOUVEAUX

UN RESPONSABLE DE PROJET

Parce que nous construisons plus de 10.000 maisons par an, nous avons l'obligation d'innover, d'être un partenaire actif des mutations techniques, de participer aux grandes évolutions du cadre de vie.

Le responsable de projet aura pour mission de :

- Discerner l'innovation stratégique ;
- Piloter son étude et sa mise au point ;
- L'intégrer dans un processus de production et une politique commerciale.

Nous souhaitons confier cette tâche à un ingénieur bâtiment (ou mieux ingénieur-architecte) avec une première expérience professionnelle, sa formation devant lui permettre de maîtriser les sciences du bâtiment et les processus industriels. Capable d'appréhender le problème de l'habitat, des évolutions sociales et architecturales, il possède un esprit ouvert, de la perspicacité, une grande rigueur, de l'aisance dans les contacts, de la détermination et a envie de « se faire les dents » sur des dossiers passionnants, mais difficiles.

Adressez-vous C.V., lettre manuscrite, photo récente, présentations à Service Recrutement Groupe, Maisons Phenix, 5-7, avenue Perle, 75008 PARIS. Réf. 2836 M.

Directeur Production

CENTRALE, A.M., ... 230.000 +

Produits métallurgiques de haute technicité : notre société, filiale d'un important groupe français, fabrique et commercialise des produits destinés à un marché en pleine expansion. Nous avons réussi notre reconversion, doublé C.A. 4 ans (200 M.).

Le personnel compétent et adaptable, nos deux usines bien équipées, notre laboratoire à la pointe de la recherche, la Direction de production nous recherchons pour notre établissement le plus important 450 personnes-dépense du Directeur d'Usine sera membre du Comité de Direction de l'entreprise. Responsable de l'animation et de la production, il maintiendra par son action, son style, son dynamisme la cohésion et l'excellent climat de travail. Il sera confié à un ingénieur de 30 ans environ, ayant réussi une première expérience dans la production, méthodes, ordonnancement d'une grande entreprise. Le candidat de valeur que nous attendons devra s'ouvrir à toutes perspectives de carrière dans notre secteur et dans notre groupe. Nous lui donnerons les moyens de réussir et de bénéficier, s'il le désire, d'une formation type I.P.A.

Veillez adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 2837 à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris, qui vous garantira réponse et discrétion.



Responsable Technique

FUTUR CHEF UNITE PRODUCTION 160.000 +

Région Rhône-Alpes : dans le groupe de dimension internationale auquel nous appartenons, nous recherchons pour la région Rhône-Alpes un responsable technique, 40 ans, 1 milliard de F de C.A. dont plus de 80% à l'export. Nous fabriquons des commercialisations de biens d'équipement applications industrielles grand public. Nous recherchons à un jeune ingénieur (Centrale, A.M.) âgé d'environ 30 ans, ayant acquis une première expérience d'environ 3 ans, possible dans un service entretien, d'être pour quelques années (3 à 5 ans) le responsable des services techniques de notre usine principale. Sous l'autorité hiérarchique du Directeur de Production, il dirigera une équipe cinquantaine de personnes, conseillera les établissements dans leurs choix techniques, projettera les installations futures, favorisera l'adaptation du personnel aux nouvelles techniques, entretiendra l'état d'esprit favorisant les mutations technologiques nous voulons entreprendre pour maintenir l'avance. Les qualités de carrière sont importantes pour un candidat d'envergure qui saura évoluer dans notre groupe. Les moyens de satisfaire ses ambitions.

Veillez adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 2838 à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris, qui vous garantira réponse et discrétion.



Contrôleur de Gestion

PARIS

Produits de prestige : Ce groupe français de grande renommée (C.A. 1 milliard de F) fabrique des produits de prestige qu'il commercialise dans le monde entier. Il recherche un contrôleur de gestion. Sous l'autorité hiérarchique du Directeur Financier il définira les procédures de contrôle de gestion et la planification du matériel et leur application, assurera les liaisons avec les autres services et leur planification, s'assurera de leur cohérence et procédera à leur consolidation, analysera et interprétera les écarts, proposera des améliorations, effectuera les travaux d'audit, etc. Il supervisera les travaux d'audit de l'ensemble des sociétés. Ce poste sera confié à un candidat de 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une première expérience d'au moins 3 ans dans un poste identique. Anglisme indispensable. La rémunération proposée, motivante, sera fonction des compétences.

Veillez adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 2839 à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris, qui vous garantira réponse et discrétion.



Responsable Entrepôt

200.000 +

Distribution marques de prestige : Cette société, une des plus réputées dans le domaine de la distribution de produits alimentaires de haut de gamme (1000 personnes, C.A. 1 milliard de F) recherche un responsable de son entrepôt (15 000 m² environ). Outre la responsabilité opérationnelle de l'unité et du matériel sophistiqué, nous recherchons un responsable pour la préparation des commandes, celui-ci animera un effectif de 130 personnes, encadrées par une maîtrise dont il assurera la formation permanente. Enfin, il assurera un rôle primordial en matière de gestion d'organisation. Cette fonction essentielle sera confiée à un homme méthodique, mais aussi dynamique et ambitieux, de formation supérieure (type Ecole de Commerce) et bénéficiant d'une expérience réussie au sein d'une entreprise où il aura exercé des fonctions de gestionnaire rigoureux, d'homme de terrain et d'animateur. Le poste est situé à Paris Est.

Si vous êtes intéressé, veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 2840 à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris qui vous garantira réponse et discrétion.



GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

(650 personnes, C.A. 170 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATIQUES

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maitrise.

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 1950 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel 515, Boulevard de la Colonne 92215 SAINT CLOUD Cedex.

Message à un chef du service

PRODUCTION Fabrication

45 ans+ 220.000 F

Notre PMI de 75 personnes en région de Paris est équipée d'un parc de machines parmi les plus performantes qui nous permettent de vivre au 1/10e de micron et de fabriquer en petites séries des produits de haute précision.

les instruments de mesure

Nous recherchons un ingénieur de très bon niveau pour prendre en charge l'organisation de la gestion de production, l'optimisation des coûts, l'ordonnancement et la fabrication.

En l'occurrence il s'agit de concevoir et d'implémenter un système de gestion de production en temps réel. Vous devez nous prouver votre réussite professionnelle dans un secteur proche du nôtre et si vous pouvez nous apporter une expérience des méthodes de gestion de production en petites séries nous vous remercierons.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite de motivation au niveau de votre sous référence M/158/A à notre Conseil qui vous assurera plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE 106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Message à 3 jeunes

INGENIEURS ou SUP de CO

Vous souhaitez entrer dans une importante entreprise française de

transports publics

Pendant les 10 premières années, adjoint d'un Chef de Centre, vous recevrez une formation spécifique. Ensuite, vous serez capable de prendre vous-même la responsabilité d'un service en Région Parisienne ou à Bourges.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez 30 ans environ, une formation supérieure (ingénieur ou SUP de CO), si votre premier job vous a convaincu que vous êtes un homme de terrain et si vous êtes motivé par la notion de service et mobile géographiquement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. sous référence M/227/A à notre conseil qui vous assurera plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE 106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Charles of the Ritz

Parfums YVES SAINT LAURENT

Entreprise à forte croissance (C.A. 100 MF en 1978, 300 MF en 1983, avec 10 % de rentabilité nette), nous pratiquons une gestion dynamique et toujours plus affinée, s'appuyant sur des outils de prévision et de contrôle rigoureux. Notre secteur de développement permanent nous conduit à renforcer nos structures et à rechercher :

UN CONTROLEUR DE GESTION CONFIRME réf. 921 M

Rattaché au Responsable Comptabilité Gestion de notre usine proche de Compiègne, il participe à l'élaboration de tous plans, budgets, projections, reporting mensuel, concernant cette unité de production et de distribution ; il signale les écarts, assiste et conseille au mieux chacun de nos responsables de département.

Ce poste requiert un diplômé d'enseignement supérieur très à l'aise en anglais, ayant acquis une expérience de 11 à 15 ans de ce type de fonction, de préférence, au sein d'une entreprise anglo-saxonne.

UN JEUNE DIPLOME EN GESTION réf. 922 M

Rattaché au Responsable du Service Contrôle de Gestion du siège, il intègre une équipe de 4 personnes. Nous recherchons un jeune diplômé de niveau supérieur HEC, ESSEC, Sup de CO, Ecole de Gestion, pour lui confier d'ambitieuses responsabilités : suivi du bord, d'activité de nos marchés France et Export, bon d'études de rentabilité.

La connaissance de l'anglais ainsi qu'une première approche, au cours de stages, des traitements financiers et comptables assurés par l'informatique seront appréciées. Son évolution de carrière sera favorisée par l'ouverture d'esprit et aux qualités relationnelles dont il pourra faire preuve.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions sous la réf. choisie au Service Recrutement 2834, du Parc 92521 NEUILLY SUR SEINE.

L'UN DES PLUS GRANDS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS

recherche pour participer au développement des centres informatiques de ses unités de production décentralisées, des

**ANALYSTES PROGRAMMEURS
INGENIEURS SYSTEME
INGENIEURS RESEAUX
INGENIEURS D'EXPLOITATION**

Vous avez une formation supérieure et avez une expérience de 3 à 5 ans dans l'un de ces métiers. Vous êtes prêts aujourd'hui à intégrer un grand groupe qui vous permettra d'accéder rapidement à des responsabilités plus larges dans des domaines très divers. Vous envisagez positivement une étape de quelques années dans la région Ouest ou Nord de la France.

Envoyez sous référence 312 M (à préciser sur l'enveloppe) à A.L. CONSEIL, 102 Bd Malesherbes - 75017 - PARIS qui transmettra et qui garantira discrétion et réponse.



Cii Honeywell Bull

pour s'intégrer aux équipes chargées du développement de futures gammes d'ordinateurs, recherche

INGENIEURS LOGICIEL

C'est dans le domaine spécifique du logiciel de base qu'ils exerceront leur activité : Systèmes, Télécommunications, Bases de Données, Compilateurs. Ils participeront aux divers stades de la réalisation des produits : architecture, développement, maintenance, qualification. Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et posséderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle. Lieu de travail : PARIS 20^e - Louveciennes (78). Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions en précisant la réf. 117 M à Cii Honeywell Bull PCOG21C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TRT

Une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle
(C.A. 1977 en recherche pour la
DIRECTION COMMERCIALE (PARIS SUD)
dynamiques désirant participer à l'expansion de
la réussite en particulier dans le domaine des
TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES

1 ingénieur responsable du service ingénierie
(Réf. 35 - 81)
Il sera chargé :
- au niveau de la proposition, de la partie infrastructure des projets de systèmes de transmission (faisceaux hertziens en particulier) et du chiffrage en prix de revient, en liaison avec les sous-traitants et fournisseurs potentiels.
- au niveau du contrat, de la finalisation du projet technique, de la passation des contrats et sous-traitance (en liaison avec le Service Achats) et du suivi technique des contrats.
Le candidat, position III, aura de bonnes connaissances en télécommunication, une formation complémentaire en gestion. Il sera disponible pour des séjours de courte durée à l'étranger et possèdera une maîtrise de l'anglais lu, écrit, parlé.

3 ingénieurs T.C. export
(Réf. 36 - 58)
Pour assurer de France, la relation avec les chefs de projets locaux, la coordination des contrats et la mise en œuvre de systèmes de transmission à l'exportation.
Profil souhaité :
- Ingénieurs : formation avec connaissances en systèmes de transmission (faisceaux hertziens) et en gestion. Anglais indispensable pour l'ensemble des postes.

1 chef de projets export
(Réf. 34 - 00)
Responsable d'une équipe géographique pour la vente de matériels de transmission de faisceaux hertziens. Bonne maîtrise de l'anglais indispensable, espagnol souhaité.

Adresser C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
TRT 5, rue de la République 91100 LE PLESSIS ROBINSON

LABORATOIRES DE MARCOUSSIS

Ingénieur Informaticien

(Réf. T/1423/LA)

Développement de systèmes experts
Connaissances en première expérience en intelligence artificielle nécessaires.

Ingénieur Electronicien ou Informaticien

(Réf. T/1694/CAS)

(Deux ans d'expérience en conception de processeurs numériques). Pour la conception, l'étude et le développement d'un calculateur à base de microprocesseurs et tranches.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum-vitae à :
Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS
Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

CENTRE DE RECHERCHE
DE LA COMPAGNIE GENERALE
D'ELECTRICITE

NOUS VOUS PROPOSONS UN AVENIR AUJOURD'HUI.

SPI - SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE, filiale de PECHINEY UGINE KUHLMANN

est, dans le domaine de la pleine évolution des sociétés de service et de conseil en informatique, une référence de premier ordre.
Notre centre de traitement, exceptionnel par sa taille (équipe IBM - 3000 et 3033), l'importance de son réseau (plus de 1000 terminaux et 10.000 télex), la variété de ses applications, constituent un environnement à peu près unique.
SPI, c'est aussi 300 collaborateurs compétents, dont une forte proportion de Cadres et Ingénieurs. Fidèles à leur entreprise, ils vous proposent de les rejoindre aujourd'hui pour participer à leur succès de demain.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

X, CENTRALE, MINES, SUPélec, INP Grenoble - Toulouse

quelle qu'ait été votre formation en Grande Ecole, vous avez une place chez nous.
A l'issue d'une période de formation personnalisée, nous vous confierons très rapidement des responsabilités (réalisation, conception, développement) accompagnées de perspectives permettant d'envisager une carrière à votre dimension.

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE SPI

Nous sommes ouverts aux idées neuves, nous aimons l'ambition et nous apprécions la compétence pour bâtir notre avenir et garantir notre succès, nous comptons sur vous.

Faites-nous part de vos aspirations et motivations, en adressant votre candidature au Service des Affaires Sociales No 1 - SPI - 98, bd Victor Hugo - 92115 CLICHY
PECHINEY UGINE KUHLMANN

contrôle budgétaire

Rigueur, qualité de synthèse et de rédaction vous permettront de réussir dans cette fonction. Vous serez en relation avec différents services de l'entreprise, position stratégique pour apporter les réelles perspectives d'évolution offertes par VAG France.

Le poste que nous souhaitons vous confier au sein du département Budget et Analyses Financières, vous conduira à :
- participer à l'élaboration des budgets ;
- préparer des informations nécessaires à l'établissement du rapport annuel et réaliser les documents remis au conseil de surveillance et à l'assemblée générale ;
- effectuer des missions ponctuelles d'analyse de rentabilité des projets que VAG France se propose de mener à bien (études préparatoires, élaboration du rapport de synthèse, formalisation de recommandations nécessaires à la prise de décision par la direction).

Ce poste nécessite un diplôme d'études supérieures comptables et financières, deux ans d'expérience des bases en comptabilité et une bonne maîtrise de l'informatique et de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant le titre du poste (CV, photo et prétentions) à la Direction du Personnel et des Relations Sociales, VAG France, BP 62 - 92640 Volers-Cotterets.

VAG Audi VW
VAG France



SITA

SOCIETE INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS AERONAUTIQUES

opérant dans 150 pays
recherche

INGENIEUR ENSI, INSA, débutant

(option informatique)

Connaissance des protocoles de Communications pour un poste de :

Contrôleur de l'ensemble de Télécommunications au sein du groupe central de contrôle à l'échelle (6 personnes) intégré au Département des Opérations.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. OC à :

SITA - Direction du Personnel
112 Avenue Charles de Gaulle - 92111 NEUILLY-SUR-SEINE

CHEF COMPTABLE

Paris Sud F 140.000 +

Une société française, filiale d'un groupe américain dans l'importation de produits pharmaceutiques, recherche un **CHEF COMPTABLE**.

Adjoint ou Directeur Financier. Il est responsable, avec une équipe de quatre personnes, de la gestion de l'ensemble des comptes, de la reporting à l'administration, de l'analyse de l'exploitation, de la gestion des déclarations, de la gestion des formalités de dédouanement, et respect des procédures.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation DECS ou équivalent, pratiquant l'anglais, initié par l'utilisation d'un système informatisé et la pratique des techniques anglo-saxonnes.

Adresser de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous référence 21.500-M à **CLA RECRUTEMENT**
11, av. Delcasse 75008



Responsable système

Un Etablissement Public, situé au centre de Paris, recherche un responsable système.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant :

- un minimum de 2 ans d'ancienneté dans la fonction ;

- une connaissance approfondie du système GCOS 64 ;

- des systèmes de télétraitement et de gestion de base de données (TDS et IDS II).

Il aura la responsabilité du système et de l'encadrement de l'équipe d'exploitation.

Matériel DPS 7 (CIH-IB).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous référence 5371 à :

(Organisation Publique)

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL recherche

INGENIEUR DES VENTES

Ce jeune technicien commercial prendra la responsabilité d'un large secteur (sud de la France), devra assurer les ventes de produits réfractaires destinés à des industries variées telles que chimie, céramique, métallurgie...

Courte période de formation prévue région parisienne.

Critère de sélection basé en priorité sur l'expérience réelle de vente de produits industriels possible dans industries chimiques ou métallurgiques.

● Déplacements à 3 jours par semaine.
● Anglais courant souhaité.
● Possibilité voiture société.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à :
N. 2954 PUBLICITES REUNIES, 112 Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

مكتبة الأصيل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

responsable de trésorerie HF

SONY

Au sein de la Direction financière de SONY FRANCE (C.A. : 923 millions de francs), le responsable du département Contrôle Financier souhaite recruter un nouveau collaborateur pour prendre en charge la trésorerie. Il lui confiera la gestion quotidienne de la trésorerie, la représentation de la société auprès des banques, la négociation et le contrôle des conditions, l'établissement des prévisions mensuelles et annuelles. De formation économique supérieure (E.S.C., Maîtrise de Gestion...), ce collaborateur possèdera de solides connaissances comptables (D.E.C.S. par exemple), et aura acquis une expérience de quelques années dans la trésorerie d'une société pratiquant la comptabilité anglo-saxonne. La capacité de dialoguer avec l'outil informatique et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. A 232.83 M à notre Conseil - 61, bd Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron s.a.

Chef de publicité, votre compétence nous intéresse

Elargissez votre expérience dans le GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

Au sein de notre Agence Publicité, Promotion, Relations Publiques, rejoignez une équipe de professionnels de la communication imaginatifs et passionnés par leur métier. Sous la direction du Chef du Service Agence et avec l'aide d'une assistante, vous serez chargé de la conception et de la réalisation d'opérations de communication publicitaires régionales. Ces opérations concernent la publicité mais également la promotion des banques publiques. Entrez dans le cadre de nos fonctions le choix et le suivi des relations avec les médias extérieurs spécialisés : presse, radio, télévision, etc. Vos compétences et votre dynamisme seront mis au service de notre Service ou dans d'autres services du Groupe.

Si vous avez 5 ans d'expérience publicitaire acquise dans une agence ou un annonceur, écrivez, sous référence 131.1 M, à Hélène REFREGIER qui vous adressera confidentiellement votre candidature.

SERTI 49, av. de l'Opéra
75002 Paris

CENTRE DE RECHERCHE
Banque Ouest
recrute pour son
CENTRE DE DOCUMENTATION
et d'ANALYSE DE L'INFORMATION

JEUNE SCIENTIFIQUE

2 à 3 ans d'expérience
CHERCHEUR
ou INGENIEUR DOCTEUR
ou DOCTEUR 3ème CYCLE

pour rédaction de rapports de synthèse
sur des sujets de pointe.

Anglais obligatoire.
Allemand souhaité.
Toutes autres langues intéressantes.

Envoyer C.V. détaillé et photo à réf. 66093
à CONTEXTE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

Ingénieur électronicien

Le Centre National de l'Équipement Hospitalier recrute, pour la division des technologies biomédicales, un ingénieur électronicien. Dans le cadre d'un département spécialisé, il sera plus particulièrement chargé de conduire des travaux impliquant des essais techniques dans des laboratoires et des expérimentations en milieu hospitalier, dans le domaine des équipements de diagnostic (exploration fonctionnelle) ou de réanimation. Ce poste intéresse un ingénieur diplômé d'une école d'électronique (ENST, ESE, ISEN...) de l'UTC (génie biomédical), ou un universitaire (3ème cycle minimum), ayant une première expérience professionnelle sur un matériel de technologie évoluée (électronique, électromécanique). Lieu de travail : Saint Quentin en Yvelines. Marie-Louise GUIOMAR étudiera en toute discrétion votre dossier de candidature s/réf. 131.1 M, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92110 BOULOGNE CEDEX.

Sélé CEGOS

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Une expérience en PRODUCTION ET COMMERCIALISATION d'ASSURANCES MARITIMES INTERNATIONALES acquise à un niveau de responsabilité et de compétence, ainsi qu'une maîtrise parfaite de la langue anglaise sont les conditions indispensables que vous réunissez.

Une expérience dans une Compagnie ou dans un Important Cabinet de Courtage Maritime.

Expérience complémentaire en I.A.R.D. très appréciée non indispensable.

Ce poste peut offrir aux candidats une OPPORTUNITÉ DE TOUT PREMIER PLAN.

La lettre émise, sous réf. 131.1 M, les compétences et le niveau opérationnel.

Pour un premier contact, écrire avec C.V. et prêt. M. D'ORNANT

18 bis rue de Villiers 92303 LEVALLOIS

LE CREDIT NATIONAL

Important organisme spécialisé dans le FINANCEMENT des INVESTISSEMENTS recherche pour son Département des Prêts

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

possèdent impérativement 5 à 10 ans d'expérience industrielle et si possible une formation académique pour assurer la fonction de :

CHARGÉS D'AFFAIRES

qui consiste à instruire sous leurs divers aspects : technique, économique et financier les demandes de PRÊTS A LONG TERME formulées par les entreprises.

Il leur est offert :

• un travail intéressant et formateur au sein d'une petite équipe ;

• une rémunération et des perspectives de carrière attractives.

Prière d'envoyer lettre manuscrite et CV avec photo au CREDIT NATIONAL Service du Personnel et des Relations Sociales 105 rue Saint-Denis - 75001 PARIS.

Assistant gestion de portefeuille

Importante société d'assurance étrangère, nous recrutons pour notre département France, depuis près d'un siècle, Notre développement nous conduit à créer un poste au sein de notre département financier, dans le service de gestion des valeurs mobilières.

En liaison avec le responsable du service, le jeune cadre que nous recherchons aura à contrôler et suivre les différents investissements (principalement des valeurs à revenu fixe), sous l'angle comptable et administratif. A terme, un élargissement de la fonction vers les études financières est envisageable.

Vous avez environ 25-30 ans, une formation supérieure comptable ou financière et une première expérience d'un poste similaire acquise de préférence dans une banque ou chez un investisseur institutionnel. Une habitude de dialogue avec l'informatique est un atout.

Bernard Juhiel Psycos étudie sérieusement votre lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 4474 M, 1 rue de Berry - 75008 Paris.

Bernard Juhiel Psycos

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

un cadre d'exploitation

De niveau Université ou Enseignement Supérieur, dispose d'une bonne expérience commerciale (5 à 10 ans). Connaissance du secteur hôtellerie/restauration souhaitée.

Lettré - Curieux - Vite à M.F.B./Personnel 57, avenue Hoche, 75008 Paris.

INGENIEUR DE PROJETS (ENSAM - ENSI)

ayant 3 à 5 ans d'expérience dans services généraux, pour concevoir et installer des installations industrielles, de distribution de vapeur d'eau surchauffée ainsi que des installations de conditions d'air.

INGENIEURS DE PROJETS CONFIRMES (ENSAM-ENSI-ENI)

pour assurer la conception et la réalisation soit d'atelier fabrication type chimique soit d'atelier de fabrication de type mécanique.

Expérience Ingénierie souhaitée.

Des déplacements courts en France sont à prévoir.

postes sont à pourvoir à PARIS 128.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo sous référence 131.1 M, CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

BANQUE ÉTRANGÈRE PARIS CHAMPS-ÉLYSÉES

CADRE COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. ou équivalent. Capable assurer Comptabilité Générale. Expérience bancaire. Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à : RÉGIE PRESSE n° 039.329 M, 13 rue Réaumur, 75002 PARIS.

INGENIEUR D'AFFAIRES

PARIS

La filiale française de Tymshare Inc., mondialement connue par Tymnet, spécialisée dans la conception et la réalisation de réseaux privés cherche pour étendre ses activités sur le marché européen des ingénieurs d'affaires.

Nous recherchons des ingénieurs de formation supérieure (Telecom, Supélec...) ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine réseau, comme ingénieur d'études, chef de projet ou technico-commercial, parlant anglais. La connaissance d'une 3ème langue est un atout supplémentaire.

Objectif : un négociateur de haut niveau, responsable de la gestion commerciale et technique des contrats de développement de la clientèle. Si vos aspirations rejoignent les nôtres, merci d'adresser votre candidature sous réf. 131.1 M, à Bernard BLUZET.



INFORAMA
7, rue Pasquier, 75008 Paris
Tél. (1) 742.14.40
LYON - LILLE - TOULOUSE

Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de sa Division APPLICATIONS et SYSTEMES recherche :

INGENIEURS INFORMATIENS

Ils participeront à la réalisation de projets «clés» de commutation de messages, mettant en œuvre des techniques de pointe notamment dans les domaines suivants :

- connexion de terminaux VIDEOTEX (MINITEL) et TELETEX
- systèmes à haut niveau de sécurité (reprise automatique, fichiers doublés, systèmes entièrement doublés)
- étude et résolution des problèmes liés à l'interfonctionnement de différents types de terminaux et de réseaux dans des commutateurs de

Ces réalisations sont effectuées dans un contexte «Projet» (relations clientèle, suivi de la mise en exploitation du fonctionnement des systèmes) permettant à un ingénieur de suivre les phases depuis les spécifications jusqu'à la montée en puissance et le réglage du système. Une évolution naturelle possible ensuite des activités d'avant-vente (réponses à cahiers des charges, rédaction de propositions techniques), ou de Chefs de projets logiciels.

postes s'adressent à des candidats diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de l'Université ayant acquis une spécialisation en informatique, soit au cours de leurs études, soit d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 257 M à Cii Honeywell Bull PC 06021 C

94, avenue Gambetta 78000 PARIS CEDEX 20

Johnson & Johnson

Filiale française du leader mondial de l'hygiène-santé - 80.000 personnes, 150 filiales dans le monde - nous recherchons notre

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Encadrant une équipe de deux personnes, il est chargé d'assurer l'élaboration des budgets et leur suivi, ainsi que différentes études financières à caractère marketing.

De formation Sup. de Co. 3ème cycle de gestion ou équivalent, parfaitement bilingue anglais, il a exercé une première responsabilité de management dans le service financier d'une société anglo-saxonne. Faculté de synthèse, sens de l'organisation, adaptabilité et sens du contact : ce sont les qualités primordiales pour l'intégration d'un jeune cadre rapidement opérationnel.

Un bon potentiel lui permettra une évolution intéressante au sein du groupe. Ce poste sera basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à JOHNSON & JOHNSON - D.R.H.O. - 95, rue Alexandre Fourny - 94500 Champigny s/ Marne.

Johnson & Johnson

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Produits industriels consommables INGENIEUR COMMERCIAL Futur Chef d'Agence

Une Agence, 2^{ème} producteur mondial d'acier inoxydable, réalise un CA de 3 milliards de francs réparti par moitié en France et à l'exportation. 18 Agences, implantées sur le territoire national, permettent une parfaite couverture du pays.

Pour préparer son encadrement commercial de demain, la Agence recherche un poste d'ingénieur commercial. Après une période de formation concrète aux produits il sera basé dans une Agence. Il sera chargé, sur un secteur géographique, de développer les ventes auprès d'une clientèle industrielle diversifiée. La réussite à cette fonction, naturellement la supervision du suivi administratif, conduira le titulaire du poste à prendre, dans un proche avenir, la responsabilité d'une Agence.

Nous souhaitons recruter un diplômé de l'enseignement supérieur (commercial ou technique), âgé de 25 à 35 ans, ayant une brève expérience de la vente.

Les possibilités de développement de carrière offertes nécessitent une parfaite maîtrise géographique.

Merci d'adresser votre candidature, CV complet photo, rémunération actuelle, réf. M 23477 S à :

EGOR PROMOTION
11 rue de Ponthieu 75008 Paris

Produits de consommation durables : gamme haute et moyenne

CHEF DE ZONE EXPORT Europe de l'Ouest

Le développement de la Société française, parmi les plus prestigieuses, principalement par l'augmentation de sa pénétration à l'étranger. Déjà plus du 1/3 du CA est réalisé hors de France.

Nous recherchons un Directeur Export, Chef de Zone pour mission de développer encore le volume des ventes existant dans les principaux pays dont il a la responsabilité (R.F.A., Autriche, Scandinavie, ...). En liaison avec les agents qu'il anime et contrôle, il assure que les politiques commerciales mises en œuvre dans chaque pays s'intègrent à la stratégie globale, un cadre budgétaire défini, il est responsable de ses résultats (qualitatifs et quantitatifs).

Nous souhaitons recruter un diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Parfaitement trilingue (allemand, anglais, français), il justifie d'une première expérience (3/5 ans) dans la vente, à l'étranger, de produits de consommation de qualité.

La connaissance des pays concernés sera appréciée.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4023 DD à :

EGOR SA
11 rue de Berni 75008 Paris

Cadre commercial international éditions scientifiques

éditions scientifiques spécialisées, nous diffusons en France et à l'étranger des publications périodiques et ouvrages techniques, et au numéro.

Nous souhaitons intensifier notre action commerciale et nous créons un cadre commercial.

Homme marketing et de terrain, il doit concevoir et en place des actions promotionnelles adaptées à un public spécifique et il en suivre les résultats : participation à des expositions, colloques, congrès, élaboration de documents publicitaires, optimisation du fichier, envoi de mailings, etc... Parallèlement, il visitera certains clients, notamment les librairies spécialisées et universitaires, en France et à l'étranger. Basé en banlieue de Paris, il sera prêt à se déplacer un tiers de son temps.

Une formation supérieure commerciale ou universitaire, une expérience marketing-vente de 3 à 5 ans, si possible dans l'univers scientifique, sont nécessaires. Un intérêt pour les questions scientifiques est indispensable. Anglais courant impératif.

Bernard Julhiet Psycom, étude sérieuse de votre lettre, CV, photo, réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence B4744M, 1 rue de Berni - 75008 Paris.

**Bernard Julhiet
Psycom**
Tél. 562.90.90

LE CREDIT COOPERATIF, BANQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE, cherche pour renforcer son service formation (dans le cadre du développement de son réseau)

2 CHARGÉS DE FORMATION

ayant une expérience bancaire d'au moins 5 ans et une expérience en matière de formation, l'un devant être plus spécialisé en analyse financière, l'autre connaissant bien les techniques de banque.

Ils seront chargés, en tant que responsable de service, de la conception et de la mise en place de stages, de leur animation, du suivi des stagiaires.

Il s'agit de postes pouvant déboucher sur une mutation de type promotionnel dans d'autres services du groupe dans un délai de 3 ans.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions
N.2953 - PUBLICITES REUNIES, 112 Bd Voltaire
75011 PARIS - qui transmettra.

SECTEUR BANCAIRE

JEUNES DIPLOMES Grandes Ecoles de Gestion ou 3ème cycle de l'Université (option financière)

débutant dans la banque ou après une courte expérience en entreprise (maxi.), vous pensez avoir le potentiel nécessaire pour accéder à des responsabilités de :

DIRECTION D'AGENCE BANCAIRE.

Pour obtenir un dossier d'information complet sur cette offre, écrivez en précisant votre diplôme et son année d'obtention, sous réf. 11111 à FIDERE LIGHAU S.A., BP 220, 75001 PARIS. Cédex 02 qui transmettra.

SECTEUR TERTIAIRE ENTREPRISE LEADER DANS SA BRANCHE recherche le

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION DU PERSONNEL

PARIS

Pour renforcer son équipe, le service du personnel de cette entreprise crée le poste de Responsable du Département Administration du Personnel.

Il coordonnera les activités administratives classiques : paie, comptabilité, statistiques sociales. S'il en a les compétences, il participera à la gestion des ressources humaines, formation, gestion des carrières.

Le candidat devra avoir obligatoirement une formation "Administration du Personnel" (DUT minimum) et deux à cinq années d'expérience acquise dans un poste similaire.

Merci d'écrire sous réf. 306 M à A.L. CONSEIL 102 Bd Malesherbes 75017 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

A.L. conseil

IMPORTANTE SOCIETE - (CA 6 milliards de F.) recherche pour son siège proche banlieue Ouest

responsable gestion trésorerie francs

ayant acquis de préférence dans une banque, une expérience significative en matière de :

- gestion des flux en valeur et vérification des décomptes bancaires
- placement des excédents de trésorerie, notamment en obligations
- négociation des conditions bancaires
- demandes de crédits à long ou à moyen terme.

Sans être nécessaire, une certaine pratique de la Trésorerie Internationale et des crédits à l'exportation constituerait un atout.

Adresser C.V., manuscrit, photo et téléphone sous référence 86.937 à CONTESSA PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FACEM DEVELOPPEMENT DEPARTEMENT VIDEOTEX

recherche UN

CONSULTANT VIDEOTEX

chargé :

- d'animer des journées et séminaires d'information sur le vidéotex et la micro-informatique,
- de prendre en charge la conception et le développement d'applications VIDEOTEX pour des Entreprises et Administrations.

Le candidat choisi aura acquis une certaine expérience dans ce domaine. Il possèdera une bonne qualité de rédaction et de présentation, l'esprit marketing et des connaissances techniques à jour.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
FACEM DEVELOPPEMENT
72, rue Notre-Dame-des-Champs - 75006 PARIS

Nous sommes une des premières entreprises françaises de B.T.P. avec un C.A. de 5,5 milliards dont 40 % à l'étranger.

Nos activités sont très diversifiées : bâtiment, travaux publics, génie civil, assainissement, irrigations, service de traitement des eaux et des résidus urbains...

JEUNES INGENIEURS (ETP - Hydrauliciens - Electro-mécaniciens)

JEUNES GESTIONNAIRES (Sup de Co...)

vous recherchez une première expérience professionnelle.

Nous vous proposons une formation pour vous familiariser avec nos techniques, nos méthodes, notre esprit d'entreprise, puis, très vite, des responsabilités importantes et autonomes dans un de nos centres opérationnels en France ou à l'étranger.

Seuls, de véritables futurs entrepreneurs nous intéressez.

Merci d'écrire en joignant C.V. détaillé s/réf. 344 M en précisant le poste choisi à Denis JOUSSET

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils humains

FABRICANT DE POMPES recherche pour région PARIS

TECHNICO-COMMERCIAL

- formation technique
- mission conseil clients
- développement

Envoyez C.V. sous N° 260.189 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS

UN RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE 150.000 F +

Société leader de sa branche, C.A. 1,2 milliard, 1.000 personnes, filiale d'un Groupe Européen, recherche un Responsable de la comptabilité générale.

Rattaché au Chef Comptable, il dirige, anime, forme une équipe de 10 personnes. Il est responsable des bilans mensuel et annuel.

Il supervise les déclarations fiscales et est l'interlocuteur des commissaires aux comptes. Impliqué par les problèmes d'organisation, il s'attache à rentabiliser l'outil informatique. Agé de 35 ans au moins, excellent praticien de la Comptabilité Générale, il possède une formation supérieure, de type D.E.C.S. Supplé, dynamique, il présente de réelles aptitudes pour l'encadrement.

Poste basé près du Port de Neuilly

Belles perspectives de carrière dans le Groupe pour une personnalité de valeur.

Envoyer votre lettre manuscrite, photo, CV et salaire actuel à PROJETS PUBLICITE 12, rue des Prémices 75001 Paris, qui transmettra, sous la référence 42.563, discrétion assurée.

DIRECTEUR COMMERCIAL

recherché par MARCON INSTRUMENTS (Autoclave)
EXIGENCES :
Exp. vers les niveaux : Exp. formation et gestion d'une équipe - Ingénieur du technicien exp. commerciale - Anglais courant - Diplôme universitaire.

OFFRES :
Autoclave - salaire attractif et intéressant - valeurs fonction - Promotion exceptionnelle - Indemnités de poste - Poste basé à SUD.

Env. CV détaillé et prétentions à ORGATEC Service M1 10, rue du 19 du Temple, 75011 PARIS

NOUS SOMMES une société spécialisée dans la fabrication de matériel électromécanique et électronique à hautes performances

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour l'intégrer à notre équipe commerciale et participer à notre développement.

- Le candidat retenu devra posséder :
- Une formation technique en électromécanique ;
 - Avoir au minimum 3 années d'expérience commerciale dans un milieu industriel ;
 - Parler l'anglais couramment ;
 - Une bonne connaissance de l'allemand est, en outre, souhaitée.

Sous l'autorité du Directeur de la Division :

- Il prendra en charge l'activité export ;
- Il assurera la promotion des matériels industriels document développés ;
- Il détectera et exploitera de nouveaux ordres dans le domaine industriel.

Ce poste est situé à Paris. La rémunération est de l'ordre de 180.000 F. Mander sous n° T 039.445 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE REVUE INDUSTRIELLE SPÉCIALISÉE LEADER DANS SA BRANCHE recherche

JOURNALISTE

ou

INGÉNIEUR

dans le domaine de la

MANUTENTION

STOCKAGE - TRANSPORTS - LOGISTIQUE

PROFIL IDEAL :

Journaliste ayant une formation d'ingénieur et 2 à 3 ans d'expérience dans les techniques de distribution physique et leurs applications.

Ce poste peut également convenir à un ingénieur ou un technicien supérieur ou un homme de marketing ayant le goût et l'aptitude à communiquer par écrit.

Poste évolutif à pourvoir rapidement sur PARIS.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :

C.F.I.E. Direction du Personnel
48, rue de Coligny
75001 Paris Cedex 01.

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés ERIA - SCA AUTOMATION)

STÉ D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE (630 personnes - C.A. 170 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATIENS

débutants ou ayant quelques années d'expérience,

Postes à pourvoir : développement de logiciel, suivi d'affaires, conduite de projets

Domaines : télécommunications, réseaux de données, électronique, microinformatique

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2016 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel 315, Boulevard de la Colonne 92213 St Cloud Cedex Tél. : 602.70.47

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE

recherche

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES (25 personnes)

Ce poste, situé à PARIS, est rattaché au Directeur Financier et nécessite :

- Une pratique de l'outil informatique permettant de faire évoluer les procédures existantes en étroite collaboration avec les responsables de l'informatique et du contrôle budgétaire ;
- Une formation experte comptable : DECS + 1 certificat supérieur ;
- Une expérience réussie d'un minimum 5 ans à un poste de responsabilité en entreprise.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° T 260.377 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

M.C. CONSEIL
AGENCE DE COMMUNICATION
NON PUBLICITAIRE
(25 personnes,
C.A. 10 millions de francs)

**RENFORCE SON EQUIPE
ET RECRUTE 4 PROFESSIONNELS**

- 2 CHEFS DE GROUPE**
 - 3 ans d'expérience minimum à ce poste.
 - Qualité de rédaction.
 - Faculté d'analyse et de synthèse.
 - Esprit commercial.
 - Appétence à manager une équipe.
- 2 ATTACHÉS(ES) DE PRESSE**
 - Confirmés, 3 ans d'expérience minimum, qualité de contact et d'organisation.

Ecrire à M.C. CONSEIL,
49-51, rue d'Alfay, 75015 PARIS.

sfm
SOCIÉTÉ DE FABRICATION
D'INSTRUMENTS DE MESURE,
91 MASSY

recherche
pour sa direction production

**INGÉNIEUR
DIPLOMÉ**

- Débutant ou première expérience.
- Mécanique, pneumatique, hydraulique.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Direction
Affaires Sociales - B.P. 74
91301 Massy Cedex

Une importante entreprise de services
appartenant à l'un des groupes leader
dans son domaine recherche pour l'une de ses
agences parisiennes son

**chef de service
comptabilité**

- Le poste recouvre, dans un contexte informatique en temps réel, les aspects suivants : tenue de la comptabilité, relevés et révisions clients, suivi de la trésorerie, comptabilité analytique, établissement des bilans et comptes d'exploitation, suivi des résultats (budget prévisionnel et réels), relations avec la comptabilité du Siège, organisation et animation de son service.
- La maîtrise de ces fonctions nécessite une solide formation de base et une expérience réussie de plusieurs années dans un poste similaire.
- La rémunération dépendra de l'expérience, larges possibilités d'évolution (France et Étranger).

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 4551-M à
GUILLOU Sélection (réponse et entretien assurés).

guillou sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

SOS DÉPANNAGE
SOS 99-99
recherche

**1 CHEF STANDARD
STANDARDISTES H-F**
150 h/mois. 4 800 F brut (Fos + Prime)
3 j. 7 h - 15 h - 3 j. 15 h - 23 h - 3 j. repos

1 SECRÉTAIRE
machine traitement de texte
Mauricette
Plein ou partiel

1 RESPONSABLE D'EXPLOITATION
chauffeurs, planning
Sens de la discipline, meneur d'équipe

Ecrire M. VERGER - 7, rue Linné, 75012 PARIS

**FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILES**
31RM 4341 - CJCS - DL1 - COBOL - ATL
recherche

un chef de projet
(PROVINCE - 70 km PARIS)
Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou Maître d'Informaticien. Avoir 3 à 5 ans d'expérience dans le développement d'applications marketing, gestion de production, distribution.

2 analystes-programmeurs
(RÉGION PARISIENNE)
Diplômés DUT ou MIAGE, avec 2 ans d'expérience dans la programmation COBOL, pour des applications de gestion financière ou gestion de personnel.

un analyste-programmeur
(RÉGION PARISIENNE)
Diplômé DUT, ayant 1 à 2 ans d'expérience. Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence du poste souhaité sous réf. 56723 Contesse Publicité 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Important groupe national du secteur tertiaire
recherche

pour sa direction régionale Ile de France

**CHEF
DE PROJET**

le candidat sera chargé de :

- la responsabilité de l'exploitation d'un centre informatique exploité en télétransmission;
- la responsabilité de la mise en place de nouveaux systèmes informatiques tant sur le plan technique qu'en plan de l'organisation administrative;
- une mission permanente de contrôle de gestion auprès du Directeur Régional;
- formation supérieure et plusieurs années d'expérience.

Envoyer CV, prétentions sous réf. 9928 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris

FABRICANT DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
en forte expansion 80 M.F. de C.A.
Filiale d'un grand groupe français
recherche

pour proche localisation

**CHEF DE SERVICE
ADMINISTRATION DES VENTES**

Le candidat sera notamment chargé :

- D'encadrer et d'animer une équipe de 5 à 10 personnes;
- D'assurer le suivi complet des commandes (enregistrement, livraisons, fabrication, suivi des litiges et réclamations...);
- De lancer les approvisionnements et d'assurer leur suivi auprès de l'unité de production;
- De gérer d'une manière optimale le stock des produits finis;
- De fournir à l'équipe commerciale l'ensemble des éléments nécessaires à l'activité commerciale.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat dynamique ayant acquis quelques années d'expérience dans un poste similaire et possédant à la fois un sens aigu des relations commerciales et la rigueur administrative requise pour faire fonctionner un tel service. En outre, une certaine ouverture technique est souhaitable compte tenu de la nature des produits fabriqués.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 6703 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

**IMPORTANT
ORGANISME BANCAIRE**
recherche

pour son service clientèle situé à Paris

**2
COLLABORATEURS
DÉBUTANTS**

Ils seront chargés, au sein d'une équipe d'acteurs, d'effectuer des applications de mathématiques financières et actuarielles. Ce service offre de nombreuses possibilités d'évolution.

Pour le premier poste, il faut être titulaire d'une maîtrise de mathématiques appliquées (Référence 8238 A). Pour le deuxième poste, un DEUG A est demandé (Référence 8238 B). Les candidats masculins seront dégagés des O.M.

C.V. et prétentions (+ référence poste) sont à adresser à M. M. M. à : BLEU Publicité - 17, rue de Vincennes CEDEX 17500 PARIS (qui transmettra)

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
recherche

CHIEFS DE PUBLICITÉ

Débutants ou quelques années d'expérience

Intégrés à des équipes de ventes d'espaces publicitaires, ils pourront évoluer rapidement vers la fonction de CHEF DE PUBLICITÉ ADJOINT au sein de supports spécialisés.

- Bonne présentation;
- Facilité de contact;
- Esprit d'équipe;
- Libre immédiatement.

La connaissance de l'anglais et de la publicité serait appréciée.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à
C.F.I.E.
Direction de Personnel
46, rue de Calcutta
75001 Paris Cedex 01.

**SOCIÉTÉ DE FORMATION PERMANENTE
ET DE CONSEIL D'ENTREPRISES**
recherche

FORMATEUR CONSULTANT

pour réalisation de séminaires intra-entreprises, sur :

- aspects organisationnels et du management;
- gestion des ressources humaines et du Personnel, contenu juridique et social du travail (Auteurs, etc.), et conseils auprès de Directions sur ces mêmes thèmes.

CONDITIONS REQUISES :

- être immédiatement ou dans un délai court, études supérieures;
- 5 ans minimum d'expérience en formation permanente;
- connaissance approfondie de 2 au moins parmi les 3 thèmes indiqués;
- acceptation de déplacements de courte durée, mais très fréquents.

Envoyer C.V., photo et prétentions à réf. 8160 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE
19800
pour
son service fiscalité internationale

**CADRE
expérimenté**

Possédant pratique de la fiscalité et de la comptabilité.

Anglais et/ou espagnol indispensables.

Lieu de travail au Siège à LEVALLOIS.

Déplacements à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et prétentions sous réf. 8160 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Informaticien

Organisme professionnel d'analyse et de recherche, seul, aura à assumer la gestion des différents fichiers, l'étude de l'encodage des informations et le traitement des données statistiques.

Matériel : Système VSPC fonctionnant sur ordinateur IBM.

Pour exercer cette fonction, il devra justifier d'une maîtrise, d'un 3^e cycle universitaire ou d'une grande école ainsi que d'une expérience professionnelle réussie dans la branche informatique (5 ans minimum) avec si possible, la spécialité du 3033.

Si ce poste vous intéresse adressez candidature manuscrite et C.V. sous référence 2801M à

ID IMPACT DÉVELOPPEMENT,
Commercial Building,
24, rue de Lisbonne, 75001 PARIS

BANQUE PARIS
recherche pour sa
Direction Internationale le

**RESPONSABLE DU
SERVICE MONTAGE ET
GESTION DES CRÉDITS
INTERNATIONAUX**

Une solide expérience de plus de 6 ans est requise tant dans le domaine des crédits à l'exportation (crédits fournisseurs et acheteurs) que dans celui des crédits financiers en euro-dévises.

Une bonne pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 66415 à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Groupe services en matériel informatique en forte expansion, 1100 personnes, basé à PARIS, crée le poste de

**RESPONSABLE DES SERVICES
COMPTABLES H/F**

Chargé de l'animation et de la direction d'une équipe jeune de 4 personnes, il s'occupera personnellement des positions bancaires et des centralisations comptables des trois sociétés ainsi que des déclarations sociales et fiscales, il s'intéressera aussi à l'organisation et au service pour la circulation des documents comptables.

Le poste convient à un candidat dynamique rigoureux et aimant travailler en équipe ; il est à 30 ans au moins, titulaire du DECS ou équivalent avec une expérience similaire de quelques années.

Rémunération 180.000 F.+

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo sous réf. RCM à : 12, rue P. M. Curie - Z.I. d'Inge 46140 St. Ruelle

expacentre ouest

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FILIALE D'UN GRAND GROUPE**
recherche

**Responsable
de bureau d'études**

Pouvant justifier de 10 années d'expérience professionnelle dans l'établissement de PROJETS D'ETUDES DE TRAITEMENT D'EAUX POTABLES OU USEES.

Cet ingénieur, formation Chimiste, pourra intervenir dans l'action commerciale relative aux projets qu'il aura étudiés.

C.V., photo et prétentions sous réf. 8160 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

H.I.U.P.
INFIRMIER

pour service psychiatrique

Expérience néo-calédonienne.

Libre à l'embauche.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. 47-89 à H.I.U.P.

**UN INGÉNIEUR
D'AFFAIRES**

DIPLOMÉ S.T.P. ou équivalent
spécialité : MÉTALLIQUES

**UN INGÉNIEUR
D'AFFAIRES**

DIPLOMÉ S.T.P. ou équivalent
spécialité : FUMISTERIE INDUSTRIELLE

Pour ces deux postes, du bon sens, de bonnes connaissances en chimie, en 3 à 4 ans d'expérience sont exigés.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 17.887 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

**EXPERTS
EN
GESTION**

BILINGUE
Société bien implantée
recherche
un ou deux experts en gestion
ou plus en gestion
ou en scheduling ou en contrôle de gestion/assurance en gestion de matériel, en voyage, en expatriation, possibilité de formation intensive.

Envoyer détails à : IMPAC Ltd P.O. Box 369 - LONDON W2 1SW - GRANDE-BRETAGNE.

GROUPE COOPÉRATIF
C.A. 400 MILLIONS et 270 PERSONNES
VILLE MOYENNE, 200 km NORD DE PARIS
recherche

**RESPONSABLE
COMPTABLE ET FINANCIER**

Il aura la responsabilité des services comptables et de la gestion financière de l'entreprise. Il devra en outre assurer la gestion de l'organisation administrative et informatique du groupe.

Ce poste convient à un candidat motivé ayant acquis une expérience similaire en entreprise, ou en cabinet de conseil ou d'expertise.

Merci d'adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions sous réf. T 039 496 M, RABE-PRASSE 85 bis, rue Réaumur, Paris 2.

AGENCE DU C.E.A.
recherche

CADRE FINANCIER
170.000 F.+

Collaborateur direct du Responsable de la Division Administrative et Financière et animateur de sa propre équipe (4 personnes), ses missions sont :

- préparer et discuter les budgets (250 Millions en 83);
- analyser la comptabilité commerciale et industrielle;
- suivre les procédures de la comptabilité analytique et de contrôle budgétaire, enfin, participer à l'information du service dans les mois qui viennent.

Pour réussir la création de ce poste, le candidat devra avoir une formation supérieure (universitaire ou écoles de commerce) et une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 76006/LM, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

pour son département ALSPA
(Service Télécom sur lignes Énergie)
basé à MASSY (91)
recherche

**TECHNICIEN SUPÉRIEUR
ESSAIS**

R.T.S./D.U.T. électronique ou équivalent

- d'ensemble des équipements de télécommunication (C.P.L., modems, terminaux...)

Envoyer C.V. sous réf. 66944 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

ANALYSTES

Niveau : Supérieures (licence ou maîtrise).

Expérience souhaitée sur matériel IRIS 80.

Connaissance parfaite de la programmation exigée.

Langages souhaités : COBOL - BASIC

Env. lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 8.176 à P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

UN INGÉNIEUR

D.E.A. informatique et analyse numérique ou que mathématiques.

Ecrire : CUSTON 24, rue de Rivoli, 75001 PARIS qui transmettra.

**ITE DE SERVICES ET
CONSEIL INFORMATIQUE**
personnel filiale d'un
industriel
recherche

**INGÉNIEURS
INFORMATIQUES**

- Expérience 2 à 3 ans
- MMT/MITRA indispensable
- Langage LTR
- appréciée :
- Pour animation du service dans le cadre d'un grand projet temps réel.

Env. manuscrits, C.V., photo, prétentions, 2, 984, Reunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Importante St internationale in- COMPTABLE CONFIRMÉ avec sévères réf. profession- nelles. Situation stable avec possibilité d'évolution. Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillée à réf. 410 à IM, 65, rue de Rivoli, 75001 PARIS qui transmettra.

	La ligne*	La ligne T.T.I.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	77,00
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	11,30	61,67
AUTOMOBILES	11,30	61,67
AGENDA	11,30	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Ligne/est.	Ligne/Ng T.T.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

OFFRES D'EMPLOIS

URGENT
Recherchons
CHEF MAGASINIER
TEXTILE
Référence [redacted]
Tél. pour R.V. [redacted] 15-02.

C.N.R.S.
pour traductions à
toutes langues, tous
domaines
**DIPLOMÉS
SCIENTIFIQUES**
Env. C.V. : C.N.R.S.

Société Paris-20^e
Activité aéronautique
recherche pour son bureau
d'études électroniques analogi-
que et digitale

INGÉNIEUR

ÉLECTRONICIEN
DÉBUTANT
ou 5 ans d'expérience
A.T.2. ÉLECTRONICIEN
coefficient 285
BTS ou DUT

**Adress. C.V. en prêt sous
n° 86-101, Publicité,
101, avenue Opéra, T.S.B.
PARIS 16 01 qui**

**UN CADRE
ADMINISTRATIF**

Expér. animation ■ **Formation** ■ **Management administratif exigée.**
Salaire net au début 5.400 F + avantages fonction publique.
Envoyez curriculum vitae C.V. à
Monsieur le Directeur
Direction du Personnel
93802 AULNAY-SOUS-BOIS
Pour tous renseignements com-
munications et ad.

**GROUPE DE
CONSTRUCTION
IMPORTANT**

Paris et en milieu parisien, logements, centres commerciaux, bureaux, équipements collectifs.

Son service technique est constitué d'inspecteurs de travaux, la Direction générale recherche un Ingénieur E.C.P., T.P., Mines, Arts et métiers, etc. de manière à assurer l'entretien

- les études de coût et de délais ;
- la recherche d'entreprises ;
- le lancement et l'analyse des appels d'offres ;

- le suivi des chantiers ;
- le pilotage et la coordination ;
- les relations avec maîtres d'œuvre, bureaux d'étude, bureaux de contrôle ;
- la comptabilité et la prévision des dépenses ;
- le suivi des contentieux.

Le candidat développera avec

La Direction, un certain nombre
de modes opératoires et sec-
teurs d'intervention.
Sa rémunération sera à la hau-
teur de sa confirmation de
technicien spécialiste du b.
Envoyer C.V. détaillé 
photo au
GROUPE SOFIAM

9, avenue Martignon,
75008 PARIS.

ADMINISTRATION,  
Clichy, recherche
AGENT TECHNIQUE
Pour négociation-rédaction de
marchés industriels d'état DUT

ou équivalent exigé.
Entre Service Central des Com-
mandes, 46, bd Bessières 17^e.

Le Monde

régions

Ile-de-France

AU CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE

On déménage !

DANS tout ordre, il y a celui qui part et celui qui reste. L'important était de savoir ce que celui qui part emmènerait avec lui. Dans le Val-d'Oise, le conseil général qui, cinq ans après la création du département en 1967, s'installait dans les locaux de la préfecture, propriété d'État, prendra le large en septembre 1983. Après onze années de vie communale et pour cause de décentralisation, qui, en transférant du préfet au président du conseil général la responsabilité de l'exécutif départemental, a rendu nécessaire la composition d'une véritable assemblée, indépendante de l'administration préfectorale. Ce qui n'a pas été sans mal et se soldera par le déménagement du conseil général.

D'une superficie de 10 000 m² environ, placée au cœur de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, la préfecture du Val-d'Oise, à l'architecture originale d'une pyramide inversée, mais considérée parfois comme peu fonctionnelle, emploie quelque six cents fonctionnaires. Bien difficile d'imaginer alors de savoir qui dépendait de l'État, qui du département, qui des deux à la fois. Il n'était pas rare de trouver, en effet, dans un

même bureau, des employés travaillant indifféremment pour l'une ou l'autre de ces collectivités publiques. Afin de procéder, avant toute séparation, à une juste répartition du personnel, l'administration a favorisé l'embauche d'une trentaine de fonctionnaires. Désormais, le conseil général, composé notamment du staff du président, des vice-présidents et des groupes politiques, emploie cent quatre-vingt personnes, bien à lui, qui se partagent encore aujourd'hui, à la préfecture, 1 500 m², la moitié de la superficie totale nécessaire pour la bonne marche du service. Des installations de fortune - des bureaux sous forme de box, ont été aménagés le long de galeries intérieures - permettent d'ailleurs d'attendre patiemment le déménagement, qui devrait intervenir en septembre prochain.

Le conseil général s'installera dans des locaux neufs, déjà construits, et compris dans une opération de construction de 15 000 m² de bureaux en ville nouvelle, sur un lieu appelé « campus », assez proche de la préfecture pour permettre une

bonne liaison entre les différents services. Pour un peu plus de 100 millions de francs - hors taxe, - il a donc acquis le dernier immeuble disponible actuellement sur ce terrain, et pour 687 500 F, - toujours hors taxe, - il louera un deuxième immeuble. Au total, 2 750 m², auxquels viendront s'ajouter, en 1984, 1 300 m² dans un troisième immeuble, qui serviront probablement aux réunions publiques de l'assemblée départementale.

Cette séparation de biens ne sera pas suffisante, toutefois, pour effacer tout nuage entre les deux anciennes collectivités, car une autre des préoccupations est de savoir qui s'acquittera désormais de certains frais de fonctionnement de la préfecture, jusqu'à la par le département. La charge que le conseil rejette, prétendant qu'il n'utilisera plus les locaux de l'État. Il est peu probable, toutefois, que ce dernier accepte d'assumer ces frais. Des pourparlers sont en cours entre le conseil général et le ministère de l'Intérieur.

Hier, le préfet, représentant de l'État en chef de l'exécutif, ne pouvait accepter ce transfert de charge

au détriment de l'État. Aujourd'hui, l'exécutif est passé entre les mains du président du conseil général, en l'occurrence Pierre Salvi, sénateur centriste. Politiquement donc, une telle solution n'effraie plus. A plus forte raison parce que le déménagement, conséquence de la décentralisation et voulue par tous les élus du département, confèrera au conseil général l'autonomie souhaitée par le gouvernement. Et s'il n'y a eu un locataire ayant dénoncé devoir continuer d'entretenir son ancien appartement récupéré par le propriétaire lui-même ? Les locaux qui seront libérés en septembre prochain à la préfecture seront, en effet, déjà réservés par la direction départementale de l'équipement et par les services fiscaux du Val-d'Oise.

Un autre débat à l'Assemblée départementale portera certainement sur l'opportunité de créer un restaurant d'entreprise. Pour l'instant, le personnel du conseil général se nourrit dans la cantine de la préfecture. Il faudra bien alors, à un moment-là, évoquer les problèmes de sécurité, d'hygiène, qui ne manquent pas déjà de se poser.

JACQUELINE MEILLON.

Point de vue

Pour une rénovation rapide de la grande galerie de zoologie du Jardin des plantes

par PHILIPPE CANAC (*)

DEPUIS plusieurs semaines, la chronique est riche de grands projets de célébration du deuxième centenaire de la révolution française programmés à l'occasion de l'Exposition universelle de 1983 à Paris.

(...) Les idées les plus formulées... Elles ont pour but d'animer le trajet fluvial par la création d'étapes avec des pavillons, peut-être flottants, ou en des lieux de plein air aménagés sur les berges.

En complément des aménagements précoces qui se déroulent que le temps de la fête, je propose d'engager une œuvre d'art pour le projet entrepris depuis huit ans, et au point mort depuis deux ans : la grande galerie de zoologie du Muséum national d'histoire naturelle, construite et inaugurée en 1853 pour remplacer l'ancienne galerie du dix-huitième siècle, considérée, à l'époque, comme le premier musée scientifique de France et un modèle du genre.

À la suite d'un long processus de dégradation commencé au lendemain de la première guerre mondiale, la galerie est, en 1983, livrée au public.

L'ensemble des contraintes dégagées par l'étude du projet de rénovation, commencée en 1974 et poursuivie en juin 1978, a mis en évidence que la rénovation de la galerie nécessitait une œuvre d'art de la présentation des collections.

La possibilité de voir, grâce aux facilités de déplacement, au cinéma ou à la télévision, les espèces les plus spectaculaires ou rares dans leur milieu naturel, a entraîné une transformation aujourd'hui une information scientifique.

En conséquence, de nombreux spécimens n'ont plus à figurer dans la galerie. Toutefois, leur valeur scientifique demeure et les biologistes du monde entier doivent avoir accès au Muséum. Toutes les collections d'étude qui ne sont pas destinées à être propagées (comme les bocaux remplis d'alcool) doivent rester dans la « zoothèque », entièrement construite en sous-sol, les collections de spécimens ne pouvant être déplacées sans les entreprises.

La galerie de zoologie sera livrée sous quelques jours. Tous les préparatifs sont prêts pour recevoir les travaux de rénovation qui, s'ils sont entrepris sans tarder, permettront de rouvrir avec éclat, dans quelques jours après son inauguration, la grande galerie de zoologie du Muséum. Cette œuvre sera faite, dans le cadre de l'Exposition universelle de 1983, la bi-centenaire d'une des plus prestigieuses institutions nées de la révolution française.

(*) Architecte en chef des bâtiments muséaux et palais nationaux.

A CERGY-PONTOISE

Des murs pour la mémoire d'un département

EN 1985, le Val-d'Oise aura enfin une mémoire. La première pierre de cet édifice a été posée récemment par Pierre Jourdan, commissaire de la République, et par Pierre Salvi, sénateur centriste, président du conseil général.

Cette symbolique, s'il en est, car cette mémoire du Val-d'Oise, formée des archives départementales, sera implantée en ville nouvelle de Cergy-Pontoise au lieu-dit la Palatte-Pourpre. Une façon comme une autre de forger le destin en confiant à une ville nouvelle encore inconnue et sans histoire les racines et le passé d'un département.

C'est en 1987, après l'achèvement de l'opération de construction du Val-d'Oise à 50 % par la loi, en quelques années, une personnalité en se dotant de tous les équipements qui lui faisaient défaut. Les archives, elles, comme toutes celles de la Seine-et-Oise, constituaient à être entreposées à Versailles, tandis que les nouveaux documents traversaient actuellement refuge à la cité administrative de Pontoise. En attendant leur rapatriement dans un bâtiment parfaitement adapté, ce sera chose faite dans vingt-quatre mois. A ce moment-là, la mémoire du Val-d'Oise comprendra 200 kilomètres de rayonnage sur sept niveaux, 8 000 mètres carrés couverts avec salles de travail, de lecture, de conférences, etc. avec coût 31 278 915 F. Le département soit le prix de terrain acquis auprès de l'établissement public d'aménagement de la ville, nouvelle et celui de l'opération elle-même.

Devant l'entrée, une œuvre d'art - une sculpture en pierre, fontaine ou automne - sera érigée. L'État participera à la construction

de cette réalisation à hauteur de 30 % du coût total.

Avec ce dossier, le conseil général met enfin un terme à plusieurs années d'indécision. Car le projet de regrouper les archives du Val-d'Oise ne date pas d'aujourd'hui. En 1977 déjà, les deux départements s'étaient prononcés pour l'aménagement, à cette fin, de l'abbaye de Maubuisson, à Saint-Ouen-l'Aumône, abbaye cistercienne fondée en 1236 par Blanche de Castille. Aujourd'hui, entourée du parc de Maubuisson, elle ne compte plus que cinq bâtiments sur les trente qui avaient été construits.

Le projet du conseil général était, à priori, séduisant, résolvant d'un coup d'un seul la question de la restauration de l'abbaye pour y installer, notamment, une salle de lecture, et d'entreposer les archives en site sûr et à trois niveaux. La restauration bénéficiait des subventions de l'État. En 1978, ce projet était adopté, et le département achetait au propriétaire, la Fondation Rothschild, 8 des 15 hectares du parc de Maubuisson pour la somme de 2 200 000 F.

Depuis, l'aménagement de l'abbaye a été chaque année repoussé, pour raison fiscale, la découverte de plusieurs vestiges, des fouilles archéologiques qui devaient nécessairement précéder l'opération. Ces fouilles ont en effet permis de mettre au jour, notamment, un lavabo, en forme de bassin et auquel on accède par quelques marches, et surtout un égoût d'architecture médiévale.

Raison officielle, car, selon l'équipe d'archéologues travaillant encore aujourd'hui sur le site, des études géologiques connues avant même le début des fouilles

apparaissent qu'une nappe phréatique au même temps qu'une dalle très dure empêchaient toute construction en sous-sol. On a voulu nous faire porter le chapeau du retard, disent-ils encore aujourd'hui, au conseil général.

Quel qu'il en soit, arrêté à quelques 17 millions de francs en 1977, le projet en juin 1980 dépassait les 30 millions de francs, pour seulement 10 millions de francs en 1983, le coût des travaux de protection des vestiges ainsi découverts. En 1980, le projet d'un bâtiment construit à 20 millions de francs pour 20 kilomètres de rayonnage.

Le 15 décembre de cette même année, les élus du département ont décidé alors de consacrer à son seul prestige l'abbaye de Maubuisson en poursuivant sa restauration, sans d'installer le service départemental d'archives et de conserver à la Palatte-Pourpre les archives départementales, dans un site moins historique, mais beaucoup plus moderne. Sur les 30 millions du projet Maubuisson votés en 1980, 10 ont été consacrés à la restauration de l'abbaye. C'est la ligne budgétaire de ce programme qui a été votée par l'assemblée départementale.

Tout est bien qui finit bien, donc, puisque le projet a eu le mérite d'assurer la restauration de l'abbaye. Une restauration qui n'aurait jamais été entreprise si les fouilles archéologiques - sans cette menace de destruction qui pesait sur les vestiges. De là à dire que ce projet n'aurait servi qu'à cela...

J. M.

Un budget de 1,5 milliard

Après la publication de notre article sur le budget des sept départements de l'Ile-de-France, le Monde du 11 mars 1983, nous avons reçu de M. Pierre Salvi, président du conseil général du Val-d'Oise, les précisions suivantes :

Le budget du Val-d'Oise pour 1983 est en hausse de 11,24 % par rapport à celui de 1982 (et de 8,30 %).

Il excède pour la première fois 1,5 milliard de francs. L'investissement n'est pas en régression de 10 %, et représente même plus de 10 % du total du budget.

Entre 1982 et 1983, le Val-d'Oise a inauguré un système d'autorisations de programme - qui vise à limiter l'évolution en dents de scie de l'investissement. Pour le seul secteur de l'équipement, 50 millions de francs ont été votés avec une enveloppe de crédits de paiement de 36 millions de francs.

Notre département a su maintenir une progression de sa fiscalité inférieure à 10 %, tout en restant parmi les tout premiers de France pour l'aide consentie en faveur des communes.

(Les chiffres que nous avons publiés sont ceux qui nous ont été fournis par le conseil général le jour de vote du budget.)

J. M.

Halte aux sirènes inutiles

Après notre article concernant la lutte contre le bruit à Paris (le Monde du 4 mars), nous avons reçu de M. Jacques Flament, l'un de nos lecteurs parisiens du 6^e arrondissement, les remarques qui suivent :

Parmi les bruits de la circulation, il en est un qui est le plus pénible que les autres et dont il est impossible de se protéger : c'est celui des sirènes des voitures et des motos de police, des cars de police-secours, des fourgons des pompiers et des ambulances des SAMU. Ces certains bruits de police, ces bruits de nuit, n'importe quelle heure, ce terrible bruit de sirène déchire la nuit.

Il n'y a aucune protection possible. Ni les doubles fenêtres, ni les vitres épaisses, ni les volets pleins, ni les boules

deux ne l'arrêtent. Sans sur le moment, on s'en passe qu'une minute. Le jour on le supporte. La nuit, une fois éveillée, rien des personnes ont du mal à se rendormir.

Est-il vraiment nécessaire, la nuit, alors que la circulation est faible, de s'ouvrir la route en faisant tant de tapage ? Les ambulances, qui ont sans doute d'aussi bonnes raisons de devoir se déplacer, ont simplement un véhicule deux fois plus silencieux que les autres.

Alors, quand on parle de « brigades de police affectées à la lutte anti-bruit », je souhaite que les brigades ne soient pas, à leur tour, avec leurs sirènes, une grave nuisance pour les Parisiens.

VOUS POUVEZ PARTIR SANS SURPRISE AU PRINTEMPS, EN ETE OU EN AUTOMNE

Avec ses formules de séjour forfait - pension complète, boisson incluse
Tourisme Travail vous le permet, tout respectant aisément les dispositions de contrôle des changes.

BULGARIE, SICILE, YUGOSLAVIE, GRECE, TUNISIE, ITALIE, BALEARIES, ANDALOUSIE, IRLANDE, MADÈRE...

APPELEZ : (1) 41 11 11
TOURISME ET TRAVAIL
VOTRE ASSOCIATION

Ministère du Temps Libre, agréé en 1978

CHACQUE SEMAINE

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne **LOTO**

LOTO

C'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

Audiovisuel et communication

2 stages pour formateurs et animateurs

Atelier d'analyse de la communication audiovisuelle

1. magnétophone 2. banc 3. vidéo - Ve-et-vient entre manipulateur d'un document (court métrage, J.T., etc.) et approfondissement théorique (sémiologie des A.V.). 5 jours, mi-journée

Connaissance de l'information écrite et audiovisuelle

Travail sur petits groupes + apports (exposés, etc.) - 10 demi-journées hebdomadaires, début : mi-mai.

Renseignements : Université Paris-Dauphine (Education Permanente), De-Latre-de-Tassigny - 75775 PARIS CEDEX 16 - Tél. : 213.11.10 (poste 23.34).

PIERRE MAZEAUD

Nanga Parbat

montagne cruelle

le récit de l'expédition franco-allemande 1932

denoël

LES RÉACTIONS AUX MESURES DE RIGUEUR DU GOUVERNEMENT

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

« Nous demandons que les mesures annoncées aillent davantage dans le sens de la réduction des inégalités » souligne M. Krasucki

L'action syndicale constitue une sorte de double contrepoids, a affirmé le 10 avril au « Club de la presse » d'Europe 1 M. Henri Krasucki. Pour le secrétaire général de la C.G.T., « il existe une énorme pression du capital, intérieure et extérieure; il faut être le contrepoids de cela. Il y a aussi des insuffisances des déficits dans l'action gouvernementale, selon nous, et les travailleurs, l'action syndicale, c'est aussi le contrepoids de cela ».

Je pense, a assuré M. Krasucki, que les mesures annoncées ne sont pas de nature à bien atteindre les objectifs prévus. C'est là-dessus que porte notre désaccord. Les objectifs correspondants aux nôtres, ce sont les qui sont différents. Se basant sur une étude de la Fédération C.G.T. des finances et du Syndicat national des impôts, il a affirmé que « une dix mille foyers totalisent une fortune de 1,5 milliard de francs actuels », c'est-à-dire « à peu près la somme du budget de l'Etat et du budget de la Sécurité sociale. Il faut bien rapprocher ces chiffres-là des 60 milliards recherchés; cela donne 4 % de la fortune des cent dix mille foyers les plus riches du pays. La fortune de chacun de ces foyers représentant en moyenne 1 milliard de centimes, 4 % représentent pour eux 40 millions de centimes. Il leur reste donc 960 millions de centimes, c'est-à-dire que c'est l'argent de po-

de ces gens que l'on prélève. Rien qu'en revenus ils le font dans l'année ». M. Krasucki a poursuivi : « Demander à ceux qui pendant si longtemps pris leur fortune sur le travail des Français et des Français, sur le travail de tous ceux qui font quelque chose dans ce pays, de restituer une petite partie de cela pour refaire l'industrie qu'ils ont défilée, c'est une mesure de justice, un même temps que d'intérêt national. En effet, il faut bien refaire l'industrie (...) ». M. Krasucki a souligné que les mesures annoncées plus justes, aillent davantage dans le sens de la réduction des inégalités. Même si elles font un petit pas dans cette direction, nous pensons qu'elles doivent en faire un plus important pour que les travailleurs s'y retrouvent que l'efficacité soit plus grande. Voilà ce que nous attendons du gouvernement et du Parlement.

« Ecouter vraiment les travailleurs »

Pour le secrétaire général de la C.G.T., il n'est pas bon pour le gouvernement « de ne pas écouter ceux qui sont son soutien social principal. Il ne faut pas seulement parler; il y a des élections, il y a des avertissements, c'est terminé, puis on tourne la page. Il faut écouter les travailleurs, il faut les écouter vraiment ». Résumant l'idée laquelle la C.G.T. n'aurait le choix qu'entre « s'aligner ou casser la baraque », M. Krasucki a souligné : « Nous sommes ni un syndicat de bêt-out-out ni un syndicat d'irresponsables. Nous sommes un syndicat autonome, indépendant, agissant en fonction des intérêts des travailleurs et avec le souci des responsabilités à l'égard du pays ». « Cependant, a-t-il ajouté, rien n'avancera sans que les travailleurs s'en mêlent. C'est la pour laquelle nous leur demandons d'élever la voix (...). Si c'est nécessaire, l'arrêt de travail fait partie de la démocratie, de l'expression de la volonté démocratique dans le pays. Cela ne pose aucun problème de principe. Sinon, quand ce n'est pas nécessaire d'arrêter la production, nous conseillons aux travailleurs de le faire ».

M. Jean Bernard, président de la C.F.T.C., a demandé la réalisation d'une « opération vérité » sur la situation financière de la Sécurité sociale. Dans un communiqué le 9 avril à Paris : « La C.F.T.C., a-t-il précisé, demande que, avant toute mesure générale de fiscalisation, le problème des charges inégalement supportées par la Sécurité sociale

M. GÉRARD DEUIL (Syndicat national du patronat moderne et indépendant) : défendre l'esprit de la libre entreprise.

Dans un communiqué le 10 avril à Paris, M. Gérard Deuil, président du S.N.P.M.I. (1), a répondu à M. Krasucki. « Qu'entendons-nous par là ? a-t-il fait remarquer, M. Krasucki nous dit : « M. Lajoinie, du parti communiste, négocie avec M. Mauroy au sujet des ordonnances. A quel prix ? ». A cela s'ajoutent « des mesures dures » à l'initiative de la C.G.T., pour M. Deuil. C'est pourquo, affirme-t-il, « ce moment difficile, le S.N.P.M.I. nous fait entendre la voix des forces vives de la nation et saura fermement défendre l'esprit de la libre entreprise » lequel redressement de l'économie ne peut être envisagé. La France n'est pas un pays marxiste. Les femmes et les hommes responsables de notre pays (chefs d'entreprise, artisans, commerçants, professions libérales et cadres) veilleront à ce qu'elle ne le devienne pas, malgré la propagande abusive de porte-parole du parti et de leurs alliés ».

(1) Ex Syndicat national de la petite et moyenne industrie.

AU TRENTIÈME CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION C.G.T. DE LA MÉTALLURGIE

Oui à la « rigueur », non « à la restriction et à l'austérité pour les travailleurs » déclare M. Sainjon

Le trentième congrès de la Fédération C.G.T. de la métallurgie (1), réuni à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) du 11 au 13 avril, M. André Sainjon, secrétaire général de cette fédération, a affirmé qu'« une politique de rigueur ne peut, en aucun cas, être synonyme de restriction pour les travailleurs, ni d'austérité ».

Selon M. Sainjon, « des travailleurs s'estiment déçus. Ils doivent aujourd'hui plus qu'hier comprendre que personne n'agira à leur place ». Evoquant le rôle de cotisations par les entreprises nationalisées à l'Union industries métallurgiques et minières au C.N.P.F., M. Sainjon a déclaré que « toute loi clarifiée soit faite ».

(1) Selon M. Sainjon, l'Union, avec deux cent cinquante entreprises (trois mille en 1979), est la première organisation syndicale de la métallurgie.

Une grève de la faim à Usinor-Dunkerque

De notre correspondante

Dunkerque. — Le secrétaire du Syndicat de lutte des travailleurs (S.L.T.) d'Usinor-Dunkerque, constitué de dissidents des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., a annoncé le 5 avril une seconde grève de la faim pour obtenir la réintégration dans l'entreprise. En effet, trois mois après avoir obtenu la première grève de la faim, du 27 au 14 juillet, M. Flatschler a décidé de recourir à nouveau à ce moyen pour attirer l'attention sur la situation à l'intérieur d'Usinor-Dunkerque.

M. Flatschler fut élu en juin pour « interruption de travail sans motif » à l'obstruction au travail, selon la direction, parce qu'il avait été témoin d'un double accident mortel le 4 juin selon le secrétaire du S.L.T. Ce licenciement avait été alors refusé par l'inspection du travail. M. Flatschler bénéficie de la procédure dérogatoire applicable aux membres du comité

d'hygiène et de sécurité (C.H.S.), la direction s'était alors tournée vers le tribunal de grande instance qui constata la nullité de la désignation de M. Flatschler au C.H.S. Mais le 21 octobre dernier, l'inspection du travail refusait à M. Flatschler le licenciement de M. Flatschler qui se présente à son poste à travail quarante-deux fois, tandis qu'il était officiellement maintenu éloigné-payé.

Le 31 mars, une décision du tribunal d'appel de Douai interdit à M. Flatschler l'accès de l'usine sous peine de devoir payer 500 F chaque fois qu'il entrerait à Usinor.

C'est pour protester contre ce « licenciement illégal » que M. Flatschler a entamé dans une grève de la faim.

SYLVIE BONZE.

INQUIÉTUDE A OBJAT (Corrèze)

Les difficultés d'une fabrique de meubles et la vie économique d'une petite bourgade

Les graves difficultés que traverse la société Gautier (fabrique de meubles) font peser des menaces sur l'économie des petites villes où elle exploite des usines. Cent ou deux cents licenciements dans une cité de quelques milliers d'habitants, au cœur de départements ruraux, peuvent entraîner des conséquences économiques aussi graves — à leur échelle — que la fermeture d'un haut fourneau, d'un puits de mine. C'est le cas à Objat, petite ville de Corrèze.

De notre correspondant

Objat. — Bien connu que ne devienne une mode, la Corrèze a voulu appliquer à la lettre les axiomes des économistes et des sociologues, dans le but de freiner l'exode rural, en créant des usines à la campagne. Mais, si, il n'était question ni de sidérurgie ni de métallurgie, mais plus simplement de petites et moyennes entreprises mettant à profit les ressources naturelles et les paysages, c'est précisément dans la vallée de la Vézère que l'exode se fit jour, la Haute-Corrèze, par ses axes de communication, son relief plus tranquille et son climat plus modéré, s'y prêtant mieux que le plateau rigoureux du haut-pays où que la vallée trop encaissée de Tulle, chef-lieu du département.

Entreprise et, avec elle, l'équilibre de toute la région environnante.

Le premier meuble de la semaine de 35 heures, signé le 9 février par M. Le Garrec, alors ministre chargé de l'emploi, n'avait pas qu'une solution radicale : « Il faut alléger l'avion et le faire redécouvrir très vite... ». Ainsi, une liste de cent quatre-vingt-seize licenciés a été établie ces jours derniers à la porte de la fabrique, laissant sans travail toute la population de la commune. A peine les fonctions, la municipalité, autour de son maire M. Jacques Lagrave (R.P.R.), s'est levée pour faire face à cette situation dramatique (1). Les commerces ont fermé leurs volets en signe de deuil, les cortèges de syndicalistes et d'élus se sont déroulés dans les rues du bourg, l'usine et la mairie ont été occupées, des grammes ont été adressés à Paris.

Deux cents familles

A une quinzaine de kilomètres de Brive, Objat, un gros bourg de trois cents habitants, est une prospérité de la vallée de la Vézère de « capitale du petit pois » : l'agriculture, qui constitue encore il y a quelques années la principale source de ce pays, détermine les premiers gestes des artisans, en outre les malles et les corbeilles destinées à l'exportation des petits pois.

Artisans, Objatois devinrent ouvriers, avec la création, au début du siècle, de l'usine Eguizier, qui, mariant l'osier et le bois, produisit tout d'abord du petit meuble. Devenant l'une des plus importantes filiales du groupe Gautier, le européen du meuble de jardin, qui emploie deux mille cinq personnes dans sept usines (Vendée, Maine-et-Loire, Corrèze), l'usine corrézienne devint vite le cœur même de l'économie d'Objat.

Paris, semble-t-il, la loi ! Ici, l'Objat, l'agonie de l'usine va se répercuter comme une épidémie sur l'économie rurale, frappant le dimanche, l'école, le collège, les projets de construction du pays. A la campagne, le départ de deux cents familles — car très peu d'entre elles ont un emploi sur place — prend une signification plus préoccupante que les licenciements plus massifs dans les grandes villes, où se traduit par l'immédiates conséquences, qui ne sont que peine atténuée par la mise en œuvre de treize emplois, proposés par des entreprises locales, et d'un plan de solidarité social de la municipalité corrézienne qui joue un rôle d'agence de l'emploi.

ALAIN GALAN.

Or voilà qu'une production trop grande et qu'un marché trop faible — la vente a, semble-t-il, baissé de 10 % au janvier 1983 — ont aujourd'hui en question l'avenir de

(1) - Gautier, c'est une puissance économique, dit M. Lagrave. La taxe professionnelle que paye l'entreprise représente 40 % de notre budget.

Dafsa+Kompass : l'information-outil



Pour vous, l'information est un outil de décision quotidien. Vous avez besoin d'informations riches, fiables, immédiatement accessibles; sur vos clients, vos fournisseurs, vos concurrents, mais aussi sur leurs résultats financiers, leurs performances, leurs produits, les noms de leurs responsables.

Pour répondre à ce besoin, deux grands spécialistes de l'information se sont réunis, DAFSA expert des données financières et économiques et SNGI l'éditeur du KOMPASS, la référence en matière d'informations industrielles et commerciales.

Le nouveau groupe DAFSA KOMPASS est maintenant le N° 1 de l'information sur les entreprises. Sa vocation : saisir l'information à la source, la traiter et vous la présenter sous des formes immédiatement exploitables, allant du papier à la télématique.

C'est ainsi que des centaines de terminaux ont été installés dans les milieux financiers : banques de données BDO sur les obligations, Télérate sur les taux de change...

Cette évolution télématique se poursuit aujourd'hui dans l'industrie avec la banque de données AXESS.

Le groupe met par ailleurs à votre disposition un ensemble unique d'études, de fichiers et d'annuaires. On peut citer, par exemple le KOMPASS et les Liaisons Financières. Et les Fichiers d'Entreprises ADDOK pour vos mailings...

Pour accéder à cette immense mémoire des entreprises, et mieux connaître les outils qui vous sont proposés, le plus simple est de nous téléphoner.

523-19-19

DAFSA KOMPASS
7, rue Béranger 75009 PARIS

ARCHITECTES • COPIES COULEURS
Qualité d'architecte et de professeur d'architecture
38 Av. DAUMESNIL PARIS 16 347.21.32

SOCIAL

Un mal impardonnable

(Suite de la première page.)

Il s'agissait que de produire une seule machine, et si les hommes étaient identiques, la méthode serait recommandable. Elle conduirait, dans notre économie, à une série d'erreurs de calcul et de déceptions, à ignorer les limites du circuit de travail et, par suite, le court-circuit de travail (chômage). Que dirait-on de chimistes qui, ignorant les différences entre les corps simples, additionneraient leurs masses comme des briques ?

Les robots, les illusions de la machine, ont de réduire le nombre des emplois ; mais, l'accusé, c'est l'informatique, le robot.

Les Japonais, consultants les faits les plus simples ; en une pays industriels, il y a bien plus d'emplois qu'avant la machine, il y a deux siècles. Plus loin, en France, par curiosité, lors d'un sondage, la question suivante : « Depuis l'avènement du pétrole, il y a dix ans, combien a diminué le nombre des emplois ? » Les réponses : « Autour d'une moyenne un peu inférieure à deux millions. La réponse juste serait les cinquante mille emplois. En dépit des erreurs commises, il y a, en effet, six cent cinquante mille personnes pourvues d'emploi de plus qu'avant (dont six mille femmes). » Ne l'oubliez pas, est-il dit partout. Si d'aujourd'hui nous avions suivi depuis cinquante ans ce conseil, nous aurions encore des hôpitaux, des retraites, des

Les malédictions lancées récemment contre les robots « tueurs de l'emploi » sont identiques à celles qui ont été prodiguées au dix-huitième siècle contre la navette volante ou le métier de Jacquard.

Lorsque nous souffrons d'une maladie, nous allons chez le médecin. Allons donc consulter les médecins de l'économie, les économistes.

Déception cruelle : l'emploi, c'est le sujet maudit, redouté, évité. Moins dangereux, assurément, que de parler des cycles pervers ou des multinationales. Mais, en ce moment, les économistes par l'opinion, se contentent de manquer d'humanité, qu'ils ont cherché refuge dans l'abstraction. Quant aux modèles, de plus en plus sophistiqués, ils soulèvent l'admiration, mais prudemment soupçonnés des facteurs les plus compromettants de l'économie : le chômage, les désemplois, les dépressions, bien affirmés il y a cinquante ans.

Chez les quelques économistes qui se lancent dans le grand bain, l'idéologie l'emporte trop souvent, en tout bien ou malheur, et, en tout cas, aucun sanctuaire n'est touché, c'est la fuite dans le désert.

Lorsque, il y a trois ans, j'ai écrit les relations entre la machine et l'emploi, j'ai cherché, en tremblant un peu, à consulter les ouvrages les plus récents. Aucun ouvrage français depuis plus de dix ans : me suis-ils alors vers la lumière divine, le monde anglo-saxon, j'ai appris que l'ouvrage le plus récent, celui de Hicks, remontait à un demi-siècle, et j'ai pu constater son insignifiance. Le sujet est maudit.

L'économiste devrait aujourd'hui se soumettre constamment à l'idée qu'elle était un pays indépendant : je parle, bien entendu, en termes économiques. L'indépendance peut prendre deux formes : l'autarcie et l'équilibre (ou l'équilibre) de la balance des paiements. La première pourrait convenir à ceux qui acceptent de se priver de laine, de papier, etc., et, de la part, d'éclairage, de transports, etc., mais cela au profit d'un bien-être matériel.

Le programme politique de juin 1981 n'était pas rappeler, dans la charge des saint-cyriens de 1914, courant en blanc, les mitrailleuses du Feldgrau. En dépit de la guerre des illusions, les Français se croient encore à l'abri, derrière les hautes murailles de l'Hexagone. Aux communes municipales, la peur des immigrés a joué plus que le déficit, combien plus grave, de la balance des paiements.

Consommer davantage plus qu'on ne produit n'est pas une vertu qu'aux riches. Mais l'argent n'est qu'un garde-fou réflexe. Sans pénétrer les secrets des dossiers, il est difficile d'énoncer le fait suivant : Tous les économistes sont en faveur de l'emploi comme ceux du pasteur du président Coolidge l'étaient avant le péché, mais les actions, toutes les mesures, sont orientées, la plus ingénument du monde, en faveur du chômage.

Tous sont, fort nombreux, qui, du chef de gouvernement au plus humble employé d'une agence locale pour l'emploi, sont en faveur de l'emploi. Mais, pour ouvrir la bouche.

La France a longtemps vécu dans l'idée qu'elle était un pays indépendant : je parle, bien entendu, en termes économiques. L'indépendance peut prendre deux formes : l'autarcie et l'équilibre (ou l'équilibre) de la balance des paiements. La première pourrait convenir à ceux qui acceptent de se priver de laine, de papier, etc., et, de la part, d'éclairage, de transports, etc., mais cela au profit d'un bien-être matériel.

Le programme politique de juin 1981 n'était pas rappeler, dans la charge des saint-cyriens de 1914, courant en blanc, les mitrailleuses du Feldgrau. En dépit de la guerre des illusions, les Français se croient encore à l'abri, derrière les hautes murailles de l'Hexagone. Aux communes municipales, la peur des immigrés a joué plus que le déficit, combien plus grave, de la balance des paiements.

Consommer davantage plus qu'on ne produit n'est pas une vertu qu'aux riches. Mais l'argent n'est qu'un garde-fou réflexe. Sans pénétrer les secrets des dossiers, il est difficile d'énoncer le fait suivant : Tous les économistes sont en faveur de l'emploi comme ceux du pasteur du président Coolidge l'étaient avant le péché, mais les actions, toutes les mesures, sont orientées, la plus ingénument du monde, en faveur du chômage.

Tous sont, fort nombreux, qui, du chef de gouvernement au plus humble employé d'une agence locale pour l'emploi, sont en faveur de l'emploi. Mais, pour ouvrir la bouche.

trouver des emplois aux Français qui en cherchent. La plupart de ces dévoués ne peuvent guère faire autre chose : « Que savez-vous faire, Monsieur, Madame ? Que voulez-vous faire ? Je vais chercher à vous caser ». Chacun d'eux a raison, mais le contresens d'ensemble n'est pas moins étendu et en voie d'aggravation, par l'usage non réfléchi du « formation », excellent un individu et dépourvu de sens à l'échelle nationale, du moins qu'on le conçoit.

Pour la nation, l'ensemble de l'économie, le travail n'est pas un but en soi, c'est un moyen de se procurer les richesses que l'on aime.

Projeté à l'échelle nationale, une situation individuelle, c'est la certitude de l'échec. Tout besoin d'emplois est un besoin d'emploi, mais l'emploi ne conforme aux besoins ou dépasse ceux-ci est, en quelque sorte, parasite et chômeur, quelque part ailleurs, le chômage et d'appauvrissement.

Erreur de signe

Que l'économie s'efforce à élever le plus haut possible le niveau de vie sociale est plus que légitime ; que chaque vie les emplois les plus agréables et les plus rémunérés est d'autant plus logique que les deux d'autant plus souvent réunies. Et, cependant, si 70 % visent à accéder à la vie supérieure de la société, l'artificiel est trop complaisant pour attendre ce résultat.

On pourra certes objecter qu'il y a aussi des manœuvres en chômage ; l'économie n'est pas un mécanisme d'horlogerie, et les malfaçons de

l'économie, les charges anormales qui en résultent, pèsent sur l'ensemble, réduisant la rentabilité et ne permettant qu'un emploi partiel un peu partiel.

Le fond demeure : du fait de cette immense erreur de signe, de la prise du problème à l'envers (toujours par généralisation des problèmes de l'individu), tous nos efforts sont à contretemps, nos expressions les plus sympathiques sont elles-mêmes des contresens, telle la formule sacrée « créer des emplois », qui revient pieusement dans les meilleures bouches, sous les plumes les mieux intentionnées.

Le résultat de tous ces contresens, le refus de voir, ont conduit à une immense exclusion d'une partie de la population active, laquelle a engendré un contresens supplémentaire, la croyance en une limitation, en quelque sorte naturelle, du nombre des emplois. A son tour, cette contre-vérité suggère des contresens malheureux : excuser, renvoyer, chasser, réduire. Après avoir longtemps tenu en suspicion le travail des femmes, nous en sommes aujourd'hui à écarter les travailleurs dits âgés, solution onéreuse, qui réduit encore la possibilité d'investissements véritablement créateurs. Le problème doit être entièrement repris à la base, sans peur des amertumes. Dans le second article, nous touchons le fond du débat et essaierons, dans le troisième, d'acquiescer les grandes lignes d'une solution.

ALFRED SAUVY.

Prochain article :

LE FOND DU DÉBAT.

ARLEQUIN

loterie nationale

vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre

TIRAGE MERCREDI SOIR, A LA TELEVISION



(Publicité)

LANGUAGE STUDIES

PARIS - LONDRES - BERKELEY - NEW-YORK - MADRID

APPRENEZ LA LANGUE DANS LE PAYS D'ORIGINE

COURS INTENSIFS POUR ADULTES

COURS SPECIAUX POUR HOMMES D'AFFAIRES

Appelez-nous : (1) 260-53-70

ou renvoyer le coupon au 380, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS

Nom, prénom :

Adresse :

Profession :

Téléphone :

désire recevoir, sans engagement, une documentation complète sur les cours de langues.

TURBO INJECTION: LA PUISSANCE.



massif enveloppant, becquet aérodynamique à l'arrière, ligne basse plongeante. Tout a été conçu sur la 505 Turbo Injection pour privilégier la formidable puissance de son moteur. Un 4 cylindres, arbre à cammes en tête de 2155 cm³. Injection et allumage électronique. Suralimenté par turbocompresseur. 150 ch DIN à 5200 tr/mn. De 0 à 100 km/h en 8,8 secondes.

100 km/h arrêté en 29,8 secondes. Un couple de 24 mkg DIN à 3000 tr/mn. Douce accélération foudroyante, reprises énergiques et soutenues et du 200 km/h (sur circuit). La 505 Turbo Injection est un superbe animal de la route qui consacre le succès de l'électronique à la motorisation. Pour une maîtrise totale de cette puissance, les solutions techniques

les plus avancées ont été retenues : suspension à 4 roues indépendantes, différentiel à glissement limité, 4 freins à disque, ventilés à l'avant, jantes alliage, pneus larges bas-profil 195/60 HR. Et synthétiseur électronique de parole contrôlant les principaux organes de la voiture. Peugeot 505 Turbo Injection. La patte du Lion au plus haut niveau de la technologie automobile.

PEUGEOT 505 TURBO INJECTION

Année 1983. Garantie anticorrosion 6 ans. Consommation : 8,6 l à 90 km/h, 11,5 l à 120 km/h, 13,2 l en circuit urbain.

Un constructeur sort ses griffes

CHIFFRES

Le contrôle sera la

reche de Kingston-Upon-Hull

MMI

1

2

هكذا مات الأمل

AFFAIRES

REMOUS DANS LES SERVICES INFORMATIQUES

Qui contrôlera la société SESA ?

Un coup de théâtre vient de se produire dans le petit monde des services informatiques avec la prise d'une participation majoritaire par le groupe nationalisé C.G.E., dans le capital de la société SESA. Cette opération, qui relève de « Kriegerpiel », industriel, met aux prises, à travers la SESA, la C.G.E. (et son directeur général, M. Georges Peberon) et CAP, Geminet Sogefi (et son P.D.G., fondateur, M. Serge Kampf), autre actionnaire important de la SESA.

Fondée au début des années 60 par M. Jacques Stern, la SESA fait un chiffre d'affaires de 450 millions de francs et emploie mille deux cents personnes, dont huit cents ingénieurs. Elle est spécialisée dans la réalisation de réseaux de transmission de données à grande vitesse. C'est elle qui a bâti le réseau français Transpac.

Depuis longtemps, la SESA avait un problème de structure du capital. Après diverses opérations, M. Stern et les principaux cadres du groupe réunissent au début de 1981 à 20 pour cent leur participation dans la SESA. La C.G.E., qui détenait 35 % à travers une de ses filiales, passant à 45 %, la SESA conservant 10 %.

La C.G.E. n'était, en fait, qu'un *sleeping partner*, les dirigeants de la SESA reconnaissant à M. Stern la coupe d'un grand groupe.

Une mesure conservatoire

Le départ de M. Stern chez C.I.I.-H.B. et la vente, en décembre 1982, de ses 35 % à CAP Geminet Sogefi - avec qui il existe une importante synergie - allait cependant détruire la fragile équilibre des pouvoirs. Pour éviter que la SESA ne bascule vers la société de M. Kampf, la C.G.E. allait mener une contre-offensive dans deux directions.

La première a consisté à prendre des mesures conservatoires sur le plan du capital. La SESA, souhaitant céder ses 10 %, la C.G.E. a fait jouer un vieux droit d'option sur 5 %. Les cinq autres pour-cent ayant été octroyés à des membres du personnel, la C.G.E. leur a racheté environ 2 %. Si bien qu'elle détient désormais 52 % de la SESA.

La seconde a été de mener une opération de charme auprès des cadres de la SESA, en leur apportant, notamment, le soutien logistique de la C.G.E. pour résoudre les graves problèmes rencontrés par la SESA aux Etats-Unis. Dans le même temps, on leur fait miroiter tous les avantages qu'aurait une intégration de leur société dans l'empire C.G.E.

On se doute que toute cette affaire n'est qu'un jeu de CAP Geminet Sogefi, qui se retrouve quel que soit le résultat, avec une participation de 35 %, payée au prix fort, dans une entreprise qui se porte mal, et que les cadres de la SESA, décidément finalisés, avec qui ils

souhaitent travailler. Tout cela débouchera-t-il sur un compromis ? C'est possible. Ainsi la C.G.E. pourrait revendre à CAP Geminet Sogefi les 52 % de la SESA et recevoir en échange des actions de la société de M. Kampf (10 % au maximum).

Les trois sociétés sont somme toute assez complémentaires, et des coopérations technologiques peuvent être envisagées. Mais la C.G.E. saurait-elle se contenter d'une participation minoritaire, d'un accord où elle n'aurait pas la prépondérance ? Ne vise-t-elle pas en fait, à travers ce « coup de billard », à mettre tout de suite la main soit sur la SESA, soit à plus long terme sur le groupe de M. Kampf. Affaire à suivre.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) La Compagnie générale d'Industrie et de Participation détient 27,5 % du capital, et une filiale de British Airways, 10 %, le reste étant réparti entre des membres de l'équipe dirigeante et du personnel.

L'ITALIE VA AIDER SON INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM

Le gouvernement italien vient de mettre au point un plan de restructuration de l'industrie de l'aluminium. L'Etat va y consacrer environ 1,2 milliard de francs.

Cette décision, prise à la fin de la semaine dernière par un conseil interministériel présidé par le premier ministre, M. Fanfani, devrait apporter un ballon d'oxygène au groupe d'Etat EFIM, qui contrôle, à travers sa filiale Minerale Carbonifera Sarda, environ 80 % des capacités de production d'aluminium en Italie. EFIM avait menacé de licencier onze mille salariés si aucune aide gouvernementale n'était décidée. Les déficits n'ont cessé de s'accroître depuis des années, et représentaient un montant cumulé de plusieurs centaines de milliards de lires.

Le plan gouvernemental reste cependant fort discret sur le détail des restructurations. Il n'indique pas si la filiale du groupe Alusuisse, qui contrôle 20 % de la production d'aluminium en Italie, est concernée.

TOURISME

L'ASSOUPLISSEMENT DU CONTROLE DES CHANGES

Quatre régimes pour les voyages

Un arrangement est intervenu, le 8 avril, entre le ministère de l'Economie, des finances et du budget et le Syndicat national des agences de voyages (SNAV) au sujet de la vente de voyages à forfait à l'étranger (le Monde daté 10-11 avril).

Désormais, les voyages des Français sont soumis aux régimes suivants :

• Les voyages sans limitation - Il est possible d'importer et de déporter (en billets, en chèques ou en cartes de crédit) tous les francs nécessaires en France, dans les départements et territoires d'outre-mer, ainsi que dans les treize pays de la zone franc.

• Les voyages hors zone franc achetés avant le 25 mars - Les personnes ayant versé, avant le 25 mars, des arrhes ou des acomptes, soit par transfert à l'étranger soit par paiement auprès d'une agence de voyages, peuvent régler le solde de la dépense, quel que soit son montant, sans l'imputer sur l'allocation touristique annuelle de 2 000 F. Ils devront apporter la preuve de la date de leur paiement.

• Les voyages hors zone franc achetés depuis le 25 mars auprès d'un agent de voyages - Il est possible d'acheter auprès des agences de voyages d'importer des circuits, séjours ou prestations touristiques et d'importer quel prix. Les agences amputeront l'allocation touristique

annuelle de 2 000 F des sommes correspondant aux sorties de devises réglant les prestations, l'hébergement et les transports à l'étranger. Cette amputation ne peut dépasser 1 750 F pour un voyage en pension complète et 1 150 (et non 1 250 F comme l'indiquaient les premières déclarations) pour un voyage en demi-pension. Chaque touriste peut donc emporter en voyage le reliquat de l'allocation touristique en devises auxquelles s'ajoutent 1 000 F en billets français.

• Les voyages hors zone franc réalisés individuellement - Ceux qui ne s'adresseront pas à une agence de voyages disposeront, hors zone franc, quel que soit le pays de destination et la longueur du séjour, des allocations suivantes : la contre-valeur en devises de 2 000 F par an et par adulte (et de 1 000 F pour les enfants de moins de dix ans) et, à chaque voyage, de la somme de 1 000 F en billets français.

ÉTRANGER

Les sociétés mixtes opérant en Chine ne paieront pas d'impôt pendant deux ans

Les autorités chinoises ont décidé de réduire les taxes frappant les sociétés mixtes (*joint venture*) opérant en Chine et de faciliter leur fonctionnement, vient de faire savoir l'agence Chine nouvelle.

Les équipements, les matières premières, les pièces détachées importées par l'investisseur étranger ou bien par la société mixte seront désormais exemptés de taxes fiscales et douanières.

En outre, les sociétés mixtes ne paieront pas d'impôt sur le revenu pendant les deux premières années où elles enregistreront des profits. Elles bénéficieront d'une réduction d'impôt de 50 % au cours de la troisième année.

Jusqu'à présent, ces sociétés étaient soumises à un impôt des bénéfices de 50 %, avec toutefois un abattement de 50 % pendant deux ans.

Le gouvernement chinois, indique Chine nouvelle, a aussi décidé de lever les restrictions sur la vente en Chine des produits fabriqués par les sociétés mixtes.

Ce type de sociétés a été créé à l'origine pour l'exportation, et seule une part minime des produits fabriqués était écoulée sur le marché intérieur.

Désormais, les articles ou produits qui répondent à une demande inté-

rieure pourront être vendus sans aucune restriction en Chine, a indiqué Chine nouvelle.

Afin de ne pas grever les coûts de production, le gouvernement chinois a décidé de vendre à ces sociétés les matières premières, les matériaux, l'eau, l'électricité, ainsi que le fuel et le pétrole utilisés pour les transports, au même prix que celui accordé aux sociétés chinoises.

Toutefois, les métaux précieux, ainsi que le charbon, le pétrole, le bois et d'autres matériaux, dont le prix sur le marché international est plus élevé que sur le marché chinois, seront payés au tarif mondial pour les produits destinés exclusivement à l'exportation.

Chine nouvelle indique que les formalités de douane seront simplifiées pour le personnel des sociétés mixtes, qui sera autorisé à importer des véhicules et du matériel de bureau.

L'agence précise que la Chine compte, à l'heure actuelle, quarante-huit sociétés mixtes, à l'exclusion de celles opérant dans les zones économiques spéciales.

Le montant total des investissements de ces entreprises s'élève à 222,98 millions de dollars, dont 102,54 millions provenant des partenaires étrangers. - (A.F.P.)

Au Venezuela

Les recommandations du F.M.I. sont jugées « traumatisantes »

La Banque centrale du Venezuela a dû intervenir à la fin de la semaine dernière pour éviter que le dollar U.S. n'atteigne le cours de 9 bolívares. La monnaie américaine avait coté 8,75 bolívares lorsque la Banque centrale est intervenue.

C'est la première fois que le dollar atteint de tels sommets depuis l'introduction d'un triple marché des changes par le gouvernement le 28 février dernier.

Jusqu'à cette date et depuis douze ans, le dollar s'était maintenu au cours de 4,30 bolívares. Le triple marché des changes a été mis en place pour freiner les sorties de devises.

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a présenté au Venezuela un « catalogue de recettes » en huit points qui a été qualifié de « tra-

matissant » dans les milieux économiques.

Selon le quotidien *Diario de Caracas*, le plan comprend les points suivants :

• Elimination totale des subventions, hausse des tarifs des services publics, réduction des dépenses publiques, réforme fiscale comportant un accroissement du poids des impôts indirects, limitation des hausses de salaires, libéralisation du commerce intérieur et extérieur, libération des prix, pas de restrictions aux importations, restriction du crédit, unification du marché des changes avec flottement de la monnaie.

Dans un rapport devant le directeur de la Banque centrale, Pedro Amaro, son président, n'a pas employé le terme de dévaluation, mais on considère dans les milieux officiels que celle-ci va dépasser légèrement les 100 %.

Le Venezuela a, au sein du F.M.I., une quote-part de 1,2 milliard de dollars et pourrait solliciter un prêt de 1,5 milliard pour couvrir ses remboursements de dette, actuellement suspendus par un moratoire décidé jusqu'au 1^{er} juillet par le gouvernement de Caracas.

• L'Argentine introduira, le 1^{er} juin prochain, une nouvelle unité monétaire, baptisée « peso argentin », qui équivaudra à 10 000 pesos actuels, a indiqué, samedi 9 avril, le directeur du Trésor de la Banque centrale d'Argentine, M. Miguel Bruzon.

Une opération identique avait été effectuée en janvier 1970. Le dollar U.S., qui cotait auparavant 350 pesos, retrouvait alors une parité de 3,50 pesos avec la nouvelle unité monétaire.

Treize ans et cinq mois plus tard, une nouvelle conversion monétaire est rendue indispensable, le dollar ayant atteint la parité de 94 000 pesos sur le marché intérieur.

• M. Franz Joseph Strauss, ministre-président de Bavière et président du conseil d'administration d'Airbus-R.F.A., vient de déclarer qu'il était opposé à la réduction de la participation ouest-allemande au programme européen de construction de l'avion de transport Airbus A-330, envisagée par Bonn.

LA « DÉNATIONALISATION » DU TÉLÉPHONE EN GRANDE-BRETAGNE

La brèche de Kingston-Upon-Hull

Les regards de tous les constructeurs mondiaux d'équipements de télécommunications sont tournés vers une toute petite région d'Angleterre, au nord de la rivière Humber. Il ne s'y agit pas d'un simple village, mais d'un lieu très important à la fois pour les industries britanniques et le monde du pays.

Cette région, en effet, est la seule à ne pas relever des P.T.T. (Post Office), qui, partout ailleurs, détient le monopole du téléphone. Or la gestionnaire locale, le conseil de la ville de Kingston-Upon-Hull, va lancer, cet été, un premier appel d'offres de câbles électroniques. D'un côté, il s'agit de câbles de 120 millions de francs, ce qui est une somme considérable pour une petite ville de 100 000 habitants, mais qui sera valorisée de tout pour la première fois, les constructeurs britanniques Geo

et Plessey. Après un long et difficile développement, le System X va-t-il devenir opérationnel ? Rien n'est moins sûr, car tous les concurrents internationaux se sont sur les rangs le candidat Northern Telecom, le français CIT-Alcatel et le suédois L.M. Ericsson) avec des systèmes qui ont fait leurs preuves ailleurs. La Standard Telephone and Cable (S.T.C.), filiale britannique de l'américain L.T.T., présente, de son côté, le nouveau System 12 d'I.T.T. Pour ce dernier système, l'appel d'offres sera également valeur de test.

Le Post Office « dénationalisé » suivra de près les résultats. Le marché de Kingston-Upon-Hull ouvre-t-il une première brèche pour les constructeurs étrangers en Grande-Bretagne ?

E. L. B.

• Un nouveau P.-D. G. pour Apple. - La société américaine Apple Computer, l'un des pionniers de la micro-informatique (1 milliard de dollars de chiffre d'affaires), change de président. M. John Sculley, âgé de quarante-quatre ans, va remplacer M. Markkula, son cadet de trois ans.

M. Sculley a travaillé pendant seize ans chez Pepsi-Cola dont il était président de la branche américaine. M. Markkula ne quitterait pas Apple. Il souhaiterait travailler sur les projets à long terme de la société et y créer un laboratoire de recherche.

Les difficultés rencontrées par Apple, ces derniers mois, pour maîtriser sa croissance et faire face à la concurrence des géants comme I.B.M. qui se lancent sur le marché de l'informatique personnelle ne sont pas étrangères à ce remaniement à la tête de la société.

• Le 40^e congrès confédéral de la C.F.D.T. aura lieu à Bordeaux en 1985. - Le 40^e congrès de la C.F.D.T. aura lieu à Bordeaux en 1985 aux alentours du mois de mai, a déclaré le bureau national de la C.F.D.T.

PROGRAMME DOCTORAL DE GESTION

Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires (HEC - ISA-CFC)

Admissions 1983

UN PROGRAMME DE FORMATION D'ENSEIGNANTS-CHERCHEURS EN GESTION a été créé en 1974 dans le cadre du Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, qui regroupe l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC), l'Institut Supérieur des Affaires (ISA) et le Centre de Formation Continue (CFC). Le Programme Doctoral du CESA, soutenu par la FNEGE (Fédération Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises) a pour objet de former des enseignants-chercheurs de haut niveau dans le domaine de la gestion des entreprises.

DURÉE ET CONTENU DES ÉTUDES. La durée des études est de 2 ans, thèse comprise. Durant ces 2 années, les doctorants acquièrent une formation approfondie : - en pédagogie ; - dans le domaine de la recherche appliquée à la gestion ; - dans une discipline déterminée de la gestion (finance, marketing, contrôle de gestion, stratégie, affaires internationales, sciences humaines appliquées aux organisations, etc.).

En outre, chaque doctorant est étroitement intégré aux activités d'un département d'enseignement et de recherche du CESA.

CONDITIONS FINANCIÈRES : les doctorants du CESA peuvent bénéficier de bourses leur permettant de consacrer tout leur temps à leurs études.

CONDITIONS D'ADMISSION : peuvent faire acte de candidature les diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur (ou diplôme équivalent) ayant de préférence déjà acquis quelques années d'expérience professionnelle dans l'enseignement ou en entreprise.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 7 mai 1983. POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS et pour obtenir un dossier de candidature, s'adresser à : PROGRAMME DOCTORAL du CESA, 1, rue de la Libération, 75350 Jouy-en-Josas, tél. : 956-80-00 ou 01-23.

MMMM... ET ZIP BERLITZ.

1 **MMM...** je dois apprendre l'anglais le plus rapidement possible, mon avenir professionnel en dépend.

2 **MMM...** Je désire apprendre à mon rythme.

ROULOGNE - 609.15.10. CHAMPS-ÉLYSÉES - 720.41.60. LA DÉPENSE - 773.63.16. NATION - 371.11.34. OPÉRA - 742.13.39. PANTHÉON - 633.98.77. SAINT-LAZARE - 523.22.22. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE - 973.75.00. VERSAILLES - 950.08.70.

1 **ET ZIP BERLITZ.** Immersion totale : 2 à 6 semaines de leçons particulières, 9 heures par jour et 5 jours par semaine.

2 **ET ZIP BERLITZ.** Leçons particulières ou semi-particulières à votre cadence.

Callé à la fois d'expérience et d'efficacité, Zip Berlitz vous aide à apprendre l'anglais.

BERLITZ

AGRICULTURE

Les producteurs ont décidé de créer la première usine de tabac blond en France

Les producteurs de tabac de France ont décidé de monter une usine de tabac blond. Cette décision, prise lors du congrès de Valence qui s'est terminé samedi 9 avril, représente une double première : ce sera la première usine de ce type, alors que la consommation de tabac brun décroît depuis plusieurs années, et c'est la première fois que les producteurs entendent avoir la propriété de leur outil de transformation.

Aujourd'hui, 4 000 producteurs cultivent du tabac blond sur 2 600 hectares, soit de quoi approvisionner une usine employant quarante personnes et produisant 5 000 tonnes par an. Mais si, comme l'espère la Fédération nationale des planteurs (F.N.P.T.), la culture du tabac blond progresse tant chez les producteurs actuels, que chez de nouveaux agriculteurs, 10 000 tonnes pourraient être traitées.

Le coût de la nouvelle usine n'est pas encore chiffré. Trois projets sont à l'étude : l'un dont le coût est évalué à 45 millions de francs concerne une entreprise entièrement neuve, l'autre de 15 millions reviendrait à utiliser des machines et un site de la SEITA (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) actuellement sous utilisés. Le troisième projet serait intermédiaire entre les précédents.

Côté financement, les planteurs comptent sur des subventions de la CEE, mais la lenteur avec laquelle les dossiers sont réglés leur font craindre un retard préjudiciable à la mise en route du projet qu'ils espèrent pour le début de 1985. L'autre solution serait purement française : subvention du ministère de l'Agriculture (son représentant à Valence, M. Bombal, a donné son accord de principe), emprunts et prêts participatifs du Crédit agricole. Les planteurs participeraient au financement par l'intermédiaire des fonds d'investissement de leur caisse de réassurance. Ces fonds serviraient au préfinancement ou à la trésorerie.

L'annuaire électronique en Ile-de-France en octobre. - Les P.T.T. proposeront l'annuaire électronique aux abonnés volontaires du quatrième arrondissement de Paris, à ceux de Boulogne puis de Saint-Cloud, Suresnes, Nanterre, Evry, Corbeil et Villabé. Deux cent mille appareils devraient être installés avant la fin 1984.

Pour la commercialisation, l'Union des coopératives des planteurs envisage de créer un GIE ou de passer des conventions avec un négociant italien Delta-Fina (filiale du groupe hollandais Dalm Maatschappij et de la multinationale américaine Universal-Leaf qui approvisionne notamment Philip Morris). Cette association est nécessaire, dans un premier temps du moins, dit-on à la F.N.P.T. pour apprendre le métier du commerce que nous ne connaissons pas bien.

La création prochaine de cette usine participe de la reconquête du marché intérieur, puisque, aujourd'hui, la SEITA importe la quasi-totalité de ses tabacs blonds. En 1985, a déclaré M. Bombal, les importations de la SEITA dépasseront 50 % et entraîneront un déficit de 2,8 milliards de francs. - J. G.

● L'Amérique latine a connu en 1982 la crise économique la plus grave depuis la dernière guerre et même probablement depuis la crise de 1929, estime la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), qui a dressé la semaine dernière le bilan de l'année écoulée.

Le produit intérieur brut de l'Amérique latine a baissé de 1 % en 1982, pour la première fois en qua-

ERREUR D'AIGUILLAGE

Vieux pneus enflammés, rails enduits de graisse : on ne passe pas ! Les trains, comme des aimants, attirant les agriculteurs en colère. Qui racontera un jour l'histoire des rapports conflictuels entre les hommes de la terre et le chemin de fer ?

C'était samedi 9 avril, trente jeunes paysans étaient sur le pont, à Mirabeau (Côte-d'Or) pour arrêter un train de personnalités inaugurant une ligne touristique. Les 100 personnes, mais trois cents nostalgiques de la traction à vapeur ont pu, le temps d'une halte imprévue sur le périple Dijon-Dijon, découvrir, par tracts interposés, les joies des montants compensatoires monétaires. Les jeunes agriculteurs ont confessé leur erreur d'aiguillage.

J. G.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.U.	7,2440 7,2510	+ 150 + 190	+ 250 + 350	+ 765 + 885
S.ca.	5,8720 5,8790	+ 180 + 150	+ 210 + 275	+ 565 + 690
Yen (100)	3,0460 3,0440	+ 135 + 170	+ 280 + 325	+ 810 + 880
DM	2,9980 2,9950	+ 170 + 195	+ 340 + 375	+ 925 + 1020
Florin	2,6410 2,6420	+ 145 + 165	+ 300 + 315	+ 820 + 860
F.B. (100)	15,0485 15,0600	- 90 - 75	- 95 - 140	- 170 - 250
F.S.	3,5360 3,5405	+ 220 + 250	+ 400 + 500	+ 1330 + 1415
L. (1 000)	5,8270 5,8335	- 215 - 125	- 445 - 325	- 1455 - 1270
F. franc	11,6250 11,6450	+ 120 + 220	+ 250 + 420	+ 940 + 1160

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/8	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 1/4	9 5/8	9 3/8	9 3/4
S.E.U.	4 3/16	4 1/16	4 9/16	4 15/16	4 3/4	4 5/8	5	5 3/8
DM	4 3/4	5 1/4	4 3/4	5 1/4	4 3/4	5 1/4	5 1/4	5 3/8
Florin	11 1/2	12	11 1/2	12 3/4	11 1/2	12 3/8	11 1/2	12
F.B. (100)	4 3/4	5 3/4	3 3/4	4 1/4	3 3/4	4 1/4	3 3/4	4 1/4
F.S.	16	18	15 1/4	17	15 1/4	17 3/8	16 3/4	18 1/2
L. (1 000)	10 1/4	10 7/8	10 1/4	10 7/8	10 1/4	10 3/4	9 7/8	10 1/2
F. franc	12 1/4	13	12 3/8	12 7/8	12 1/2	14	14 1/2	15

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ELECTRICITE DE FRANCE

EMPRUNT AVRIL 1983.

3 milliards de francs - Obligations de 5000 F.

Deux formules au choix du souscripteur :

Durée : 12 ans.
Intérêt annuel : 14,90 %.
Prix d'émission : 100 % soit 5000 F.
Date de jouissance : 25 avril 1983.
Amortissement normal : Ces obligations seront amorties en 3 ans au maximum en 3 tranches sensiblement égales. Cet amortissement s'effectuera, soit par remboursement au pair le 25 avril des années 1993, 1994 et 1995 à la suite d'un tirage au sort pour la moitié au moins des titres à amortir, soit par rachat en Bourse.
Amortissement anticipé : EDF se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats en Bourse supplémentaires.
Taux de rendement actuariel brut à la date de jouissance : **14,90 %.**

Une note d'information (visa COB n° 83-86 du 29 mars 1983) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Etablissements chargés du placement.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DES TITRES. Notice au B.A.L.O. du 11 avril 1983.

Souscriptions :
les souscriptions seront reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :
• Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,
• Caisse Nationale et Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel,
• Caisses de Crédit Mutuel,
• Caisses d'Epargne,
• Caisse Nationale de l'Energie,
• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.
Cotation :
Ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).



ÉNERGIE

Selon le ministre vénézuélien de l'énergie

LE MARCHÉ PÉTROLIER MONDIAL SE STABILISE

Le Venezuela a augmenté le prix de ses produits pétroliers de 0,30 à 0,50 dollar par baril pour le fuel, de 2 dollars par baril pour le naphte et de 3,50 dollars pour les distillats lourds, a annoncé, dimanche 10 avril M. Humberto Calderon Berti, ministre vénézuélien de l'énergie et des mines. « Nous constatons un processus continu de stabilisation sur le marché pétrolier mondial. Conséquence évidente du récent accord sur les prix et la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) », a dit M. Calderon.

L'accord de l'OPEP sur une baisse organisée des prix et de la production, l'annonce par la Grande-Bretagne d'une diminution modérée de ses prix et surtout la décision du Nigeria de ne pas suivre, comme il en avait menacé, la nouvelle baisse britannique ont en effet normalisé le marché pétrolier, permettant un redressement des cours.

Le réajustement, qui demeure fragile, compte tenu des faibles perspectives de la demande mondiale à court terme, a néanmoins facilité l'acceptation par les principaux clients de la B.N.O.C. (compagnie nationale britannique) des nouveaux prix de vente du pétrole de la mer du Nord.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT LYONNAIS

LES RÉSULTATS EN 1982

En dépit de l'aggravation de la crise mondiale et, pour les banques, d'une baisse sensible des taux d'intérêt, tant en France qu'à l'étranger, le Crédit Lyonnais a pu dégager, en 1982, un bénéfice net de 311 millions de francs, contre 469 millions de francs en 1981.

Le produit net bancaire s'est accru de 21,4 % et le résultat d'exploitation, avant amortissements et provisions, a progressé de 39,7 % atteignant 4 811,3 millions de francs.

Toutefois, la charge nette des provisions d'exploitation s'est beaucoup alourdie en liaison avec les difficultés économiques persistantes : les provisions concernant les créances sur la clientèle et les risques divers ont atteint 1 950 millions de francs (+ 20 % par rapport à 1981), et celles destinées à provisionner en partie les concours accordés à divers pays fortement endettés se sont élevées à 1 477 millions de francs (+ 192 % par rapport à 1981).

En France, les activités de l'établissement se sont développées dans des conditions favorables. Les concours consentis à la clientèle ont augmenté globalement de 17,5 % en capitaux

moyens annuels, avec une croissance de 13,3 % pour les crédits en francs et de 51,1 % pour les crédits en devises. Le volume des ressources de clientèle, en revanche, n'a progressé qu'au rythme de 8,7 % par suite de la stagnation des dépôts à terme liés au changement de rémunération réglementaire intervenu en septembre 1981. Compte tenu d'une charge de provisions d'exploitation en hausse de 81 %, le bénéfice net pour la France ressort finalement à 206 millions de francs contre 213 millions de francs en 1981.

Les agences étrangères, pour leur part, ont pu accroître sensiblement leurs opérations, puisque toujours en capitaux moyens annuels les comptes et les ressources de clientèle ont progressé respectivement de 28,8 % et de 18,1 %. Mais la charge des provisions ayant plus que doublé, le bénéfice net ne s'est établi qu'à 105 millions de francs contre 256 millions de francs en 1981.

Ces comptes, qui seront soumis le mois prochain à l'Assemblée générale, concernent le seul Crédit Lyonnais. Les comptes consolidés du groupe feront l'objet d'une publication ultérieure.

Les Succursales de L'Européenne de Banque
Situation au 31 mars 1983 :

	LAFFITTE EXPANSION	LAFFITTE RENDEMENT	LAFFITTE TOKYO	LAFFITTE FRANCE	LAFFITTE OBLIGATIONS	LAFFITTE COURT TERME
	Valeurs diversifiées	Valeurs de rendement	Valeurs japonaises	Actions françaises	Obligations françaises	Obligations à court et moyen terme
ACTIF NET (millions de F)	577,7	285,9	803,3	201,8	58,8	308,8
VALEUR DE L'ACTION (en Francs)	502,22	180,86	803,10	157,80	135,67	106.081,76

Les Conseils d'Administration ont arrêté les comptes de l'exercice 1982. Il sera proposé aux Assemblées la distribution des dividendes ci-dessous.

NET 22,30	NET 14,20	NET 28,58	NET 8,82	NET 14,71
contre 14,54 en 81	contre 10,31 en 81	contre 15,46 en 81	contre 5,93 en 81	contre 11,89 en 81

BANQUE HERVET
emprunt
15,10 %

EMPRUNT 15,10 % de F 100 000 000 représenté par 20 000 obligations de F 5 000

Prix d'émission	99,78 %, soit F 4 989
Date de jouissance et de règlement des souscripteurs	25 avril 1983
Intérêt annuel	15,10 %, soit F 755 par obligation
Taux de rendement actuariel brut	15,15 % au règlement
Durée	8 ans
Amortissement	en totalité à la fin de la 8 ^e année
Cotation	l'admission des obligations à la Cote Officielle de la Bourse de Paris sera demandée.

Les demandes seront reçues, dans la limite du nombre de titres disponibles, aux guichets de la BANQUE HERVET.

Une note d'information qui a reçu le visa N° 83-60 en date du 1^{er} mars 1983 de la Commission des Opérations de Bourse est tenue à la disposition du Public. Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 4 avril 1983.

BANQUE HERVET

Siège social : 1, place de la Préfecture, BOURGES (Cher)
Société Anonyme au capital de 142 403 400 francs - R.C.S. Bourges 953 720 152

سكنا من الأمل

8 AVRIL

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)
Indices généraux de base 100 en 1949

SOURCES REGIONALES
 Date 100: 31 décembre 1987
 Indice général 104,4
 (*) Indices pondérés.

déficit pour l'exercice écoulé aurait dû être encore très lourd. Une autre filiale du groupe, la chaîne de magasins Standa, a fait son premier retour aux bénéfices

DOCKES DE FRANCE. - Bénéfice net comptable hors plus-values pour 1982: 107,1 millions de francs (- 2 %) pour un

est maintenu à 49,50 F.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. FEMMES : « Un certain art de vivre », par Anne-Marie Hirsch ; « Où est notre victoire ? », par Martine Inard ; « Vues et revues : rituels et autres fêtes », par Yves Florenne.

ÉTRANGER

3-4. L'assassinat du dirigeant palestinien Issam Sartou et l'échec des négociations jordan-palestiniennes.

DIPLOMATIE

5. AMÉRIQUES - Les conflits en Amérique centrale.

POLITIQUE

6. P.C.F. : le difficile chemin de l'« autonomie ». Trois élections cantonales : trois échecs pour la gauche.
9. M. Edgar Faure : il faut faire une politique favorable aux entreprises et à l'emploi.

SOCIÉTÉ

10. L'enquête sur l'explosion meurtrière de Marseille.
11. RELIGION : une réunion œcuménique à Chantilly : l'euphorie, c'est fini...
17. MÉDECINE : le mouvement de grève des internes et chefs de clinique se durcit.
18. SCIENCES.

SPORTS

12. CYCLISME : victoire de la persévérance pour Kuiper.

CULTURE

14. ROCK : Orchestral Manoeuvres in the Dark et Culture Club.
15. MUSIQUE : Rigolotto par l'Opéra de Bâle.
16. LI : Madame Stainheil ou la connaissance du président.
17. COMMUNICATION : vidéotransmission dans le Messin Central.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. L'amélioration de la conjoncture dans les autres pays de la C.E.E.
20. En marge des tensions commerciales internationales, le débat sur les échanges de services est engagé.
21. « L'inflation double la pression fiscale sur l'épargne investie dans l'entreprise », par Michel Diebsch.
22. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

RÉGIONS

41. ILE-DE-FRANCE : Conseil général du Val-d'Oise : on démantèle !
42. RHONE-ALPES : la réunification des Savoies est en marche.

ÉCONOMIE

43. SOCIAL.
45. AFFAIRES : remous dans les services informatiques ?
46. AGRICULTURE : les producteurs ont décidé de créer la première usine de tabac blond en France.

RADIO-TÉLÉVISION (16)

INFORMATIONS - SERVICES - (18) :
Météorologie : Mots croisés « officiel ».
Annonces classées (24 à 40) :
Carnet (42) : Programme des spectacles (15 et 16) : Marchés financiers (47).

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS À DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...

TISSUS "COUTURE"
TISSUS "DÉCORATION"

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G H

En Pologne

Le primat a rendu hommage au courage des insurgés du ghetto de Varsovie

Le cardinal-primat de Pologne, Mgr Glemp, a célébré, dimanche 10 avril, à Varsovie, une messe à la mémoire des combattants de l'insurrection du ghetto dont le quarantième anniversaire est, cette année, marqué par de nombreuses cérémonies officielles (le Monde du 10-11 avril).

Rendant hommage au courage des insurgés, le cardinal a dit qu'« ils n'avaient pas choisi entre la vie et la mort mais entre la mort dans la rébellion et la mort dans la dignité du combat ». Après avoir dénoncé « toutes les formes de persécution » et souhaité que disparaissent la haine religieuse et raciale, Mgr Glemp, évoquant le génocide du peuple juif, a parlé des « nombreux Polonais », notamment des prêtres et des religieux, qui avaient risqué leur vie pour aider leurs compatriotes juifs.

Devant les milliers de fidèles réunis à cette occasion, le prélat officiant a pour sa part qualifié de « fléau moral » le « péché d'antisémitisme » dont est issu, a-t-il dit, le génocide. Intervenant ensuite depuis l'autel au pied duquel il avait pris place en compagnie de M. Finkelsztajn, président de l'Association religieuse de confession juive, M. Szymiel, le président de l'Association socio-culturelle des juifs de Pologne, a déclaré que « juifs et Polonais étaient unis par Auschwitz et Dachau » et que les trois millions et demi de juifs vivant avant guerre en Pologne y avaient trouvé « une patrie ».

M. Walesa n'était pas présent à cette cérémonie à laquelle il avait pourtant annoncé sa participation. On pense généralement que, quittant Gdansk sous ce faux prétexte, il pourrait en avoir profité pour prendre des contacts discrets avec d'autres syndicalistes.

Le Comité pour la commémoration indépendante de l'insurrection du ghetto, créé pour protester contre l'exploitation politique qu'entendait faire les autorités de cet anniversaire, a de son côté invité à un dépôt de gerbes, dimanche 17 avril, devant le monument dressé à l'ancien em-

placement du ghetto. D'humbles bouquets l'ont orné déjà depuis deux jours à la suite de cet appel. Parallèlement, une messe et une manifestation silencieuse ont marqué dimanche l'anniversaire du massacre, durant la guerre, à Katyn, de plusieurs milliers d'officiers polonais. Officiellement attribués à l'armée allemande, ces assassinats sont considérés par tous les Polonais et la plupart des historiens comme l'œuvre des services soviétiques. (A.F.P.)

Attribué à M. Walesa, le prix de la Liberté, créé par les quotidiens libéraux Dagens Nyheter (Suède) et Politiken (Danemark), a été remis en son absence, samedi 9 avril, dans la capitale suédoise, à M. Jerzy Milewski, représentant de Solidarité en Europe occidentale. Dans une lettre publiée le même jour par le quotidien suédois Expressen, M. Walesa affirme à cette occasion que « les idéaux de son mouvement n'avaient rien perdu de leur actualité et qu'il ne pouvait demeurer inactif ». (A.F.P.)

L'union des syndicats Force ouvrière de la région parisienne et l'organisation clandestine de Solidarité pour la région de Gdansk ont signé un accord d'assistance et d'échange d'informations. Aux termes de ce texte, le syndicat français s'engage à « soutenir moralement et matériellement » Solidarité-Gdansk et ses membres.

LE FRANC SUISSE AU PLUS HAUT : 3,54 F

Sur des marchés des changes très calmes, le seul fait marquant a été le renouveau du franc suisse, dont le cours a battu, à nouveau, tous ses records historiques à Paris, atteignant 3,54 F.

Le dollar a très légèrement baissé, à la suite de la diminution de la masse monétaire américaine : son cours est revenu, à 2,42 F, de 2,4250 F, à moins de 2,42 F, et, à Paris, de 2,42 F à 2,4250 F environ. Le mark est resté collé à son cours-plancher de 2,995 F.

L'aveu à Kaboul

On l'avait vu brièvement à la télévision afghane au lendemain de son procès le 13 mars dernier. Aujourd'hui, le reportage d'Eric Durschmied (présenté dimanche 10 avril sur TF 1) nous a montré longuement le docteur Philippe Augoyard, le médecin français de l'AMI (1) capturé par un commando soviétique alors qu'il exerçait sa coupable mission « humanitaire » dans une zone hors du contrôle des autorités prosoviétiques de Kaboul.

Le docteur Augoyard est un bon élève. Il a bien appris, et bien compris, le rôle qu'il devait jouer au cours de ce procès spectacle express. Il récite sa confession, reconnaît ses « actes répréhensibles », demande à « être pardonné », « car je suis la vérité ». Il n'y met guère le ton et psalmodie son autocritique d'une voix monocorde. Il faut dire à sa décharge qu'il n'est pas comédien. Et puis il joue sa tête.

Sur le campus d'une grande université de France, et qu'Arthur London a déclaré dans l'Aveu - n'avait bien entendu pas vocation à faire de lui un orateur. Contrairement à ses prédécesseurs, il ne bénéficiait pas d'une longue expérience

ni de mois de répétitions tatillonnes. Et puis sa mission était, en quelque sorte, plus humaine : échanger des aveux contre un verdict de « relative » clemence. Argument de propagande pour un régime décliné, mais aussi menace pesant sur tout médecin osant franchir à nouveau la frontière afghane.

Mais si le docteur Augoyard - au visage étrangement absent pendant son procès, sauf dans l'attente du verdict - est vraiment sincère, s'il « a réalisé quelle était sa faute » et s'il « s'est repenti », ce n'est-il pas téméraire après avoir vu un représentant de l'ambassade de France et bénéficié de l'assistance d'un avocat (2) ? Plus que sa confession, plus que son visage, les mains du médecin français, qu'il serrait nerveusement, semblaient fournir une réponse à cette interrogation.

PATRICIE DE BEER.

(1) Action médicale internationale.
(2) L'article 30 de la Constitution, pourtant, comme l'a affirmé le tribunal, donne à l'accusé « le droit de se défendre ».

LA POLÉMIQUE ENTRE MOSCOU ET PARIS

L'agence Tass accuse les services secrets français de recourir aux « liens de solidarité maçonnique » dans leurs activités en Afrique

Poursuivant la polémique engagée à la fin de la semaine dernière contre la France, à la suite de l'expulsion des fonctionnaires soviétiques de Paris, la Komsomolskaia Pravda, organe des jeunes communistes de l'U.R.S.S., a accusé, dimanche 10 avril, les services secrets français d'avoir « pris part dans la dernière période à plusieurs complots et coups d'États en Afrique francophone ».

Le journal rapporte que la presse africaine condamne « la coopération des services secrets français et soviétiques » et affirme que les premiers agissent également « en liaison avec la C.I.A. et le Mossad israélien ».

Pour sa part, l'agence Tass avait affirmé, samedi 9 avril, que « l'activité des services de renseignements français en Afrique a été notamment relancée en 1981, avec la réorganisation du réseau d'espionnage français sur le continent ».

L'innovation majeure, écrit Tass, a consisté à recourir, dans le cadre de « la préparation d'opérations secrètes », aux « liens de solidarité maçonnique », existant entre la France et les responsables haut placés de certains États du continent. L'agence cite la revue Jeune Afrique (publiée à Paris) pour indiquer que les services secrets français ont « établi une liste de personnalités africaines membres des loges maçonniques », et appartenant « tous à la catégorie des agents potentiels » du renseignement français.

Une action « honteuse et outragée »

Samedi, la Komsomolskaia Pravda avait condamné la décision « arbitraire » et « honteuse » d'expulser plusieurs fonctionnaires soviétiques à Paris. Selon son correspondant en France, « celui qui a porté la main » sur les relations soviéto-françaises « a endossé une lourde responsabilité, y compris devant son propre peuple ».

Commentant la notion d'« équilibre des forces », le ministre de la Défense a estimé : « L'équilibre des forces veut dire que l'espionnage ne doit pas aller au-delà d'une certaine limite qui créerait un déséquilibre ».

« Je peux vous dire, a ajouté M. Henu, qu'en ce qui concerne la France, ces nouveaux durs de nos services technologiques et scientifiques sont très bien protégés. Vous pouvez dormir sur vos deux oreilles ».

En Union soviétique

CONDAMNATIONS ET « REPENTIRS »

Moscou (A.F.P., U.P.I.). - Un Soviétique de Lettonie (République balte), Vairis Boumeisls, dont la Pravda avait annoncé, vendredi 8 avril, l'arrestation pour espionnage, a été condamné, le lendemain, à quinze ans de prison à régime sévère. Son coaccusé, M. Dainis Lismanis, a été condamné à dix ans de la même peine. Les deux hommes, qui travaillaient dans un kolchoze, ont été reconnus coupables de trahison et d'espionnage militaire, politique et économique au profit de la C.I.A. De plus, selon la Pravda, ils avaient rédigé un « aide-mémoire » réclamant l'indépendance de la Lettonie et destiné à la conférence européenne de Madrid.

D'autre part, M. Serge Khodorovitch, qui avait pris la succession de sa sœur Tatiana, émigrée à Paris, dans la gestion du fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles - fonds créé et alimenté par Alexandre Soljenitsyne - a été arrêté, jeudi 7 avril à Moscou, après une perquisition à son domicile. En décembre 1981, un ancien administrateur du fonds, Valéry Repine, avait été arrêté à Leningrad. Le mois dernier, il se serait repenti : il avait affirmé, le 3 mars, à la télévision, que la C.I.A. finance le fonds, afin de promouvoir l'antisovétisme et de récolter des informations. Vendredi 8 avril, sa femme Elena a fait de même. Les amis du couple disent qu'elle avait été menacée, si elle refusait de se produire à la télévision, d'être arrêtée à son tour. Or le couple a un fils âgé de deux ans.

Le numéro du « Monde » daté 10-11 avril 1983 a été tiré à 466 809 exemplaires.

CHARTERS ÉTÉ 83
Vol A.R. - séjour hôtel 1/2 pension Sénégal 4.770 F
Séjour supplémentaire 1.580 F
Côte d'Ivoire 6.050 F
Séjour supplémentaire 1.580 F
AIRCOM SETI
26, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268-15-70

La guerre du Golfe

BAGDAD FAIT ÉTAT D'UNE NOUVELLE OFFENSIVE IRAQUIENNE

Manama (A.F.P.). - Les forces armées irakiennes ont lancé, dimanche 10 avril en fin de soirée, une nouvelle offensive contre le territoire irakien, dans la région de Misun, à 300 kilomètres au sud-est de Bagdad, a annoncé ce lundi matin un communiqué militaire irakien.

Cette offensive, déclenchée sur un front de 30 kilomètres, a été brisée par les soldats irakiens, et des combats acharnés se poursuivaient lundi à l'aube, ajoute ce communiqué, qui ne fait pas état d'un franchissement de la frontière internationale par les forces irakiennes. Celles-ci occupent dans le même secteur, depuis début février, une poche de territoire irakien d'environ 300 kilomètres carrés.

Rompant un calme relatif de plusieurs semaines, cette offensive a été lancée quelques heures après un discours de l'imam Khomeiny, affirmant que ses forces devaient poursuivre leur action en Irak pour « mettre fin à la menace » pesant sur l'Iran.

NOUVELLES BRÈVES

M. Mikhail Kapitsa, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, est arrivé le dimanche 10 avril à Tokyo, où il doit s'entretenir avec des responsables de la diplomatie japonaise et participer à la réunion de travail soviéto-japonaise qui aura lieu mardi et mercredi. Cette réunion, la troisième depuis 1979, intervient alors que l'U.R.S.S. et le Japon se sont récemment livrés à une confrontation verbale à propos de l'éventuel redéploiement en Sibirie orientale de missiles de portée intermédiaire SS-20. (A.F.P.)

Les médecins des hôpitaux généraux de la Savoie (non C.H.U.) annoncent, à compter de ce lundi 11 avril, une « grève administrative de durée illimitée », et, du 14 au 30 avril, une grève des consultations. Les soins d'urgence et le traitement des malades hospitalisés seront assurés. Les médecins hospitaliers de la Savoie déclarent que leur mouvement est provoqué par leur refus du statut proposé par le gouvernement, statut « qui ne peut aboutir qu'à une dégradation de la médecine hospitalière ».

Echecs. - En amenant la septième partie de son match de quarts de finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs contre Portisch, Kortchnoi, qui mène 5 à 2, n'est plus qu'à un demi-point de la qualification pour les demi-finales. De son côté, Huebner a enfin gagné une partie, la neuvième, contre Smyslov, ce qui lui permettait de rejoindre son adversaire avec quatre points et demi. Ribli et Torre, après deux parties, sont à égalité à partout.

Le 12 avril, le ministre de la Santé a annoncé que le plan de lutte contre la grippe A sera mis en œuvre dès le début de la semaine prochaine. Ce plan prévoit la mise à disposition de médicaments, la vaccination de certaines personnes, la surveillance de la situation épidémiologique, la mise à disposition de lits d'hospitalisation, la mise à disposition de matériel de diagnostic, la mise à disposition de matériel de traitement, la mise à disposition de matériel de prévention, la mise à disposition de matériel de recherche, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de remplacement, la mise à disposition de matériel de recyclage, la mise à disposition de matériel de destruction, la mise à disposition de matériel de stockage, la mise à disposition de matériel de transport, la mise à disposition de matériel de distribution, la mise à disposition de matériel de vente, la mise à disposition de matériel de service, la mise à disposition de matériel de support, la mise à disposition de matériel de conseil, la mise à disposition de matériel de formation, la mise à disposition de matériel de documentation, la mise à disposition de matériel de communication, la mise à disposition de matériel de gestion, la mise à disposition de matériel de maintenance, la mise à disposition de matériel de réparation, la mise à disposition de matériel de